

Haïti, un peuple étranglé par le colonialisme et l'impérialisme

Présentation

Après le terrible séisme du 12 janvier 2010, la presse n'a cessé de broder sur le thème de la « malédiction » qui frapperait Haïti. Mais contrairement à ce qui ressort de tous ces commentaires, si malédiction il y a, elle ne doit rien ni au ciel, ni au hasard, ni à la malchance : la « malédiction » du peuple haïtien, c'est d'être étranglé depuis des siècles par la colonisation d'abord – espagnole puis française – et l'impérialisme ensuite.

Les images épouvantables diffusées par toutes les télévisions après le tremblement de terre ont montré toute la réalité de ce pays : ni eau, ni nourriture, ni infrastructures, ni pelleteuses pour tenter de retrouver des survivants dans les décombres. Mais qui cela peut-il surprendre, dans un pays à propos duquel nous écrivions, en 1994, qu'un seul porte-avion américain croisant au large de ses côtes produisait plus d'électricité que l'île tout entière ?

L'histoire d'Haïti, depuis que cette île a eu le malheur d'être sur le chemin de Christophe Colomb en 1492, n'est qu'une longue suite de massacres, de pillages, de violence, de corruption. Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, la vie politique à Haïti va de coup d'État en putsch, d'interventions militaires en répression de la population. Les deux puissances tutélaires qui ont mis le pays en coupe réglée, les États-Unis et la France, ont protégé depuis des décennies les pires crapules qui ont dirigé Haïti, et quand elles ont cessé d'en soutenir une, c'était pour en mettre une autre à la place. L'île est livrée à la rapacité d'une bourgeoisie locale à la mentalité d'esclavagistes et à celle des « investisseurs » américains ou français, qui y trouvent une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci, payée à des salaires qui ne permettent que de vivre dans des conditions infrahumaines. Elle est aussi livrée, depuis des décennies là encore, à la violence des bandes armées et des gangs, qu'il s'agisse de voyous agissant pour le compte de l'État, pour celui des patrons locaux, ou pour le leur propre.

Mais Haïti, ce n'est pas que cela : c'est aussi un prolétariat nombreux, combatif et courageux, qui a eu bien des fois l'occasion de se lever contre l'oppression. Haïti est le premier pays de l'époque moderne à avoir aboli l'esclavage et gagné son indépendance sous la pression d'une insurrection populaire. Et depuis l'après-guerre, le prolétariat a bien des fois eu l'occasion d'intervenir sur la scène politique – parfois pour réclamer une amélioration de ses conditions de vie, parfois pour jeter dehors l'un ou l'autre de ces dictateurs soutenus par l'impérialisme. C'est de ce prolétariat que viendra, demain, nous en sommes convaincus, la formidable révolution sociale que la bourgeoisie, à Haïti plus que nulle part ailleurs, a mille fois méritée.

À travers des textes publiés par Lutte Ouvrière et par l'organisation trotskyste haïtienne OTR (Organisation des travailleurs révolutionnaires), ce dossier revient sur l'histoire politique d'Haïti et la combativité de sa classe ouvrière.

Table des matières

La Révolution française et la révolte des esclaves de St-Domingue	3
Haïti (1994).....	7
Haïti, après le 17 septembre (1988).....	43
Aristide au Palais présidentiel, mais l'armée dans les casernes qui l'entourent (1991).....	52
Après le putsch : pendant que la diplomatie s'occupe d'Aristide, l'armée s'occupe des Haïtiens pauvres (1991)	60
Enlèvements et assassinats politiques : la « démocratisation » en marche (1993).....	69
Les États-Unis face à Haïti : l'art de se présenter en défenseurs des opprimés en tentant de réajuster leurs chaînes (1994)	79
Six mois après le débarquement américain (1995).....	90
À l'heure du remplacement d'Aristide par le nouveau président Préval (1996).....	96
Une minorité de parasites dans un océan de misère (1997).....	102
L'agonie du régime d'Aristide (2004).....	106
La loi des bandes armées (2004)	116
Préval imposé par la rue (2006).....	121
Des élections sous la surveillance des Casques bleus et sous la menace des bandes armées (2006).....	124
Décomposition de l'État et violence des gangs armés (2007).....	130
La situation des travailleurs (2009)	135

Extrait du Cercle Léon Trotsky du 12 juin 1998

Ce ne fut pas l'Amérique que découvrit Christophe Colomb le 5 décembre 1492, mais l'île qui est aujourd'hui Haïti. Elle fut alors baptisée Hispaniola. Les Indiens qui l'habitaient furent littéralement exterminés par les conquistadors espagnols. Puis, dès le 16^e siècle, l'île fut peuplée, de force, d'esclaves noirs arrachés à l'Afrique.

Au 17^e siècle, la partie ouest de l'île, délaissée par les Espagnols, fut occupée par les Français, qui exploitèrent l'île – rebaptisée Saint-Domingue – et ses dizaines des milliers d'esclaves jusqu'à la Révolution française. C'est à cette époque que l'esclavage allait être aboli sous la poussée de la première insurrection généralisée d'esclaves de l'époque moderne.

Esclavage et capitalisme

La Révolution française

et la révolte des esclaves de St-Domingue

[...] Les esclaves sont eux-mêmes entrés en scène à St-Domingue à partir de 1791.

On peut relever, en passant, qu'aucune des grandes histoires générales de la Révolution française ne parle de cette question ; seulement Jaurès dans son *Histoire socialiste de la Révolution française*.

Et Jaurès écrit que, sur la question de l'esclavage, « *La bourgeoisie révolutionnaire recula devant la clameur des grands intérêts soulevés* ».

Il faut se rappeler que la révolution était une révolution pour la liberté. Mais une révolution bourgeoise. C'est-à-dire que, par liberté, les bourgeois – une fois réglée la question de leur liberté individuelle par l'abolition des privilèges du sang – entendaient liberté du commerce. Et celle-ci était, à leurs yeux et dans les conditions de l'époque, indissociable de la liberté de perpétuer l'esclavage.

Et, même si les intérêts de la grande bourgeoisie maritime ne coïncidaient pas toujours avec ceux des planteurs blancs des colonies, le drapeau de la liberté du commerce était le sien, inséparable de celle de la traite et du système esclavagiste.

D'ailleurs, ces hommes voyaient si peu de contradiction en cela que des bateaux négriers partirent de Nantes en 1790, 1791, 1792, qui s'appelaient *La Fraternité*, *Le ça ira*, *L'Egalité*...

Un Comité fut organisé par les Chambres de commerce des ports pour demander que la Déclaration des droits ne soit pas appliquée aux colonies, que la traite des Noirs soit maintenue, etc. Les villes maritimes lancèrent des adresses à la Constituante contre les projets attribués à la Société des Amis des Noirs, qui, à en croire

leurs suppliques, allaient entraîner la ruine de la Nation. Le Havre s'alarmait à la perspective du désastre économique et social que causerait la suppression du trafic négrier. De Bordeaux, les administrateurs faisaient mine de s'inquiéter pour les ouvriers en cas de suspension des travaux du port : « *Ces travaux si actifs, si variés, assureraient la subsistance d'une foule immense d'ouvriers de tout genre, et l'on ne peut se dissimuler que la tranquillité publique serait compromise, si cette classe intéressante de nos concitoyens était privée de cette unique ressource (...)* ».

Déjà, les bourgeois usaient du chantage à l'emploi ! En réalité, ils étaient soucieux de ce que rien ne vienne à compromettre leur mise antillaise, leurs énormes créances sur St-Domingue et l'avenir de leurs profits. Tandis que les planteurs menaçaient de faire sécession, de se placer sous la souveraineté anglaise.

Le soulèvement des esclaves et la reconnaissance des droits des propriétaires mulâtres

Cependant, aux Antilles mêmes, conséquence des événements, les différentes fractions de la bourgeoisie coloniale commencèrent à se livrer une guerre entre elles, généralement planteurs contre commerçants. Ils avaient tous un tel mépris des Noirs, une telle certitude de les tenir en main, qu'ils n'hésitèrent pas à mobiliser leurs esclaves et à les armer, dans cette lutte entre possédants.

Mais se posa alors la question des mulâtres.

Il y avait à St-Domingue quelque 30 000 mulâtres et noirs affranchis, qu'on appelait « les gens de couleur libres », parmi lesquels une couche véritablement privilégiée possédait un quart des terres, cultivées par des esclaves. Privés de tout droit politique, leurs porte-parole revendiquaient l'égalité avec les Blancs sur ce plan, tout en affirmant leur solidarité avec eux en tant que propriétaires d'esclaves.

Parmi les Amis des Noirs à l'Assemblée constituante, certains auraient vu d'un bon œil qu'on leur donnât satisfaction, afin de s'en servir comme de contremaitres pour contenir les esclaves noirs.

Ce fut en vain, et, dans l'impasse, les propriétaires mulâtres s'insurgèrent, en octobre 1790. Fait significatif, leur représentant, Ogé, avait pourtant tenu à répéter leur communauté d'intérêts avec les propriétaires blancs, et à promettre de ne pas s'appuyer sur les esclaves. La révolte fut écrasée, Ogé fut supplicié sur la place du Cap le 25 février 1791 en présence des colons blancs de la province au complet.

En août suivant, la ville du Cap était attaquée par les esclaves, soulevés à l'appel de l'esclave Boukman. Repoussés hors de la ville, ils incendièrent les plantations environnantes. Le gros des troupes d'esclaves finit par se retirer à la frontière entre la colonie française et la colonie espagnole qui se partageaient la grande île, où ils furent rejoints par un Noir, intendant d'une plantation, qui allait devenir leur chef sous le nom de Toussaint Louverture.

A la nouvelle du soulèvement, les négociants de La Rochelle, de Bordeaux, proposèrent leurs vaisseaux pour envoyer des troupes. Quelques mois plus tard, en mars 1792, l'Assemblée législative finit par accorder l'égalité des droits aux « hommes de couleur libres ». C'est la peur de la révolte des esclaves qui la poussait, et qui fit reconnaître les droits des propriétaires mulâtres.

Pendant ce temps, les esclaves noirs par milliers continuaient à désertter les plantations et à grossir les troupes de Toussaint Louverture, qui avait trouvé un appui intéressé et de l'armement auprès des autorités espagnoles.

La résistance des esclaves, une longue histoire

Il y avait déjà eu bien des révoltes d'esclaves dans les colonies. Dès le début du XVI^e siècle, le roi d'Espagne avait promulgué ordonnance sur ordonnance en vue de les mater, et l'histoire de ces trois siècles en est jalonnée.

La résistance des esclaves s'exprimait souvent par des suicides, des auto-mutilations, ou encore des empoisonnements dans la famille des maîtres, mais surtout par la fuite, ce qu'on appelait le « marronnage ». Les esclaves fugitifs, les « nègres marrons », se réfugiaient dans les montagnes ou les forêts, et furent parfois à même de former des regroupements clandestins, les « quilombos », comme au Surinam hollandais, à Cuba et surtout au Brésil. La république de Palmarès, dans le Nord-Est du Brésil, rassembla jusqu'à 20 ou 25 000 « marrons » et réussit, entourée de ses fortifications, à résister pendant un siècle contre les expéditions portugaises et hollandaises.

Dans l'île Bourbon, où le marronnage était important, les colons organisaient des battues vengeresses, les « chasseurs de Noirs » étaient récompensés. A la Jamaïque, les Anglais eurent à affronter en permanence des groupes de marrons armés.

De même à St-Domingue. C'était la colonie la plus riche, et celle où les colons furent particulièrement féroces. Les esclaves pouvaient être bourrés de poudre à canon et mis à feu, broyés au moulin...

Quand l'heure de l'explosion générale sonna, le soulèvement fut massif et impitoyable. Les esclaves n'allaient pas capituler.

1793-1794 : la première abolition de l'esclavage

1793 fut une année critique. La République proclamée en France, Louis XVI exécuté, la France en guerre avec l'Angleterre et l'Espagne, les colons se retournant contre la Convention et prêts à passer aux Anglais... Le commissaire jacobin Sonthonax n'hésita pas à promettre l'affranchissement à tout esclave qui viendrait au secours de la République. 10 000 esclaves déferlèrent sur le Cap, mettant en déroute les troupes royalistes, pour rejoindre ensuite celles de Toussaint Louverture. Le 29 août, alors que les troupes anglaises étaient sur le point de débarquer, Sonthonax annonça l'abolition de l'esclavage.

Et le 4 février 1794, la Convention votait enfin son abolition dans toutes les colonies, sans débat. Danton montra alors comment l'opportunisme pouvait faire bon ménage avec les grands principes, en s'exclamant : « *Nous travaillons pour les générations futures ; lançons la liberté dans les colonies ; c'est aujourd'hui que l'Anglais est mort (...)* L'Anglais voit s'anéantir son commerce ».

Mais enfin, comme les hommes de 93 n'avaient pas craint, à l'heure du grand péril, de s'appuyer sur les masses populaires, ils montrèrent une audace analogue en s'appuyant sur les « Jacobins noirs » insurgés.

Ceux-ci rejoignirent la République et, en quelques mois, balayèrent les troupes anglaises. Toussaint allait devenir gouverneur de la colonie, et le premier général noir de la République.

St-Domingue : l'échec de la tentative de restauration de l'esclavage

Une fois l'urgence passée, cependant, la bourgeoisie française ne voulut pas renoncer à l'exploitation esclavagiste de ses colonies à sucre.

Dès 1802, Bonaparte, quand il eut les mains libres du côté de l'Angleterre pour un temps, et cherchant à plaire aux colons et à la bourgeoisie maritime, entreprit de ramener dans l'esclavage ces hommes et ces femmes qui avaient placé leur confiance dans la République. Il y parvint en partie. Le général Richepanse rétablit l'esclavage à la Guadeloupe. La Martinique restait provisoirement sous domination britannique. Dans l'île Bourbon, devenue île de la Réunion en 1793, les planteurs avaient refusé le décret de février 1794 et rembarqué de force, plus tard, les deux commissaires envoyés par le Directoire. L'île allait prendre pour quelques années le nom de son nouveau propriétaire : île Bonaparte.

Mais à St-Domingue, Bonaparte ne réussit pas.

Il lança une expédition militaire forte de 22 000 soldats et 86 vaisseaux, sous les ordres de Leclerc et Rochambeau. Parallèlement, le commerce négrier fut officiellement rétabli pour toutes les colonies, les déportés africains tombèrent en esclavage comme avant, les agents de la bourgeoisie maritime s'empressaient de placer des commandes, de Nantes ou du Havre on s'inquiétait de savoir si on pouvait placer des Noirs, les colons émigrés revenaient – bref, les affaires reprenaient...

Alors, tout le peuple noir et mulâtre se souleva. Malgré les horreurs et les déchaînements racistes des colons blancs et de Rochambeau – qui fit venir de Cuba des chiens spécialement dressés à la chasse aux Noirs – l'insurrection, et la démoralisation des troupes françaises, tinrent en échec la plus puissante armée d'Europe. Les Noirs de St-Domingue avaient appris à se battre, et ils refusèrent, au mépris de la mort, de retourner en esclavage.

Bonaparte parvint à enlever Toussaint Louverture et à le faire mourir, enfermé au fort de Joux, dans le Jura. Ce fut sa vengeance, mais les officiers noirs sous la direction de son second, Dessalines, proclamèrent, le 31 décembre 1803, l'indépendance de la colonie, qui fut rebaptisée Haïti, pour bien souligner la rupture avec la France.

Cercle Léon Trotsky n°61 du 18 mars 1994

L'exposé de ce Cercle Léon Trotsky relate l'histoire d'Haïti, « un pays auquel le capitalisme n'a pas laissé la moindre chance », de la conquête espagnole au renversement du président Aristide en 1991. Une histoire faite de massacres, de pillages, d'oppression systématique contre la population pauvre qui pourtant, plus d'une fois, sut se révolter.

Haïti

Haïti est situé sur la partie occidentale d'une des grandes îles des Caraïbes, l'île d'Hispaniola dont la partie orientale est occupée par la République de Saint-Domingue.

Ici, en France, les Caraïbes évoquent les vacances. Et il y a quelques années, Haïti comptait parmi les escales les plus spectaculaires et les plus agréables des croisières.

Mais aujourd'hui, dans les rues de Port-au-Prince, la capitale de Haïti, trouver le matin sur son chemin, même dans les principales artères, des cadavres que les gens enjambent pour aller vaquer à leurs occupations est un spectacle quotidien. Et on ne sait pas si le mort a été tué dans la nuit par des groupes armés cherchant à terroriser la population ou s'il s'est simplement écroulé, mort de faim !

Et cela attire de moins en moins l'attention, même dans les rues de la capitale. La presse nationale et, à plus forte raison, internationale n'a consacré un entrefilet à la répression que lorsque, en décembre dernier, plusieurs dizaines d'habitants du bidonville de Cité Soleil furent brûlés vifs dans un incendie allumé volontairement par un groupe armé. Quelques lignes encore, il y a peu, lorsque des militaires ont laissé une vingtaine de morts dans une maison abandonnée, squattée par des jeunes fuyant la répression chez eux, à Cité Soleil.

Mais la violence de l'armée et des groupes paramilitaires d'extrême droite tue pourtant moins d'hommes que n'en tuent la faim ou des maladies bénignes qui, faute de médicaments, deviennent mortelles.

Une hécatombe silencieuse se déroule dans les campagnes où, par endroits, les paysans en sont à manger de l'argile pour tromper la faim, avant de finir par en mourir quand même.

Une hécatombe silencieuse encore parmi les enfants, dans ce pays où les trois quarts des enfants en bas-âge sont gravement sous-alimentés et le sont depuis avant leur naissance... du fait de la sous-alimentation de leurs mères !

Haïti, c'est 6,5 millions d'habitants, 5 millions de paysans, dont l'écrasante majorité survit dans une extrême pauvreté.

Haïti, c'est aussi Port-au-Prince, la capitale, avec ses taudis et ses bidonvilles aux noms trompeurs comme « Cité Soleil » ou, au contraire, très évocateurs comme « Cité Carton ». C'est le pays le plus pauvre du continent américain et un des plus pauvres du monde.

Haïti se trouve à quelques centaines de kilomètres seulement des côtes des États-Unis, la plus riche puissance du monde. A peine plus d'une heure d'avion de Miami à Port-au-Prince, pour que la misère succède à l'opulence. Pourtant le pays lui-même n'a pas été damné par la nature : son sol est riche, ses femmes et ses hommes travailleurs, et il y a à peine deux siècles c'était la plus riche colonie du monde.

Mais Haïti a eu le malheur d'être parmi les premiers à subir le système capitaliste mondial. Elle est en quelque sorte le symbole, l'incarnation même de ce qu'est ce système pour les trois quarts pauvres de la planète.

L'histoire d'Haïti est une succession de pillages, de massacres et d'esclavage, depuis ce jour où l'île d'Hispaniola a eu le triste privilège d'être le premier territoire d'Amérique où accostèrent les bateaux de Christophe Colomb en 1492.

Ses premiers habitants indiens ont été massacrés en quelques décennies, puis remplacés par des esclaves noirs déportés d'Afrique.

Deux siècles d'esclavage brutalement achevés par la plus grande révolution d'esclaves de l'histoire contemporaine. Une révolution anti-esclavagiste doublée d'une lutte d'émancipation coloniale, la deuxième qui fut victorieuse dans l'histoire du colonialisme, juste après celle qui libéra les États-Unis de l'emprise coloniale de l'Angleterre. Mais, à la différence de la guerre d'indépendance américaine qui, elle, laissa les Noirs esclaves jusqu'en 1862, la révolution haïtienne détruisit l'esclavage.

Devenue le premier État noir indépendant de l'histoire contemporaine, Haïti anticipa avec plus d'un siècle d'avance sur ce qui allait être le destin de tant de pays colonisés d'Afrique, d'Amérique et d'Asie.

Le monde capitaliste ne lui a pas pardonné son audace. Haïti a subi bien avant d'autres le blocus, les pressions militaires et économiques, l'étranglement financier, l'exploitation par le biais de l'endettement, l'invasion impérialiste.

Ses classes pauvres ont fait l'expérience, bien avant d'autres pays colonisés, que l'indépendance, un hymne, un drapeau, ne suffisaient pas pour se préserver de la pression de l'impérialisme.

L'histoire d'Haïti, c'est celle d'un pays auquel le capitalisme n'a pas laissé la moindre chance. Au point qu'il apparaît, aujourd'hui, ruiné et comme transformé en camp de concentration, encadré de l'intérieur par une bande de brigands armés appelée « armée haïtienne », surveillé de l'extérieur par une noria de navires de guerre américains. De ces navires de guerre dont les seuls frais de fonctionnement pourraient sauver une grande partie de ceux qui meurent lentement de faim, mais qui sont là, au contraire, pour refouler ceux qui tentent de fuir la mort à bord d'embarcations de fortune...

De la conquête espagnole à la colonie française

L'île d'Hispaniola resta espagnole de 1492, date à laquelle Christophe Colomb en prit possession au nom de l'Espagne, jusqu'en 1697, date à laquelle sa partie orientale passa à la France.

En 1791, la partie française de l'île, la future Haïti, produisait les trois quarts du sucre du monde, sans compter café, coton, indigo et autres denrées tropicales. Et son commerce avec la France, qui s'en était assurée depuis Colbert le monopole, re-

présentait le tiers du commerce extérieur du royaume. C'était la « perle des Antilles ». Et sa prospérité reposait sur l'esclavage. Il y avait 5 000 esclaves en 1697 et 455 000 sur à peine 510 000 habitants en 1791.

Les « nègres créoles », ceux qui étaient nés sur place et qui avaient acquis quelques positions dans la hiérarchie des esclaves, inspecteur de culture comme Dessalines, ou garçon d'hôtel comme Christophe, deux des principaux leaders de la Révolution et premiers chefs d'État d'Haïti, pouvaient espérer être affranchis, comme le fut Toussaint Louverture, ancien cocher dont le rôle pendant la Révolution lui valut le surnom de Robespierre noir.

Il n'en était pas de même des esclaves nés en Afrique, les nègres bossales, les deux tiers de l'ensemble, rivés au travail le plus dur, celui des plantations.

Aux violences qu'ils subissaient, les esclaves, et plus particulièrement les nègres bossales, répondaient par le « marronage », la fuite dans les montagnes.

Des révoltes d'esclaves secouaient périodiquement les plantations, tantôt limitées à une région, tantôt se généralisant.

Les Blancs, comme le dit à l'époque Mirabeau, « *dormaient sur les flancs du Vésuve* ». La Révolution française et ses idées de liberté réveillèrent le volcan.

Car la liberté, tout le monde dans l'île y aspirait. Mais le contenu que chaque couche sociale donnait à ce mot était différent, voire tout à fait opposé. La liberté que la couche dominante, les 5 000 planteurs blancs et plus largement les 30 000 Blancs de la colonie voulaient, était celle de commercer librement avec qui ils voulaient, en se débarrassant du pesant monopole français sur leur commerce.

C'est de la couche privilégiée que partit l'agitation. Elle s'étendit par la suite aux Mulâtres.

Il y avait quelque 30 000 Mulâtres et Noirs affranchis. Ils étaient tous méprisés par les Blancs et privés de tout droit politique. Mais, en même temps, existait parmi les Mulâtres une couche véritablement privilégiée qui possédait un quart des terres, qu'elle faisait cultiver par des esclaves.

Les porte-parole des Mulâtres revendiquaient l'égalité avec les Blancs, mais ils étaient partisans de l'esclavage. L'un d'eux, Ogé, l'un des premiers à brandir l'étendard de la révolte, déclarait : « *Je n'ai pas compris dans mes revendications les nègres qui vivent dans l'esclavage* ».

De 1789 à 1791, la situation fut dominée d'une part par la lutte des Blancs pour obtenir des concessions de la métropole, d'autre part par les revendications des Mulâtres, qui finirent par arracher, le 8 mars 1791, à l'Assemblée nationale de France un décret reconnaissant l'égalité politique aux « Mulâtres et Noirs libres nés de parents eux-mêmes libres ». Seuls quelque 400 Mulâtres correspondaient à cette situation, mais ce décret ouvrait une brèche.

Et le Vésuve explosa

En août 1791, éclata une formidable insurrection de 100 000 esclaves des plantations de la plaine du Nord. Les insurgés projetaient de massacrer tous les Blancs, de mettre le feu à toutes les plantations, et de s'emparer de l'île. La ville du Cap brûla. L'insurrection ne réussit pas totalement. Mais plus jamais les esclaves ne se soumirent.

L'Assemblée Nationale envoya dans l'île son représentant, Sonthonax, afin d'y rétablir l'ordre. Il avait à affirmer l'autorité de la métropole à la fois sur les esclaves révoltés et face aux colons et leurs velléités d'indépendance. Les colons prirent contact avec l'Angleterre pour lui offrir l'île.

L'Angleterre, alliée à l'Espagne, attendit la mort de Louis XVI sur la guillotine en janvier 1793 pour déclarer la guerre à la France. Un de ses officiers écrivit : « *La conquête de Saint-Domingue nous vaudra le monopole du sucre, du café, de l'indigo et du coton* ». Et lorsque les troupes anglaises y débarquèrent en septembre 1793, les planteurs, Blancs mais aussi Mulâtres à quelques exceptions près, leur firent un accueil triomphal.

La situation devint vite critique pour Sonthonax, le représentant de la Convention. Acculé, il proclama la liberté générale des esclaves le 29 août 1793 pour conserver à la France Saint-Domingue et ses revenus. Et quand, le 4 février 1794, la Convention ratifia cette décision, et proclama à son tour l'abolition de l'esclavage, Danton s'exclama : « *Les Anglais sont roulés* » .

Pour triompher d'eux, il fallait à la France une armée : la libération des esclaves lui en fournit les troupes.

Le premier parmi les Noirs à comprendre la nécessité de l'alliance avec la France révolutionnaire fut Toussaint Louverture.

Il avait pu constituer une armée de quelques centaines d'esclaves et apprendre avec eux le métier des armes. Quant il connut en mai 1794 le décret de la Convention, il se mit sous les ordres des représentants du régime révolutionnaire de France.

L'armée française de Saint-Domingue devint rapidement une armée noire, depuis les simples soldats jusqu'au général en chef. Une armée qui, se battant contre les Anglais pour le compte de la France, réglait ses propres comptes avec les propriétaires esclavagistes, alliés de l'Angleterre.

L'armée de Toussaint, soutenue par toute la population noire, vola de victoire en victoire. En 1797, elle était maîtresse de l'île.

La Révolution anti-esclavagiste était victorieuse. Les anciens maîtres blancs perdirent leurs esclaves et leurs plantations.

Il n'en alla pas de même pour les Mulâtres propriétaires. Leurs esclaves libérés, ils conservèrent en général leurs plantations concentrées dans le sud du pays. Ils devenaient une des composantes de la nouvelle couche dirigeante.

Mais dans le cours de la lutte, une autre catégorie posa sa candidature à la direction de l'État et de la société, celle des officiers supérieurs de l'armée de Toussaint Louverture. Dirigeant les masses, elle s'éleva rapidement au-dessus d'elles, s'octroyant privilèges et biens. Dessalines, le principal lieutenant de Toussaint, s'était emparé au cours de la guerre de 32 plantations.

Mais la victoire de la révolution anti-esclavagiste n'était pas assurée définitivement. Car en France, le régime qui avait reconnu aux esclaves la liberté conquise était tombé quelques mois plus tard avec Robespierre, en juillet 1794.

Depuis, la Révolution française marchait à reculons.

Toussaint Louverture, suivant attentivement l'évolution française, savait que sa victoire était fragile. Il écarta les représentants français, prit les pleins pouvoirs, éta-

blit une dictature militaire sans provoquer une rupture directe avec la métropole. Et il chercha à redresser l'économie de l'île.

Il lui fallait des ressources, vite et beaucoup, en prévision des affrontements de plus en plus à craindre au fur et à mesure que la révolution refluit en France.

Il distribua les plantations à ses généraux, aux propriétaires mulâtres, et même à quelques colons blancs : à tous ceux qui avaient l'autorité ou la compétence nécessaires pour redémarrer les cultures d'exportation. Il voulut contraindre, au besoin par la force, les anciens esclaves à revenir sur les plantations.

Mais ceux-ci, ces nègres bossales fraîchement débarqués d'Afrique, savaient une chose : jamais ils ne retourneraient sur le lieu de leurs pires souffrances. Dans le nord, où ces nègres bossales avaient été le fer de lance de l'insurrection de 1791, éclata une révolte. La répression ordonnée par Toussaint fit 1 000 victimes.

Les masses se détournèrent de Toussaint. Et cela, au moment même où Bonaparte, qui n'était pas encore Napoléon, décidait de récupérer la « perle des Antilles » et d'y ramener les propriétaires d'esclaves.

Lorsque les troupes françaises de Bonaparte débarquèrent en 1802, Toussaint Louverture avait perdu l'appui des masses. Il fut fait prisonnier par trahison et, expédié en prison en France, il y mourut.

Ses propres généraux s'étaient ralliés au pouvoir de Paris, qui les endormit en accordant provisoirement privilèges et vie luxueuse. Bonaparte les appelait de manière méprisante « les nègres dorés ».

En mai 1802, Bonaparte rétablit juridiquement l'esclavage.

Et de nouveau, le Vésuve explosa.

Une nouvelle insurrection, partie encore une fois des nègres bossales, lui répondit. Le général Leclerc, chef de l'expédition française, écrivit à Napoléon : « *Ce n'est pas tout d'avoir enlevé Toussaint, il y a ici 2 000 chefs à faire enlever* » .

Dessalines, Christophe et autres généraux noirs de l'armée française participèrent à la répression avec la dernière férocité : « *Dessalines est en ce moment le boucher des Noirs,* » et Christophe « *les a tellement maltraités qu'il en est exécré* », écrivait le général Leclerc.

Mais le soulèvement fut si profond que les généraux noirs finirent par le rallier. Et ils se portèrent à sa tête, tout en faisant assassiner les principaux chefs des nègres bossales.

Au moment même où les armées de celui qui allait bientôt se faire couronner empereur sous le nom de Napoléon remportaient victoire sur victoire en Europe, ses meilleurs soldats ne vinrent pas à bout de 400 000 esclaves luttant pour leur liberté. Non seulement l'esclavage ne put être rétabli, mais ce fut la première guerre coloniale perdue par la France. Son corps expéditionnaire fut presque totalement anéanti.

Et Dessalines proclama en 1804 la naissance du premier État noir indépendant.

L'impossible rétablissement de l'économie de plantation

La révolution des esclaves semblait en avoir fini, radicalement, non seulement avec la domination des Blancs, mais même avec leur présence.

Au moment de la proclamation de l'indépendance, en janvier 1804, les 2 000 à 3 000 Blancs encore présents en Haïti avaient, sur ordre de Dessalines, été massacrés. Ne furent épargnés, en principe, que les religieux, les médecins et les techniciens.

Un article de la constitution prévoyait qu' « *aucun Blanc, quelle que soit sa nation, ne pourra mettre le pied sur le territoire à titre de maître ou de propriétaire* » .

Pourtant, Haïti ne put échapper à l'emprise du monde des Blancs, du monde des bourgeois, des capitalistes en train de se développer.

Toussaint Louverture d'abord, puis tous ses successeurs à la tête de la République noire voulurent continuer la production pour l'exportation. Ils se soumettaient aux règles du jeu inégal du grand commerce international et donc, de fait, à la dépendance qui l'accompagne.

A l'époque de Toussaint, cette politique, qui impliquait de contraindre le paysan à retourner travailler sur les plantations, pouvait encore apparaître comme une nécessité du temps de guerre ; la nécessité en particulier de se procurer des devises pour se procurer des armes.

Mais après l'indépendance, à l'époque de Christophe, de Pétion et autres Boyer, elle était devenue une politique de classe.

Cette nouvelle classe dirigeante était formée d'une part des anciens esclaves qui avaient gagné dans la guerre leurs galons et leurs domaines, et d'autre part des anciens Mulâtres libres, souvent déjà propriétaires – et même propriétaires d'esclaves – à l'époque coloniale.

Tous ces grands propriétaires, nouveaux ou pas, souhaitaient maintenir les grands domaines et la production agricole pour l'exportation.

C'était un choix qui rendait Haïti dépendante de l'extérieur, un choix de surcroît préjudiciable à l'agriculture vivrière, mais il permettait de satisfaire la consommation de luxe de la caste dirigeante.

Là encore, le choix des dirigeants haïtiens anticipa le choix de bien d'autres dirigeants de pays pauvres, jusqu'à Castro.

A ceci près que les dirigeants d'Haïti n'ont pas vraiment réussi à faire admettre leur choix.

Les Codes Ruraux successifs visant tous à fixer les paysans sur les plantations sous la surveillance de militaires omnipotents n'y suffirent pas. De véritables soulèvements se produisirent, comme celui des Piquets de 1843 à 1848 dont le chef, Acaau, proclamait que « *Nègre riche, c'est Mulâtre, Mulâtre pauvre, c'est nègre* » , et qui réclamaient rien moins que la dépossession des citoyens riches, quelle que fût leur couleur, et le partage de leurs biens entre les pauvres.

Tout le XIXe siècle fut le théâtre d'une âpre lutte de classes tantôt larvée, tantôt ouverte, entre les riches propriétaires, les « grandons », et les paysans démunis qui refusaient avec obstination le travail sur les plantations. Et à l'image de la plaine du Cul-de-Sac qui débouche sur Port-au-Prince où, à la fin du siècle, seuls 800 hectares étaient cultivés sur 30 000, les plantations restèrent à l'abandon.

De fait, il ne fut jamais possible de recréer les grandes « habitations » du temps de l'esclavage.

Une partie des paysans se réfugia dans les mornes, les montagnes haïtiennes, où ils pratiquèrent des cultures de subsistance et un peu de café. D'autres s'installèrent en lisière des terres de plaine des grands absentéistes. De guerre lasse, ces derniers se résignèrent à un compromis mouvant avec les paysans.

Dans la plaine du nord s'instaura une sorte de métayage, le système des « de-moitié », les paysans gardant la jouissance des terres qu'ils cultivaient contre la moitié des produits, parfois plus et parfois moins, selon la hargne des grands et la résistance des cultivateurs.

Ailleurs, des micro-propriétés, sans autre titre que le droit de l'occupant, finirent par s'établir, mais toujours menacées par les grands cherchant périodiquement, à la tête de bandes de mercenaires et avec la complicité active des autorités locales, à les récupérer par la force.

L'exploitation des paysans ne se fit pas, finalement, comme dans tant de pays d'Amérique latine, dans le cadre d'immenses latifundias. Les anciens esclaves n'en voulaient pas.

La production pour l'exportation fut cependant bien relancée.

En jouant de la concurrence des grandes puissances entre elles, la couche dirigeante d'Haïti parvint, en effet, à renouer avec elles des relations commerciales.

Ce n'était plus, comme au temps des colons, le sucre qui occupait la première place, mais le café et le bois de teinture, que les paysans pouvaient fournir en dehors des grandes exploitations.

Mais la République indépendante réintégrée dans le commerce international, le fut comme productrice de matières premières, subissant de plus en plus l'échange inégal.

Sur le plan politique, Haïti restait cependant isolée, en butte à l'ostracisme de toutes les grandes puissances, qui craignaient de voir se propager le virus révolutionnaire parmi les esclaves de leurs possessions.

L'oligarchie militaire, née de la révolution, qui accapara le pouvoir en même temps que le surproduit social extorqué des anciens esclaves devenus paysans, avait beau s'attribuer des titres et copier la manière de vivre des couches dirigeantes déjà établies, le nouveau régime sentait néanmoins le soufre du fait de ses origines. Malgré son évolution, il demeurait la preuve vivante que les esclaves pouvaient se débarrasser de leurs maîtres.

Voilà pourquoi, même les nouvelles républiques indépendantes d'Amérique latine, qui venaient pourtant de se libérer du joug colonial, ne voulurent pas reconnaître officiellement l'existence d'Haïti. L'esclavage, il faut le rappeler, fut maintenu jusqu'en 1834 dans les possessions anglaises des Antilles, jusqu'en 1848 dans les colonies françaises, mais jusqu'en 1862 aux États-Unis, et jusqu'en 1886 à Cuba et en 1888 au Brésil.

Et Haïti, soumise à la pression économique et à l'ostracisme politique des puissances capitalistes en plein essor, connut ce que tant de pays pauvres devenus indépendants connurent par la suite.

La dictature militaire à l'intérieur procéda directement de la guerre d'indépendance contre la France. Dessalines, le premier chef du nouvel État haïtien, était le général en chef de l'armée qui avait vaincu les troupes de Napoléon. Ses

deux successeurs immédiats, Christophe et Pétion qui découpèrent pour plusieurs années le pays entre un royaume noir au Nord et une République dominée par l'aristocratie terrienne mulâtre au sud, avaient été tous deux des généraux de la guerre d'indépendance. Comme par la suite, le mulâtre Boyer, qui réunifia pour quelques années non seulement les deux morceaux d'Haïti, mais l'ensemble de l'île d'Hispaniola. Jusqu'à ce que la génération issue de la révolution anti-esclavagiste s'éteignît, les dictateurs successifs furent des officiers vétérans de la guerre d'émancipation. Une tradition fut établie : sur les 25 chefs d'État entre 1804 et 1915, seuls deux furent des civils et d'ailleurs présidents pour pas longtemps. De coup d'État en coup d'État, le pays fut constamment sous la botte des militaires.

Pendant longtemps, la hiérarchie militaire fut l'ossature de la couche privilégiée, et le pouvoir, le principal dispensateur de richesses.

Et la hiérarchie militaire put d'autant plus facilement justifier sa dictature, l'encadrement des campagnes, par la menace d'interventions étrangères, que cette menace était réelle.

Après la chute de Napoléon et la restauration de la monarchie en France, Louis XVIII rêvait de restaurer en Haïti l'esclavage et la domination des colons blancs et agita la menace d'une intervention militaire de reconquête.

La menace française permettait de justifier auprès des masses le maintien d'une armée importante. Pendant une trentaine d'année 20 000 à 40 000 hommes restèrent sous les armes : 5 à 10 % d'une population de 380 000 habitants. Des fortifications furent élevées un peu partout, dont la citadelle La Ferrière que le roi Christophe fit construire en rétablissant pour l'occasion le système des corvées. Elle coûta la vie à plus de 20 000 hommes, femmes, enfants, employés de force à sa construction.

Mais elle ne servit jamais contre la France, tout comme les forces armées du pays. Celles-ci avaient été l'instrument de la libération des esclaves. Elles étaient devenues, entre les mains des despotes militaires, l'arme des nouvelles couches dirigeantes contre les masses paysannes pauvres.

Le nœud coulant de la dette

Après de multiples missions et de nombreuses tractations, le roi de France Charles X acceptait en 1825 de reconnaître l'indépendance d'Haïti, en échange du versement d'une indemnité de 150 millions de francs-or, et d'une réduction de 50 % des droits de douane en faveur de la France.

L'indemnité avait été calculée d'après la valeur des propriétés en 1789 – en y incluant celle des esclaves. Elle représentait dix ans de revenus des exportations d'Haïti. Et quatre fois le budget annuel de la France, qui était alors l'un des pays les plus riches et les plus peuplés du monde.

Pour payer le premier remboursement, Boyer, le président de l'époque, fut contraint de contracter un emprunt. Il mit ainsi le pays entre les mains des banquiers français.

En cédant à la pression, dirigée contre les esclaves révoltés, Boyer et les nouveaux maîtres d'Haïti, de fait, la reprenaient à leur compte et acceptaient de s'en faire l'instrument contre la masse de la population.

Quatre régimes français successifs, de Charles X à la Troisième République de Jules Ferry, veillèrent, sans interruption, à ce que Haïti s'acquittât de sa dette.

L'État haïtien n'était d'ailleurs pas pour autant sorti du cercle vicieux de l'endettement.

En 1913-1914, le service de la dette absorbait 80 % des revenus du pays.

Au moindre prétexte, des navires de guerre français, allemands, anglais ou américains venaient faire étalage de leur force au large des côtes haïtiennes pour, disaient les dirigeants des grandes puissances, y assurer la protection de leurs investissements et de leurs ressortissants.

En novembre 1914, le président haïtien en exercice prétendit disposer des fonds gouvernementaux déposés à la banque nationale. Le 17 décembre, des marines débarqués d'un croiseur américain investissaient la banque, s'emparaient des 500 000 dollars-or de ses caisses et les embarquaient pour New York.

La France continuait à se tailler la part du lion. Haïti était le quatrième pays fournisseur de la France après l'Angleterre, les États-Unis et le Brésil. Les deux tiers des exportations de café haïtien transitaient par le Havre.

Mais la domination française était de plus en plus battue en brèche par celle de ses concurrents allemands et américains.

Dans les premières années du XXe siècle, leur pression s'intensifia.

Ils investirent dans les chemins de fer, dans les aménagements portuaires, dans les transports urbains et dans l'électricité.

C'était aussi l'époque où, pour renforcer leur contrôle et évincer celui de leurs concurrents européens, les États-Unis multipliaient les interventions dans l'ensemble des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes.

Après Cuba, la Colombie, Saint-Domingue, le Nicaragua et le Mexique, en 1915 ce fut le tour d'Haïti.

Les Américains débarquent

Les marines américains débarquèrent à Port-au-Prince le 28 juillet 1915, sous prétexte d'y rétablir l'ordre. Le président en exercice, qui avait ordonné le massacre des prisonniers politiques dans leur prison, venait d'être lynché par la population de Port-au-Prince.

Pour lui succéder, l'amiral Caperton, commandant des troupes américaines, faisait élire Sudre Dartiguenave, qui avait accepté de collaborer avec les occupants.

Une Convention, signée le 3 mai 1916, légalisait et organisait l'occupation, plaçant, pour dix ans, le pays sous tutelle.

Un percepteur américain était placé à la tête de l'administration des douanes.

Un autre Américain, ayant le titre officiel de conseiller financier, prenait la direction de toute l'administration financière ; c'est lui qui imposait les budgets et dictait la politique économique du gouvernement.

Enfin l'armée haïtienne était dissoute, et remplacée par une gendarmerie recrutée et commandée par les militaires américains. Elle ne comptait que 30 % d'officiers haïtiens.

Cette tentative de mise sous tutelle du pays se heurta, à partir d'octobre 1915, à la résistance de bandes armées de paysans pauvres, les Cacos.

L'attitude méprisante et brutale des occupants américains, qui, dans leur majorité, ne faisaient pas mystère de leur racisme, ne pouvait que heurter y compris les Haïtiens qui n'étaient pas au départ défavorables à l'intervention.

Ce furent la décision de désarmer la population et le rétablissement de la corvée qui obligeait les paysans à travailler gratuitement à l'entretien des routes qui mirent le feu aux poudres.

Unifiée, à partir de la fin de 1918, sous la direction de Charlemagne Péralte, fils d'une famille de notables, l'insurrection prit de l'ampleur. Avec ses guérilleros armés de carabines, de revolvers, de machettes et de piques, il tint en échec les forces armées américaines. Au moment où, en octobre 1919, il donnait l'assaut à Port-au-Prince, la capitale, les Américains estimaient qu'il pouvait compter sur environ le cinquième de la population rurale.

Les Américains firent assassiner Charlemagne Péralte, mais même après la disparition de celui-ci, il leur fallut encore dix mois pour réduire définitivement la révolte.

Pour combattre les paysans haïtiens révoltés, les troupes américaines avaient employé les moyens de la guerre moderne. Elles avaient, pour contrôler la population, créé un passeport intérieur, regroupé les paysans dans des camps d'internement. La répression avait été aveugle, et brutale : 5 500 paysans moururent en trois ans dans le camp de Chabert et il y eut, au total, 13 000 victimes du côté haïtien.

Plus rien ne s'opposait à l'emprise américaine.

En 1918, une nouvelle constitution, approuvée par un plébiscite grossièrement truqué, avait aboli l'interdiction faite aux étrangers d'accéder à la propriété foncière.

Des sociétés américaines en profitèrent pour s'installer, chassant de leurs terres des centaines de paysans réduits à la misère et à l'émigration.

En 1922, la banque nationale d'Haïti était transférée à la National City Bank de New York. Un emprunt forcé de 40 millions de dollars aux USA permit de solder la dette envers la France. Pour Haïti ce n'était qu'un changement de créancier.

L'occupation des USA s'est prolongée jusqu'en 1934.

Mais même après l'évacuation de leurs troupes, les États-Unis n'abandonnaient pas pour autant leur politique d'intervention. Celle-ci, bénéficiant des instruments de contrôle mis en place pendant les périodes d'occupation militaire, pouvait prendre d'autres formes, moins voyantes.

En 1935, le gouvernement haïtien put racheter la banque nationale. Mais la moitié des membres de son conseil d'administration restaient américains. Et son département fiscal – qui contrôlait les recettes douanières – resta sous contrôle US jusqu'au complet remboursement de l'emprunt de 1922, c'est-à-dire jusqu'en 1947.

La valeur de la monnaie nationale, la gourde, restait fixée par rapport au dollar américain.

Sur le plan commercial la signature, en 1935, d'un traité de commerce accordait aux États-Unis un statut privilégié. Sur le plan politique aussi, les États-Unis s'arrogeaient un droit de regard permanent dans les affaires du pays. Ils intervenaient pour contrarier ou au contraire pour favoriser tel candidat contre tel autre

avec, comme instrument privilégié, l'armée d'Haïti dont ils avaient recruté et formé les cadres.

L'armée d'Haïti, bras armé de la politique américaine

C'est cette armée qui intervint, lorsqu'en janvier 1946, une grève d'étudiants et de lycéens, protestant contre l'interdiction d'une revue éditée par de jeunes intellectuels de gauche, *La Ruche*, rencontra dans toutes les couches de la population un large soutien, et se transforma en grève générale contre le président Lescot en place.

Pour couper court à l'agitation qui enflammait les quartiers populaires de Port-au-Prince, l'armée prit les devants et renversa le président. Une junte militaire de trois membres, dirigée par un officier issu de l'école de gendarmerie des marines américains, le colonel Magloire, s'empara du pouvoir, annonçant des élections générales pour le mois d'août.

Le coup d'État ne mit pas fin à l'effervescence politique. Deux partis se réclamant du marxisme, le Parti socialiste populaire et le Parti communiste haïtien, virent le jour. Un troisième parti, le Mouvement ouvrier et paysan (MOP) fut créé par un jeune professeur de 26 ans, Daniel Figolé. Démagogue de talent, se présentant comme le porte-parole des Noirs pauvres contre les riches Mulâtres, il s'appuyait sur l'enthousiasme des masses pauvres de Port-au-Prince que ses discours galvanisaient. Mais les manifestations qu'il provoquait, et qui faisaient trembler les quartiers riches, n'avaient pour objectif que de lui permettre de s'imposer sur l'échiquier politique. Il fut, un temps, secondé au poste de secrétaire général du MOP, par un certain docteur Duvalier.

Le président qui fut élu, Dumarsais Estimé, fit une place dans son gouvernement à toutes les forces politiques qui s'étaient manifestées. Un membre du Parti socialiste populaire devint ministre du Commerce. Daniel Figolé se vit confier le ministère de l'Éducation. Duvalier quant à lui fut d'abord sous-secrétaire, puis secrétaire d'État au Travail et à la Santé publique.

Le 10 mai 1950 cependant, Magloire, encore lui, déposait le président qu'il avait contribué à installer dans le fauteuil présidentiel trois ans auparavant. Mais cette fois c'était pour rester au pouvoir. Jusqu'en 1955, année où une grève générale poussa Magloire à démissionner, ouvrant une nouvelle période d'instabilité.

La résistible ascension du Docteur Duvalier

Dans la course à la succession, quatre candidats principaux s'affrontaient : Louis Dejoie, le candidat de la bourgeoisie mulâtre, Daniel Figolé, le démagogue s'appuyant sur les quartiers pauvres de la capitale, Clément Jumelle, ex-ministre des Finances du président déchu, et François Duvalier. Ce petit médecin, petit bourgeois d'origine et très noir de peau, apparaissait comme le plus fade et le plus terne de tous. Ce fut donc lui que l'armée choisit de favoriser dans les élections organisées le 22 septembre 1957. Elle crut voir en Duvalier un paravent civil facile à manœuvrer une fois élu. A tort, et le chef des armées, le général Kébreau, s'en rendit compte rapidement : six mois plus tard, il fut limogé par son ancien protégé.

La force de Duvalier a été d'incarner les frustrations de cette petite bourgeoisie noire rejetée par la bourgeoisie à cause de sa position sociale mais aussi de sa couleur. Car entre la bourgeoisie mulâtre et la petite bourgeoisie noire, il y avait deux

mondes qui s'ignoraient et qui étaient séparés par un océan de mépris. Duvalier a fabriqué pour cette petite bourgeoisie dont il était bien représentatif, une idéologie sur mesure : celle de la « révolution duvaliériste ». Une bouillie où le « noirisme », le vaudou et le retour à l'Afrique se mélangeaient avec une promesse de justice sociale.

Cela dit, si Duvalier était arrivé au pouvoir avec l'aide de l'armée, il n'entendait pas en être écarté au gré de cette dernière. C'est pourquoi, avec le macoutisme, il mit sur pied un système de répression à la fois redoutable et étroitement lié à sa personne.

Durant les mois qui avaient précédé son élection, Duvalier s'était déjà entouré d'hommes de main recrutés dans les bas-fonds pour entretenir un climat de tension et neutraliser ses adversaires. Une fois assis dans le fauteuil présidentiel, il donna à ces bandes une tout autre dimension. Forte de plusieurs milliers de membres, appuyée de dizaines de milliers d'informateurs, la milice des « Tontons macoutes » – nom donné dans les légendes populaires haïtiennes aux croquemitaines terrorisant les enfants – recruta ses membres dans le lumpenproletariat des villes et de la paysannerie pauvre, et les encadra par des crapules le plus souvent issues des rangs de la petite bourgeoisie. « Papa Doc » quadrilla et mit sous surveillance toute la population, soumettant aussi bien les quartiers populaires que les quartiers riches à la délation et à la terreur. Rapidement un climat pesant s'installa, où tous ceux qui étaient en contact avec le public, des chauffeurs de taxi aux employés de l'administration, en passant par les petits vendeurs de cigarettes au coin des rues, étaient regardés comme autant de membres de cette police secrète. Et dans les campagnes, à la brutalité habituelle des notables et des propriétaires s'ajouta celle des miliciens, pour écraser encore plus les paysans.

A tous ces hommes de main, Duvalier donna parfois une arme, mais surtout un pouvoir et une protection qui leur garantissaient l'impunité pour toutes leurs exactions. Ayant carte blanche pour imposer leur loi à la population, ils pouvaient rançonner, bastonner, emprisonner, torturer, assassiner, faire disparaître et s'emparer des biens de tous ceux qui leur résistaient.

Doté de ce puissant instrument, Duvalier déclencha une répression sauvage contre tous ceux qui auraient pu contester son pouvoir : au sein des bidonvilles comme dans l'armée, la bourgeoisie, le clergé ou les milieux étudiants.

Dans la foulée, prenant prétexte de complots, Duvalier se fit attribuer les pouvoirs spéciaux et suspendit toutes les garanties constitutionnelles, le 2 mai 1958. Les députés et les partis politiques, de gauche comme de droite, furent réduits au silence ; la presse et la radio furent livrées à la censure.

Ainsi, sept mois après l'élection de Duvalier, l'opposition traquée dut se réfugier dans la clandestinité ou l'exil. Certains essayèrent bien de revenir en force et de créer des foyers de guérilla, mais toutes ces tentatives se soldèrent par un échec. Et chaque fois le régime répondit en franchissant un pas de plus dans la répression.

A la mi-juillet par exemple, un commando d'une dizaine d'hommes, dont trois anciens officiers de l'armée haïtienne, réussit à s'emparer des Casernes Dessalines, situées à deux pas du palais présidentiel. L'affaire capota, mais Duvalier encore tout tremblant limogea la totalité de son état-major et créa une garde personnelle de 500 hommes encasernés dans l'enceinte même du palais présidentiel, un corps d'élite

dont la formation fut confiée à des « marines » américains, qui pour la première fois depuis la fin de l'occupation, remirent les pieds en Haïti.

L'escalade continua. En septembre 1959, les macoutes appuyés par des soldats américains faisaient payer à la population dans la région de Cayes, par les tortures et les massacres, le débarquement d'un commando. En 1963, 80 personnes, parentes d'opposants, furent encore massacrées en une nuit, restée comme celle des « Vêpres de Jérémie ».

Le PC, réapparu en janvier 1969 sous l'étiquette du PUCH (Parti Unifié des Communistes Haïtiens) et ayant opté pour une politique de guérilla contre le régime, paya un lourd tribut au macoutisme. Des centaines de militants et sympathisants laissèrent leur vie sous la torture, dans les geôles ou devant les pelotons d'exécution. D'autant qu'une nouvelle loi permit d'abattre sans procès toute personne suspecte de propager, par des actes, des écrits ou seulement des paroles, les idées communistes. C'est ainsi qu'un groupe du PC ayant occupé un village, et alors que le commando s'était déjà replié dans les montagnes environnantes, l'armée exécuta tous les habitants pour complicité.

Les profiteurs du régime

Le régime n'aurait pas pu tenir si longtemps par la seule répression. Il s'est donné une sorte de base sociale parmi tous ceux qui, en le servant, purent acquérir des privilèges, minuscules pour beaucoup mais qui apparaissaient considérables dans l'océan de misère qu'était le pays.

Les privilèges ne se situaient évidemment pas au même niveau selon que les bénéficiaires vivaient dans les quartiers pauvres ou sur les hauteurs résidentielles de Pétionville. Parmi ceux recrutés dans le lumpenproletariat, dont certains avaient rejoint les macoutes pour survivre ou se protéger, bien peu sont sortis des quartiers pauvres pour monter dans la hiérarchie sociale.

Mais le système duvaliériste permit à des centaines de petits bourgeois obscurs qui encadraient le mouvement macoutique de s'élever dans la hiérarchie sociale et, pour certains, d'amasser des fortunes grâce au pillage des caisses de l'État ou grâce à la contrebande, au marché noir, à la drogue, à la prostitution...

A l'image de Luckner Cambronne, petit employé de banque devenu conseiller privé et ministre des Travaux publics, ou d'Henri Siclait, affairiste et ex-directeur de la Régie des tabacs, qui se retira aux USA avec 200 millions de dollars amassés en moins de 10 ans, les barons du duvaliérisme édifièrent, en quelques années, des fortunes colossales. Au point de modifier la composition de la bourgeoisie haïtienne, qui vit apparaître à côté des traditionnelles familles de la bourgeoisie mulâtre – dont certaines des plus riches ont, elles aussi, profité du régime et de ses trafics – une catégorie de nouveaux riches qui devaient leur ascension sociale à ce régime. Tous ces gens-là constituent encore aujourd'hui un puissant réseau d'intérêts.

Mais pendant qu'émergeaient ces familles, la grande majorité de la population, elle, végétait dans la misère et la crasse des bidonvilles. Duvalier avait bien promis de libérer tous les Noirs, d'améliorer le sort des pauvres dans les villes et les campagnes, mais dans les années soixante-dix, les villageois devaient survivre avec moins de 1 400 calories par jour en moyenne. De même, 60 % des habitants de Port-au-Prince étaient considérés comme vivant au-dessous du seuil de pauvreté absolue

tandis que ce pourcentage grimpait à 90 % dans les zones rurales. Duvalier avait bien promis aussi de s'attaquer aux maladies endémiques, mais la tuberculose continuait à faire des ravages et la lèpre gagnait du terrain.

La politique américaine à l'égard des Duvalier : complaisance politique hypocrite et soutien matériel

Malgré toute son horreur, le régime de Duvalier a tout au long de son existence bénéficié de la complaisance des grandes puissances, en particulier des USA. Car pour l'impérialisme américain, la situation politique en Haïti s'inscrivait dans un contexte plus général où sa sphère d'influence était soumise à bien des secousses. Dès janvier 1959, Castro s'était emparé du pouvoir à Cuba ; ensuite les guérillas s'étaient développées en Amérique latine ; enfin en 1965, les troupes US intervinrent pour étouffer une insurrection à Saint-Domingue. Du coup, même si les gouvernements américains ont pu à certains moments faire semblant de prendre quelque distance vis-à-vis de Duvalier, ils ont toujours su faire preuve de compréhension lorsqu'il s'est agi de lui apporter une aide. En premier lieu, sur le plan militaire, par exemple pour créer et équiper les unités de Léopards, troupes spécialement entraînées à la lutte anti-guérilla.

Aux yeux de l'impérialisme, la dictature de Duvalier avait non seulement le mérite de se maintenir au pouvoir, mais aussi de garantir des salaires misérables et l'absence de grèves. Une situation très appréciable pour les capitaux américains, canadiens, français ou italiens qui, profitant au même titre que la bourgeoisie haïtienne d'une main-d'œuvre parmi les moins chères du monde, ont investi, au début des années 70, dans le textile, l'électronique, l'agro-alimentaire ou la production de balles de base-ball.

Celui qui s'était nommé président à vie mourut finalement en avril 1971, non sans avoir désigné son fils, « Baby Doc », pour lui succéder. Âgé de 20 ans, ce « bouddha » trop bien nourri, qui n'avait jusque-là de goût que pour les voitures de sport et les night-clubs, mit alors l'accent sur la relance du tourisme, l'ouverture du pays aux petites entreprises de sous-traitance et l'appel aux capitaux étrangers.

Mais cette politique nécessitait quelques aménagements. Sans renier le système dictatorial hérité de son père, Jean-Claude Duvalier essaya de redresser l'image peu reluisante du pays. Les syndicats ouvriers restèrent interdits et les paysans toujours soumis à l'arbitraire, mais les macoutes furent appelés à plus de discrétion. Les opposants continuèrent à être traqués en tant que communistes, mais on ne vit plus leurs cadavres exposés au milieu des rues. Baby Doc fit même libérer quelques politiciens bourgeois, comme Sylvio Claude.

La dictature héréditaire

Les débuts de Baby Doc furent marqués par un semblant de redémarrage économique. Tombé au plus bas sous Papa Doc, le tourisme repartit dès 1971. Le Club Méditerranée ouvrit bientôt un centre de 700 lits tandis qu'à proximité de Cap-Haïtien on procéda à l'aménagement de toute une baie pour l'accueil des grands paquebots de croisière. De même, on vit se constituer d'importantes zones industrielles, regroupant des milliers d'ouvriers dans les faubourgs de Port-au-Prince. Le

secteur des entreprises d'assemblage travaillant en sous-traitance pour les États-Unis a connu un fort taux de croissance. En 1984 il était de 16,6 %.

Les produits pouvaient circuler entre les États-Unis et Haïti en franchise. C'est-à-dire qu'ils passaient des docks ou de l'aéroport à la zone industrielle. Les produits étaient assemblés et repartaient avec la valeur du travail des ouvriers haïtiens payés trois dollars par jour. Ces entreprises donnaient bien sûr un peu de travail mais sans entraîner le moindre développement économique local. Et évidemment les immenses profits faits sur le dos des travailleurs haïtiens étaient engrangés ailleurs.

Quant à la mise en coupe réglée du pays, elle se poursuivit de plus belle. La dette publique enfla, passant de 40 à 200 millions de dollars entre 1970 à 1979. Bien sûr, une bonne part des prêts s'était volatilisée en chemin, tandis que l'aide alimentaire disparaissait dans les circuits du marché noir. Concevant le pays comme leur propriété personnelle, les Duvalier et les barons du régime en profitaient pour renforcer leur mainmise sur tous les rouages de l'économie. Ainsi, à côté des grandes plantations et des usines, des supermarchés et des infrastructures touristiques tombés entre leurs mains, la Régie des tabacs et diverses taxes permettaient de faire passer 40 % des recettes de l'État sur les comptes des Duvalier.

Même les denrées de base servaient à enrichir la maison Duvalier. Contrairement aux autres pays où la farine, par exemple, était subventionnée, en Haïti ce fut le contraire. Ainsi, en 1986, le coût des aliments et des matériaux était le plus élevé de toute la Caraïbe : la minoterie d'Haïti par exemple, entreprise d'État qui avait le monopole de la farine, affichait des bénéfices qui étaient reversés au Trésor public. Ainsi les consommateurs versèrent une véritable rente à l'État, rente qui prenait le chemin du trésor privé de la famille Duvalier par différents biais.

Duvalier avait peut-être mal géré l'économie haïtienne, par contre il avait de main de maître géré ses propres finances qui étaient parfaitement alimentées par les caisses de l'État.

Les détournements de la famille Duvalier ont été évalués par deux experts, (puisqu'anciens ministres de Duvalier), entre 600 et 900 millions de dollars, soit le budget d'Haïti pendant plus de 20 ans.

Il faut cependant remarquer que, si c'est Duvalier qui a volé cette somme considérable à son peuple, il n'en a pas été le seul bénéficiaire. Car cet argent a été déposé dans les banques américaines, françaises et suisses. Et si, de temps en temps, il a été question de procès pour le voleur Duvalier, sans d'ailleurs que cela se fasse, il n'a jamais été question de cela pour les receleurs des biens volés, les banquiers.

Quant à la véritable traite d'esclaves organisée en direction des plantations de Saint-Domingue, elle leur rapportait gros : 6 à 8 millions de dollars pour 20 000 « braceros » vendus chaque année. Et tandis que Baby Doc et sa clique profitaient du sursaut touristique pour s'emparer de dizaines de kilomètres de littoral au nord de Port-au-Prince, sa femme mettait la main sur une grande quantité de terres dans l'Artibonite, région la plus fertile du pays. Ces expropriations déclenchèrent d'ailleurs de violentes réactions chez les paysans, notamment en 1977.

Pendant ce temps, les officiers et gros commerçants se partageaient les gigantesques bénéfices de la contrebande, du marché noir et de la drogue, alors que les fonctionnaires arrondissaient leurs fins de mois en négociant leurs services aussi bien que les passeports, les actes d'état civil ou les baccalauréats.

Dans les années 80, après dix ans de « révolution économique », la situation était cependant devenue explosive. Alors que le pouvoir d'achat des ouvriers était de 20 % plus faible qu'en 1970, la Banque Mondiale fut bien forcée de reconnaître dans un rapport que la situation alimentaire en Haïti était encore plus critique qu'en 1958. Face au mécontentement croissant des villes comme des campagnes, les forces de répression eurent de plus en plus de mal à contrôler la situation. En 1978-1979, plusieurs grèves éclatèrent dans les usines et les services (cimenteries, banques...). En 1983, malgré le déploiement des soldats et de macoutes, de violentes manifestations eurent lieu dans le nord et le sud du pays.

1986 : espoirs et illusions

Les premières émeutes ont commencé en mai 1984 dans la ville de Gonaïves. Malgré la répression habituelle, les échauffourées et les manifestations ne cessèrent pas. Les écoliers et les lycéens manifestaient aux cris de : « A bas la misère, à bas le chômage ». Des unités de répression, les « Unités tactiques », furent envoyées de Port-au-Prince et le 28 novembre 1985, l'armée abattit trois jeunes gens.

Trois morts de trop qui allaient entraîner des manifestations dans les différentes villes de province.

A Port-au-Prince, début janvier 1986, des directeurs d'écoles, dont ceux de Saint-Louis de Gonzagues, du collège Bird et du Sacré-Coeur, établissements fréquentés par la moyenne et grande bourgeoisie, décrétèrent une journée de deuil et de prière.

Une partie de la bourgeoisie, par l'intermédiaire de l'Association des Industries d'Haïti, commença à parler de démocratie dans un communiqué daté du 11 janvier 1986. Elle fut suivie par l'Association Médicale Haïtienne.

Au Cap Haïtien, 40 000 manifestants se retrouvèrent le 29 janvier 1986 pour demander le départ de Duvalier.

Partout en province, les jeunes tenaient tête aux miliciens et aux soldats qui tiraient et tuaient. A Port-au-Prince, les « tontons macoutes » étaient concentrés et regroupés. L'état de siège fut décrété à partir du 30 janvier 1986 au soir.

Duvalier et ses partisans, surtout ceux qui savaient qu'ils n'auraient pas d'exil doré, allaient encore essayer de se maintenir.

Mais la dictature duvaliériste se révélait incapable de briser le mouvement de révolte. Pour les États-Unis, qui jusque-là n'avaient pas ménagé leur soutien, il devenait urgent d'arrêter le mouvement de masse. Il fallait se débarrasser de Duvalier tant que la révolte restait focalisée sur lui.

Histoire de faire comprendre à Duvalier qu'il était temps de partir, le porte-parole de la Maison-Blanche annonça le départ du dictateur une semaine avant qu'il ait effectivement lieu !

Les États-Unis préféraient lâcher tout de suite du lest plutôt que de risquer de voir le mouvement se développer et tout emporter, et surtout disloquer l'armée, dernier rempart contre les masses pauvres, contre les révoltes. Le 7 février 1986, Duvalier s'envolait pour la France où il vit encore un exil doré de millionnaire sur la Côte d'Azur.

L'une des premières actions des États-Unis après le départ de Jean-Claude Duvalier fut d'envoyer un équipement anti-émeutes tout neuf et de rétablir l'aide qui avait été suspendue.

Après le départ de Duvalier, c'est le chef d'état-major qui prit le pouvoir à la tête d'un Conseil National de Gouvernement (le CNG). Les dirigeants du CNG avaient l'avantage d'avoir un passé qui garantissait, aux yeux de la bourgeoisie haïtienne et des États-Unis, l'apparence d'un minimum de changement dans un maximum de continuité : le général Namphy était un ancien chef d'état-major de Duvalier. Les colonels Régala, Valles devaient leur carrière à Duvalier. Prosper Avril, le futur et éphémère chef d'État, était un ancien garde du corps de Jean-Claude Duvalier. Seul Gérard Gourgue, président de la Ligue des Droits de l'Homme, servait de caution démocratique au CNG. Il démissionna peu après, fin mars 1986. Le CNG était en fait le duvaliérisme sans Duvalier.

« L'alternative démocratique » ne fut que la prise du pouvoir par l'armée qui n'avait pas changé par miracle entre fin décembre 1985 et début janvier 1986.

Et lorsque le départ de Duvalier fut accompagné de « *A bas Jean-Claude ! Vive l'armée !* », ceux qui avaient préparé la transition eurent toutes les raisons de penser que, du point de vue des milieux dirigeants, elle était réussie.

Oh, le calme était loin d'être revenu ! Le départ de Duvalier avait, au contraire, donné l'impulsion à de violentes vagues de ce qu'on a appelé là-bas « déchoukage ». En quelques instants, des centaines, voire un millier de jeunes, chômeurs en général, se regroupaient, armés de machettes, de piques, de bâtons, de grosses pierres et de bidons d'essence, et parcouraient les rues en s'attaquant aux voitures, aux magasins et aux maisons des macoutes.

L'humiliation de la population avait été si grande pendant trente ans que la haine était immense. Mais si certains macoutes ont été coupés en morceaux ou ont été brûlés, la masse de ceux qui ont profité du régime sont passés au travers de cette période.

Un certain nombre de petites crapules ont payé pour les crimes de la dictature mais, parmi les plus grosses crapules, peu nombreuses ont été celles qui imitèrent les Duvalier pour partir en exil. Et celles qui sont parties le temps que la situation se calme revinrent bientôt.

Et c'est là où le déchoukage qui était une expression de la colère des masses était en même temps un piège pour elles. Car, si quelques bouc-émissaires ont péri, le système est resté entièrement en place. A commencer bien sûr par l'armée. Et, signe des temps, signe des illusions aussi, si tous les bureaux des volontaires de la Sécurité Nationale, c'est-à-dire des Tontons macoutes, ont été détruits et incendiés, les casernes et les postes de garde situés à quelques mètres sont restés intacts. Pis, les armes trouvées chez les Tontons macoutes furent remises aux militaires !

Et puis, les masses pauvres, tout à la joie de s'être débarrassées de Duvalier, ne voyaient pas, ou pas encore, derrière la personne de Duvalier la couche sociale qu'elle représentait, la bourgeoisie faible en nombre mais avide, et derrière elle, la grande bourgeoisie impérialiste qui s'enrichit directement de l'exploitation des ouvriers de la zone industrielle et bien plus encore, indirectement, du pillage du pays.

Les soubresauts des vagues de déchoukage se sont étalés sur plusieurs semaines.

L'effervescence touchait surtout la jeunesse. La jeunesse scolaire avant tout. Et cette jeunesse scolaire elle-même est en partie composée de jeunes qui essaient de continuer à aller à l'école après de longues interruptions pour travailler, ce qui fait qu'en 3e, les élèves peuvent avoir 23 ans et être en même temps enseignants dans une autre école. Mais cette jeunesse scolaire a, dans bien des endroits, entraîné avec elle d'autres jeunes, avec lesquels elle vivait dans les mêmes quartiers, tous ceux qui vivent d'une succession de petits travaux, de « djobs ». Ils constituent la majorité des jeunes dans les villes.

Il y a celui qui trouve pour un jour ou deux une place d'aide-mécanicien, d'aide-menuisier, celui qui transporte des planches, des sacs de ciment à la sortie des magasins. Il y a tous les jeunes enfants qui essaient de cirer des souliers. Il y a, posté près d'un Tap-tap, cette petite camionnette qui assure les transports publics, le jeune qui incite les passants à y monter. Il y a celui qui charge et décharge les Tap-tap qui vont en province et qui voyage accroché comme il peut à l'extérieur pour ne pas prendre une place. Tout cela pour un petit peu de monnaie, quelques francs voire quelques dizaines de centimes.

Il y a encore les petits marchands, ceux qui ont un tout petit pécule de base leur permettant d'acheter du chewing-gum, des boissons fraîches ou des cigarettes à l'unité, afin de remonter les files des voitures en les proposant. Lorsque le capital de base est plus grand, on vend des mouchoirs, du linge, des conserves, de l'huile ou de la farine.

Ce sont ces jeunes qui fournirent le gros des troupes de déchoukage et qui constituèrent des comités plus ou moins actifs dans les quartiers. Dans ces comités, on discutait parfois de politique, d'avenir, de liberté, et plus souvent encore, on nettoyait les rues et on essayait de rendre son quartier plus digne de l'ère nouvelle que chacun espérait.

Dans la capitale, cette effervescence de la jeunesse, si elle était vue avec beaucoup de sympathie par les travailleurs des zones industrielles comme par la grande masse des travailleurs de l'économie parallèle, ne les a cependant jamais vraiment entraînés. En tous les cas, pas de façon permanente et encore moins organisée.

Il n'en était pas de même dans certaines villes de province où les affrontements étaient parfois plus virulents, plus organisés, sous la direction de leaders de quartiers pauvres surgis dans les bagarres.

Dans la ville de Gonaïves, la jeunesse réussit à entraîner derrière elle la majorité des quartiers pauvres, et ces derniers commencèrent à prendre l'habitude de s'organiser et de s'armer pour se protéger des militaires. Mais cela a été un cas d'exception, même s'il était hautement symbolique car Gonaïves n'est pas seulement la ville d'où est partie l'agitation de la jeunesse scolaire contre Duvalier, c'est aussi la ville où commença, naguère, la révolution anti-esclavagiste.

Mais l'effervescence se propageait également dans les campagnes. La paysannerie pauvre écrasée auparavant par la terreur imposée par les chefs de section – institution liée à l'armée, dont le rôle était d'encadrer les campagnes – cette paysannerie écrasée surtout par la misère, par l'isolement, par l'ignorance, commençait à respirer.

D'autant plus que la liberté d'information, la seule liberté qui fut conquise pour quelque temps après la chute de Duvalier, les atteignait par l'intermédiaire des ondes, des radios à la liberté de ton inhabituelle.

Il n'y avait pas seulement les radios. Il y avait aussi le contact physique avec les centaines, les milliers de jeunes des villes qui, poussés par l'enthousiasme déclenché par la chute de Duvalier, quittaient les villes pour aller vers les paysans dans le cadre d'une campagne d'alphabétisation lancée par l'Église avant la chute de Duvalier mais qui prit des proportions impressionnantes après celle-ci.

Tout le monde semblait trouver son compte dans ces « missions alpha ».

Les milliers de jeunes, qui avaient l'impression de guérir la société haïtienne d'un de ses maux les plus graves.

L'Église surtout, ou plus exactement ses communautés de base appelées « Ti-légliz ». Car les « missions alpha » permettaient à cette Église de base de canaliser l'énergie de la jeunesse pour une cause qui apparaissait digne et noble, et qui l'était dans une large mesure, mais qui détournait en même temps les jeunes du combat contre les véritables causes de l'analphabétisme.

Et même le Conseil National de Gouvernement, qui, tout en regardant avec beaucoup de méfiance ce qui apparaissait comme un mouvement de masse, n'était pas mécontent de voir les jeunes se lancer dans l'alphabétisation ou le nettoyage et l'embellissement de leur quartier plutôt que dans la lutte contre l'exploitation et contre l'injustice.

Mais cet afflux de jeunes vers les paysans eut pour retombée un début d'éveil des campagnes. Oh, souvent un réveil lent et respectueux de l'ordre établi, qui prenait la forme de constitution de coopératives d'achat et de vente avec l'aide de ces jeunes « messieurs » des villes qui avaient le privilège de savoir lire, écrire et compter.

Mais cela suffisait déjà pour inquiéter les notables des campagnes, les grands, les propriétaires terriens, les militaires, les chefs de section. Et dans une certaine mesure, à juste titre car, par endroits, ce premier pas fut suivi par d'autres : les paysans pauvres commencèrent ici ou là à remettre en cause les spoliations récentes et résistèrent aux tentatives de nouveaux vols légaux de terres.

Voilà où en était la situation dans ces premiers mois de l'après-Duvalier, de la chute du dictateur en février 1986 à ce 26 avril 1986 où l'armée se chargea de démontrer aux masses qui en étaient encore à l'applaudir, quelques semaines auparavant, quelle était sa conception de la démocratie.

Ce jour-là, des manifestants pacifiques se rendaient vers le pénitencier de Fort-Dimanche, sinistre symbole de la répression sous Duvalier, pour commémorer ceux qui étaient morts sous la torture. Les militaires de garde tirèrent, faisant de nombreux morts.

Les masses comprirent la leçon, et commencèrent à se méfier de l'armée. Mais personne, aucune formation politique, ne prit en charge cette méfiance ; personne ne l'exprima ; personne ne commença à mener une propagande systématique non seulement pour mettre la population en garde, mais surtout pour l'aider à se donner les moyens de se défendre.

Les camps face à face

Deux camps se dessinaient. D'un côté, ces masses pauvres qui s'éveillèrent à la politique avec l'aspiration à des libertés démocratiques, l'aspiration à être respectés comme des êtres humains, et avec, aussi, l'espoir plus vague que la chute de la dictature apporterait des changements dans leur sort.

En face de ce camp, s'en dessinait un autre. Certes, il se trouvait dans la bourgeoisie quelques hommes pour souhaiter un régime démocratique mais, dans l'esprit de cette fraction libérale de la bourgeoisie, comme d'ailleurs dans celui de ses maîtres à penser américains, la démocratie n'était évidemment pas l'agitation de rue, encore moins des transformations sociales profondes, mais un régime parlementaire, avec une armée retirée de la politique pour mieux se consacrer au maintien de l'ordre.

Mais, en réalité, la majorité de la bourgeoisie autochtone ne voulait même pas vraiment de cela. Les uns tout simplement parce qu'ils tiraient leurs richesses de combines, de trafics, du pillage des caisses de l'État, et que c'est la forme dictatoriale du régime qui semblait le plus apte à leur assurer cela. Les autres parce qu'ils ne pensaient pas, et avec juste raison, qu'un régime démocratique puisse se stabiliser tout en maintenant l'ordre, et qu'entre leur préférence toute platonique pour le parlementarisme et la fin de ce que le général Namphy appelait la « bamboche démocratique », ils choisissaient tous comptes faits un régime autoritaire.

Et puis, bien sûr, il y avait dans ce camp tout le socle rural du duvaliérisme qui, lui, était opposé à tout changement même formel.

Et il y avait l'armée. Cette armée que les masses applaudissaient naïvement à la chute de Duvalier allait devenir l'axe autour duquel se reconstitueraient toutes les forces opposées aux changements. L'armée haïtienne était au moment de la chute du dictateur une armée faible en nombre : 7 500 hommes en tout et pour tout, pour une population de 6,5 millions d'habitants. C'était peu, même s'il fallait y ajouter les chefs de section dépendant de l'armée qui assuraient l'encadrement des campagnes, et avaient sous leur autorité un nombre d'hommes de main plus ou moins armés variant d'une dizaine à une centaine. Les chefs des 765 sections rurales commandaient à 15 000 ou 20 000 hommes.

Et par surcroît, cette armée elle-même était fissurée par une profonde division sociale. C'était, suivant une expression qui courait, une armée « *où quelques généraux adipeux commandent une armada de soldats faméliques* ». D'un côté, des soldats payés 120 dollars par mois, quand ils étaient payés... De l'autre, des officiers issus de la couche privilégiée et à qui, surtout, leur position donnaient accès à toutes sortes de trafics ou de rackets.

La chute de Duvalier et l'affaiblissement du pouvoir central ont porté ces trafics et ces rackets à un degré inouï : chaque commandement, chaque caserne devenait pour ses chefs une petite féodalité susceptible d'engendrer des ressources multiples.

Jean-Claude Paul, par exemple, un des hommes forts du nouveau régime, avait autorisé sa femme à ouvrir une boutique de lingerie féminine dans la caserne, obligeant ses soldats à s'y approvisionner pour le compte de leurs femmes ou filles. Avant de s'apercevoir que le trafic de drogue était plus payant. C'est ce dernier trafic qui l'a enrichi, mais cela ne lui a pas réussi : alors même qu'il caressait des projets

pour s'emparer du pouvoir politique, il mourut d'avoir avalé une soupe quelque peu assaisonnée d'arsenic, à l'instigation paraît-il d'un clan adverse de trafiquants de drogue.

D'autres hauts officiers ont choisi comme terrain de chasse, qui la cimenterie de Haïti, qui la minoterie, en reprenant à leur compte ce que Duvalier faisait avant en grand : en s'installant dans la cour de l'usine pour prélever leur dîme sur chaque sac de ciment ou chaque sac de farine qui en sortait.

Les commandants de province s'approprièrent des terres même s'il y avait déjà du monde dessus ou aidèrent leurs familiers à se les approprier.

Ceux des garnisons des villes portuaires de Saint-Marc ou de Gonaïves ouvraient les ports jusque-là fermés pour faire, sans la moindre discrétion, de la contrebande.

Face à cette hiérarchie militaire, il y avait les soldats du rang, les « ti-soldats », rarement encasernés, qui vivaient dans la population, rentraient chez eux en traînant leurs fusils, pour jouer aux dominos avec leurs voisins. Leurs femmes travaillaient dans la zone industrielle. Il arrivait même, en cette période d'effervescence, que lorsque certaines ouvrières n'étaient pas payées ou étaient volées sur les journées de travail, certains patrons avaient la désagréable surprise de voir débarquer quelques soldats qui tiraient en l'air jusqu'à ce que leurs femmes soient payées.

Alors, autant dire que les masses n'avaient pas nécessairement toute l'armée contre elles. Elles auraient pu entraîner avec elles les soldats et, par moments, elles l'ont fait spontanément.

Mais, pour réussir, il aurait fallu une politique vis-à-vis de l'armée. Et c'est justement là où les deux camps qui s'opposaient partaient avec des chances inégales. Car l'état-major, malgré la rivalité des officiers généraux pour le pouvoir, avait son plan, sa politique. Tandis que les masses n'avaient pour les conseiller, les orienter que, d'un côté, l'Église populaire, la « ti-légliz », et, de l'autre, la démocratie petite-bourgeoise.

L'Église et son rôle

L'autorité de l'Église sur les masses datait d'avant la chute de Duvalier. Cette autorité ne venait pas, contrairement aux fariboles racontées à ce sujet, des préjugés religieux de la population. Oh, ces préjugés existaient, ils avaient pour racine la profonde misère, mais aussi la répression sous Duvalier père qui avait démoli dans les masses toute autre forme antérieure d'organisation politique aussi bien que syndicale ou associative.

Mais les préjugés religieux des couches pauvres ne se transforment pas nécessairement en crédit pour les Églises. Et d'ailleurs, en Haïti, ce n'est pas l'Église en général qui avait de l'autorité dans les couches pauvres. La hiérarchie des évêques était profondément liée au régime de Duvalier, à la seule exception de l'évêque de la ville de Jérémie, Willy Romélus, qui s'était fait une réputation d'opposant par plusieurs prises de position anti-duvaliéristes du temps de la dictature.

Mais le chef de l'Église, l'archevêque Ligondé, lié à la famille de Duvalier, comme la plupart des autres étaient des macoutes en soutane et considérés comme tels.

L'Église étant tout de même l'institution la moins décimée et réprimée par la dictature, il n'y avait rien d'étonnant que ce soit en son sein qu'apparaisse une contes-

tation autour d'un certain nombre de jeunes curés, croyants par métier mais nationalistes par vocation et qui véhiculaient des idées qui, dans d'autres pays, étaient véhiculées tantôt par l'intelligentsia petite-bourgeoise, tantôt par de jeunes officiers subalternes.

Et les églises étaient les seuls endroits où on pouvait se réunir. Sous l'impulsion de ces jeunes curés, les messes devenaient progressivement des meetings politiques.

Après la chute de Duvalier, l'impulsion avait été donnée, accentuée encore par le mouvement d'alphabétisation que nous avons évoqué tout à l'heure. Et la jeunesse qui venait d'avoir la peau de Duvalier s'est retrouvée tout naturellement autour ou dans les églises dirigées par ces curés dont le plus connu a été Aristide.

Les messes d'Aristide étaient de véritables réunions politiques. Les prêches et les chants avaient un contenu social. Il y avait peu de fidèles pour recevoir la communion ou pour se confesser. Tout le monde discutait et surtout profitait de cette occasion pour échanger des informations, convenir d'un rendez-vous ou faire passer ses tracts et ses journaux.

Ces messes étaient différentes des autres prêches destinés à stigmatiser le péché et à ramener les brebis égarées dans le rang et la soumission. Les prêches d'Aristide étaient à l'opposé de ceux des prédicateurs tonitruants montrant à leurs ouailles les grands chaudrons d'huile bouillante et les diabolins prêts à se saisir du pécheur, ou plus souvent de la pécheresse.

Le petit prêtre Aristide, issu des quartiers pauvres, ne renia pas ses origines, au contraire. Sa réputation qui le porta plus tard à la présidence de la République, élu par la masse des pauvres, il ne la devait pas seulement à son opposition à la dictature bien avant la fuite du dictateur. Il ne la devait pas non plus seulement à ses prises de position ultérieures où il apparaissait toujours en pointe contre la répression et contre la réapparition des forces macoutiques. Il la devait surtout à ce que, dans ce pays où non seulement les riches mais même les petits-bourgeois les plus minables considèrent les masses pauvres comme des bêtes, il parlait aux gens des quartiers pauvres comme à des hommes, tout simplement.

Il finit par concentrer sur lui la haine non seulement des milieux macoutiques, mais aussi de toute la bourgeoisie qui le considérait comme un dangereux agitateur, un bolchevique en soutane, comme bien pire que les communistes eux-mêmes. Ce qui, vu l'attitude des dirigeants du Parti communiste, dont nous reparlerons, ne manquait pas totalement de vérité.

Oh, bien sûr, Aristide ou la « Ti-légliz » auraient pu être concurrencés auprès de ces dizaines de milliers de jeunes qui représentaient la force vive du mouvement, qui animaient les comités de quartier, et qui considéraient que leur rôle était – pour reprendre l'expression à la mode à l'époque – de « conscientiser les masses ».

Mais la « Ti-légliz » n'a jamais été véritablement concurrencée par d'autres. Car, finalement, les partis de la petite bourgeoisie démocratique furent en-dessous de tout et incapables même seulement d'exprimer les aspirations des masses pauvres.

La pusillanimité de la petite bourgeoisie démocratique...

Les cafés, les hôtels de Port-au-Prince étaient, en cette année 1986, pleins de cette intelligentsia petite-bourgeoise, de ces professeurs, de ces avocats, de ces poli-

ticiens fraîchement émoulus, de ces fonctionnaires qui faisaient et refaisaient la démocratie et proclamaient la fondation de nouveaux partis trois fois par jour.

Cette petite bourgeoisie, emplie de sa propre importance, était persuadée qu'avec la chute de Duvalier, la démocratie était là et qu'il lui revenait tout naturellement d'en peupler les institutions.

Mais toute cette agitation ne dépassait pas un milieu restreint et n'atteignait les grandes masses que par la grâce toujours des transistors qu'on écoutait partout, mais dont on comprenait d'autant moins les subtilités politiciennes qu'il n'y avait rien à comprendre.

Ceux qui écoutaient, dans les quartiers pauvres ou dans les campagnes, avaient les oreilles pleines des noms de dirigeants auto-proclamés et de sigles de partis qui changeaient tous les jours. Mais il n'y avait de réponse à aucun de leurs problèmes.

Car, ce qui était frappant dans toute cette agitation politique, c'est que personne, dans les formations ou parmi les dirigeants ayant pignon sur rue, ne voulait exprimer leur misère et ne tentait de proposer des solutions.

Personne, sauf justement à leur façon, c'est-à-dire de façon paternaliste et compatissante, Aristide et ses compagnons. Ils étaient les seuls à dire que les pauvres avaient des droits sur les richesses accumulées par les privilégiés.

...et la servile abdication du parti dit communiste

Le PUCH (Parti Unifié des Communistes Haïtiens) n'a même pas essayé d'exprimer les aspirations sociales de la classe ouvrière ou de la paysannerie pauvre. Pourtant, son chef, René Théodore, revenu de Moscou à la chute de Duvalier, avait un certain prestige du fait d'avoir animé de là-bas une radio, retransmise via Cuba, très écoutée avant la chute du dictateur.

Et puis, le simple fait que sous Duvalier tout opposant était ipso-facto dénoncé comme communiste avait valu au parti qui portait ce nom un certain crédit.

Le PUCH et Théodore surtout avaient assez de notoriété pour pouvoir capter à leur profit la poussée à gauche des années 1986 et 1987. A cette époque où les classes pauvres commençaient à exprimer leurs aspirations concernant le chômage et les salaires dans les villes, la terre dans les campagnes, la simple étiquette de communiste sonnait comme une promesse de programme.

Un certain nombre de jeunes, leaders de quartier, militants du déchoukage ou des « missions alpha », se tournaient vers lui.

Mais ce n'était nullement en tant que représentante des classes pauvres que la direction du PUCH entendait revenir sur le terrain politique. Sa stratégie visait à se faire reconnaître par la couche dirigeante haïtienne et, derrière elle, par l'impérialisme américain. Cette stratégie l'a conduite à se ranger systématiquement du côté des plus modérés de la scène politique. Et, comme cette scène était dominée par les militaires, cela signifiait cautionner les équipes militaires qui se succédaient au sommet.

C'est ainsi qu'à peine revenu de l'émigration, Théodore exprima son soutien au CNG, c'est-à-dire à la junte militaire de Namphy, dans les termes suivants : « *Pour nous, communistes, le CNG est un gouvernement provisoire. Nous constatons qu'il est relativement paralysé à cause de ses contradictions internes mais, en même*

temps, il réagit aux pressions des mouvements populaires et est amené à faire des concessions. Il est juste de parler d'apprentissage de la démocratie ; cela est également valable pour le CNG lui-même... » .

Le PUCH se cramponna à une position de soutien vis-à-vis de tous les gouvernements militaires qui allaient se succéder, jusqu'à ce qu'il se déconsidère et disparaisse pratiquement.

Le leurre électoral

Aucune organisation ayant pignon sur rue ne proposa une politique vis-à-vis de l'armée, même après la fusillade de Fort-Dimanche, pourtant, était un avertissement. Ou, plutôt si. Toutes en proposèrent une : les élections.

Et toutes les formations politiques de répéter qu'il fallait élire rapidement un Parlement, un président de la république, car il n'y avait pas à en douter : seul un gouvernement démocratique pourrait remettre de l'ordre dans les casernes et se faire respecter par l'armée.

Il y avait dans ce domaine une touchante unanimité : les grandes puissances qui se penchaient sur le sort de Haïti, les États-Unis en premier lieu et la France par moments, présentaient la fusillade de Fort-Dimanche comme un simple accroc dans le processus de transition démocratique. L'armée n'était, bien entendu, pas mise en cause, ni le général Namphy qui la commandait en même temps qu'il commandait le gouvernement. Ne répétait-il pas, d'ailleurs, que son unique but était l'établissement d'un régime démocratique ?

Et du point de vue des Américains, ce qui manquait en effet pour que la transition soit réussie était de placer à la tête de l'État quelques politiciens civils consacrés de préférence par des élections.

Ceux qui avaient le plus de chances dans la compétition étaient d'ailleurs d'anciens ministres de Duvalier, fraîchement peinturlurés en démocrates. Washington avait d'ailleurs son préféré en la personne de Bazin, ex-ministre de Duvalier, mais qui démissionna à temps et réussit à se refaire une virginité en devenant quelque temps haut fonctionnaire du FMI à Washington.

La petite bourgeoisie plus ou moins radicale et ses formations se sont, bien entendu, engouffrées dans la même brèche et ont proposé les élections comme remède à tous les maux.

L'agitation des milieux politiques autour des élections correspondait dans une certaine mesure aux aspirations de larges masses, privées pendant plus de trente ans même de ce droit élémentaire qui consistait à aller voter sans subir des pressions ou la répression. C'était évidemment une aspiration légitime. Seulement, la suite devait montrer assez vite que, même pour obtenir ce droit élémentaire de mettre le bulletin de son choix dans une urne, il aurait fallu, dans un pays comme Haïti, que les masses s'arment pour protéger les urnes, les élections et les candidats. Seulement, c'est justement cela que personne ne leur disait.

Et il est vrai que cette nécessité n'était pas vraiment perceptible aux yeux de larges masses, pendant cette année qui alla de l'été 1986 à l'été 1987 où les masses restèrent relativement mobilisées.

Car précisément en raison de cette effervescence, les militaires étaient prudents. Leurs chefs répétaient leur volonté de favoriser le cheminement vers des élections. Et, en effet, une constitution relativement libérale fut élaborée, soumise à référendum et adoptée au début de juin 1987 par 99 % des électeurs.

L'été 1987 : l'épreuve de force

Et c'est à ce moment-là qu'eut lieu la dernière des grandes épreuves de force de cette période, entre les masses encore relativement mobilisées par l'espoir d'un régime démocratique et l'armée. La constitution prévoyait en effet un comité électoral indépendant. Le 2 juin 1987, le général Régala publia un décret décidant qu'il devait, au contraire, être nommé par le gouvernement. Dans la même foulée, le gouvernement fit arrêter plusieurs responsables syndicaux.

Mais la junte militaire avait présumé de ses forces. Une grève générale, d'une ampleur sans précédent, lui répondit. Des manifestations se succédèrent. La répression ne les arrêta pas.

Et, de nouveau, l'intervention des masses modifia brutalement la scène politique.

L'évêque Romélus fut le premier à se propulser à la tête du mouvement déclenché par les masses, suivi ensuite par les organisations politiques anti-CNG. Il lança l'opération « *Raché manyok* », exigeant le départ du CNG et la démacoutisation de l'armée. « *Raché manyok* » signifie, mot à mot, arracher les racines et les mauvaises herbes. L'expression devint tout de suite populaire mais chacun lui donna le sens qu'il voulait.

Dans les classes pauvres, elle fut comprise comme la promesse de se débarrasser, cette fois pour de bon, des macoutes et de tous les notables du duvaliérisme qui, terrés pendant quelques semaines, refaisaient surface avec de plus en plus d'arrogance, sachant qu'ils bénéficiaient de la sympathie de l'armée.

Mais, pour démacoutiser, pour déchouker définitivement le duvaliérisme, il aurait fallu détruire de fond en comble l'appareil d'État gangrené de haut en bas, détruire l'armée, dissoudre la hiérarchie des ministères. Mais cela n'était évidemment pas dans les intentions des deux hommes d'Église qui se posaient en représentants de l'aile radicale du mouvement.

Ce fut pendant cette période que le mouvement de masse atteignit son point culminant. Lors d'une manifestation, le 10 juillet, le PUCH lui-même brandit, pour la première et la dernière fois, les drapeaux rouges et afficha son communisme. Et les manifestants criaient des slogans tels que : « *Fidel, donne-nous des armes, nous sommes braves* » ou, bien plus significatif : « *Si le CNG ne part pas, nous deviendrons communistes, seigneur !* » .

Et l'armée recula. Namphy retira le décret de Régala et jura que les élections seraient organisées comme la population le souhaitait.

Le retour du balancier

Puis, l'armée commença à prendre sa revanche.

D'abord prudemment. On vit apparaître ces hommes que la population appela dans un premier temps les « *bandits en vert-olive* » et, par la suite, des « *zinglindos* »,

c'est-à-dire des groupes de militaires d'extrême droite mus par des sympathies duvalliéristes ou simplement par le désir de pillages, qui intervenaient nuitamment dans les quartiers populaires, tuant, volant et violant, avant de disparaître.

Puis, apparurent des signes visibles de retournements. En juillet 1987, dans la commune de Jean-Rabel, les milices privées des gros propriétaires tuèrent plusieurs centaines de paysans, coupables seulement d'avoir créé une coopérative de consommation. Les grands de Jean-Rabel ne se cachèrent pas de leur forfait : l'un d'entre eux vint à la télévision se vanter d'avoir tué un millier de communistes et reparti sans être inquiété.

La campagne électorale continua cependant à se dérouler comme si de rien n'était. La presse internationale continua à parler de transition vers la démocratie.

Mais le 2 août 1987, le candidat pourtant fort modéré Athis se fit massacrer à Léogane pendant une réunion électorale par quelques dizaines d'hommes armés.

Deux mois après, ce fut le tour d'Yves Volel, ex-officier, avocat, abattu en sortant du Quartier général, avec dans une main la Constitution et dans l'autre la toge d'avocat.

Et les assassinats anonymes se multipliaient. Les bandits en vert olive laissaient chaque nuit quelques morts sur le pavé avant de retourner dans leurs casernes.

Pour se défendre, les jeunes les plus combatifs créèrent des brigades de vigilance. Surveillant leurs quartiers, elles parvinrent même parfois à capturer et à massacrer sur place les assassins de la nuit : c'est ainsi d'ailleurs que devait finir un militaire, chauffeur personnel du général Namphy.

Les élections prévues pour le 29 novembre 1987 semblaient compromises. Les brigades de vigilance auraient pu, en se généralisant, en prenant de l'ampleur, créer un rapport de forces susceptible de faire hésiter l'armée, dont il devenait de plus en plus manifeste qu'elle ne voulait pas de ces élections.

Mais, lorsque le général Régala publia, trois jours avant les élections, un communiqué pour affirmer que la protection des élections était du ressort de l'armée et pour demander la dissolution immédiate des brigades de vigilance, toute la caste politique l'accepta. Et les brigades de vigilance furent en effet dissoutes.

Les nuits qui précédèrent les élections furent déchirées par des tirs nourris un peu partout dans la capitale.

Le jour de l'élection, pratiquement les premières depuis plus de trente ans, les gens se bousculèrent néanmoins devant les bureaux de vote. Jusqu'à cette heure de la matinée où, dans un des bureaux électoraux de la rue Vaillant, quelques hommes en armes ouvrirent le feu, faisant 24 morts et une centaine de blessés. Les assassins étaient partis des casernes et leur instigateur était le général Régala. Les élections furent arrêtées.

Après un an et demi de promesses démocratiques, devant des masses découragées et une caste politique qui se terrait, l'armée triomphante eut même le cynisme d'organiser quelques semaines après, des élections bidon, portant leur créature civile, Manigat, à la présidence avant de l'écarter à son tour.

Le régime militaire sans fard

A partir du massacre de la rue Vaillant, les militaires s'installèrent au pouvoir. Seul changea par trois fois le nom du général qui occupait le Palais national.

Signe des temps, signe du découragement des masses : lorsque le 11 septembre 1988, un commando d'une cinquantaine d'hommes armés attaqua l'église saint Jean Bosco, pendant une messe-meeting d'Aristide, tuant ou blessant de façon particulièrement horrible plusieurs dizaines de femmes et d'hommes désarmés, la réaction ne vint plus des quartiers pauvres mais des casernes. La révolte des « Ti Soldats », les soldats du rang, contre le général Namphy, soupçonné de protéger le commando d'assassins, exprimait à sa manière les sentiments d'horreur de larges masses. Mais les masses ne se remirent pas en branle, se contentant d'applaudir les « Ti Soldats ». Ceux-ci réussirent à faire tomber Namphy, Régala et quelques généraux trop marqués du côté des macoutes, mais mirent à leur place Avril, un autre général duvaliériste.

La transition démocratique patronnée par les Américains cafouillait. Mais, pendant que les masses résignées se désintéressaient de la politique, pendant que la petite bourgeoisie démocratique reprenait par intermittence sa petite agitation stérile, la bourgeoisie dans son ensemble ne voyait pas d'un mauvais œil l'évolution des choses, même si les militaires marchaient parfois sur ses plates-bandes et la rackettaient.

La bourgeoisie en tout cas était reconnaissante à l'armée d'avoir rétabli l'ordre, même si elle devait payer cela par l'abandon de toute idée de démocratie parlementaire.

Dans ce pays pauvre, la petite couche bourgeoise, riche et insolente, vit à côté de la misère la plus profonde. Elle sait, en plus, qu'elle vit près d'un volcan. C'est cela qui la rend particulièrement sensible aux moindres frémissements des pauvres afin d'appliquer son remède, la trique.

Les riches ont le sentiment que les pauvres ne sont là que pour accourir et exécuter leurs moindres désirs.

Les riches bourgeois ne voient pas la misère. Ils ont acquis des filtres qui font disparaître les pauvres de leur vue. Et quand un jeune est pris en train de « voler » un bidon d'eau dans la piscine de la villa d'un bourgeois, c'est un crime qui mérite un châtement exemplaire. C'est le comportement « normal » d'une grande partie de la bourgeoisie haïtienne.

La voiture préférée de cette bourgeoisie en Haïti est cette voiture 4x4 aux vitres fumées, climatisée et très haute sur pattes, la Pajero. Le chic est d'en avoir plusieurs de couleurs différentes, une pour chaque jour de la semaine et toujours briquée à neuf. Il y a en effet toujours une nuée de petits enfants armés de chiffons qui, à chaque ralentissement de la circulation, se précipitent pour enlever le moindre grain de poussière en espérant quelques petits sous.

Dans ces voitures, les passagers sont assis si haut qu'ils doivent être persuadés que cette hauteur est due à leur intelligence.

Cette bourgeoisie haïtienne était profondément, viscéralement hostile à la « bamboche démocratique » ! Hostile à la politique dans la rue. Hostile à l'idée même que des ouvriers s'organisent, fût-ce dans des syndicats. En tout cas, pas à l'usine.

Dans plusieurs usines où quelques ouvriers avaient formé un syndicat, tous les ouvriers de l'entreprise avaient été licenciés.

La vie des couches pauvres n'avait pas cessé de se dégrader pendant que les généraux se succédaient au pouvoir. Il y avait de moins en moins de travail car les entreprises étrangères travaillant pour l'exportation commençaient à déménager certaines de leurs usines de la zone industrielle.

Car la dictature militaire n'avait pas mis fin à l'insécurité. C'étaient même désormais des bandes de militaires sans discipline qui en étaient les principaux responsables, et qui commençaient à gêner jusqu'à la bonne marche des affaires.

Et puis, les entreprises d'État investissaient de moins en moins car leurs caisses étaient systématiquement vidées par la dernière en date des cliques militaires accédant au pouvoir.

Pour les mêmes raisons, les services publics se détérioraient à vue d'œil : les quelques routes existantes n'étaient plus réparées, l'électricité était de moins en moins distribuée et les rues étaient jonchées d'ordures que personne ne ramassait plus.

Le pays semblait dans une sorte d'anarchie militaire. Les Américains percevaient les risques de cette armée au pouvoir avec ses officiers corrompus, son état-major déchiré par des rivalités de pouvoir, ses soldats peu disciplinés, et qui focalisait de plus en plus la haine des masses mais avait de moins en moins les moyens de la contenir au cas où elle aurait explosé.

Voilà pourquoi, tout en ne faisant jamais une pression excessive sur les généraux qui se succédèrent au pouvoir, les Américains n'ont pas abandonné leurs tentatives de couvrir le militarisme par la feuille de vigne d'un parlement et d'un président élus.

Le moment sembla enfin venu, au mois de mars 1990, quand le général installé à ce moment-là au Palais national, le général Avril, fut lâché par sa garde présidentielle.

Pour une fois, celui qui prit sa place, son chef d'état-major évidemment, déclara qu'il n'avait pas l'intention de se proclamer président. Et, au bout de quelques jours d'intenses conciliabules entre l'état-major et les leaders politiques, on décida de désigner un président provisoire chargé d'organiser les élections.

Ce fut un civil, et qui plus est, une femme. Une juge de la Cour de Cassation : Ertha Pascal-Trouillot. Cela faisait bien dans le tableau de la démocratisation et cela lui interdisait, aussi, d'avoir trop d'ambition. Et, entourée de conseillers des ambassades des deux tuteurs d'Haïti, les États-Unis et la France, elle se mit à préparer de nouvelles élections prévues pour le mois de décembre 1990.

1990 : De Herta-Pascal-Trouillot à Aristide

Cette fois-ci, tout semblait être en place pour des élections telles que les voulaient les Américains et telles que même la stupide et peu démocratique couche privilégiée haïtienne pouvait les accepter.

Les masses étaient fatiguées de politique, lassées d'être lanternées d'élection en élection, préoccupées par la misère montante.

Ceux qui occupaient le devant de la scène politique étaient enfin ces fameux leaders politiques du rang desquels devait sortir, de toute évidence, le nouveau pré-

sident. Les commentateurs donnaient pour favori évidemment Bazin, candidat des Américains, qui était en outre le seul à disposer d'un appareil électoral présent partout dans le pays et de l'argent.

Des élections de députés devaient avoir lieu en même temps. Tout indiquait une forte abstention, tant les couches pauvres se désintéressaient de ces élections et des candidats. Tout indiquait aussi une poussée à droite. Car les chefs macoutes décidèrent de participer aux élections. Certains se vantèrent même d'y conquérir, par les urnes, une majorité.

Mais dans cette poussée à droite, dans les élites et dans la classe politique, il y eut encore la goutte d'eau de trop, qui fit déborder le vase. Cette goutte d'eau, ce fut le retour au pays de Roger Lafontant, chef incontesté des macoutes bien plus que ne l'était le dernier rejeton de la famille Duvalier qui, de toute évidence, préférait les night-clubs de Nice aux aléas du pouvoir à Port-au-Prince.

Lafontant était l'ex-ministre de l'Intérieur de Duvalier, une des pires crapules du régime macoutique. Et la population, du moins celle qui eut la possibilité de regarder la télévision, put assister au spectacle édifiant du ministre de la Justice du gouvernement civil de Ertha Trouillot éruptant pour interdire à Lafontant l'entrée du territoire et appelant l'armée à s'y opposer, et ce pendant que Lafontant était reçu au salon d'honneur par le commandant de l'aéroport ! Spectacle édifiant de la démocratie qui était censée sortir des urnes !

Mais il y eut une provocation de trop. Lafontant, officiellement recherché par la police, après avoir parcouru le pays accompagné de militaires haut gradés, déclara qu'il était lui-même candidat à la présidence de la république. En réplique, Aristide posa sa propre candidature.

Et en quelques semaines, une véritable vague remua les masses pauvres de Haïti. Avant même que les élections aient lieu, il fut évident que, dans les classes pauvres, on allait voter pour pouvoir élire Aristide. Et étant donné le poids écrasant des pauvres, Aristide allait être élu. Mais avant de porter Aristide à la présidence, la vague de fond – « lavalas » pour reprendre l'expression créole décrivant le mouvement, qui donna également son nom au courant politique hétéroclite qui allait s'aligner derrière Aristide – bouleversa et recomposa la caste politique. Le ralliement à Aristide apparaissait comme la plus sûre garantie d'être élu dans les diverses élections prévues dans la foulée des présidentielles.

Du côté des masses pauvres, c'était une mobilisation sur le terrain électoral, mais c'en était une et jusqu'au bout.

Cette fois-ci, le jour des élections, le 16 décembre, les quartiers pauvres, les bidonvilles de Port-au-Prince se mobilisèrent réellement et physiquement pour garder les bureaux de vote, pour vérifier que les bulletins ne s'égarèrent pas, pour empêcher les bourrages des urnes, voire pour contraindre les quelques observateurs internationaux, dont l'ex-président américain Carter, à se rendre dans les endroits où les notables trichaient trop ouvertement.

Et Aristide fut élu avec 65,5 % des voix dès le premier tour, écrasant et de loin Bazin qui ne recueillit que 14,2 %, laissant loin, très loin les quelques dizaines d'autres candidats parmi lesquels Théodore, l'ex-pseudo-communiste qui eut la récompense de sa politique en récoltant 1,8 % des voix !

L'élection d'Aristide fut rapidement reconnue par toute la caste politique, par les États-Unis et par la diplomatie internationale, dont pourtant il n'était sûrement pas le préféré. Les uns et les autres avaient compris qu'en ne le reconnaissant pas, ils jouaient vraiment avec le feu.

La démonstration en fut d'ailleurs donnée quelques jours après, dans cet intervalle qui sépara l'élection d'Aristide de son investiture officielle qui devait avoir lieu le 7 février 1991.

Le 6 janvier 1991, en effet, dans la nuit, la population de Port-au-Prince apprit qu'un petit groupe d'hommes armés avait pris le Palais national, que le président provisoire Ertha Trouillot était démissionnaire et avait cédé sa place à Roger Lafontant.

Le chef des macoutes ne pouvait manifestement pas espérer gagner la partie avec les seules forces de ses milices armées. Son but était de forcer la main à l'armée pour tenter d'obtenir son appui. Mais il n'avait pas compté avec la réaction du peuple.

Pendant que l'état-major gardait une prudente expectative vis-à-vis de Lafontant sans intervenir, d'un seul coup, les quartiers pauvres se mobilisèrent comme jamais depuis 1986. Des dizaines de milliers d'hommes convergèrent vers le Palais national, armés de machettes, de bâtons, de pierres ou à poings nus, et envahirent le palais gouvernemental.

C'est alors que l'armée intervint tout de même pour arrêter Lafontant, juste avant qu'il ne soit lynché par la population.

L'état-major en tous les cas reculait devant la population, et le lendemain, faisait comme un seul homme vœu de fidélité au président élu.

Les masses venaient de montrer cette puissance que craignaient justement les États-Unis. L'armée comprit la menace et prépara dès ce moment la riposte. Et quelques mois lui suffirent pour qu'elle réussisse cette fois-ci son coup. Mais, dans l'intervalle, Aristide eut le temps de démobiliser, de désarmer politiquement et moralement la population des quartiers pauvres.

Aristide au palais présidentiel

Avant même son accession au pouvoir, alors qu'il n'était encore qu'un candidat, Aristide avait déjà entamé une véritable campagne de charme à l'égard de l'armée. Il lui proposa, au nom du peuple, « *de marcher la main dans la main* », sans que l'un ou l'autre trahisse ses engagements. Il trouva alors le slogan qu'il répéta par la suite – jusqu'à ce que l'armée, elle, trahisse des engagements qu'elle n'avait d'ailleurs jamais pris – en affirmant qu'il s'agissait « *du mariage entre le peuple et l'armée* » .

Le 7 février 1991, le petit prêtre des quartiers pauvres fut donc investi au Palais national, entouré de généraux, de colonels, de diplomates, de membres de la haute bourgeoisie. Le peuple qui l'avait porté au pouvoir était resté dehors, derrière les grilles.

Aristide prit une initiative qui surprit cependant : il se débarrassa du chef de l'état-major et de quelques officiers généraux trop ouvertement duvaliéristes. Puis, avec la bonne conscience d'avoir fait ce qu'il fallait, il nomma un nouveau chef

d'état-major en qui il déclara avoir toute confiance, un certain Raoul Cédras. Et, ce geste fait, il multiplia les témoignages d'amitié vis-à-vis des militaires.

Il oublia aussi son langage à coloration anti-impérialiste d'avant pour remercier les États-Unis et la France de leur contribution à la démocratie. Il oublia ses paraboles contre les riches et les bourgeois ou, plus exactement, il en inventa d'autres, distinguant cette fois entre les bourgeois patriotes et les bourgeois patri-poches, comme si en Haïti ou ailleurs, il pouvait y en avoir d'autres que de la deuxième espèce.

Et partout, ni les militaires, ni la bourgeoisie, ni même l'impérialisme ne se mirent à aimer Aristide malgré le service qu'il était en train de leur rendre. Dans la couche riche, même parmi ses composantes les plus libérales – si tant est qu'elles existaient –, il demeurait une véritable haine contre Aristide. Une haine qui n'était finalement pas adressée à l'homme et encore moins au religieux. Mais derrière Aristide, il y avait les masses pauvres, ces masses pauvres tant opprimées, tant humiliées, tant écrasées, tant méprisées et qui avaient le sentiment en portant Aristide au pouvoir de s'être enfin fait respecter.

Aristide n'a en réalité rien fait pour les masses pendant la courte période où il a été au Palais présidentiel. Mais le simple fait qu'il y était encourageait les jeunes des quartiers pauvres à monter dans les quartiers riches occuper les trottoirs longeant les villas, narguant les riches par leur simple présence.

Et, peut-être plus dangereux encore pour la bourgeoisie, il commença à y avoir des frémissements du côté de la classe ouvrière. Dans la zone industrielle, les ouvriers commencèrent à manifester et à faire grève pour obtenir un peu plus que ces misérables trois dollars quotidiens qui, payés en gourdes de plus en plus dévaluées, ne valaient plus que 12, puis 10, puis 8 francs par jour.

Ces premiers frémissements étaient pleins d'illusions joyeuses tant les ouvriers pensaient qu'ils avaient enfin un ami à la présidence. Mais la bourgeoisie avait des raisons de penser que, si cela commençait de cette façon, il n'était pas dit que cela allait s'arrêter là.

Et ce que les bourgeois ressentaient viscéralement, l'état-major, la caste des officiers le préparaient matériellement.

29 septembre 1991 :

l'armée déclenche la guerre contre les masses pauvres

Le 29 septembre 1991, lorsque l'état-major décida que le moment était venu, il n'était pas certain encore que l'armée ferait le poids. Par prudence, il ne lâcha pas le gros des troupes tout de suite. Quelques groupes seulement, armés jusqu'aux dents et habillés en civils, dévalèrent en Pajero les rues de Port-au-Prince, tirant sans sommation sur tout ce qui bougeait.

Une journée de massacres pendant laquelle le nombre de morts atteignit plusieurs dizaines, puis 100, puis 200.

Le chef de l'état-major, le général Cédras, répéta pendant toute cette journée qu'il allait intervenir pour arrêter le massacre. Le souvenir du soulèvement contre Lafontant était trop vivace pour que l'armée ne se réserve pas la possibilité de revenir en arrière en cas de soubresaut populaire.

Mais le soubresaut n'eut pas lieu. On avait tant répété à la population des quartiers pauvres que l'armée était son amie qu'elle était restée chez elle, isolée, claquemurée, c'est-à-dire livrée aux coups.

Le lendemain, le 30 septembre 1991, lorsqu'il fut devenu évident pour tous que la population n'interviendrait pas, le général Cédras annonça qu'il était à la tête du putsch.

Aristide fut arrêté et ne dut d'avoir la vie sauve qu'à l'intervention de l'ambassadeur de France qui l'expédia dans un avion en partance pour l'étranger.

Mais les massacres se poursuivirent dans les bidonvilles de Port-au-Prince.

Le putsch n'était pas, cette fois-ci, une simple confrontation entre deux cliques de militaires mais une réaction sociale. Il fallait briser les masses, et l'armée s'y employa.

Et, depuis ce 29 septembre 1991, Haïti vit sous sa dictature, une dictature où on peut être tué pour avoir simplement collé le portrait d'Aristide qui reste pourtant le président légal.

Car, en effet, contrairement à ses prédécesseurs, Cédras, tout en exerçant le pouvoir, ne s'est pas installé directement au Palais présidentiel. Il a commencé par mettre à la tête de l'État et du gouvernement des fantoches sans pouvoir ; puis il a nommé premier ministre Bazin, l'homme des Américains, pour finir par signer presque deux ans après le coup d'État, fin juin 1993, un accord acceptant de rétablir Aristide dans ses fonctions. Cet accord, signé sous la pression américaine, appelé « accord de Governors'Island », du nom de l'endroit de New-York où il fut établi, prévoyait le départ à la retraite de Cédras pour le 15 octobre 1993 et le retour d'Aristide au Palais présidentiel pour le 30 octobre 1993.

Le jeu des États-Unis

Après le coup d'État, en effet, les États-Unis s'engagèrent dans une série de manœuvres entre Cédras et Aristide, entre le putschiste et sa victime, où l'hypocrisie le disputait au cynisme. Les États-Unis n'ont, en effet, pas reconnu le régime issu du coup d'État. Aucun pays ne l'a reconnu d'ailleurs, mis à part la sainte diplomatie du Vatican !

Ce n'est pas que les dirigeants américains aient une sympathie particulière pour Aristide. Mais les mêmes raisons qui les ont poussés à reconnaître son élection font qu'ils continuent à le traiter, après son renversement, comme le président en exil. Car les dirigeants américains savent que l'usure de huit mois de pouvoir n'a pas détruit le crédit que Aristide conserve dans les masses pauvres de Haïti. Et, en finançant l'équipe présidentielle en exil, sa représentation diplomatique, les déplacements d'Aristide, les dirigeants américains comptent bien faire un investissement utile. Qui sait quand ils auront besoin du crédit qu'Aristide a sur les masses pauvres du pays le plus pauvre de l'hémisphère nord-américain, situé de surcroît si près des côtes de Floride ?

Ce qui ne signifie nullement que les États-Unis soient fâchés des coups portés aux masses, même si la diplomatie américaine s'est jointe au chœur des protestations hypocrites contre cette atteinte à la légalité constitutionnelle qu'a été l'expulsion du président.

Mais l'armée, une fois sa tâche accomplie, aurait dû retourner dans ses casernes. Washington connaissait suffisamment la corruption, la désorganisation et, par conséquent, la faiblesse de l'armée haïtienne pour souhaiter qu'elle ne reste pas en première ligne et n'exerce pas directement le pouvoir politique, comme elle l'avait fait pratiquement sans discontinuité depuis la chute de Duvalier.

Mais les pressions exercées sur les militaires sont restées toujours modérées et ont consisté pour l'essentiel en un embargo qui n'en est pas vraiment un pour la couche dirigeante, qui continue à faire venir ses produits de luxe, ses voitures haut de gamme, en contrebande. Il a, en revanche, aggravé encore la situation des classes pauvres.

L'embargo sert en effet de prétexte à la bourgeoisie commerçante pour stocker, pour augmenter les prix, y compris des produits alimentaires pourtant non concernés. Et ces hausses de prix sont en train d'affamer littéralement la majorité pauvre de la population haïtienne.

L'embargo gêne pourtant, pour des raisons évidentes, l'industrie de sous-traitance. Mais les investisseurs américains, français ou allemands ont la possibilité de déménager leurs équipements vers d'autres cieux, à Saint-Domingue, au Costa-Rica ou au Honduras. Ils ne s'en sont pas privés, d'autant moins que de toute façon la détérioration des équipements collectifs, des routes, de la fourniture d'électricité, est telle que le pays est en passe de devenir inapte au bon déroulement de l'exploitation.

Aujourd'hui, plus des neuf dixièmes des entreprises de la zone industrielle sont fermées, et leurs travailleurs privés même de ce salaire de 8 francs par jour qui était le leur.

La contrebande, les trafics de toutes sortes, à commencer par celui de la drogue, arrosent cependant suffisamment la couche privilégiée pour que, dans son ensemble, elle y trouve largement son profit.

Rassurés par la victoire du 29 septembre 1991, les profiteurs du régime, les sommets de la hiérarchie militaire et, derrière elle, la bourgeoisie enrichie sous les Duvalier, se livrent à un pillage inouï du pays. Les caisses de l'État sont vidées. Plus grand-chose ne fonctionne.

Même avant le coup d'État, la production d'électricité de l'ensemble de Haïti n'atteignait pas celle d'un seul de ces porte-avions américains qui croisent au large. Et, depuis le coup d'État, c'est pire : même dans les quartiers bourgeois, la fourniture d'électricité se réduit à 5 ou 6 heures par semaine. Mais il est vrai que les plus riches des bourgeois peuvent toujours faire tourner leurs générateurs, alimentés en pétrole soumis certes à l'embargo mais dont les stocks sont réquisitionnés par l'armée, complétés par contrebande et revendus à ceux qui ont les moyens ou sont proches du pouvoir.

Les plus riches ont également la possibilité, moyennant un bakchich de plus en plus élevé, d'obtenir une priorité de fourniture sur le peu d'électricité produit, quitte à ce que l'électricité soit complètement coupée même dans les hôpitaux.

Et quant aux quartiers pauvres, ils n'ont pas ce type de problème : cela fait longtemps qu'ils ont peu ou pas d'électricité du tout. Mais, en revanche, ils souffrent de ce que l'alimentation en eau est elle-même de plus en plus mal assurée. Le simple

fait de pouvoir boire une eau à peine potable nécessite des déplacements, des attentes, des efforts considérables.

Le pays est littéralement détruit, décomposé. Mais la couche dirigeante est trop irresponsable, trop stupide et surtout trop avide pour ne pas continuer à raisonner en se disant « après nous, le déluge ».

Et elle ne veut pas du retour d'Aristide. L'accord de Governors'Island devait aboutir à ce retour le 30 octobre 1993. Mais, depuis sa signature, l'extrême droite macoutique fait de l'opposition au retour d'Aristide son cheval de bataille. Cette extrême droite macoutique, qui n'a jamais cessé d'exister vraiment mais qui s'est contentée de servir d'auxiliaire aux militaires, est en train de se reconstituer. Un nouveau parti a été fondé, qui se revendique tout à la fois du patronage du colonel François, l'homme fort de l'état-major, et de Duvalier. Il porte le nom de Front Révolutionnaire pour l'Avancement et le Progrès d'Haïti, mais dont ses initiales, FRAPH, sont bien plus évocatrices. Ce parti se revendique d'une bouillie xénophobe, prétend s'opposer aux ingérences des puissances étrangères qui veulent ramener Aristide, et considère que même le Parlement fantoche qui existe devrait être dissous et la plupart de ses membres collés au mur. C'est cette organisation-là qui est notamment responsable de l'incendie volontaire de la Cité Soleil.

Devant l'agitation des milieux macoutiques contre l'idée même de ce retour, les États-Unis promirent une force d'interposition.

Le 11 octobre dernier, un navire de guerre, le Harlan County, censé débarquer 200 soldats américains et canadiens, fut en effet en vue de Port-au-Prince. En vue seulement : une petite bande de civils se réclamant du putsch, acclamant pêle-mêle Cédras et Duvalier, occupait les quais, brandissant revolvers et couteaux, protestant contre l'invasion américaine, prêts cependant à décamper à l'approche du navire... Mais le navire rebroussa chemin, les macoutes restèrent sur le terrain et crièrent victoire.

A la date-échéance du 15 octobre, Cédras ne démissionna pas et le 30 octobre, Aristide ne rentra pas au pays.

Ce n'est évidemment pas la petite bande gesticulant sur les quais qui avait fait peur aux dirigeants américains. Mais la présence de ces gens transformait le débarquement en une épreuve de force. Et de cette épreuve de force, les États-Unis ne voulaient pas. Non pas de peur de ne pas la gagner, bien sûr. Mais ce dont ils avaient peur, c'est que les masses haïtiennes prennent pour une victoire un recul imposé à l'armée, un recul de l'extrême droite macoutique.

Ce qu'ils craignaient, c'est que le retour d'Aristide donne alors lieu à des débordements populaires. Ce qu'ils craignaient surtout, c'est que cette fois, les déchoukages ne s'arrêtent pas là où ils s'étaient arrêtés après 1986.

Ce qu'ils craignaient, en somme, c'est que les masses, qui avaient beaucoup subi et beaucoup appris depuis, balaient d'abord l'armée et qu'elles aillent au-delà, qu'elles fassent irruption dans le domaine social. Et qu'en s'en prenant à cette couche de riches, si étroitement liée à la dictature, elles s'en prennent aussi à la propriété privée et aux richesses.

Les États-Unis ramèneront sans doute Aristide s'il peut être utile à calmer un mouvement social déjà déclenché. Ils soutiendront peut-être aussi son retour si son retour ne peut pas être pris comme une victoire par les masses, le retour d'un Aris-

tionne manifestement dépendant de la bonne volonté de l'armée et du soutien des États-Unis.

Tout le jeu de la couche dirigeante haïtienne et de l'armée consiste à repousser cette éventualité jusqu'à ce qu'Aristide arrive au terme de son mandat en exil et qu'alors les États-Unis n'aient plus de complexes à patronner de nouvelles élections qui, cette fois, mettraient au pouvoir un civil accepté et par les militaires et par Washington.

Le seul espoir : la révolte des masses aujourd'hui exposées aux coups

Aujourd'hui, les masses sont confrontées non seulement aux militaires mais aussi à la renaissance d'une extrême droite macoutique décidée à quadriller les quartiers pauvres, à les truffier de mouchards en recrutant dans le lumpenproletariat. Mais elles sont plus encore confrontées à la misère qui monte et à la faim.

Nous ne savons évidemment pas comment les choses pourront évoluer en Haïti. Si les masses, à qui beaucoup de coups ont été portés, restent écrasées, il n'y a aucune raison pour que Haïti puisse connaître même un semblant de démocratie.

Mais il est arrivé bien souvent dans le passé que ce soit au moment où les masses haïtiennes semblaient les plus résignées que se produisait l'explosion qui balayait le régime en place.

Aussi, ce que craignent les dirigeants de l'impérialisme américain ou français, c'est cela l'espoir des révolutionnaires et, pour ce qui concerne ceux qui militent là-bas, leur objectif.

Dans le contexte actuel, il y a évidemment toutes les chances qu'une explosion se fasse au profit d'Aristide, avec pour objectif son retour. Un mouvement de masse, même insurrectionnel, serait probablement canalisé par les différents courants lavalassiens qui soutiennent Aristide. Ce courant regroupe même aujourd'hui le gros de ce qui reste des forces militant dans les quartiers pauvres.

Mais, pendant ces années passées, les masses ont beaucoup appris. Il n'est pas dit qu'on puisse leur refaire le coup du mariage armée-peuple. Pas avec l'armée en place en tous les cas. Mais Aristide comme les lavalassiens militeront alors autour de l'idée d'une armée démocratique, d'une armée propre, rebâtie indépendamment de l'armée actuelle. Il n'est d'ailleurs nullement exclu que cette idée puisse se réaliser en cas de nécessité, avec l'aide et le financement des grandes puissances impérialistes.

L'armée actuelle est une armée de mercenaires tellement pourrie, tellement liée au trafic de drogue, tellement peu fiable que même les Américains pourraient faire le choix d'en constituer une autre. Ils l'ont bien fait une fois déjà dans le passé, lors de l'occupation américaine. Un des indices qui vont dans ce sens est que le Canada, sinon encore les États-Unis, a spectaculairement décidé de soutenir le projet d'Aristide de créer une police démocratique dans l'émigration.

Tout cela n'est pas encore chose faite. Et, si les États-Unis n'ont pas besoin d'Aristide pour calmer les masses, il y a de fortes chances qu'il finisse son mandat présidentiel dans l'émigration.

Il est évident que, même reconstituée avec l'argent et l'encadrement des États-Unis et bénie par Aristide, une nouvelle armée ou une nouvelle police défendrait l'ordre social existant, y compris dans ce qu'il a de plus anachronique.

Il est évident qu'il n'y aurait alors pas de changement dans la vie matérielle des travailleurs, qui continueraient à travailler pour le même salaire misérable et pour les mêmes compagnies de sous-traitance américaines, lesquelles ne verraient pas forcément un inconvénient à un régime parlementaire du moment qu'il serait stable et du moment qu'il leur permettrait d'avoir leur main-d'œuvre aussi bon marché.

Il n'y aurait pas de changement non plus dans la vie matérielle des paysans pauvres, si ce n'est qu'ils seraient de plus en plus obligés de quitter les campagnes non pas à cause du régime politique mais chassés par la faim et la désertification des terres, et iraient grossir les rangs du sous-prolétariat des bidonvilles.

Il est évident aussi qu'à cause de tout cela, même avec Aristide et même avec une armée reconstituée, les masses pauvres n'auront pas droit aux libertés démocratiques.

La seule garantie de droits démocratiques en Haïti, c'est l'organisation et l'armement des classes exploitées, c'est-à-dire leur pouvoir de classe.

Mais il est vraisemblable aussi qu'après l'expérience des dernières années, si les masses exploitées accédaient à la conscience de s'armer et de disputer le pouvoir à la caste militaire et politique, elles s'en prendraient inévitablement à la classe privilégiée, aux riches, à la bourgeoisie.

Et si les États-Unis craignent tellement la simple possibilité d'une évolution de ce genre, c'est que Haïti se trouve dans ces Caraïbes où, de la Jamaïque à Porto-Rico en passant par le Saint-Domingue voisin, la situation est explosive et où l'exemple d'une nouvelle révolte des esclaves des temps modernes pourrait être autrement plus contagieuse que l'ancienne.

Et cette contagion pourrait ne pas s'arrêter aux limites des Caraïbes, car ce qui se passe en Haïti aurait inévitablement des prolongements dans la très forte émigration de Haïtiens aux États-Unis et, au-delà, peut-être dans les couches pauvres de la population noire des États-Unis.

Alors, oui, si nous avons un souhait, c'est que non seulement la couche privilégiée haïtienne mais surtout la bourgeoisie impérialiste paient un jour pour tous les crimes commis, en Haïti et dans tous les pays pauvres qu'elles ont ruinés, comme ailleurs !

Lutte de Classe, novembre 1988

Cet article revient sur la situation politique après les événements du 17 septembre 1988, où les soldats de la Garde présidentielle se sont rebellés, ont déposé le général Namphy et porté au pouvoir le général Avril.

Haïti, après le 17 septembre [1988]

Alors que l'aiguille du balancier politique en Haïti se déplaçait pendant quelque dix mois, sans interruption, vers la dictature, vers la répression renforcée contre les masses, voilà que son mouvement a été brusquement renversé au milieu septembre.

Les massacres perpétrés le dimanche 27 novembre 1987 pour empêcher, en les noyant dans le sang, les élections prévues pour ce jour-là, semblaient avoir brisé la combativité dont les masses avaient fait preuve pendant les mois précédents, sporadiquement il est vrai, mais suffisamment pour faire reculer à plusieurs reprises la clique militaire dirigeante qui avait succédé à Duvalier.

Ce n'était pas tant les convulsions au sommet du pouvoir qui avaient de l'importance à cet égard. Les masses furent parfaitement indifférentes à la comédie du général Namphy cédant au mois de janvier la présidence de la République au civil Leslie Manigat ; comme elles restèrent indifférentes lorsque, au mois de juin, Namphy renversa Manigat. Mais, pendant qu'au sommet, des cliques militaires rivales se déchiraient en sourdine pour le contrôle du pouvoir, devant un parterre de politiciens civils qui, tantôt se lamentaient, tantôt offraient leurs services, en bas, la répression s'organisait, se généralisait. La nuit venue, des groupes de militaires, en uniforme ou en civil, semaient la terreur dans les quartiers populaires. Des commandants de casernes recrutèrent dans le lumpenproletariat ou parmi les ex-macoutes, des « attachés militaires », parfois de vulgaires mouchards, parfois armés, munis de laissez-passer officiels, dont ils se servaient aussi bien pour assassiner ceux qui leur étaient désignés par les officiers que pour se livrer à des vols, à des cambriolages, à des viols, au gangstérisme pur et simple. Les chefs de file de l'extrême droite macoutiste organisaient et armaient ouvertement leur milice politique, avec la complicité des précédents. Des radios qui gardaient un ton libre étaient assaillies. Et dans les campagnes, dans les régions dominées par les « grandons » (sorte de seigneurs terriens), leurs hommes de main bastonnaient, terrorisaient, assassinaient avec la collaboration ouverte des autorités locales. Les uns et les autres cherchaient à terroriser la population en général, et à briser, à démoraliser cette génération de militants qui a surgi dans la lutte pour le renversement de Duvalier et à liquider les différentes formes d'organisations qu'ils continuaient à animer.

Tout cela créait un climat de crainte, où les bouches commençaient à se fermer et l'intérêt et les discussions politiques – seul « acquis » depuis la chute de Duvalier, car sur le plan matériel, le sort des classes pauvres n'a jamais cessé de se dégrader – à s'estomper.

Le carnage de Saint-Jean-Bosco, église du prêtre Aristide, chef de file de la « Ti Légglise » – cette « petite église » qui reste jusqu'à présent le principal courant politico-religieux dans lequel se reconnaissent les plus pauvres ainsi qu'une bonne partie de

la jeunesse démocratique – a été l'acte de trop dans une longue suite d'actes odieux.

Ce jour-là, le dimanche 11 septembre, une centaine d'individus armés ont fait irruption dans l'église en tuant, au hasard et de manière particulièrement barbare, une vingtaine de personnes et en blessant plusieurs dizaines d'autres. Comble de cynisme, certains membres du commando se sont pavanés à la télévision, se revendiquant de leur crime ; avec l'assentiment non déguisé de Namphy.

Le coup d'État du 17 septembre

Au lieu de terroriser, Saint-Jean-Bosco a soulevé la colère. Pas seulement dans la population en général mais, plus encore, parmi les soldats eux-mêmes, dont plusieurs avaient des parents ou amis parmi les victimes et qui devaient, de surcroît, supporter d'être considérés au moins comme des complices. (Saint-Jean-Bosco est à quelques pas d'une caserne et pourtant, l'armée n'a pas bougé).

Le général Prosper Avril, chef de la Garde présidentielle, organisateur déjà de la succession de Duvalier et du coup d'État en faveur de Namphy, en a profité pour s'emparer du pouvoir, cette fois pour son propre compte. Il se débarrassa par la même occasion de Namphy, devenu décidément trop compromettant.

Ex-dignitaire du duvaliérisme – comme d'ailleurs tous les officiers généraux – Prosper Avril passe aussi pour l'homme des Américains. Washington a, en tout cas, accueilli avec une sympathie certaine le coup d'État, malgré les « débordements » dont il paraissait s'accompagner.

Le coup d'État s'est en effet accompagné d'une effervescence parmi les sous-officiers et les soldats de l'armée, méprisés par leurs officiers, mal payés, choqués par Saint-Jean-Bosco.

Des hommes de Prosper Avril travaillaient déjà les sous-officiers et les soldats de la Garde présidentielle en vue d'un coup d'État, lorsque Namphy, menaçant d'arrêter et d'exécuter plusieurs dizaines de soldats de la Garde, les a poussés à se soulever contre lui. C'est tout naturellement que le sergent Heubreux, le protégé d'Avril devenu porte-parole de la « base de l'armée », lui offrit le pouvoir.

Mais Prosper Avril eut l'intelligence politique de présenter le 17 septembre comme la révolte de la « base saine de l'armée » – certains de ses sous-fifres parlaient même de la « révolution du 17 septembre » – un événement comparable en tout cas à février 1986, quand le mouvement populaire a chassé Duvalier. Et de se présenter comme l'homme qui a reçu des mains des soldats un pouvoir qu'il n'avait nullement convoité. Pour preuve, il n'a cessé d'associer le sergent Heubreux, installé lui aussi au Palais présidentiel, à chacune de ses apparitions publiques.

C'était bien la preuve que ses intentions étaient démocratiques ! C'était bien la preuve que ce n'était pas un coup d'État quelconque de plus, de la part de l'un quelconque de cette demi-douzaine de généraux ou de colonels, entre lesquels se partageait l'armée et qui géraient leur caserne comme autant de fiefs. Et comme Prosper Avril en a profité pour relever – ou pour faire « déchouker » par leurs propres soldats – quelques-uns de ces barons de fiefs militaires qui se trouvaient être en même temps ses rivaux, c'était bien la preuve que l'armée n'était plus la même ! Non, ce n'était plus l'armée qui protégeait voire suscitait les groupes d'assassins d'extrême droite ! Débarrassée de quelques-uns de ses généraux à la réputation la plus san-

guinaire, touchée par la grâce démocratique du « mouvement des « ti-soldats », elle était devenue enfin une armée démacoutisée, à laquelle la population pouvait désormais confier la responsabilité de la longue marche vers la démocratie...

Les leaders politiques ont sauté sur l'occasion pour offrir à leur tour leur caution ...et leurs services. Certains, par réflexe congénital. Le Parti Unifié des Communistes Haïtiens (PUCH), lui, pour montrer, une fois de plus, son sens des responsabilités (le PUCH s'est déjà illustré, trois mois avant, lors du coup d'État de Namphy contre Manigat, en « *prenant acte* » solennellement des promesses du général-dictateur précédent à « *respecter les acquis de février 1986* »). Prosper Avril a distribué quelques postes dans les ministères aux différents partis. Au PUCH, il n'a rien donné, hormis une poignée de mains à son chef Théodor. Mais ce fut devant les photographes et lors d'une réception officielle. Du coup le PUCH, écarté de ce type « d'honneur » depuis toujours, a salué l'événement historique comme il se devait.

Et même une organisation comme le KID, qui se présente comme une organisation radicale de masse, et qui a une certaine influence sur une fraction des militants des comités et des associations locales, s'est dépêchée d'envoyer son représentant le plus connu, Evans Paul, faire ses dévotions à Prosper Avril. Mais bien entendu, ce n'est pas devant le général blanchi dans le sérail du duvaliérisme que ledit représentant s'est incliné, mais devant l'homme qui avait la confiance des « ti-soldats ». Il s'est incliné en tous les cas assez bas, pour annuler même une manifestation annoncée pour « soutenir les soldats du 17 septembre », lorsque le ministère de l'Intérieur et de la Défense lui signifia que cela ferait désordre.

Ce jeu, si payant auprès de la caste politique, et même dans une large mesure, auprès de la population qui voyait effectivement avec sympathie le mouvement des « ti-soldats », et qui avait des illusions dans les « changements » du 17 septembre, n'était pas sans risque pour Prosper Avril et pour l'état-major. (D'ailleurs il s'en trouvera dans les porte-parole de la bourgeoisie pour le lui reprocher. Car les « ti-soldats » étaient réellement mécontents. Et une partie d'entre eux étaient réellement entrés en ébullition.)

Arrêter quelques-uns de ses officiers, même avec l'autorisation, voire sur l'ordre de l'état-major, cela donne des idées. Des bonnes comme des mauvaises. Les bonnes, c'était de ne pas se limiter à la liste quasi officielle des officiers que l'on était autorisé à « déchouker ». Les mauvaises, c'était de se croire plus puissant qu'on n'était. Mais dans le cadre d'un mouvement assez étroitement canalisé par l'état-major, via les « bons » officiers – ceux de la faction Avril – et les sergents ; dans le cadre d'un mouvement que l'état-major a su utiliser également pour encadrer et freiner les soubresauts de la population civile, se développa un autre mouvement.

Dans nombre de casernes ou postes militaires, les soldats se mirent à discuter, à se réunir. Pour revendiquer une augmentation de leur solde misérable, ici. Pour proclamer qu'ils ont droit à un certain respect de la part de leurs officiers, là. Ailleurs, pour manifester leur volonté de ne plus être utilisés pour des tâches de basse police contre la population et pour prendre position pour la démocratisation.

C'est apparemment avec l'accord, au moins tacite, de l'état-major que, les premiers jours qui suivirent le 17 septembre, des soldats sont partis à la chasse de certains « attachés militaires » ou des infâmes petites crapules qui ont participé à la tuerie de Saint-Jean-Bosco. Ces crapules méritaient certainement la balle dans la tête,

ou le coup de couteau lorsque les soldats ont été devancés par une population qui gardait encore l'horreur de Saint-Jean-Bosco à l'esprit. Mais c'étaient, aussi, des boucs émissaires qui devaient expier non pas tant pour leurs propres crimes, mais pour empêcher la population de chercher, derrière eux, au-dessus d'eux, de bien plus grandes crapules et de bien plus responsables. La « chasse aux macoutes », tant qu'elle restait dans les limites autorisées, était un exutoire pour l'indignation de toute la population.

Mais pris par l'élan, il y eut des soldats pour s'attaquer, sans autorisation, aux villas ou à la vie de dignitaires macoutes dont le déchoukage n'a nullement été prévu par les officiers d'état-major, souvent leurs amis. Là où le déchoukage prit une allure populaire, il s'est trouvé des soldats pour se mettre du côté de la population, en s'opposant parfois ouvertement à leurs officiers.

Et crime des crimes, il s'est trouvé des soldats pour participer aux quelques amorces d'occupation de terres qui faisaient pousser des hauts cris avec unanimité à toutes les fractions de la bourgeoisie et à leurs plumitifs, même libéraux, au nom du caractère sacré de la propriété privée (alors même que les plus spectaculaires de ces occupations de terres visaient des terres laissées inutilisées par leurs propriétaires qui en possédaient d'autres et d'immenses ; et alors que les occupants étaient des pauvres, sans logis, qui occupaient juste la parcelle nécessaire pour y construire une case.)

Ce mouvement-là des soldats, ni Prosper Avril, ni l'état-major n'avaient l'intention de le tolérer.

Moins encore qu'ils n'avaient l'intention de tolérer les « débordements » du déchoukage civil.

Le mouvement de déchoukage

Dans bien des villes ou des bourgs du pays, c'est le commandement local qui prit l'initiative de mettre à la porte tel maire, tel chef de service de l'administration, tel juge, percepteur, greffier, directeur d'équipement ou d'école, sans même s'occuper de ce que voulait la population. C'était souvent joindre l'utile à l'agréable. Ces postes représentent en général des fromages, dont les bénéficiaires peuvent piller la caisse et plus encore, piller la population. « Déchouker » d'en haut, c'était parfois pour le nouveau commandant de la garnison locale, mettre à la porte les protégés ou les relations d'affaires du commandant précédent afin de faire place nette pour les siens. La faction victorieuse de l'armée se débarrassait d'une partie de la clientèle civile des vaincus. Et c'était, là encore, redorer le blason de l'armée, que de montrer qu'elle était le principal artisan du départ d'un certain nombre de responsables corrompus.

Mais dans un grand nombre de villes ou de bourgs, la population, encouragée par le mouvement des « ti-soldats » – ou par les idées qu'elle s'en faisait – a pris les devants pour chasser quelques-uns de ces magistrats ou fonctionnaires, corrompus, dont elle était la principale victime. Et là où les quartiers pauvres s'ébranlèrent, la population ne se contenta pas de chasser le voleur, elle tenta de « récupérer » ce qu'il avait volé. L'état-major choisit dans la plupart des cas d'utiliser les « ti-soldats » et leur crédit, pour encadrer et canaliser le mouvement, quitte – quand on ne pouvait l'éviter – à tolérer certains déchoukages non prévus, mais en se réservant le droit de

nommer les nouveaux responsables et en n'entérinant les choix de la population que là où ils s'exprimaient violemment, mais le plus souvent en faisant approuver par celle-ci des choix faits par d'autres.

Dans le cadre de ce mouvement de « déchoukage » d'en haut, aux antipodes de cette explosion populaire, pleine d'illusions sans doute, mais partie d'en bas, que fut le déchoukage de février 1986, commençaient cependant à se développer les germes d'un nouveau mouvement de masse.

Tout cela, ce n'était pas la révolution, sûrement pas : malgré l'effervescence dans l'armée, qui ouvrait des possibilités mais qui occultait, aussi, le reste. La mobilisation des classes pauvres était même nettement inférieure à ce qu'elle fut lorsqu'elle chassa Duvalier.

Mais le climat dans le pays avait changé. Sortant de la crainte ou simplement de l'observation désabusée de l'évolution des choses là-haut, du côté de ceux qui gouvernent, les premiers contingents des classes pauvres commençaient à intervenir, souvent en restant dans les limites du mouvement du déchoukage tel qu'il était, mais parfois en le rendant plus radical et même, en osant timidement avancer leurs propres revendications. Ici, des paysans pour contester le droit de propriétaires terriens ou de l'État à leur reprendre la terre qu'ils travaillaient. Là, des sans-logis des quartiers pauvres qui occupaient des terres. Quelques grèves sporadiques éclatèrent dans la zone industrielle de Port-au-Prince.

Une petite fraction seulement des classes pauvres commençait à s'ébranler et, d'ailleurs, plus souvent dans les bourgs de province ou dans les campagnes qu'à Port-au-Prince.

Mais il y avait, et il y a toujours, une place pour une politique révolutionnaire.

En direction des soldats eux-mêmes, pour tenter de renforcer leur défiance envers leurs officiers et les amener à se donner des formes d'organisation exprimant cette défiance et susceptibles de permettre aux soldats de se défendre contre l'état-major. Une politique visant surtout à les amener à chercher leurs alliés du côté du prolétariat, du côté des paysans pauvres.

Il y avait et il y a aussi une politique révolutionnaire en direction des masses mises en mouvement pour le déchoukage, opposant le « déchoukage » d'en bas, sous le contrôle des masses en lutte, à sa caricature d'en haut. Une politique visant à élargir le mouvement de « déchoukage » d'en bas ; à le rendre plus radical dans ses méthodes, plus jacobin ; à le rendre hostile à l'égard de Prosper Avril et de ses manœuvres politiques, méfiant à l'égard du « mythe du 17 septembre » ; à faire en sorte que le mouvement devienne indépendant de l'armée et de ses choix politiques, tout en cherchant à attirer les soldats du rang. Une politique visant à amener les masses mobilisées à ne pas se contenter de chasser les magistrats et les fonctionnaires corrompus, laissant le nouveau régime en nommer d'autres – qui seront inévitablement aussi corrompus – mais à les élire elles-mêmes en se donnant les moyens de les contrôler par la suite.

Dans ce mouvement de déchoukage qui draine, même là où il vient d'en bas, toutes sortes de catégories aux intérêts parfois différents voire opposés, cette politique révolutionnaire doit œuvrer à ce que les prolétaires et les classes pauvres interviennent, à leur façon, avec leurs propres méthodes, en affirmant leurs revendications et leurs perspectives de classe. Et cette politique doit également préparer le

prolétariat et les classes pauvres, moralement et matériellement, à affronter avec succès la violence des classes privilégiées que cela ne manquera pas d'entraîner.

La contre-offensive de Prosper Avril

Le retour de manivelle ne s'est pas fait longtemps attendre. Un mois à peine après le coup d'État du 17 septembre, généreusement attribué par Prosper Avril aux « ti-soldats », le 15 octobre, une prétendue « tentative de coup d'État » inventée de toutes pièces a servi de prétexte au régime pour arrêter un sergent et plusieurs soldats de la Garde présidentielle. Pour faire bonne mesure, on arrêta un ex-dignitaire du macoutisme, afin d'accréditer la thèse d'une tentative de retour du macoutisme, avec la complicité de soldats crédules ou vénaux. D'autres arrestations suivirent, à la caserne Déssaline, au sinistre Fort Dimanche, prison et lieu de torture, dont les soldats ont voulu déchouer le commandant.

Par ailleurs, l'armée intervint dans certaines villes de province, pour « rechouer » certains notables déchoués par la vague populaire. A Port-au-Prince même, une manifestation de solidarité avec les soldats arrêtés a été brutalement réprimée par l'armée. Et les enlèvements et les assassinats recommencèrent, comme l'enlèvement et l'assassinat, aux portes mêmes de la capitale, d'un jeune avocat spécialisé dans la défense de paysans.

Voilà où en sont les choses au moment où nous écrivons. Mais en contrepoint de cette manifestation visible de la volonté de Prosper Avril à remettre d'abord l'ordre dans les casernes pour pouvoir se servir des troupes contre la population, il y a des indices d'une exaspération croissante dans ces classes exploitées, parmi ces ouvriers des villes ou des campagnes, ces chômeurs ou « jobeurs », ces petits paysans, dont le sort ne cesse de s'aggraver. Pas tant à cause des spasmes politiques, mais à cause de la montée des prix, de la difficulté croissante à trouver du travail ou à garder celui que l'on a. A cause du caractère de plus en plus ouvertement parasitaire de toute l'administration, de tout l'État, dont les dignitaires cherchent exclusivement à s'enrichir et au plus vite, en empochant impôts et taxes, mais en laissant tout se dégrader. A cause, aussi, de la rapacité et du mépris des classes riches, tout simplement.

Aucune bataille décisive n'a encore eu lieu en Haïti, mais seulement des escarmouches, bien qu'elles fussent sanglantes et violentes comme l'est la vie quotidienne des pauvres elle-même. La situation peut d'ailleurs se « stabiliser » dans cette sorte d'instabilité marquée par des affrontements, par des soubresauts ; comme elle est « stabilisée » par exemple dans la République Dominicaine voisine. La question sera alors de savoir si les classes pauvres, et le prolétariat en particulier, sauront mettre à profit cette situation, certainement plus favorable qu'un retour à la dictature à la Duvalier. Mais sur cette question comme sur celle des tâches dans l'immédiat, nous laissons la parole à nos camarades de l'Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (UCI), telle qu'ils expriment leur politique dans le numéro 18 de leur publication, *La Voix des Travailleurs*.

« La relative facilité avec laquelle la direction de l'armée est parvenue, jusqu'à présent, à arrêter, transférer, réformer les « fortes têtes » dans les casernes, montre que l'offensive de l'état-major a trouvé les « ti-soldats » désarmés, matériellement mais surtout, politiquement. On leur a tellement répété que le 17 septembre, c'était

eux ; et qu'ils étaient les plus forts, qu'ils n'ont pas vraiment cherché à se donner les moyens de l'être réellement, en s'organisant entre eux, indépendamment des officiers, même de ceux qui se revendiquaient du 17 septembre, et en cherchant des alliés du côté de la population pauvre. Et toutes les forces politiques qui ont soutenu Prosper Avril, fût-ce en prétendant qu'elles le faisaient parce qu'en réalité, c'étaient les « ti-soldats » qui commandaient, ont contribué à donner des illusions aux « ti-soldats », c'est-à-dire, à les désarmer devant les mauvais coups prévisibles de l'état-major et de la hiérarchie.

Ce n'est cependant pas encore fini. Les « ti-soldats » sont loin d'être rentrés dans le rang. Personne ne peut préjuger de leur énergie et de leur capacité de réaction. (L'affaire de l'Hôpital militaire ¹) montre qu'ils en ont) Et un certain nombre de « ti-soldats » ont sans doute appris des événements. En outre, un nouveau soubresaut, venu d'autres couches de la population, peut encourager ceux d'entre eux qui, aujourd'hui, se décourageraient.

Aussi, tous ceux qui militent dans le camp des classes pauvres, doivent chercher à aider les « ti-soldats ». Et les aider, c'est avant tout leur ouvrir des perspectives politiques, c'est leur montrer comment s'organiser. Pas en les flattant. Pas en les prenant pour les seuls sauveurs possibles de la société. Pas en encourageant la tendance de bien des « ti-soldats », même déterminés, à se prendre pour supérieurs aux pauvres en civil. Mais en leur disant la vérité. Sur les forces et les faiblesses de leur mouvement. Sur la nécessité de perdre leurs illusions dans l'unité de l'armée ou en la possibilité de créer une « armée démocratique », simplement en remplaçant les officiers pourris par des officiers « patriotes ». Sur la nécessité de s'organiser, indépendamment de l'état-major et de la hiérarchie, entre « ti-soldats », secrètement lorsque les circonstances et la répression ne permettent pas de faire autrement. Et de s'organiser, non seulement à l'intérieur d'une caserne, mais d'une caserne à l'autre. Quelques « ti-soldats » décidés peuvent retourner contre l'état-major sa politique actuelle de transferts, et de créer, grâce au brassage des effectifs, des liens entre unités qui n'en avaient pas auparavant.

Mais une politique conforme aux intérêts des classes pauvres, ne consiste pas seulement à détacher les « ti-soldats » de leurs officiers. C'est aussi les attirer dans le camp des classes pauvres. C'est leur montrer que l'avenir du pays, et donc, leur propre avenir, ne pourra pas se décider dans un sens favorable aux classes pauvres, dans des luttes circonscrites aux seules casernes et postes militaires, avec leurs 8 000 hommes, tout compris. Il y a dans ce pays 6 millions d'habitants, dont les neuf dixièmes vivent dans une misère insupportable, parce que tout le pays, toutes ses terres, toutes ses richesses, toutes ses usines, toutes ses banques, tous ses grands commerces, sont entre les mains de quelques milliers de gros zotobrés (gros propriétaires), de grandons, de riches, dont certains gagnent en une minute plus qu'un pauvre ne gagne en travaillant toute sa vie.

Dans la lutte des classes pauvres contre les classes riches, qui se manifeste encore sous une forme embryonnaire, par des grèves, par des affrontements dans les campagnes au sujet de la terre, par le pillage de riches villas déchoukées, par des

1 Des soldats affectés à l'Hôpital militaire se sont mis en grève à l'annonce de la révocation de certains de leurs camarades. L'état-major a reculé et annulé les révocations.

occupations de propriétés privées, il faut entraîner les « ti-soldats » du côté des classes pauvres, lier les uns aux autres. »

Organiser le prolétariat

« Aujourd'hui, ce sont les « ti-soldats » qui sont en effervescence. Demain, ce seront d'autres catégories appartenant, directement ou indirectement, aux classes exploitées. La lutte des classes est alimentée par la misère, par la rapacité des classes riches, par la férocité de leurs hommes de main. Elle ne s'arrêtera pas.

Il est inutile de tenter de deviner, quelle nouvelle manifestation du cynisme des Mews, des Poitevins² ; quelle nouvelle provocation ; quel nouveau Jean-Rabel ou Saint-Jean-Bosco mettra demain le feu aux poudres. Il faut que les classes pauvres soient le plus préparées possible aux affrontements à venir.

Il faut surtout que le prolétariat urbain, celui des principales villes et surtout, celui de Port-au-Prince, soit préparé, apte à intervenir dans les affrontements de classe dont la situation est grosse.

Les deux principaux parcs industriels de Port-au-Prince représentent, à eux seuls, quelque quarante mille travailleurs, réunis ensemble, jour après jour, par les nécessités même de l'exploitation capitaliste, liés par le même sort, par les mêmes salaires misérables, par la même insécurité pour leur emploi, par les mêmes revendications communes qui en découlent. C'est une force considérable. Elle pourrait peser sur le patronat, dans les luttes spécifiques que les travailleurs ont à mener pour défendre leur droit au travail, à un salaire et à des conditions de vie correctes. Mais elle pourrait peser d'un poids déterminant, aussi, sur la vie politique, car la classe des prolétaires est en premier chef concernée par la dictature, l'absence des libertés etc.

Les patrons des entreprises des parcs sont, pour l'instant, bien plus conscients de l'importance potentielle de cette force que les travailleurs eux-mêmes. C'est pour cette raison que les patrons s'opposent si durement à toutes les formes d'organisation dans chaque entreprise, et à plus forte raison, d'une entreprise à l'autre. C'est pour cette raison qu'ils renouvellent sans cesse leur personnel, bien que le procédé ait par ailleurs un certain nombre d'inconvénients pour eux. Mais du même coup, ils multiplient le nombre de femmes et d'hommes qui travaillent, ont travaillé ou vont travailler dans la zone industrielle ; ils renforcent, de fait, les liens entre les travailleurs de la zone industrielle et les quartiers pauvres.

La principale faiblesse des travailleurs du parc, c'est l'absence d'organisation. Mais il est possible d'y remédier et vite. Cela demande de l'effort, de l'esprit de sacrifice, de la part des travailleurs comme de la part de tous les militants qui combattent à leurs côtés. Mais c'est la tâche principale du moment. Le parc industriel transformé en forteresse ouvrière, c'est tout le prolétariat urbain de Port-au-Prince et, au-delà, toutes les classes pauvres qui trouveraient des leaders naturels ; une véritable armée, concentrée, située à quelques pas des centres du pouvoir, des centres de l'administration et des affaires et capable de faire face aux forces des possédants.

² Les Mews : une des plus grandes familles bourgeoises autochtones, propriétaire de plusieurs grandes entreprises et de terres. Poitevins : un des principaux « grandons » de la région de Jean-Rabel, qui a envoyé ses hommes de main massacrer plusieurs centaines de paysans qui s'étaient permis de créer une association et qui s'est vanté à la télévision d'avoir « tué des centaines de communistes ».

C'est l'intervention active, consciente et organisée du prolétariat urbain, qui pourrait changer vraiment le rapport de forces dans ce pays. Elle donnera courage à ces ouvriers agricoles, à ces paysans sans terre qui regardent avec envie vers les concentrations de bonnes terres entre les mains de grands propriétaires, mais qui ne se sentent pas assez forts, dispersés et sous surveillance militaire qu'ils sont, pour se lancer dans la lutte. Elle montrera aux paysans pauvres, en lutte contre les grands et leurs sbires, qu'ils ont des alliés puissants dans les villes. C'est alors seulement que la situation pourrait sortir des convulsions impuissantes actuelles, pour se transformer en un combat décisif, engagé par les classes pauvres pour le pouvoir et pour le contrôle de l'économie de ce pays. »

L'éditorial de *La Voix des Travailleurs*, après avoir commenté les signes d'une montée de l'exaspération dans les classes pauvres, conclut :

« En cherchant même seulement à améliorer un peu leurs conditions d'existence insupportables, les classes pauvres se heurtent inévitablement et se heurteront de plus en plus à la propriété privée des riches. Il faut qu'elles aillent jusqu'au bout. Rien ne pourra être changé dans ce pays, pas même dans le domaine des libertés et des droits démocratiques, pas même dans le domaine de la corruption, sans se débarrasser du fumier sur lequel tout cela pousse, sans mettre fin radicalement à la mainmise d'une petite caste de capitalistes de la terre, de l'industrie, du commerce et de la finance sur l'économie du pays, et sans mettre l'économie sous le contrôle des classes pauvres.

Mais ce sera une lutte dure. Une classe privilégiée qui est capable d'inspirer Jean-Rabel, Saint-Jean-Bosco, et les innombrables agressions d'hommes de main contre des paysans pauvres combattifs dans les campagnes et d'ouvriers conscients dans les villes, se défendra par tous les moyens. Ses titres de propriété reposent sur la force brute. Elle se défendra par la force brute.

Alors, il faut que les classes pauvres soient prêtes à se battre. Il faut qu'elles fassent surgir de leurs rangs des femmes, des hommes, des militants capables d'organiser, de préparer le combat inévitable. Des femmes et des hommes qui se méfient des promesses et des phrases creuses sur la démacoutisation ; qui se méfient des prêches sur la « légalité » dans un pays où la seule loi est la loi du plus fort ou sur la non-violence dans un pays où les classes riches ont bâti leur fortune sur la violence la plus sauvage.

Et il faut que naisse dans ce pays un véritable parti révolutionnaire des prolétaires, qui soit capable de regrouper ces femmes, ces hommes, ces militants. Un parti qui ne craigne pas la révolte des classes pauvres, mais au contraire, qui la prépare, qui l'organise, et qui propose la politique qui permette aux classes pauvres d'aller jusqu'au bout de leur révolte, jusqu'à la révolution « total capital ». Car c'est de cette révolte-là que dépend l'avenir non seulement d'Haïti, mais peut-être de toute cette région du monde dont les classes pauvres subissent une exploitation et une oppression particulièrement odieuse, mais qui représentent, aussi, une force capable de bouleverser le monde. »

Aristide au Palais présidentiel, mais l'armée dans les casernes qui l'entourent

Présentation de Lutte de classe

Le 7 février 1991, Jean Bertrand Aristide, élu en décembre 1990, a pris officiellement sa fonction de président de la République de Haïti.

Il aura donc fallu exactement cinq ans depuis la chute de la dictature héréditaire des Duvalier pour qu'un président véritablement élu et un régime électif se mettent en place en Haïti. Pendant cinq ans, de coup d'État en coup d'État, les uns réussis, les autres ratés, ce fut une monotone litanie de dictatures militaires, interrompue seulement par l'éphémère gouvernement civil de Manigat, mis en place puis rejeté par l'armée.

Les masses populaires dont la révolte en 1986 a poussé les États-Unis et l'armée haïtienne à se débarrasser d'un Duvalier devenu encombrant, ont eu le temps pendant ces cinq ans de perdre leurs espoirs dans la possibilité d'un régime démocratique. D'autant plus que la seule vraie tentative d'organiser des élections pendant cette période fut noyée dans le sang le jour même des élections, le 29 novembre 1987. D'autant plus qu'à l'ombre de la dictature militaire, d'en haut et avec la protection de l'armée, les dignitaires du régime duvaliériste déchu ont reconstitué des bandes armées macoutes, volant, pillant et assassinant impunément.

Mais si les masses populaires ont eu toutes les raisons d'être dégoûtées par l'évolution des choses, la bourgeoisie elle-même, et les puissances tutélaires, française et surtout, américaine, n'en étaient pas vraiment satisfaites non plus. L'armée haïtienne, avec sa caste d'officiers corrompus, se déchirait en cliques rivales en perpétuelle lutte pour le pouvoir. Les casernes se transformaient en féodalités et en centres d'affaires et de corruption, d'où étaient dirigées de juteuses affaires de contrebande et de trafic de drogue. Les bandes armées rivales, militaires ou protégées par les militaires, ne se contentaient pas de terroriser les classes pauvres et d'assassiner les militants, elles ne manifestaient pas non plus toujours un respect excessif pour la propriété des bourgeois, voire pour l'honneur de leurs femmes. Les exactions et l'insécurité commençaient à contrebalancer sérieusement, aux yeux des bourgeois, les avantages des salaires parmi les plus bas des deux Amériques. En outre, la pourriture de l'appareil d'État, le détournement de l'argent de l'État à tous les niveaux ont tellement dégradé tout ce qui tenait lieu de service public – routes, communications, électricité, eau – que même ces Messieurs les investisseurs capitalistes, bénéficiant pourtant de traitements de faveur, trouvaient que cela en devenait intenable.

Voilà quelque temps que les États-Unis tentent de mettre un peu d'ordre dans tout cela. Leur ambassadeur se démena comme un beau diable sous la dictature du général Avril pour convaincre ce dernier – et les hauts gradés aspirant à la succession de ce dernier – de bien vouloir procéder à des élections et de céder le Palais présidentiel à un président élu, afin de clore une interminable et instable période de transition.

Avril finit par tomber le 10 mars 1990, sous les actions conjuguées des ambassades américaine et française, des milieux politiques fortement attirés par l'odeur de la mangeoire, de manifestations populaires...et du chef d'état-major, le général Abraham, qui lâcha son supérieur.

La mise en place alors d'un régime civil, sous la présidence provisoire d'Ertha Trouillot, fut la première indication que cette fois, le sommet de l'armée était sensible aux arguments américains, assortis de la promesse d'une aide financière dont l'armée avait grand besoin. Contrairement à ses prédécesseurs, Abraham n'a jamais tenté d'occuper le Palais présidentiel – il s'est contenté seulement de faire de temps à autre des gestes pour montrer que c'est lui qui commande. Et il ne s'est pas trouvé non plus d'officiers généraux assez puissants pour le renverser. Il faut dire que, de coup d'État en coup d'État, réussis ou ratés, l'armée s'est sérieusement « épurée » elle-même. Il commence à y avoir presque autant de généraux en exil, doré ou pas, à Miami, à New York, au Québec ou à Saint-Domingue que dans les casernes de Port au Prince – sans parler de ceux des officiers généraux un peu trop ambitieux que leurs collègues et concurrents ont expédié sous terre.

En tous les cas, depuis mars dernier, la machine à fabriquer un régime parlementaire s'est mise en marche. Avec des hauts et des bas. Encouragés par l'autorisation de l'armée, les « leaders politiques » se mirent à frétiller, des combinaisons politiques à s'amorcer, des comités électoraux à se former, avec toujours un regard craintif du côté de l'armée. De notoriété publique, le candidat des Américains était Bazin, ex-ministre de Duvalier, ancien haut fonctionnaire international.

Tout promettait dans un premier temps des élections sans surprise, avec des candidats de cette « classe politique » pléthorique mais frustrée de rôle depuis longtemps, que les États-Unis connaissent bien. Des élections sans enthousiasme, malgré le fait qu'elles constituaient une première après tant d'années de dictature. Des élections avec la participation résignée, voire l'abstention massive, des masses populaires qui n'y croyaient plus et qui étaient de moins en moins attirées par les « leaders politiques » dont certains ont fait carrière sous la dictature de Duvalier. Et quant aux autres, les « démocrates » anti-duvaliéristes, les leaders de la mouvance socialiste, mais aussi, les dirigeants des formations « nationalistes-progressistes » du genre du KID ou ceux du PC haïtien, ils ont étalé pendant cinq ans leur impuissance, leur lâcheté politique face à l'armée, quand ils n'ont pas flirté avec le général-président du moment.

C'est l'entrée en scène ouverte de l'extrême droite macoute qui commença à modifier le climat. Dans un premier temps, dans le sens de la crainte et d'un repliement plus grand des masses.

Les dirigeants macoutes ne se contentèrent plus de faire donner leurs hommes de main pour assassiner discrètement et nuitamment. Ils revendiquèrent le droit de diriger le pays. L'extrême droite se constitua en parti politique avec pour chef l'ancien

ministre de l'Intérieur de Duvalier, Roger Lafontant, ex-chef des tristement fameux « tontons macoutes » (milice de Duvalier). Interdit de séjour pourtant en Haïti, le tortionnaire est rentré dans le pays par la grande porte, se faisant ouvertement protéger par des militaires dans ses déplacements, et narguant la justice qui prétendait vouloir l'inculper et le gouvernement qui ne parvenait pas à le faire arrêter.

Décues dans leurs espoirs de démocratie, découragées, peu enclines à se battre pour leurs propres revendications et sans perspectives sur le plan politique, les masses pauvres étaient cependant conscientes d'une chose : elles ne voulaient pas le retour au pouvoir des macoutes. Ne voyant pas que faire par elles-mêmes, elles étaient dans l'attente de l'homme susceptible de leur épargner ce retour.

La candidature de J.-B. Aristide répondait à l'attente, aux espoirs, aux illusions, à l'état d'esprit des classes déshéritées de Haïti.

J.-B. Aristide, prêtre de son état, correspondait à l'aspiration collective des masses pauvres. Il était de longue date opposé au retour des macoutes. Il en avait payé le prix, en essayant plusieurs attentats, dont il réchappa de justesse. Il faisait partie de l'Église, mais il avait subi la répression de la hiérarchie épiscopale, dont la plupart des dignitaires avaient été liés au régime de Duvalier. Il n'était pas un politicien de profession et paraissait au dessus des manœuvres et des rivalités intéressées de la caste politique.

Et dans ce pays, où la bourgeoisie grande et petite en général, la caste politique en particulier, ne cache sa morgue envers les classes pauvres – quand elle éprouve le besoin de la cacher – que pour faire montre de paternalisme, Aristide passait pour un homme du peuple, proche des préoccupations des plus pauvres, et qui reprenait dans un langage mystico-politique les aspirations des classes pauvres à plus de justice, plus de dignité.

L'attachement sentimental des masses pauvres à la personne d'Aristide reflète leur niveau de conscience, mais aussi, le fait qu'aucune organisation ayant une implantation réelle, aucun « leader » politique connu, n'avait à opposer à l'absence de politique d'Aristide une politique représentant les intérêts des classes exploitées. Théodore, le leader du PUCH qui avait disposé après la chute de Duvalier d'un certain crédit, l'a dilapidé par sa volonté permanente de plaire aux classes possédantes, aux milieux dirigeants et aux dignitaires de l'armée. Quant aux dirigeants « socialisants » des mouvements nationalistes-radicaux, ils avaient beau n'avoir que le mot peuple à la bouche, ils étaient trop occupés à utiliser leur petite audience au service de combinaisons politiques pour gagner le cœur et la confiance des masses. Ils ont fini tout simplement, le moment venu, par se ranger derrière Aristide.

La candidature d'Aristide a soulevé un espoir dans les masses pauvres. Elle a entraîné une sorte de mobilisation sur le plan électoral. Pour s'inscrire d'abord massivement sur les listes électorales. Pour se bousculer aux meetings électoraux d'Aristide, voire pour transformer en meetings pro-Aristide les rassemblements convoqués par d'autres candidats. Pour s'opposer, le jour même des élections, aux tentatives de fausser les élections par des manipulations, les bourrages d'urnes etc.

Aristide a été élu dès le premier tour, laissant loin derrière les autres candidats, Bazin compris. Les masses populaires ont quelques raisons de considérer le succès électoral du prêtre comme le leur. Mais les États-Unis, comme la France, n'ont pas fait la fine bouche : ils ont été les premiers à reconnaître le nouveau président, qui a

su, pendant sa campagne électorale, montrer sa modération et en même temps, sa capacité à la faire partager par les masses populaires.

L'avenir dira si les Américains n'auront pas des surprises avec un homme qui ne sort pas du sérail politique et qui, à la différence de tant de dirigeants de pays d'Amérique Latine, bénéficie d'un réel crédit dans la population. Les États-Unis ont été naguère surpris par l'évolution d'un Fidel Castro, simplement libéral et nullement anti-américain en ses débuts. Mais il est vrai que Fidel Castro s'était donné auparavant les moyens d'évoluer en s'étant forgé un appareil militaire propre. J.-B. Aristide gouverne par la grâce de l'armée d'Haïti. Et on peut supposer que si les États-Unis ont laissé le prêtre-président procéder à quelques épurations au sein de l'armée en se débarrassant d'un certain nombre de généraux et colonels établis au temps de Duvalier, ils vont soigner leurs liens avec la génération montante d'officiers d'une armée qui, financièrement, dépend dans une large mesure des États-Unis ou de leurs amis (comme Taïwan).

A supposer qu'il garde quelques unes de ses bonnes intentions du passé à l'égard des classes pauvres, Aristide se heurtera rapidement à la pauvreté du pays et surtout, à la cupidité sans bornes de ses classes exploiteuses (haïtiennes ou étrangères). Que fera-t-il ? Osera-t-il s'en prendre ne serait-ce qu'aux aspects les plus odieux des inégalités sociales ? Osera-t-il s'en prendre ne serait-ce qu'à la domination anachronique des campagnes par la caste de « grandons », propriétaires terriens mais surtout, chefs de gangs liés à la hiérarchie militaire ? Ou se contentera-t-il de tenter de mettre de l'eau bénite sur les souffrances des classes pauvres ? Quelle marge lui laisseront les États-Unis ?

Les masses pauvres, qui ont accueilli son élection avec enthousiasme, ont su se mobiliser contre le premier coup d'État déclenché avant même que Aristide occupe sa fonction, par le dignitaire macoute Lafontant aidé par des éléments de l'armée. Garderont-elles la même méfiance à l'égard de l'armée, alors même que Aristide va répétant qu'elle mérite désormais leur confiance ?

Sur cette question, comme sur celle des tâches dans l'immédiat, voici comment se sont exprimés nos camarades de l'Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (UCI) de Haïti, dans le numéro de janvier de leur publication, la *Voix des Travailleurs*, mis en circulation au lendemain du coup d'État de Lafontant.

Extrait de La Voix des Travailleurs

L'irruption des masses populaires a, de nouveau, bouleversé le jeu politique en ce 7 janvier. Avec son initiative impudente, Lafontant aura été celui qui, bien malgré lui, aura redonné aux masses populaires l'énergie d'intervenir, après tant de mois de reculs et de résignation. D'intervenir, non seulement par leurs votes comme elles l'ont fait le 16 décembre, mais dans la rue.

Il fallait tout le mépris de Lafontant pour les masses pour engager le coup d'État, avec les moyens ridicules dont il disposait. Mais Lafontant croyait qu'il n'aurait affaire qu'à cet état-major, qu'à ces généraux et à ces colonels dont il connaît bien la sympathie d'extrême droite. Il a tenté un coup de poker pour forcer la main de la hiérarchie et l'amener à s'opposer à l'accession d'Aristide à la présidence.

Il serait assez oiseux de discuter si Lafontant avait une chance de réussir à mettre l'armée de son côté sans l'intervention des masses. En tous les cas, le chef

macoute avait toutes les raisons de penser qu'il ne prenait pas trop de risques et que même s'il devait se révéler que l'état-major ne jugeait pas habile de s'opposer pour l'instant au résultat des élections, et encore moins de le porter au pouvoir, lui Lafontant, il lui réserverait une porte de sortie honorable. L'armée ne le protège-t-il pas ouvertement depuis six mois qu'il est rentré au pays, illégalement mais au vu et au su de tout le monde ?

Mais voilà, ce n'est pas à l'état-major que Lafontant a eu affaire – cet état major qui a attendu toute la nuit pour enfin condamner un coup d'État qu'il avait la possibilité de réduire en cinq minutes ! – c'est aux masses populaires. Dès les premières rumeurs du coup d'état, les quartiers populaires de Port-au-Prince s'embrasèrent, suivis par les villes de province.

Pendant la campagne électorale, comme depuis, toutes les formations ou leaders politiques, Aristide compris, demandaient aux masses de faire confiance à l'armée et à sa toute nouvelle « conversion » à la démocratie. Mais la première réaction des masses fut de soupçonner l'armée d'être derrière le coup d'État. Elles ne s'en remirent pas à l'armée en tous les cas.

Avec un sûr instinct politique, les masses n'attendirent pas que l'état-major prenne l'initiative. En prenant l'initiative elles-mêmes, en se montrant fortes et décidées, elles ont trouvé le plus sûr moyen de lui forcer la main.

C'est la crainte de ces masses qui affluaient, machette, couteau, bout de ferraille, roche à la main, qui inondaient les artères qui mènent vers le palais gouvernemental puis vers le Grand Quartier Général, qui bloquaient les chemins vers l'aéroport, qui commençaient à déchouker avec une violence comparable sinon supérieure à celle de février 1986, c'est tout cela qui a amené l'état major à renoncer à toute tentative de trouver une « sortie honorable » pour le tortionnaire, trop content de pouvoir offrir aux masses, en guise de bouc émissaire, sinon la tête de Lafontant, de Lhérisson et les autres, du moins leur image enchaînée, passée et repassée à la télévision dans la journée du lundi (7 janvier).

C'est la réaction des masses qui réclamaient qu'Aristide prenne le pouvoir tout de suite, sans attendre l'échéance constitutionnelle du 7 février qui a poussé l'ambassadeur américain à s'agiter pour convaincre Ertha Trouillot de reprendre cette présidence provisoire qu'elle venait d'abandonner sans dignité quelques heures auparavant. Il ne fallait pas qu'Aristide soit investi par la rue.

Il ne fallait pas, surtout, que la rue – c'est-à-dire les masses pauvres – ait le sentiment d'avoir remporté une victoire. Il ne fallait pas qu'elle prenne trop conscience de sa force, trop confiance en elle-même.

Il fallait au contraire que les masses se persuadent que leur rôle n'était et ne pouvait être que de porter leur soutien à l'armée.

Voilà pourquoi l'armée a fini par s'engager contre le Palais présidentiel que les masses assiégeaient déjà (en capturant Lafontant, les militaires l'ont en même temps soustrait à une mort certaine). Voilà pourquoi des militaires ont fait mine d'être les bras armés de la colère populaire en participant à l'arrestation de certains macoutes, ce qui permettait, là encore, de les mettre à l'abri.

Voilà pourquoi, une fois le coup d'État réduit et Lafontant au Grand Quartier Général, on les a tous entendus, de l'ambassadeur américain à Ertha Trouillot, en passant par Aristide, insister sur le rôle décisif de l'armée dans l'échec du coup d'État,

décerner à l'état-major un brevet de démocratisation. Et les masses furent priées de rentrer chez elles et de laisser la police nettoyer la ville des « pillards », c'est-à-dire de ceux des quartiers pauvres qui ne se contentaient pas de mettre le feu aux commerces et aux supermarchés dont les propriétaires sont réputés macoutes, mais qui se servaient.

A peine le gros des masses, estimant que le but avait été atteint avec l'échec de Lafontant, s'est-il démobilisé, que le ministère de l'Intérieur a déclaré le couvre-feu pour isoler les éléments les plus radicaux qui continuaient le lendemain encore, sporadiquement, à se regrouper pour procéder à de nouveaux déchowages. Et les mêmes radios, les mêmes journalistes qui, le 7 janvier, faisaient mine de se pâmer d'admiration devant le peuple qui aurait si bien secondé l'armée dans son « action pour la démocratie », trouvaient le lendemain des mots de plus en plus durs pour fustiger ceux qui ne respectaient rien, ni l'archevêché, ni l'ancienne cathédrale, ni la nonciature apostolique, ni surtout, le commerce...

Le dernier mot est revenu, cette fois encore, à l'armée. Elle se pose désormais en sauveur de la démocratie contre les extrémistes macoutes – ce qui lui permet de s'arroger désormais le droit de « sauver la démocratie », aussi, contre les « extrémistes anti-macoutes ». Un communiqué sec de l'état-major a mis en garde le 8 janvier tous ceux qui seraient tentés de continuer les déchowages. On peut faire confiance à l'armée : elle montrera certainement plus de détermination contre les déchoweurs qu'elle n'en a montré contre Lafontant pendant ces six mois pendant lesquels le chef macoute narguait la justice et préparait ouvertement son coup d'État.

Les masses ont cependant franchi des pas pendant cette journée du 7 janvier pour ce qui est de la détermination, de la rapidité de réaction, voire dans une certaine mesure, de l'armement. Elles ont repris, dans une certaine mesure, confiance en leurs forces.

C'est une situation à la fois pleine de promesses pour l'avenir, mais en même temps, pleine de dangers. Pas seulement parce que l'extrême droite macoutique est loin d'être désarmée ; qu'elle a des hommes, de l'argent et des amitiés dans l'armée et qu'elle aura envie de se venger du mauvais moment qu'elle vient de passer.

L'armée elle-même, bien qu'elle n'ait jamais vraiment perdu le contrôle de la situation, a pu sentir l'insuffisance de ses forces contre des masses combattives et déterminées (et ses conseillers américains, français, etc., ont pu le sentir). La bourgeoisie, les classes privilégiées, n'ont pas pu ne pas éprouver, dans leur ensemble, un instant de frisson, devant les magasins et les villas qui flambaient, devant les vitrines brisées, devant les objets de valeur saccagés et les tapis de prix salis par d'innombrables pieds, même si les cibles des masses populaires étaient choisies en fonction de critères politiques et rarement sociaux ; même si un portrait d'Aristide affiché, ou l'appartenance notoire à une formation politique opposée aux macoutes, suffisait encore pour éviter le déchowage.

Depuis 1986, ces masses pauvres qui ont montré à plusieurs occasions un courage admirable pour s'opposer aux tentatives de retour au macoutisme, ne se sont jamais battues sous leur propre drapeau. Elles n'ont jamais osé lier, ouvertement, le combat contre l'oppression politique à celui contre l'oppression économique, contre les inégalités sociales révoltantes de ce pays. Elles ne s'en sont prises aux riches que

lorsqu'ils étaient macoutes, pas parce qu'ils sont riches par l'exploitation des travailleurs et des paysans pauvres.

Pourtant cette fois, si les bourgeois partisans d'Aristide ont été épargnés, nombre de vitres de commerces de luxe brisées témoignaient de la haine instinctive des masses pauvres contre l'étalage de richesse dans ce pays où la majorité végète dans la misère.

Les classes privilégiées savent, plus clairement que les classes pauvres elles-mêmes, que si les masses pauvres prennent conscience de la force qu'elles représentent, on ne pourra pas éternellement leur désigner comme uniques adversaires les macoutes. L'ouvrier agricole payé trois, deux, voire un dollar par jour sur des terres dont il sait qu'elles rapportent à leurs propriétaires des millions ; l'ouvrier de l'industrie payé trois dollars par jour pour exactement le même travail pour lequel un ouvrier américain est payé dix fois plus et qui sait que la différence est empochée par les patrons ; le travailleur du commerce qui voit les sommes colossales que les gros commerçants ramassent grâce à son travail sous payé, pourraient bien se dire que cette oppression-là, ce vol éhonté des fruits de leur travail est aussi inacceptable que l'oppression des macoutes.

Des bourgeois n'ont pas voté Aristide pour que celui-ci déchaîne les légitimes exigences des classes pauvres, mais au contraire, pour qu'il les calme. Même pour les plus « lavalassiens »³ des bourgeois, la liberté, c'est peut-être la fin du macoutisme, mais c'est aussi, c'est surtout, la liberté de continuer à sous-payer leurs ouvriers. S'ils sentent un danger pour leurs richesses, ils s'opposeront aux classes pauvres, comme les autres.

Les classes pauvres ne peuvent compter sur personne. Mais elles n'ont besoin de personne, si elles sont confiantes en leur force et conscientes de leurs intérêts. Ce n'est pas encore le cas. Le danger de la situation, c'est que les classes privilégiées voient plus clairement la menace que les masses pauvres représentent que les masses pauvres elles-mêmes.

Ligondé⁴ a déjà poussé des cris d'écorché contre la menace d'une « dictature socialo-bolchévique ». Ligondé, c'est un macoute en soutane et un réactionnaire infâme, mais ce n'est pas un fou. Son homélie était un geste politique, une déclaration de guerre préventive aux masses.

Alors, la guerre sociale, les travailleurs, les paysans pauvres l'auront, de toute façon. Ils l'ont déjà. Il faut qu'ils se préparent à la mener.

Et le rôle des militants qui sont sincèrement du côté des classes exploitées, du côté des ouvriers, du côté des paysans pauvres, n'est certainement pas de les endormir de paroles doucereuses en leur faisant croire qu'avec l'élection d'Aristide tout est fait. On a vu cette nuit du 7 janvier, comment une poignée de macoutes pouvait remettre en cause la volonté de l'écrasante majorité des électeurs. Cette fois, ce fut un échec. Mais ils recommenceront. Si ce n'est pas les macoutes, ce sera l'armée. Si ce n'est pas au nom du rétablissement de la dictature, ce sera soi-disant au nom de

³ Aristide, en présentant sa candidature, avait annoncé qu'elle déclencherait une véritable « lavalasse » (torrent ou avalanche) dans la population. Par la suite, lui et son entourage désignèrent par cette expression, « lavalasse », le mouvement qui le soutenait. Elle avait pour eux l'avantage de ne pas être politique...

⁴ Ancien archevêque de Port-au-Prince, très lié à la famille Duvalier et aux milieux macoutes. Il dut s'enfuir en exil au lendemain des événements des 8-9 janvier 1991.

la « défense de la démocratie ». Car leur démocratie, de la bourgeoisie américaine à la bourgeoisie haïtienne, ils ne la conçoivent pas autrement que basée sur la richesse des bourgeois et la misère des masses.

Se méfier de l'armée, se méfier de la bourgeoisie, se méfier des faux amis qui prêchent « l'entente nationale » – c'est à dire l'entente des loups et des agneaux dans la même bergerie – propager cette méfiance ; garder les liens créés pendant le sursaut du 7 janvier, les développer ; créer des comités démocratiques dans les quartiers pauvres où les travailleurs, les djobeurs, les chômeurs peuvent librement débattre de ce qui leur serait nécessaire pour vivre dignement et envisager comment y parvenir ; créer des brigades de vigilance ; œuvrer en un mot à ce que les classes pauvres se renforcent, deviennent conscientes, les encourager à formuler leurs propres revendications de classe, les aider à trouver les moyens de les imposer, voilà la tâche du moment, voilà la seule voie de salut pour l'avenir.

15 février 1991

29 et 30 septembre 1991 : après à peine sept mois de présidence, Aristide est renversé par l'armée, qui porte Raoul Cédras au pouvoir. Dans les quartiers pauvres, les massacres commencent.

Après le putsch : pendant que la diplomatie s'occupe d'Aristide, l'armée s'occupe des Haïtiens pauvres

Le 29 et le 30 septembre, l'état-major de l'armée a pris le pouvoir en Haïti, pour la énième fois depuis la chute de la dictature duvaliériste.

Mais à la différence des coups d'État précédents, le dernier en date n'a pas substitué simplement un général à un autre, une clique d'officiers à une autre. Le président renversé et expulsé du pays, Jean-Bertrand Aristide, est le premier président civil élu dans des conditions à peu près régulières depuis l'existence de l'État haïtien, depuis bientôt deux siècles. Il a été élu en décembre 1990, par un véritable raz de marée électoral en sa faveur, parti des classes les plus pauvres de la société haïtienne, de la paysannerie misérable, des taudis des quartiers pauvres des villes.

Ce prêtre jeune, à l'attitude courageuse sous les dernières années de la dictature duvaliériste, issu de milieux pauvres, qui dénonçait dans ses messes meetings les inégalités sociales, la pauvreté, la présence des dignitaires macoutes aux leviers du pouvoir même après le départ de Duvalier, était devenu en quelques années l'espoir de ces masses pauvres haïtiennes qui rêvaient de changements, mais n'imaginaient pas encore qu'elles pouvaient se donner les moyens pour les obtenir elles-mêmes. Sa candidature surprise à l'élection présidentielle de décembre 1990 a bouleversé une campagne électorale que les masses observaient jusque-là avec apathie. Elle a suscité une véritable mobilisation électorale, déjouant dans les villes les manœuvres, les bourrages d'urnes ; surmontant dans les campagnes la crainte traditionnelle des autorités. Aristide fut élu au premier tour avec 67 % des votes, quelque six fois plus que son suivant immédiat, Bazin, candidat disposant pourtant de l'argent et de moyens importants, soutenu qu'il était par la bourgeoisie haïtienne comme par Washington.

Washington comme Paris, les deux puissances tutélaires, avec leur noria d'observateurs sur place, ont pris sur le champ la mesure de l'événement, et malgré leurs réserves largement exprimées auparavant à l'encontre d'Aristide, elles furent dans les premières à reconnaître la légitimité du nouveau président.

Aristide, déjà élu, n'était même pas encore officiellement investi, qu'une première tentative de coup d'État se produisit pour l'en empêcher. La nuit du 7 janvier, un petit groupe de civils et de militaires, conduit par Roger Lafontant, ex-ministre de l'Intérieur de Duvalier, et principal chef de l'extrême droite macoutique, occupa le palais présidentiel, força la présidente provisoire Ertha-Trouillot encore en place à démissionner. Mais la nouvelle à peine connue, des milliers, des dizaines de milliers de femmes et d'hommes quittèrent les quartiers populaires pour encercler le palais pré-

sidentiel, le bâtiment de l'état-major, au point que l'armée, dans une prudente expectative au début du putsch, se décida à arrêter la poignée de putschistes pour les soustraire à la fureur populaire.

Et voilà donc que, à peine plus de six mois après, Aristide fut brutalement délogé du palais présidentiel, arrêté mais sauvé in extremis par, paraît-il, les interventions des ambassades française et américaine, puis expédié au Venezuela.

Les putschistes avaient, cette fois, préparé le terrain. Ce ne fut pas un de ces putschs dont Haïti est coutumier depuis la chute de Duvalier – sans remonter plus loin – se réduisant à une épreuve de force entre cliques militaires rivales et se dénouant parfois après quelques échanges de coups de feu. Cette fois, c'est la population qui fut visée, pour la terroriser, pour l'empêcher de réagir comme en janvier. Les camions du « camp d'application militaire » d'où est parti le putsch, secondé par des tout-terrain remplis de civils en armes et tirant sur tout ce qui bougeait, avaient déjà fait plusieurs centaines de morts, lorsque le général Cedras, le chef d'état-major, annonça qu'il prenait le pouvoir.

Peu importe de savoir si le putsch a été préparé et exécuté dès ses débuts par l'état-major ou alors, si ce dernier a pris le train en marche, une fois le coup amorcé par l'extrême droite macoutique, militaire ou civile (plusieurs heures après le début de la fusillade, parlant de leurs auteurs, Cedras disait encore « les rebelles »).

La répression armée fut massive et sanglante. Le nombre de victimes est estimé à plus de cinq cents morts, à plusieurs milliers de blessés. Les fusillades aveugles des premiers temps d'une armée qui était d'autant plus sauvage qu'elle n'était pas assurée de l'emporter, ont été relayées par une répression plus systématique, clairement de classe, contre les quartiers pauvres de Port-au-Prince, Carrefour, Bel Air et contre les taudis des bidonvilles de la cité Soleil, de la cité Carton, etc.

Il y eut au début des réactions dans bien des quartiers de la capitale et plus encore, semble-t-il, dans certaines villes de province. Mais à Port-au-Prince, des fusillades systématiques des groupes armés militaires ou civils ont brisé les regroupements qui auraient pu confluer vers le centre, comme en janvier. Les tentatives d'arrêter les camions militaires par des tranchées, des planches à clous, ont tourné court devant l'usage intensif des armes à feu auquel la population ne s'attendait pas. Dans certaines villes de province – notamment à Gonaïve – la résistance a été plus déterminée, faisant parfois localement reculer les militaires. Mais ce fut une lutte inégale. La population n'était pas préparée, ni matériellement, ni surtout, politiquement, pour faire face à une offensive aussi violente et aussi sanglante de l'armée.

Aristide et l'armée

La population avait pourtant montré en janvier sa capacité à réagir. En outre, l'armée est numériquement faible, sept mille soldats en tout pour une population de six millions et, surtout, une capitale de près d'un million d'habitants, avec une part prépondérante pour les quartiers pauvres. Elle était, lors de l'accession d'Aristide au pouvoir, notoirement divisée entre cliques d'officiers plus versés dans les trafics et la contrebande que dans le métier militaire. En outre, si la caste des officiers dans son ensemble, comme une partie des troupes fortement influencée par l'extrême-droite macoutique, vouait une haine viscérale à l'encontre d'Aristide et de cette « populace »

qu'il prétendait représenter, Aristide suscitait en revanche de la sympathie parmi une partie des soldats du rang, issus généralement de la paysannerie pauvre.

Mais ni Aristide, ni les courants « nationalistes progressistes » qui, dans la foulée de l'élection d'Aristide, ont été propulsés dans les allées du pouvoir, n'ont cherché à préparer les masses pauvres aux affrontements inévitables avec l'armée. Ils n'ont pas plus voulu dresser les soldats acquis au nouveau régime contre les officiers hostiles, même indirectement, même seulement en demandant aux soldats de surveiller ces derniers pour pouvoir, le cas échéant, les empêcher de nuire.

Au contraire. Ils s'évertuèrent à expliquer que, avec l'accession d'Aristide au pouvoir, l'armée avait changé de caractère, qu'elle était désormais liée au peuple. Le putsch raté de Lafontant lui-même, où pourtant le rôle de l'armée n'était pas des plus glorieux, servit d'occasion à Aristide pour remercier l'armée au nom du peuple d'avoir défendu la démocratie. Aristide ne disait pas autre chose que toute la caste de politiciens, ou encore, que Paris ou Washington – mais justement. L'homme qui parlait était porté par la confiance, par les espoirs et surtout, par les illusions de la majorité pauvre de la population.

Même les quelques épurations au sommet de l'armée auxquelles avait procédé Aristide, ou encore, le limogeage du chef d'état-major Abraham au profit du jeune Cedras, qui étaient alors présentés par les amis comme par les adversaires d'Aristide comme des mesures hautement radicales, contribuaient à tromper et à désarmer ceux qui avaient porté Aristide au pouvoir. Le nouveau président ne montrait-il pas qu'il avait plus de pouvoir que l'état-major ? Et cette jeune génération d'officiers supérieurs, membres de l'état-major ou commandants de casernes, qui occupaient les places laissées vacantes par les survivants de l'ère Duvalier, ne représentaient-ils pas une armée nouvelle, plus moderne, moins corrompue, acceptant la démocratie ? C'est en tout cas ce que répétaient Aristide et toute la mouvance prétendument « progressiste » qui s'agitait dans son ombre.

C'est Aristide lui-même qui redonna ainsi du crédit à la caste des officiers auprès des soldats ; comme à l'armée dans son ensemble – c'est-à-dire, à son état-major – auprès du peuple.

Pourtant, dans la nuit du 28 et 29 juillet, une première alerte, une première tentative avortée, partit de la base navale de Port-au-Prince. Elle échoua après plusieurs heures de négociations, sans que Aristide ou son Premier ministre Préval, daignent donner la moindre explication sur les causes du putsch et les promesses qu'ils ont dû faire pour le désamorcer.

Aristide et le Parlement

Il est vrai que, pendant la même période, Aristide et le mouvement dit « lavalasse » qui l'appuyait avaient d'autres cibles. Le régime s'acheminait vers une crise institutionnelle, opposant le président de la République au Parlement. La caste politique, traditionnellement aussi couarde qu'ambitieuse, qui avait fait quelque temps le gros dos devant le raz de marée en faveur d'Aristide, commença à relever la tête. Le Parlement était composé en partie d'invertébrés doués pourtant de capacités de rebondissement exceptionnelles, qui ont réussi à traverser les régimes militaires qui se sont succédé de putsch en putsch depuis la chute de Duvalier (les uns avaient été dans l'opposition à ce dernier, les autres, ses anciens ministres). Face à eux, une

nouvelle génération de politiciens, élus dans la vague aristidienne. Ces deux composants rivaux du Parlement ont cependant fini par se retrouver dans une commune hostilité à Aristide, qui faisait peu de cas du Parlement et qui nomma un gouvernement composé de techniciens et de proches.

Les parlementaires aristidiens invoquaient la volonté du peuple qui avait donné la majorité à Aristide. Les parlementaires hostiles à Aristide invoquaient la constitution et les droits du Parlement. Mais ils voulaient tous que leur rôle soit reconnu et récompensé par un poste de ministre ou, au moins, par une de ces positions politiques qui permettent de nommer parents et amis aux postes lucratifs de l'appareil d'État ou des entreprises nationalisées.

Malgré leurs ambitions, les parlementaires eussent été trop couards pour déclencher contre Aristide et son Premier ministre le harcèlement parlementaire qui prit son envol deux ou trois mois à peine après l'investiture d'Aristide et qui prit des proportions croissantes durant l'été. Mais ces parlementaires, petits bourgeois arrivistes admiratifs devant les bourgeois fortunés, ou bourgeois eux-mêmes, sentaient le vent souffler du côté des classes privilégiées.

Dans leur écrasante majorité, les classes privilégiées n'ont jamais pardonné à Aristide d'être sorti de son rôle de « curé des pauvres » (ou plus exactement, de son rôle de curé tout court). Elles lui ont encore moins pardonné d'avoir été imposé au fauteuil présidentiel par « la populace ». Si les têtes politiques de la bourgeoisie, avec l'appui de l'ambassade américaine, n'avaient pas ménagé pendant plusieurs mois leurs efforts – tout verbaux, mais quand même – pour convaincre les généraux de bien vouloir quitter la scène politique et laisser se dérouler des élections, ce fut pour assurer l'accession à la présidence de Marc Bazin, ancien haut fonctionnaire international, ancien ministre de Duvalier fils et surtout bourgeois bon teint et homme des américains. Mais pas pour hisser un Aristide au fauteuil présidentiel !

Une fois au pouvoir, Aristide ne leur fit pourtant aucun mal. Il ne prit aucune mesure qui eût pu limiter les appétits d'une classe privilégiée vorace, habituée à réaliser des fortunes non pas dans la production – le secteur productif est pour l'essentiel entre les mains des capitaux étrangers...ou de l'État – mais dans le commerce, dans la spéculation sur le prix des denrées alimentaires, dans la contrebande, et plus souvent encore, dans le pillage pur et simple des caisses de l'État. Aucune mesure de prise, même pas dans les domaines où un coup de balai eût été nécessaire du point de vue même des intérêts généraux de la bourgeoisie (aucune mesure par exemple pour arrêter la contrebande, dénoncée pourtant par une partie de la bourgeoisie qui en souffrait elle-même ; aucune mesure pour mettre fin au pillage des ressources de l'électricité d'Haïti alors pourtant que les entreprises capitalistes non équipées pour produire leur électricité privée étaient condamnées à disparaître, etc.).

Aucune mesure de prise même contre cette couche de « grandons » qui dominaient les campagnes pour avoir mis la main sur les terres d'État ou en spoliant les paysans de leur terre.

Aristide n'a donc pas choisi de tenter ne serait-ce qu'une remise en ordre des aspects les plus criants des injustices de la société haïtienne ; il n'a même pas tenté de moderniser un peu le fonctionnement de l'État et de l'économie, à l'instar de ce que certains régimes « nationalistes-progressistes » du Tiers-Monde ont tenté dans le passé. A l'instar même de certaines tentatives qui ont été faites, en Haïti même,

dans le passé, notamment par Salnave, ce militaire qui s'est emparé pour quelque temps du pouvoir en Haïti à la fin du siècle dernier pour tenter de moderniser le pays par une dictature paternaliste « progressiste », et qui s'est montré capable de s'appuyer sur les classes pauvres pour briser la résistance des classes privilégiées, en payant de surcroît les premières de retour.

Même ce qui fut présenté comme une lutte contre la corruption dans l'appareil d'État ou comme la lutte pour « démacoutiser » la fonction publique et qui était évidemment bien vue par la majorité pauvre de la population et qui a abouti au limogeage d'un assez grand nombre de fonctionnaires, de responsables voire d'employés, sert bien souvent de couverture à des licenciements économiques purs et simples, quand cela ne sert pas tout simplement à remplacer les hommes du régime précédent par des hommes nouveaux, pas nécessairement moins corrompus, ni moins arrogants vis-à-vis des pauvres.

Mais pour donner le change aux classes pauvres, Aristide se répandit en discours. Il fit la pire des choses qui soit : promettre verbalement des mesures contre les classes privilégiées, mais sans en prendre aucune. Leur donner le sentiment que les pauvres représentaient une menace pour leur richesse, pour leur quiétude voire pour leur vie, mais sans donner aux pauvres les moyens de se défendre et à plus forte raison, d'imposer.

Cet aspect démagogique du discours d'Aristide était pourtant largement compensé par d'autres, en direction des États-Unis, du FMI, de la Banque mondiale, vis-à-vis desquels Aristide a adopté un profil bas. Lui-même et, plus encore, les dirigeants nationalistes qui le soutenaient et qui avaient fait auparavant de l'anti-américanisme et de l'hostilité contre le FMI l'expression de leur radicalisme, ont exécuté un tournant à 180°. L'ambassadeur américain, et plus encore, l'ambassadeur français, ont été propulsés au rang des amis du peuple haïtien. Les ministres d'Aristide annonçaient leur désir de coopérer avec le FMI pour décrocher des crédits.

Même en ce qui concerne la bourgeoisie locale, la démagogie d'Aristide s'est arrêtée à la distinction, répétée au fil des discours, entre les bourgeois patriotes – dont le régime cherchait l'amitié – et les bourgeois « patripoche ». Là encore, ce ne fut qu'un bon mot...

Néanmoins, les classes privilégiées n'avaient pas tort de se méfier sinon d'Aristide, du moins, de ceux qui l'ont porté au pouvoir. Car l'élection d'Aristide a été, effectivement, ressentie par les classes exploitées comme leur victoire. C'est cela qui a engendré les illusions qui auront tant contribué à les désarmer le 28-29 septembre. Mais auparavant l'idée qu'elles avaient un ami au fauteuil présidentiel, un homme assez proche pour les comprendre et qui est devenu président grâce à elles, encouragea les revendications.

Ce fut vrai pour les travailleurs de la zone industrielle qui, quelques semaines avant le putsch commençaient à bouger pour revendiquer une augmentation du salaire minimum de 15 gourdes – à peu près autant de francs – par jour, misérable de toute façon, mais surtout, rogné de semaine en semaine par une inflation qui s'accélérait. Oh, ce n'était pas une mobilisation de combat, en tous les cas, pas encore ; ce fut plutôt la volonté d'affirmer une aspiration à un président que l'on croyait ami. Et comme le salaire minimum dépendait d'un vote du Parlement, en opposition avec Aristide, ce fut même un moyen de soutenir ce dernier. Il n'empêche qu'il y avait

un changement de climat que le patronat a ressenti comme tel, déclenchant aussitôt une violente campagne de presse contre ces revendications ouvrières qui risquaient de « ruiner l'économie », menaçant de déménager leurs capitaux ailleurs, dans un autre pays d'Amérique centrale ou des Caraïbes.

Dans les campagnes aussi se produisirent des changements, mineurs encore – contestation des droits des grands voleurs de terre, délégations de paysans dans la capitale pour venir se plaindre en haut lieu contre des officiers qui les spoliaient, quelques occupations de terres – mais qui ne pouvaient être que violemment ressentis par les notables des campagnes, habitués à imposer leur loi à la paysannerie la plus pauvre d'Amérique latine.

Et puis, dans la capitale, il y avait simplement ces pauvres, chômeurs, djobeurs vivant d'activités occasionnelles, trimardeurs, petits revendeurs, qui ne revendiquaient pas grand-chose, mais qui osaient occuper des bouts de trottoirs dans les quartiers bourgeois. Cette « arrogance » de la « populace » alimentait la haine des privilégiés contre celui qui ne pouvait pas, ou pire, ne voulait pas les « tenir ».

C'est la haine montante dans la bourgeoisie qui a donné des ailes aux parlementaires avant d'en donner aux officiers généraux fraîchement promus par Aristide lui-même, mais qui étaient en général enfants des beaux quartiers, qui y avaient leurs villas, leurs piscines.

Mais fait significatif, c'est contre le Parlement qu'Aristide a su, occasionnellement faire appel à la rue. C'est ainsi que le 13 août, lorsque le gouvernement Préal était menacé d'un vote de censure, les militants aristidiens ont mobilisé plusieurs milliers de manifestants, venus des quartiers pauvres, pour s'opposer par la violence – et avec succès – au vote. Cette tâche accomplie, une partie des manifestants s'en est pris au local de la CATH, une des principales organisations syndicales du pays, dont le responsable, qui se revendique pourtant d'Aristide, critiquait certains aspects de sa politique. Le local fut saccagé, ainsi que celui de l'organisation nationaliste radicale KID, dont le chef fut pourtant un des promoteurs de la campagne d'Aristide.

Étant donné les sentiments que le Parlement et les parlementaires inspiraient aux masses pauvres, les militants d'Aristide n'avaient pas grand mal à mobiliser contre eux dans les quartiers pauvres. Il n'empêche que même si ce furent les quartiers pauvres qui fournirent les troupes, ils ne furent pas mobilisés pour exprimer leurs propres aspirations et pour imposer leurs propres revendications. Ils furent mobilisés, à l'occasion d'obscures manœuvres parlementaires, pour soutenir un gouvernement qui n'a rien fait en leur faveur. Il n'empêche, aussi, que le Parlement n'était qu'un leurre. Le Parlement fit oublier l'armée. Mais c'est de l'armée que vinrent les coups.

Et quand vint l'heure de l'armée, elle bénéficia du soutien du gros de la bourgeoisie, des classes privilégiées, convaincues dans leur majorité qu'il fallait mettre fin à la chienlit.

Les troupes d'Aristide, ces centaines de militants de quartiers populaires et dont on disait qu'Aristide voulait former une « milice lavalassienne », et qui commençaient à apprendre à encadrer la population pour pouvoir la mobiliser dans la défense du gouvernement Préal, n'étaient en revanche nullement prêtes à préparer la population à se défendre contre l'armée. C'était, en partie, lié au niveau de détermination

de la population, sans doute. Mais c'était ainsi, surtout, parce que les chefs aristidiens voulaient que cela soit ainsi.

Aristide ne subit pas le sort d'Allende. Il n'est même pas exclu qu'un jour, il puisse resservir. Mais les masses, elles, furent exposées aux coups.

Et maintenant ?

Contrairement à bien d'autres putschs du passé dans l'hémisphère sud-américain, il est peu vraisemblable que les États-Unis aient été derrière le putsch en Haïti (encore que le gouvernement américain peut avoir sa politique, et ses différents appareils en avoir d'autres). Même si Aristide n'était pas l' élu de leur cœur, il leur donnait des gages de bonne volonté. En outre, son élection permettait d'assurer la transition pseudo-démocratique qui paraissait impossible à réaliser depuis la chute de Duvalier qui remonte tout de même à février 1986, tant était grande l'irresponsabilité intéressée des clans militaires qui ne voulaient pas être écartés, au profit de civils, des postes qui permettaient le mieux le pillage des caisses de l'État.

En outre, les États-Unis, leur ambassadeur qui se comporte comme le véritable Premier ministre occulte du pays, comme leurs experts, sont les premiers à savoir que l'armée haïtienne, dont la sauvagerie ne compense pas la pourriture interne et l'incompétence, ne ferait pas le poids contre une véritable insurrection populaire. Les dirigeants américains avaient-ils des raisons de craindre qu'écartier Aristide ne provoque une insurrection populaire ? On peut supposer que les États-Unis, en tous les cas, leurs têtes politiques, n'avaient pas envie de tenter l'expérience. Mais on peut aussi penser que, une fois l'expérience tentée – et réussie – les États-Unis sauront en tirer la leçon et se faire une raison.

Si la France a condamné le renversement d'Aristide et demande son retour – tout verbalement, évidemment, mais c'est déjà cela – les États-Unis ont une attitude plus nuancée, en changeant dans le temps. Il est vrai, aussi, que la France, petite puissance mais à laquelle son lointain passé de colonisatrice donne quelques ambitions en Haïti, semble avoir misé sur Aristide pour la favoriser face aux Américains.

Mais ce sont les États-Unis qui comptent. Ceux-ci, après avoir condamné le putsch et, revendiqué dans un premier temps le retour d'Aristide, ont commencé peu après à reprendre à leur compte les accusations de tentation dictatoriale formulées à l'encontre d'Aristide. Ce fléchissement va dans le sens du fléchissement observé, de leur côté, par les putschistes. Cedras a toujours prétendu qu'il n'a pris le pouvoir que pour empêcher Aristide d'instaurer sa dictature. Et pour montrer sa bonne volonté « démocratique », il ne s'est pas installé dans le fauteuil présidentiel, mais y a installé celui qui, dans l'ordre de succession constitutionnelle, doit remplacer le président et le Premier ministre en cas de vacance de pouvoir, le doyen des juges de la Cour de cassation, Joseph Nérette. Et pour pousser plus loin la parodie du respect de la constitution, il a obligé le Parlement, entouré de l'armée, à officialiser le choix.

A vrai dire, la contrainte militaire a plus rendu service aux parlementaires qu'elle ne les a effrayés (sauf pour les quelques fidèles d'Aristide). Ils peuvent, en cas de rebondissement, avoir l'excuse de la contrainte pour avoir fait ce qu'ils avaient envie de faire. Pendant que l'armée massacrait dans la rue, procédait à des rafles et des arrestations, le nouveau « président par intérim » nomma un Premier ministre, ancien président d'une Ligue des droits de l'homme (!), qui se mit à faire des tractations

avec les représentants des partis politiques, dont aucun ne fut interdit. Débarrassés d'Aristide, toute la faune politique – Théodore, chef du Parti Communiste Haïtien compris – a retrouvé sa raison d'être, se mit à combiner, discuter de futures élections, se démarquer plus des « tentations dictatoriales » d'Aristide que de la dictature réelle de l'armée, et préparer ainsi une nouvelle « transition démocratique » avec de nouvelles élections, que l'armée semble vouloir accepter.

Si les États-Unis restent associés à l'embargo économique contre le nouveau pouvoir, un terrain d'entente se dessine donc entre leurs dirigeants et Cedras pour trouver une forme de retour à « l'ordre constitutionnel ». Cedras se déclare prêt à procéder au plus vite à des élections – c'est seulement au retour d'Aristide qu'il s'oppose catégoriquement. Il sait que, sur ce terrain, il représente assez bien les sentiments des couches privilégiées haïtiennes qui, d'un côté, voudraient bien que l'embargo cesse – l'embargo sur le pétrole notamment risque de bloquer toute activité économique – même s'il faut pour cela reprendre Aristide, mais qui redoutent encore plus qu'Aristide puisse revenir en se présentant en vainqueur et que ce retour puisse déclencher une explosion et un désir de vengeance dans les classes pauvres que plus personne ne pourrait contrôler.

Oh, Aristide, lui, donne des gages politiques ! A l'égard de l'armée, d'abord, dont il déclare toujours qu'il faut attendre de ses « éléments sains » le retour à la démocratie ! A l'égard des puissances extérieures, les États-Unis, la France ou encore le Venezuela qui l'accueille, dans l'action desquelles il déclare mettre ses espoirs. A l'égard des craintes même des couches privilégiées et de la caste politique, en réduisant au fil du temps ses prétentions, en acceptant de se subordonner au Parlement et donc en admettant virtuellement d'être un président inaugurant des chrysanthèmes. Il ne demande pratiquement plus que le remplacement de Cedras à la tête de l'armée – ce qui lui permet au demeurant de rendre la « folie » ou « l'ambition » du chef d'état-major seul responsable du coup d'État militaire et de la répression. Mais peut-être qu'Aristide devra même accepter Cedras. Pourra-t-il revenir à la présidence pour autant ?

Les États-Unis pourraient accepter le retour d'Aristide, dont certains pays d'Amérique Latine comme le Venezuela sont de chauds partisans. Mais il ne faut pas que ce retour puisse apparaître comme une conquête pour les masses pauvres, mais un cadeau des démocraties occidentales.

Le problème pour les États-Unis, comme pour les classes privilégiées, n'est pas Aristide, c'est encore et toujours cette masse pauvre haïtienne, avec son immense capacité de supporter la misère et l'oppression, dont ont tant tiré profit toutes les crapules grandes et petites qui ont fait des fortunes sur son dos ; mais avec, aussi, ses brusques sursauts de colère explosifs. Comme l'a rappelé ingénument il y a peu un officier supérieur français que l'on interrogeait sur l'éventualité d'une intervention de l'armée française en Haïti afin d'y « rétablir la démocratie » : « *Ce sont tout de même les Haïtiens qui ont administré une piquette mémorable à l'armée française, la meilleure du monde à l'époque, sous Napoléon* ». Les Haïtiens que craignent dirigeants français comme américains, ce n'est pas Cedras et son armée, sûrement pas. Tout le problème des puissances impérialistes est de convaincre cette armée d'avoir un comportement un peu plus responsable. Mais surtout, sans lui faire du mal, car si cette armée craque, comment les États-Unis pourraient-ils éviter l'intervention militaire, soit directe, soit sous l'égide de l'OEA (Organisation des États Américains) ?

Quelles pourraient être les réactions des masses pauvres qui continuent à vouloir le retour d'Aristide ?

Surprises et abasourdis, elles n'ont pas été en état de se défendre contre la répression. Dans quelle mesure la saignée durant le putsch, la répression qui s'en suivit les ont affectées ? Dans quelle mesure l'assassinat, l'arrestation ou la fuite vers les campagnes des éléments les plus combattifs des quartiers pauvres pèseront pour l'avenir ?

Il est bien difficile de savoir ce qui prévaudra dans l'esprit de ces milliers d'hommes et de femmes, de ce milieu surgi du mouvement qui renversa Duvalier et qui, depuis cinq ans, avec ses hauts et ses bas, est à l'origine des réactions populaires : est-ce la démoralisation d'avoir été durement frappés sans avoir pu vraiment se défendre, ou au contraire, la rage, la haine et la volonté de ramener Aristide. Il est bien difficile aussi de savoir si ce mouvement met ses espoirs dans les tractations internationales, comme le leur conseillent les chefs aristidiens eux-mêmes, ou si, se méfiant désormais de l'armée, ils choisissent de s'organiser et de se donner les moyens de lui faire face.

Il est encore plus difficile de savoir ce qui se passe dans les sentiments et la conscience de la grande masse des classes pauvres. Le noyau de la classe ouvrière, celui qui est habituellement concentré dans la zone industrielle de Port-au-Prince, est aujourd'hui dispersé. Pas seulement par la répression et par les migrations massives vers les campagnes que les ratonnades dans les quartiers pauvres avaient déclenchées, mais aussi par le fait que la vie économique n'a pratiquement pas repris et que la plupart des entreprises importantes restent fermées. Depuis la chute de Duvalier la classe ouvrière a connu des moments de colère, des grèves et des manifestations, mais elle ne s'est jamais vraiment mobilisée et ne s'est pas, non plus vraiment donné des organisations.

Mais les choses peuvent mûrir, sinon dans l'immédiat dans les entreprises – fermées – du moins, dans les quartiers pauvres où le prolétariat industriel se trouve mélangé à la masse de travailleurs occasionnels qui font le gros de la population pauvre des villes. Aux raisons politiques s'en ajoutent d'autres, comme la hausse effrayante des prix, car c'est évidemment aux classes pauvres que les intermédiaires, les spéculateurs capitalistes, que ceux qui ont les moyens de faire des stocks, font payer l'embargo. Le tout est de savoir si cela pousse à la révolte et si le prolétariat et les classes pauvres auront l'énergie de réagir pour leur propre compte sans s'en remettre à Aristide et aux siens qui ne peuvent que saboter leur combat ou le trahir si malgré tout, il réussit.

31 octobre 1991

Enlèvements et assassinats politiques : la « démocratisation » en marche

Présentation de Lutte de classe

Le texte ci-dessous est extrait du n°60 de *La Voix des travailleurs*, publiée en Haïti par nos camarades de l'Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (UCI). Ce numéro est daté du 15 juillet 1993, peu de temps après la signature, le 3 juillet de l'accord de Governor's Island.

Cet accord est censé régler, sous patronage américain, ce que l'hypocrisie de la diplomatie internationale appelle « la crise haïtienne » – « crise » ouverte le 29-30 septembre 1991, lorsqu'un coup d'État militaire renversa Aristide, président investi depuis à peine sept mois après avoir été élu par un véritable raz-de-marée électoral venu des quartiers pauvres des villes et des campagnes.

Aristide a alors, de justesse, sauvé sa vie. Expulsé d'Haïti, il a continué à être reconnu par les grandes puissances comme le président légitime du pays. Reconnaissance purement formelle pendant longtemps, les États-Unis, principale puissance impérialiste tutélaire d'Haïti, ou encore la France qui se pique d'y jouer un rôle, se contentant de phrases ronflantes sur la nécessité d'un retour à la démocratie, avant de décider le boycott économique du régime militaire.

Et pendant que la diplomatie internationale prenait son temps dans une succession de négociations pour « la normalisation de la situation en Haïti », l'armée haïtienne normalisait à sa manière. Le coup d'État militaire du 29-30 septembre ne fut pas un de ces putschs à répétition au travers desquels l'armée avait l'habitude de décider qui de ses chefs allait occuper le Palais Présidentiel. Ce fut un coup d'État fait pour terroriser ces quartiers pauvres dont les votes avaient porté Aristide au pouvoir et qui, après l'investiture de celui-ci, se mettaient à espérer, seulement à espérer. L'armée agit pour briser l'espoir. Les commandos militaires qui déclenchèrent le coup firent plusieurs centaines de morts, en deux jours de fusillade aveugle dans les quartiers pauvres de Port-au-Prince, deux ou trois mille à l'échelle du pays. Ils étaient équipés et financés par quelques-unes des plus riches familles bourgeoises. Et depuis le coup d'État, la répression, tantôt aveugle, tantôt sélective à l'encontre des militants, n'a jamais cessé. Voilà le contexte dans lequel est intervenu l'accord de Governor's Island...

Extrait de la Voix des travailleurs

L'accord de Governor's Island permettra peut-être à Aristide de retourner au Palais National. Même cela n'est pas une certitude absolue : d'ici le 30 octobre, l'état-major a le temps de renier la signature de Cédras. Et s'il la respecte, parce que c'est l'ordre des États-Unis et parce que cela correspond aux intérêts bien compris de

l'armée et des privilégiés haïtiens eux-mêmes, il pourrait toujours se trouver parmi les brutes en uniforme un militaire assez stupide pour se croire investi de la mission d'empêcher, par la violence, le retour d'Aristide.[...]

Le retour d'Aristide [...], voilà la concession que l'état-major a consentie [...].

C'est d'ailleurs la seule concession. Pour le reste, c'est Aristide qui a été amené à céder sur à peu près tout. La presse américaine a rapporté que, jusqu'au dernier moment, Aristide a hésité à signer l'accord, tant on lui demandait d'avalier des couleuvres. Mais au dernier moment, il a fini par céder. Pour sauver l'honneur, il a refusé de rencontrer personnellement Cédras. Mais il faudra bien, à son retour, qu'il rencontre et côtoie tous les jours, sinon Cédras, du moins les autres membres de l'état-major, tout aussi responsables du putsch du 30 septembre. Soit dit en passant, les lavalassiens⁵ présentent comme le signe du pouvoir futur d'Aristide, le fait qu'il lui appartiendra de nommer le futur commandant en chef. C'est une énormité après ce qui s'est passé le 30 septembre 1991, sous la responsabilité de Cédras qui avait, déjà, été nommé par Aristide. Mais en outre, Aristide devra nommer le nouveau commandant en chef parmi les généraux du haut commandement, et il n'y en a que quatre, tous autant responsables les uns que les autres dans l'établissement et le maintien de la dictature militaire : Biambi, Duperval, Max Mayard et Cédras lui-même.

Sur la question la plus importante, Aristide avait déjà cédé depuis très longtemps, bien avant les négociations de Governor's Island, en amnistiant l'armée dans son ensemble de son coup d'État. Il s'est seulement accroché, pendant des mois, à l'idée d'expulser Cédras de l'armée et même du pays. C'était déjà absoudre les responsables civils et militaires du 30 septembre, car ce n'est tout de même pas Cédras tout seul, ni même flanqué du colonel François, qui a massacré de ses mains les trois mille victimes de la répression. Mais au dernier moment, on lui a même fait accepter que Cédras lui-même ne soit pas démis de ses fonctions, mais qu'il « fasse valoir son droit à la retraite ». L'armée a donc refusé de fournir même un seul bouc émissaire issu de ses rangs. Non, au contraire, ses chefs affirment fièrement qu'ils avaient raison de faire le putsch, apportant ainsi, pour reprendre l'expression cynique récente de Cédras, une « correction démocratique » au régime d'Aristide. En signant l'accord de Governor's Island, non seulement Aristide absout donc l'armée du putsch du passé, mais il lui donne, implicitement, le droit d'apporter dans le futur ce genre de « correction démocratique » au fonctionnement du système politique.

Non seulement donc l'armée sera là après le 30 octobre, avec le même état-major, avec la même hiérarchie, avec les mêmes chiens enragés, et donc en position de renverser Aristide le jour et l'heure où elle le choisira, mais elle pourra le faire avec le blanc-seing tacite qu'Aristide vient de lui délivrer. En outre, la menace du putsch servira de justification y compris aux dirigeants lavalassiens pour s'opposer à toutes revendications voire pour désavouer même des manifestations en faveur d'Aristide. « Pas de provocations » pour ne pas donner des prétextes aux putschistes. Voilà au nom de quoi on fera taire les oppositions. Sans même avoir à intervenir, l'état-major pèsera en permanence sur la vie politique. Ce qui ne l'empêchera pas, pour autant qu'Aristide se déconsidère, d'intervenir quand même.[...]

⁵ Lavalassien : partisan d'Aristide. L'expression vient du mot créole « lavalasse », qui désigne la crue brutale d'une rivière, emportant tout sur son passage. Un des slogans d'Aristide pendant sa campagne était d'en appeler à une « lavalasse » de vote en sa faveur.

Dès aujourd'hui, on fait cependant mine de reconnaître Aristide pour chef d'État. C'est lui qui nommera officiellement le futur Premier ministre que les conseillers américains ont sans aucun doute déjà choisi pour lui. Ce Premier ministre devra cependant être accepté par le Parlement.

Il y a évidemment un côté surréaliste dans le pouvoir théoriquement reconnu à cette collection de paillasons sur lesquels tous les militaires se sont essuyé les pieds et qui s'appellent Parlement et Sénat. Et passons sur le ridicule de tous ces gens, frétilant, se prenant au sérieux devant le rôle qu'on leur attribue. Ils ont cependant une fonction. En faisant mine d'augmenter le rôle du Parlement, on diminue celui du président de la République.

On a vu avec quelle facilité l'armée avait congédié Aristide il y a deux ans, alors pourtant qu'il bénéficiait de l'autorité du président le mieux élu de toute l'histoire d'Haïti et qu'on l'accusait de concentrer trop de pouvoir entre ses mains, notamment par rapport au Parlement. Eh bien, cette fois, même officiellement, il n'aura qu'un rôle restreint. C'est le Premier ministre qui gouvernera. C'est le Parlement qui contrôlera le Premier ministre. Et bien entendu, c'est toujours l'armée qui surveillera tout ce beau monde, sous la tutelle des États-Unis. Et Aristide ne sera plus le « président élu », mais le président « réhabilité », ramené par la grâce des États-Unis, comme se plaisent à le rappeler déjà, avec insistance, les publications conservatrices genre *Haïti Observateur*.

Cela ne fait rien, Aristide est désormais, de nouveau, le président. Il faudra désormais sa signature sur les actes officiels. On lui a même donné la permission de s'exprimer sur les ondes nationales. Oh, avec des précautions, pour ne pas vexer les militaires ou les macoutes : Aristide a dû faire sa première déclaration depuis la signature de l'accord de Governor's Island à une radio américaine. Mais les ondes nationales ont consenti à reproduire son discours. Il est vrai qu'il n'était nullement agressif à l'endroit des militaires putschistes. Au contraire, il s'est adressé à l'armée pour dire qu'il revient « *aux actuels responsables de l'institution militaire de garantir la sécurité de tous* ». Appel entendu : le soir même de l'appel les militaires ont matraqué, au nom du maintien de l'ordre, les militants et les sympathisants lavalassiens qui manifestaient à Cité Soleil en brandissant des portraits d'Aristide. [...]

Pourquoi les États-Unis ont-ils patronné le retour d'Aristide ?

Bien que l'accélération des négociations pour le retour d'Aristide durant les toutes dernières semaines soit de toute évidence le résultat d'une pression accrue des dirigeants des États-Unis, pour nombre de pauvres, c'est quand même leur victoire.

Il y a quelque chose de vrai dans ce sentiment des masses pauvres. C'est bien en dernier ressort la crainte des masses pauvres et de leurs révoltes, tant en Haïti même que, plus généralement, dans cette région explosive que sont les Caraïbes et l'Amérique centrale, qui rend Aristide utile à l'impérialisme américain (comme leur est utile un Juan Bosch en Dominique) [*Saint-Domingue*]. Mais en dernier ressort seulement car si, concrètement, les Américains ont accéléré le mouvement pour le retour d'Aristide, c'est justement parce que les masses sont démobilisées et que le retour d'Aristide ne sera ressenti comme une victoire que passivement et surtout pas comme un encouragement dangereux pour se mettre dans la lutte. D'ailleurs, c'est

une des raisons pour lesquelles les puissances impérialistes qui, depuis le début, traitent Aristide en chef d'État ne se sont cependant pas pressées pour faire pression sur les militaires pour qu'ils acceptent son retour ; une des raisons, aussi pour ajouter, même maintenant, un délai d'attente supplémentaire jusqu'au 30 octobre, est que les dirigeants impérialistes veulent que cela se fasse progressivement, que les masses ne sortent pas de leur apathie.

Car si le choix de ramener Aristide est fait par les Américains depuis le lendemain du coup d'État, ce n'est évidemment pas pour respecter les sentiments et les intérêts des masses pauvres mais pour les tromper et les démobiliser et éviter le danger que représentent ces centaines de milliers de pauvres d'Haïti tenaillés par la faim, vivant dans des conditions infrahumaines et en plus terrorisés par une dictature militaire sanguinaire qui se durcit de jour en jour.

Aristide vit encore dans le cœur de ces masses pauvres de la population en dépit de tout. En patronnant son retour, les États-Unis essayent de récupérer son crédit pour le compte du maintien de l'ordre et de la stabilité en Haïti.

Voilà pourquoi ils ont mis leur poids dans la balance pour convaincre l'armée d'accepter le retour. Le blocus décrété par l'ONU est aussi un moyen de pression. Si certains secteurs de la bourgeoisie en profitent, d'autres en souffrent. La crise politico-militaire engendrée par le coup du 30 septembre est préjudiciable aux affaires. Ce n'est pas pour rien que la réunion des partis pour donner à la solution dictée des États-Unis une couverture parlementaire, sera suivie par une réunion des hommes d'affaires, haïtiens comme américains, et des représentants du FMI autour d'Aristide. Haïti les intéresse, en effet surtout pour les bas salaires. Mais pour que les affaires marchent, il faut de l'ordre. Et il faut la paix sociale : voilà ce qu'ils demandent à Aristide de garantir.

L'extrême droite macoutique et les nationalistes dits progressistes contre l'ingérence américaine

Une mission civile et bientôt une force de police internationale seront censées garantir le bon déroulement de la période de transition.

La mission civile est déjà là. Ses membres ne s'occupent pas exclusivement à se prélasser autour des piscines des grands hôtels où ils sont logés. Radio Métropole a rapporté qu'elle a organisé, dans plusieurs villes de province, des réunions regroupant des chefs de sections et les officiers ou sous-officiers commandant les postes militaires locaux, pour les convaincre de la nécessité de la démocratie. A la fin de ces réunions, à Hinche notamment, ils ont distribué le texte de la Déclaration des droits de l'Homme aux militaires présents. Ces derniers ont dû apprécier à sa juste valeur cet effort pédagogique méritoire. La mission a été un peu moins brillante devant Saint-Jean Bosco⁶ ou à la Cité Soleil où, bien que dûment convoqués par les responsables lavalassiens, les observateurs internationaux ont dû se contenter d'observer les militaires en train de matraquer les manifestants, en se faisant eux-mêmes copieusement injurier au passage.

⁶ Église proche du quartier pauvre de Cité Soleil où avait officié Aristide. Aujourd'hui à moitié brûlée par un incendie volontaire, elle fut le lieu de plusieurs massacres perpétrés par des macoutes.

Quant à la mission militaire, elle n'est pas encore là. Les signataires et les protecteurs de Governor's Island sont fort discrets à ce sujet. Il s'agirait d'un millier de militaires, de pays latino-américains ou alors de pays francophones peut-être, destinés officiellement à garantir que la transition se fait.

Cette présence militaire découragerait-elle les éventuelles tentatives de putsch de la part des secteurs macoutiques les plus bornés ? Peut-être, mais cela n'est pas sûr. Elle est au moins autant destinée à démobiliser les masses pauvres, ne serait-ce qu'en accréditant l'argument : ce n'est pas la peine de bouger pour protéger le retour d'Aristide, il y a des troupes pour cela.

En attendant cependant, la présence éventuelle de ces troupes étrangères est le prétexte invoqué par les milieux macoutiques, pour habiller leur hostilité congénitale au retour d'Aristide des défroques du nationalisme outragé. La chose n'est pas nouvelle. Les militaires putschistes, l'extrême droite macoutique, comme les trafiquants de drogue, font depuis deux ans large usage de la démagogie nationaliste ou noiriste pour contester à quiconque le droit de s'ingérer contre leur liberté de trafiquer et d'assassiner chez soi. Tout cela ne les empêche pas, bien entendu, de déposer leur argent volé chez cette puissance impérialiste dont ils font mine de contester les ingérences, ni de pleurnicher pour être reconnus par elle.

La dénonciation de l'intervention étrangère est cependant également la raison invoquée par certains nationalistes dits progressistes, style Ben Dupuy et plus généralement la mouvance Haïti Progrès, pour prendre leurs distances à l'égard d'Aristide.

Les classes pauvres ne doivent certainement pas voir dans ces troupes étrangères des amis, et encore moins des protecteurs, même si elles sont envoyées officiellement pour protéger le retour d'Aristide. Ces troupes, instruments de la politique des États-Unis, sont tout autant les ennemis des masses pauvres que l'armée haïtienne.

Mais il ne faut pas que l'anti-impérialisme verbal des gens comme Ben Dupuy fasse oublier que ces gens-là n'ont nullement protesté et encore moins démissionné, lorsque Aristide encore au Palais National, prônait le mariage armée-peuple. Ces coteries nationalistes-progressistes sont tout aussi responsables que les lavalassiens les plus modérés dans la politique funeste qui a désarmé les classes pauvres face à l'armée. Et même aujourd'hui, en rompant avec Aristide sur la question de l'anti-impérialisme verbal, ces gens-là continuent à tromper les classes pauvres, en dissimulant la responsabilité dans la répression de l'appareil d'État national, de l'armée nationale. C'est d'ailleurs précisément en cela que même leur prétendu anti-américanisme, même leur prétendu anti-impérialisme, auxquels se limite leur identité politique de progressiste, est complètement bidon. Depuis que les troupes d'occupation américaines ont été retirées de ce pays, depuis bientôt soixante ans, c'est bien « notre » appareil d'État national, c'est bien « notre » armée, « notre » classe politique, qui sont les principaux instruments de l'impérialisme.

Voilà pourquoi, les travailleurs, les djobeurs, les chômeurs, les pauvres des campagnes, les prolétaires n'ont rien à attendre, ni des protagonistes de l'accord de Governor's Island, ni de ses adversaires les plus bruyants [...]

Voix des Travailleurs, le 15 juillet 1993

Ajout de Lutte de classe

Depuis que ce texte a été écrit, le processus imposé par les États-Unis s'est mis en marche. Un processus de démocratisation ?

Même pas côté jardin !

Oh, les acteurs prévus dans le scénario de la « démocratisation » ont joué leur rôle. Aristide pour commencer, qui inaugura sa fonction de « président restauré » en honorant de sa présence cette rencontre d'hommes d'affaires, organisée à Miami, où se retrouvèrent des capitalistes américains intéressés dans la sous-traitance en Haïti et les représentants des grandes dynasties bourgeoises haïtiennes, comme Mews ou Bigio, fiers d'avoir financé le coup d'État, ou encore Brandt, le « Rockefeller d'Haïti » selon le *Miami Herald*, qui aurait impulsé une collecte parmi les grands patrons pour aider le gouvernement putschiste à payer la solde des soldats. L'apothéose de la rencontre aura été l'accolade donnée par Aristide au président de la Chambre de Commerce d'Haïti, représentant de tout ce beau monde. Les mêmes milieux d'affaires n'ont eu aucun mal à accepter que Aristide désigne, comme candidat au poste de Premier ministre, le patron d'une des grandes imprimeries d'Haïti, Robert Malval.

La procédure constitutionnelle a été scrupuleusement respectée. Le Sénat, puis le Parlement ont débattu de la candidature Malval, avec force motions et contre-motions. Malval se paya le luxe de donner une coloration vaguement « de gauche » à son gouvernement, en y incluant quelques ex-ministres ou ex-hauts fonctionnaires du gouvernement « lavalas » renversé par l'armée ; en donnant le ministère de l'Éducation nationale au leader en titre du Konakom, formation qui passe pour « socialiste » ; et en prenant pour ministre des Affaires sociales un proche de Théodore, ex-secrétaire général de l'ex-PC.

Dans son discours d'investiture, Malval a prêché « *l'union nationale* », « *l'oubli du passé* », le « *dialogue entre tous* », avant de faire appel « *à tous les exilés sans exception pour retourner au pays* ».

L'appel fut entendu. Les généraux Namphy et Avril, les deux dictateurs militaires de la période post-Duvalier, en exil même sous la dictature militaire de Cédras, sont rentrés au pays. Frank Romain, un des principaux dignitaires du régime de Duvalier, aussi. Mme Simone Duvalier, femme de François et mère de Jean-Claude, est en partance pour Haïti. Et des rumeurs courent sur l'éventualité d'un retour de Jean-Claude Duvalier lui-même. Ainsi, il se pourrait que l'ex-dictateur déchu en 1986 soit de retour en Haïti avant même qu'Aristide, président en titre, puisse y remettre les pieds.

Même côté jardin, la « démocratisation » profite donc surtout à l'extrême droite macoutique. Cela a suffi cependant pour que, aussitôt Malval investi, les États-Unis considèrent que la démocratie est en marche, lèvent l'embargo, débloquent les comptes dans des banques américaines des responsables les plus notoires du putsch.

Côté cour, cette toute nouvelle démocratie des Caraïbes ressemble comme deux gouttes d'eau à la dictature militaire. Pendant la cérémonie d'investiture même de Malval, Premier ministre désigné par Aristide, les militaires matraquaient les quelques dizaines de jeunes venus près des grilles du Palais National, acclamer Aristide. Et les quelques militants lavalassiens, assez naïfs pour prendre pour argent

comptant l'appel lancé par Malval pour le « retour des exilés » et qui décidèrent de quitter un exil intérieur pour rentrer dans leur ville ou village, ont été en général cueillis à leur arrivée, battus, arrêtés, et parfois torturés par les autorités officielles, censées désormais obéir à Malval et à Aristide.

La « grande démocratie » américaine est toute prête à se faire une raison devant ces imperfections du processus démocratique... Des « démocraties » de cet acabit, il y en a bien d'autres dans ce bas monde. Elle peut être cependant plus gênée par l'activisme provocant de tous ceux qui, accord de Governor's Island ou pas, signature de Cédras ou pas, ne veulent pas le retour d'Aristide, pas plus qu'ils ne veulent que l'on touche à leurs petits ou grands privilèges, à leurs postes, à leurs trafics.

Les « attachés » – sortes d'auxiliaires civils de l'armée – viennent par deux fois d'exprimer, de façon provocante, non dissimulable, leur hostilité au processus en cours. La première fois en assassinant plusieurs partisans d'Evans Paul, le maire légal de Port-au-Prince, à l'occasion de sa tentative de réinstallation en sa mairie. La deuxième fois, en intervenant, les armes à la main, contre la commémoration pacifique du massacre de l'église Saint-Jean Bosco, perpétré au temps de la dictature de Namphy. Isméry, grand commerçant libéral proche d'Aristide, a été tué de plusieurs balles tirées à bout portant, et cinq autres personnes présentes assassinées à coups de machette, avant que les assassins repartent tranquillement. Tout cela, devant les observateurs de l'ONU qui ont, en effet, observé...

Il ne s'agit pas de réactions isolées de quelques crapules d'extrême droite. Une partie de la couche privilégiée, à commencer par la hiérarchie militaire, tire trop de profits de la contrebande, du racket et du trafic de drogue, pour seulement courir le risque d'en être écartée.

Les États-Unis finiront-ils par intervenir, directement ou sous l'égide de l'ONU ou de l'Organisation des États américains ?

Se contenteront-ils de repousser la date du retour d'Aristide, jusqu'à ce que le président légal, exerçant ses prérogatives fictives de son émigration, finisse par arriver au terme de son mandat ?

Devant le refus manifeste d'une partie de l'armée et de l'extrême droite macoutique d'accepter le retour d'Aristide, les dirigeants américains parlent avec de plus en plus d'insistance d'une « nouvelle police », encadrée par des spécialistes d'une force d'intervention internationale.

L'armée haïtienne est une armée faible en nombre, peu disciplinée, avec une hiérarchie corrompue jusqu'à la moelle, largement liée au trafic de la drogue. Mais elle est la seule face aux masses pauvres – avec, il est vrai, le soutien des troupes auxiliaires des « chefs de section », des « attachés », les milices privées des grandons⁷ et l'extrême droite macoutique. Voilà pourquoi, malgré tous les discours sur la « démocratisation », les États-Unis ménagent l'armée haïtienne, comme celle-ci protège l'extrême droite macoutique – bien qu'ils voudraient profiter du prétexte de la protection d'Aristide pour l'encadrer, la moderniser et la rendre un peu plus fiable.

Les masses pauvres d'Haïti ne peuvent espérer même seulement le droit à quelques libertés démocratiques sans que l'armée et ses auxiliaires soient balayés. A certains moments au cours des sept dernières années – dans les mois qui suivirent

⁷ Propriétaire terrien ou puissant notable des campagnes.

la chute de Duvalier, comme plus tard, juste avant l'accession d'Aristide à la présidence, lorsqu'une mobilisation spontanée violente des quartiers pauvres fit échouer une première tentative de coup d'État – ces masses se sont heurtées à l'armée et l'ont fait reculer. Mais toutes les formations auxquelles elles faisaient confiance étaient ligüées pour dévier leur colère, pour les empêcher de prendre conscience.

Les quartiers pauvres, trompés, trahis avant d'être saignés, semblent aujourd'hui démoralisés, résignés, sans perspective si ce n'est celle d'espérer, quand même, qu'au moins Aristide revienne, sans beaucoup en attendre. Personne ne peut prédire quand, comment et à quel rythme les masses pauvres reprendront confiance en elles-mêmes. C'est leur éveil qui avait mis fin à la dictature de Duvalier et qui avait assuré, pendant quelques mois, un climat de relative liberté démocratique. C'est leur éveil qui pourrait, de nouveau, changer le rapport des forces et sûrement pas la « démocratisation » patronnée par les États-Unis.

Tract de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR) 5 août 1994

Août 1994 : les États-Unis se préparent à intervenir militairement en Haïti, soi-disant pour y rétablir la démocratie. L'OTR fait circuler le tract suivant sur la zone industrielle de Port-au-Prince.

Le Conseil de Sécurité vient de donner aux dirigeants américains carte blanche pour envahir Haïti au moment choisi.

La population pauvre a eu plusieurs réactions face à cette annonce.

Certains, par exemple, ont fait leur valise, quitté la capitale pour s'installer en province.

D'autres aimeraient qu'un débarquement ait lieu pour que des étrangers les débarrassent de Cédras et de Michel François.

C'est pourtant clair : laisser la capitale n'est pas une solution ; la répression s'étend à tous les coins du pays : au fin fond de Chadonyè par exemple, dans la zone sud, un caporal qui se fait appeler Saddam Hussein, par pur plaisir, a massacré à coups de bâton un curé et un séminariste.

De plus, nous savons tous quel calvaire font subir les chefs de sections, les « secoueurs de rosée », aux habitants des campagnes.

Il est clair aussi que nous ne pouvons compter sur nos ennemis pour défendre nos intérêts, quelles que soient les circonstances. Et puis, même si les Américains destituaient quelques-uns des criminels militaires, que se passerait-il après ? La répression, les coups continueraient toujours parce que le reste de l'armée demeurerait. L'histoire est là pour nous le rappeler : Namphy, J.-C. Paul, Avril, Regala, etc., ne font plus partie de l'armée ; cependant rien n'a changé pour les pauvres. Au contraire, c'est pire !

Parmi ceux de la population d'accord pour l'invasion américaine, il y en a qui disent même qu'ils préfèrent la répression blanche à la répression haïtienne. Cette façon de raisonner n'est pas juste. Chien blanc, chien noir, c'est la même morsure ! Et c'est toujours la population pauvre la victime. Alors, il ne s'agit point de choisir la couleur du chien qui nous dévorera, mais de se battre pour que plus jamais un chien ne nous morde et ce quelle que soit sa couleur.

En cas d'invasion, les militaires blancs ne feront qu'aider les militaires haïtiens à nous massacrer au cas où nous nous dresserions contre cette dictature criminelle.

Nous pouvons d'ailleurs déjà le constater ; dès que le Conseil de Sécurité a donné carte blanche aux USA, l'armée haïtienne a déclaré la guerre à la population. D'état de siège en état d'urgence, arrestations, disparitions, mauvais traitements, exécutions se multiplient.

Les bourgeois sont de la partie. Ils sont en train de nous affamer avec le marché noir. La plupart des gens dans les quartiers populaires ne peuvent plus faire bouillir la marmite.

Aux enfants comme aux vieux, il ne reste que la peau et les os.

C'est pourquoi nous ne pouvons rester les bras croisés à regarder ou bien à attendre l'intervention étrangère.

C'est nous-mêmes, seule la masse pauvre, qui pouvons résoudre les problèmes de la répression et de la faim, si nous organisons notre force dans nos quartiers.

L'armée d'Haïti, les dirigeants américains savent quelle bombe représentent les quartiers pauvres, bombe capable de leur exploser au visage à n'importe quel moment, vu la situation actuelle [...].

Commençons à préparer le matériel qui faciliterait cette explosion, c'est la seule façon de nous en sortir !

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (OTR)

Vendredi 5 août 1994

Les États-Unis face à Haïti :
l'art de se présenter
en défenseurs des opprimés
en tentant de réajuster leurs chaînes

[Dernière heure : l'article qui suit était déjà à l'impression lorsque la toute dernière négociation dirigée par Carter a arraché aux chefs de la dictature militaire haïtienne leur engagement de partir. Les États-Unis les laissent quitter le pouvoir avec les honneurs, le 15 octobre seulement, le temps entre autres de voter une amnistie générale pour les putschistes. Les troupes américaines censées entrer dans le pays le 19 septembre ne le feront donc pas comme adversaires de la junte militaire démissionnaire, mais comme garantes du maintien de l'ordre pendant la période de transition. Contre qui ? Pas contre les militaires ou leurs auxiliaires civils armés qui soumettent depuis trois ans les quartiers pauvres à une terreur sanglante (et qui la nuit même de l'accord ont intensifié les fusillades et les tueries) ! De la hiérarchie de l'armée aux couches privilégiées qui avaient financé le putsch et en ont tiré profit, tout le socle de la dictature reste en place. C'est cet ordre-là que les troupes américaines protégeront - fût-ce malgré les réticences de ses bénéficiaires - contre le risque d'explosion populaire.]

Clinton vient donc, au moment où nous écrivons, d'adresser à la junte militaire haïtienne un tonitruant : « *Partez maintenant ou nous vous chasserons par la force* ». Avertissement auquel la présence de navires américains dans la rade de Port-au-Prince et l'approche des côtes haïtiennes de porte-avions chargés d'hélicoptères donnent un crédit évident.

Le *New York Times* rapporte cependant qu'au moment même où Clinton tenait ce langage guerrier, son ambassadeur en Haïti a été chargé de transmettre aux trois chefs de la junte, les généraux Cédras et Biamby et le colonel François, une dernière offre pour éviter l'intervention : des visas pour un pays d'accueil, la promesse de ne pas être inquiétés et la possibilité de jouir librement des biens qu'ils ont volés pendant qu'ils étaient au pouvoir.

Les tout prochains jours diront s'il s'agit d'un dernier coup de bluff pour obtenir le départ pacifique de la junte militaire au pouvoir à Port-au-Prince - comme il y en a déjà eu plusieurs, aussi inefficaces les uns que les autres, depuis le 30 septembre 1991 où un coup d'État militaire renversa le président élu Aristide - ou s'il s'agit de la première phase d'une intervention militaire.

La longue tergiversation des dirigeants de l'impérialisme américain

Depuis trois ans, c'est une partie de poker-menteur qui se déroule entre les dirigeants de Washington et les militaires au pouvoir à Port-au-Prince dans laquelle les États-Unis ont surtout cultivé l'art de hausser le ton pour éluder la décision d'intervenir. Tout en prenant formellement parti pour le président Aristide, reconnu, reçu et en partie financé comme « *la seule autorité légale d'Haïti* », les dirigeants américains n'ont certainement pas été fâchés de voir l'armée haïtienne faire une véritable saignée dans les quartiers pauvres au lendemain du putsch et y maintenir la terreur depuis.

Le parti pris officiel était destiné à ménager une « solution Aristide », c'est-à-dire préserver la possibilité de se servir du crédit considérable du prêtre-président dans les masses pauvres haïtiennes, au cas où il aurait fallu calmer par des paroles doucereuses une explosion populaire. Mais les milieux dirigeants américains ne cachaient guère leur aversion pour le prêtre porté à la présidence en décembre 1990 par un vote sans précédent des couches pauvres, suspecté d'être « instable », « imprévisible », c'est-à-dire trop sensible à la pression des masses pauvres.

Depuis le putsch, les États-Unis jouent un jeu où le cynisme le dispute à l'hypocrisie. Tout en soutenant et finançant Aristide, tout en multipliant les déclarations en faveur du « *rétablissement de la démocratie* », l'administration américaine en place au moment du putsch – dirigée encore par Bush à l'époque – a déclenché une véritable campagne d'intoxication pour expliquer en résumé que si Aristide avait été renversé, c'était de sa faute, car c'est lui-même qui avait porté atteinte aux libertés démocratiques et surtout parce qu'il avait laissé « la populace » se livrer à des exactions. Une façon de relayer les arguments du général Cédras qui, lui-même, présentait le putsch comme une nécessité pour « *sauver la démocratie* ».

La pression américaine s'est exercée surtout sur Aristide, pour que celui-ci rabote dans son langage tout populisme, tout soupçon d'anti-américanisme ; pour qu'il utilise son crédit dans la majorité pauvre de la population haïtienne à la convaincre que, contre les putschistes, il fallait s'en remettre aux « pays amis », c'est-à-dire surtout aux États-Unis ; pour qu'il prêche enfin la non-violence et la réconciliation nationale, pendant que les militaires et les hommes de main du régime torturaient, tuaient, incendiaient, violaient dans les quartiers pauvres. Le résultat de cette pression a été la signature des accords de Governor's Island, signés en juillet 1993 par Aristide et par Cédras. Le premier pardonnait tout à l'armée et ne demandait plus que la démission du second. On sait ce qu'il en est advenu : Cédras n'a pas respecté l'accord, les États-Unis ont fait mine de protester, Aristide est resté en exil et les militaires au pouvoir.

La seule « action » contre les putschistes a été la proclamation par l'Organisation des États Américains, le 8 octobre 1991, c'est-à-dire peu après le putsch, d'un embargo contre Haïti.

L'embargo était présenté comme le grand moyen de faire plier les militaires et de « ramener la démocratie ». C'est ce qu'on entendait dans la bouche des représentants des grandes puissances. C'est ce que répétaient également, sur le terrain, les militants qui se réclamaient d'Aristide. Mais dans les faits, l'embargo se réduisait

pour l'essentiel à la présence de navires de guerre américains autour d'Haïti. Ces navires ont été très efficaces dans la chasse aux embarcations sur lesquelles les victimes de la dictature – ou de la faim – essayaient de s'enfuir. Infiniment moins pour empêcher certaines marchandises d'entrer et, jusqu'à une période récente, de sortir d'Haïti.

Pour les classes pauvres, auprès desquelles les aristidiens axaient leur propagande sur la défense de l'embargo, l'effet de ce dernier a été assez rapide. Les prix, y compris des produits nullement importés, s'envolèrent. Les gros marchands stockaient, créaient la pénurie, augmentaient leurs prix et en accusaient « *la communauté internationale qui veut étrangler Haïti et les Haïtiens* ». Commença une dégradation du niveau de vie des classes pauvres qui n'a cessé de s'aggraver depuis. Les ouvriers licenciés par la fermeture des usines et les paysans déjà étranglés par la misère n'eurent plus qu'à mendier ou à crever.

Mais la hiérarchie militaire n'a pas eu à se plaindre. La contrebande, source de revenus traditionnelle en Haïti pour les militaires, a pris des proportions sans précédent. De vieux liens unissent sur ce plan les colonels et les généraux haïtiens à leurs semblables de la république Dominicaine (seul voisin terrestre de Haïti). Il était de notoriété publique que l'essence, les produits de luxe destinés à la bourgeoisie, les 4x4 tout terrain, voiture de luxe préférée des riches d'Haïti, traversaient la frontière sans entrave, enrichissant au passage les clans civils et militaires spécialisés dans la contrebande.

Et puis, il y a la drogue. Plusieurs rapports officiels américains soulignent le rôle pris par Haïti en tant que plaque tournante du trafic de la drogue entre la Colombie et le nord du continent américain, et l'implication notoire de certains membres de la junte – du colonel François, chef de la police de Port-au-Prince et numéro deux du régime, en particulier – dans ce trafic. Et, bien que les statistiques manquent sur ce plan, et pour cause, les militaires haïtiens ont peut-être copié à leur manière la politique du gouvernement britannique, il y a un siècle, lors de la guerre de l'opium, et réinventé l'art et la manière de rééquilibrer un commerce extérieur de plus en plus déséquilibré du fait de l'effondrement de la production en pratiquant le trafic de drogue.

Encore que l'effondrement des ventes à l'étranger ne fut pas immédiat, principalement parce que, pendant trois ans, les États-Unis furent les premiers à ne respecter que mollement l'embargo, en le suspendant d'ailleurs par intermittence. C'est ainsi par exemple que Bush a levé une première fois l'embargo le 4 février 1992 – c'est-à-dire à peine quatre mois après le putsch – pour les usines d'assemblage de Port-au-Prince travaillant en sous-traitance pour l'industrie américaine. Ce n'est qu'après l'échec des accords de Governor's Island que l'embargo s'est durci, conduisant à la fermeture progressive de la quasi-totalité des entreprises de la zone industrielle. Mais, en 1992 et 1993, derrière la fiction de l'embargo international, le commerce officiel, y compris les exportations, a repris avec les États-Unis. Un des aspects les plus abjects de ce commerce fut que, durant ces deux ans, Haïti a accru ses exportations de produits alimentaires vers les États-Unis – fruits, noix de coco, citron, melon, voire alimentation pour bétail – alors que dans les classes pauvres, on mourait de sous-alimentation.

Quant à la bourgeoisie haïtienne, qui s'est retrouvée comme un seul homme derrière Cédras par crainte des masses pauvres, si certains de ses secteurs ont souffert économiquement du régime militaire et de l'embargo, d'autres en ont tiré profit. Les cinq plus grandes familles bourgeoises – les Brandt, les Mevs, les Accra, les Bigio, les Behrman – se partageaient déjà les principaux secteurs de l'industrie et de l'agriculture pour l'exportation et l'import-export. Ce sont elles qui avaient financé le coup d'État. L'ère des militaires a encore accru leur mainmise sur le pays. Au-delà des militaires, ce sont ces grandes familles qui sont derrière la contrebande, comme ce sont elles qui ont profité du laxisme américain en matière d'embargo pour s'enrichir dans l'import-export « légal ».

Ces familles ont en général des intérêts dans plusieurs autres pays des Caraïbes – en république Dominicaine, à la Jamaïque, aux Bahamas – voire aux États-Unis. En conséquence, ces mesures qui se voulaient spectaculaires en matière de blocage de capitaux, ne les gênaient que modérément. Il est significatif par exemple que, au moment de la privatisation récente de la BNP, la filiale de Port-au-Prince de cette banque, une des plus grandes du pays, a été reprise par une association de deux de ces grandes familles. Il faut en conclure qu'elles avaient l'argent pour acheter et aussi que l'embargo n'a pas gêné outre mesure la transaction financière. Ce n'est pas pour rien que ces grandes familles mènent aux États-Unis une intense activité de lobbying, en s'achetant des politiciens et des avocats parmi les ténors du barreau, afin de présenter sous des couleurs avenantes le régime de Cédras et mener propagande contre l'éventualité d'une intervention américaine (Mevs à lui seul aurait dépensé 200 000 dollars aux États-Unis à cet effet).

Pendant longtemps, les dirigeants américains n'avaient néanmoins pas besoin de subir la pression du lobby des grandes familles haïtiennes pour ne pas avoir envie d'intervenir. Nous reviendrons sur ces raisons. Et puis, il y a la politique des dirigeants et il y a la politique des appareils militaires. Plusieurs sources – citées par le journaliste américain Paul Farmer – ont rapporté que des officiers de l'armée haïtienne ont été vus jusqu'à une date aussi tardive qu'octobre 1993 à la base de Fort Benning en Géorgie où se trouve la fameuse « École des Amériques » : il s'agit de cette école militaire où ont été formés nombre de hauts cadres militaires des États d'Amérique latine, parmi lesquels quelques futurs dictateurs, notamment des hommes comme Noriega, du Panama... ou le colonel François, d'Haïti.

Le problème des dirigeants des États-Unis

Le problème des dirigeants américains n'a jamais été la résistance militaire d'une armée haïtienne numériquement faible – quelque 7 000 hommes – et surtout corrompue, pourrie de la tête aux pieds, dont les officiers sont surtout préoccupés de trafics, dont les soldats ne savent se battre que contre une population désarmée.

Les problèmes sont politiques, à commencer par l'état d'esprit de l'opinion américaine elle-même, hostile à l'idée d'envoyer des « boys » risquer leur vie en Haïti ou ailleurs. Cette hostilité n'a pu que s'accroître à la suite des interventions militaires récentes, notamment en Somalie.

Malgré l'agitation diplomatique de Washington, la quasi-totalité des pays d'Amérique latine est également hostile à une intervention des troupes américaines.

La politique du « gros bâton » de l'impérialisme US ne passe pas, même si elle se drape, dans ce cas, de la prétention de ramener la démocratie en Haïti.

Il faut rappeler aussi que, tout en étant considéré, et pour cause, comme le gendarme du monde, l'impérialisme américain a toujours été relativement peu enclin à engager directement ses propres troupes.

Même lors des deux précédentes guerres mondiales, les dirigeants de l'impérialisme américain ont dû se servir de provocations, voire les inventer, pour entraîner leur peuple dans des guerres pourtant souhaitées par la bourgeoisie.

Bien sûr, l'attitude des États-Unis est différente, sous cet angle, quand il s'agit de sa chasse gardée d'Amérique latine. Dans la première moitié de ce siècle, un grand nombre d'États d'Amérique centrale et des Caraïbes ont subi l'invasion, voire l'occupation plus ou moins longue de l'armée américaine. Dont Haïti, occupé de 1916 à 1934 par l'armée américaine.

Dans les trente dernières années, les troupes américaines sont intervenues directement par trois fois dans cette même région caraïbe, à Saint-Domingue, à Grenade et à Panama.

Mais, même en Amérique latine, les États-Unis ont été relativement plus prudents durant cette même période des trois dernières décennies que ne l'a été par exemple la France qui s'est livrée à bien plus d'opérations militaires, dans sa sphère d'influence en Afrique.

L'impérialisme américain a de l'argent. Il préfère payer des mercenaires (Baie des Cochons à Cuba, Contras au Nicaragua) plutôt que d'envoyer des troupes.

Mais dans le cas d'Haïti, en outre, les États-Unis ont été pendant longtemps d'autant moins enclins à intervenir qu'ils ne voulaient pas, en forçant les militaires à reculer et en permettant à Aristide de rentrer, donner aux masses pauvres le sentiment d'avoir remporté une victoire même par procuration.

Les dirigeants américains savaient que la situation était explosive en Haïti pour des raisons de fond et permanentes : les inégalités sociales criantes, la misère de la grande majorité de la population dans ce pays qui est depuis longtemps le plus pauvre de l'hémisphère occidental.

Mais en outre, depuis 1986, en quelques années les classes pauvres haïtiennes ont fait bien des expériences successives. Elles ont participé à l'effervescence qui a conduit à la chute de Duvalier. Elles ont commencé à faire naître des formes d'organisation, élémentaires certes mais multiples, qui ont été rapidement abandonnées ou brisées, mais qui ont laissé des souvenirs.

Elles ont vu ensuite leurs espoirs en cette démocratie, qu'elles souhaitaient sans trop savoir en quoi elle pouvait consister, noyés dans le sang lors de la première tentative d'élection en 1987.

Elles ont eu un nouveau sursaut d'espoir en parvenant à élire Aristide à la présidence, puis en réussissant à le défendre dans la rue contre une première tentative de coup d'État.

Les classes pauvres ont certes été défaites et affaiblies par la répression qui suivit le putsch. Mais l'horreur de la répression elle-même et la complicité évidente des assassins en uniforme et de la classe possédante pouvaient leur avoir donné une conscience qu'elles n'avaient pas en 1986.

Dans ces conditions, tout geste même venant des États-Unis mais qui pouvait être interprété comme un encouragement risquait de se traduire au moins par des déchoukages, plus massifs encore que ceux de 1986. Et il y avait le risque plus grand encore que, derrière les chiens sanglants, les masses voient enfin les maîtres, ceux qui possèdent les richesses. Il y avait le risque qu'elles ne se contentent pas de s'en prendre à l'uniforme mais qu'elles s'en prennent aussi à la propriété.

Voilà le pourquoi des atermoiements des États-Unis. Ils avaient besoin d'Aristide pour endormir les masses mais ils ne pouvaient pas accepter qu'il puisse sortir de ce rôle, même à son corps défendant.

C'est l'attitude des masses qui a inquiété les États-Unis durant ces trois ans (évidemment decrescendo avec la consolidation du pouvoir militaire et le découragement des masses). Mais ils devaient également tenir compte des sentiments de la bourgeoisie.

La bourgeoisie haïtienne hait Aristide. Elle le hait malgré le fait que, pendant les quelques mois où il est resté au pouvoir, il n'a eu nullement l'intention de s'en prendre à ses privilèges et à la propriété. Elle le hait malgré le fait que, depuis qu'il est dans l'émigration, Aristide est devenu un instrument de la politique américaine, défenseur du pardon à l'armée et chantre de la réconciliation nationale.

Mais la couche privilégiée haïtienne a senti dans sa chair la crainte des masses pauvres haïtiennes. Ces masses ont pourtant seulement commencé à s'éveiller et à se sentir quelque chose, du simple fait que l'homme qu'elles avaient porté au pouvoir semblait les respecter.

Cela suffit cependant aux yeux de la bourgeoisie pour qu'Aristide devienne l'incarnation du diable ou, pis encore, de ce communisme dont pourtant le prêtre-président n'a jamais cessé de se démarquer.

C'est cette crainte profonde des masses aujourd'hui écrasées et la crainte que le retour d'Aristide les réveille de nouveau, qui soudent la couche privilégiée autour de la junte militaire.

Le pouvoir militaire est pourtant nuisible à bien des intérêts bourgeois. Les pilards en uniforme ne respectent pas toujours la propriété privée. Nombre d'affaires sont perturbées par l'avidité des militaires à se remplir les poches, en particulier en pillant les caisses de l'État, rendant ce dernier incapable de faire face même aux quelques obligations indispensables pour un minimum de fonctionnement de l'économie de la bourgeoisie.

En outre, le boycott en lui-même a des conséquences qui sont nuisibles à certains secteurs de la bourgeoisie, ne serait-ce que ceux spécialisés dans la sous-traitance de l'industrie américaine.

Néanmoins, le régime de Cédras qui dure depuis trois ans s'est révélé relativement stable. Alors que dans les premières années consécutives à la chute de Duvalier, des clans militaires se disputaient le pouvoir à coups de putschs réussis ou ratés et se succédaient au pouvoir avec chacun sa clientèle civile, Cédras a battu un record de longévité par rapport à Namphy ou Avril.

Cette crainte du retour d'Aristide, avec les dangers qu'il risque d'entraîner, est en dernier ressort la base du consensus qui s'est constitué autour de Cédras. Il n'est pas certain que les États-Unis aient tenté d'approcher un général quelconque pour qu'il leur rende le service de se débarrasser du trio Cédras-François-Biamby – comme

le général Avril avait été éjecté en 1990 par son chef d'état-major pour permettre la reprise « du processus démocratique » (déjà !) – mais le fait est que personne de la hiérarchie militaire supérieure ne l'a même seulement tenté... jusqu'à présent.

Les hésitations des milieux dirigeants américains à intervenir en Haïti, l'échec par ailleurs de l'intervention en Somalie, ont évidemment donné des ailes à la clique dirigeante haïtienne qui se comporte comme si elle ne craignait pas vraiment une intervention américaine. Cédras et compagnie ont même pris trop d'assurance. Ils ont retourné contre Washington son propre jeu consistant à taper sur la table et ne rien faire, en minant la crédibilité des États-Unis, en les ridiculisant parfois.

La clique militaire s'offre le plaisir de se servir de la menace américaine pour se poser en défenseur du nationalisme outragé. Elle en profite aussi pour dénoncer les partisans d'Aristide – et du coup, tous ceux qui sont contre le régime – comme la « cinquième colonne » des Américains afin de justifier une accentuation de la répression. Elle s'en sert aussi pour constituer, au nom de la défense de la patrie, des milices paramilitaires, en mobilisant dans des entraînements-spectacles dérisoires de pauvres types achetés pour quelques dollars ou pour la promesse d'une petite fraction de pouvoir, et des bourgeois assez haineux contre Aristide pour être volontaires pour se mobiliser, mais pas assez courageux pour apparaître autrement que cagoulés !

La valeur militaire de ces troupes est nulle contre les Américains mais elle peut toujours servir à aggraver la répression contre les partisans d'Aristide ou assimilés.

Tout en jouant la comédie de la « défense de la patrie », la clique au pouvoir semble s'être persuadée que les États-Unis n'interviendront pas, ou interviendront tellement tard qu'Aristide approchera de la fin de son mandat (la prochaine élection présidentielle est prévue pour décembre 1995). Aristide n'ayant pas le droit de se représenter, on peut alors, pour faire plaisir aux Américains, refaire une élection à laquelle participeront 5 à 10 % de la population, avec l'abstentionnisme résigné de grandes masses, et portant au pouvoir un des nombreux politiciens admis par la bourgeoisie haïtienne comme par les États-Unis. Et pourquoi pas Cédras lui-même ?

Dans la caste politique haïtienne, de plus en plus nombreuses étaient ces derniers temps les voix qui proposaient comme solution à la crise haïtienne que Cédras, qui arrivera en octobre 1994 au terme de son mandat de chef de l'armée, en profite pour prendre sa retraite avec les honneurs en demandant à Aristide de démissionner par la même occasion.

La caste politique semblait, en tout cas depuis quelques semaines, se placer dans l'hypothèse de l'après-Aristide.

On a vu Cédras lui-même faire des tournées dans les villes de province, en civil, et ébaucher une sorte de campagne électorale.

L'impression – juste ou pas – de la couche dirigeante que l'hypothèque Aristide est levée ravive les luttes de clans à l'intérieur même de la clique dirigeante. Un des principaux responsables du putsch, Reynold Georges, ancien haut dignitaire de Duvalier, vient d'échapper de justesse à un attentat perpétré par un groupe militaire.

L'assurance de la clique dirigeante a cependant peut-être été non fondée.

La prudente modification de l'attitude des dirigeants américains

Depuis le mois de mars, en effet, la pression américaine s'accroît.

Après la suspension de tout trafic aérien avec Haïti en juin 1994 – Air France était la dernière compagnie à assurer des vols – l'embargo semble avoir commencé à être effectif même sur la frontière avec la République Dominicaine, au point de toucher certains secteurs de la bourgeoisie haïtienne et d'accroître l'effondrement de la production.

Puis commencèrent, du côté des États-Unis, les manœuvres diplomatiques pour préparer une éventuelle intervention ou, en tout cas, pour créer les conditions permettant de la présenter comme une intervention de la « communauté internationale » destinée à rétablir la « démocratie ».

Il y eut le vote des Nations Unies, le 31 juillet dernier, autorisant les États-Unis à intervenir au nom de l'organisation internationale.

Puis, pour donner une caution caraïbe à leur intervention, les États-Unis ont décroché l'accord de la Jamaïque, de Trinidad, de la Barbade et de Belize pour envoyer à eux quatre... 266 soldats, et encore, après le débarquement des troupes américaines.

Pour afficher sa détermination, le Pentagone laissa filtrer des chiffres, estimant entre 12 000 et 20 000 soldats l'importance de la force d'invasion américaine et de 2 500 à 3 000 ceux qui pourraient rester dans le pays pendant une période plus longue, dans le cadre de la Minuha, force armée multinationale à constituer sous l'égide de l'ONU.

Depuis le mois d'août, les dirigeants américains, jusqu'à et y compris Clinton, multiplient les déclarations présentant l'intervention comme imminente. Mais le flou et les contradictions dans les dates annoncées indiquaient que, jusqu'au dernier moment, les États-Unis essayaient d'éviter une intervention militaire qui leur pose des problèmes politiques. Par delà des raisons de politique interne – le désir de Clinton de changer son image de président hésitant, de s'assurer les votes des députés noirs du « black caucus », partisans, paraît-il, d'une politique plus ferme à l'égard du régime d'Haïti, etc. -, plusieurs raisons peuvent avoir amené les dirigeants américains à modifier sur le fond leur attitude quant à l'intervention.

La première tient à l'évolution de l'état d'esprit des masses elles-mêmes qui n'est plus le même en 1994 qu'en 1991. Les risques, du point de vue de Washington, de voir les masses s'embraser à la chute des militaires et se livrer à des déchaînements massifs et éventuellement, aller au-delà, peuvent paraître moindres.

L'intensité de la répression a eu raison d'un grand nombre des « militants spontanés » surgis des événements de 1986. Certains ont été tués, d'autres se sont enfuis, beaucoup ont perdu courage.

La politique d'Aristide et surtout du mouvement dit « lavalassien » a une grande responsabilité dans cette évolution. Rappelons que cette responsabilité a été majeure pendant les quelques mois où Aristide a été au pouvoir et où tant lui-même que le mouvement lavalassien ont prêché le « mariage armée-peuple », désarmant ainsi politiquement et moralement les masses devant le coup d'État.

Mais cette responsabilité s'est prolongée après le coup d'État, où pendant longtemps les aristidiens ont prêché la non-violence et surtout la foi dans la volonté des États-Unis de se débarrasser de Cédras.

Cette politique sur la base d'une défaite physique réelle a beaucoup contribué à ce que, aujourd'hui, une bonne partie, sinon la majorité, des masses pauvres attend l'intervention américaine comme le salut. Du coup, les États-Unis courent moins de risque en intervenant contre la junte militaire, si cette intervention est considérée avec résignation, voire pour certains avec reconnaissance, du côté des masses écrasées par la misère et préoccupées surtout par la survie quotidienne. (État d'esprit qui, avec une occupation prolongée et des interventions de maintien de l'ordre de la part des occupants, pourrait changer rapidement).

La deuxième raison susceptible d'avoir modifié l'attitude des États-Unis est le fait qu'après trois ans de consensus autour de Cédras, les luttes de clans prennent de nouveau ouvertement le dessus et accélèrent la décomposition de l'appareil d'État haïtien. Cette décomposition inquiète les États-Unis pratiquement depuis la chute de Duvalier. Ils prônent de longue date la modernisation et la restructuration de l'armée haïtienne, le départ d'un certain nombre d'officiers particulièrement corrompus et le rétablissement de la discipline. La création d'un corps de police indépendant de l'armée fait également partie du programme américain, repris d'ailleurs à son compte par Aristide. L'armée haïtienne ne pouvait et ne voulait pas se réformer elle-même. Une éventuelle intervention américaine pourrait en créer les conditions.

C'est une autre question de savoir qui s'occupera concrètement de cette tâche qui a l'inconvénient, pour les dirigeants américains, d'exiger une présence militaire plus longue afin de maintenir directement l'ordre. De toute évidence, les États-Unis n'ont pas envie de rester longtemps et de s'enfoncer dans un borborygme à la somalienne. Ils tenteront probablement de se débarrasser de cette tâche sur la force armée internationale constituée sous l'égide de l'ONU qui, elle, devrait probablement rester pour maintenir l'ordre jusqu'à la fin du mandat d'Aristide.

Enfin, une troisième raison peut aussi compter pour les Américains. L'intensification de l'embargo depuis quelques mois – ou, plus exactement, sa véritable application – a des conséquences économiques que les États-Unis ne souhaitent pas nécessairement prolonger. Ce sont peut-être leurs propres atermoiements, là encore, leurs tentatives d'éluder l'intervention militaire par un embargo plus strict, qui se retournent contre les États-Unis, les poussant à intervenir pour empêcher un effondrement complet de l'économie avec, là encore, le risque d'explosion qu'il recèle.

Les tout prochains jours diront quelles seront la nature et la durée de l'intervention éventuelle des États-Unis.

Pendant ce temps, le sort des masses devient insupportable. La répression est de plus en plus barbare. A la répression aveugle, destinée à terroriser les quartiers pauvres, s'ajoute celle, ciblée, visant les militants ou ceux qui sont considérés comme tels, ou encore ceux qui sont suspectés de l'être simplement parce que jeunes.

Mais, pire encore que l'oppression par la terreur, est peut-être pour les masses l'oppression de la pauvreté. L'industrie étant totalement effondrée, toute une partie de la classe pauvre n'a rigoureusement plus aucune ressource.

La reconversion dans des semblants de petits commerces, comme la vente de cigarettes à l'unité ou d'essence en bouteille au bord des routes, étant de plus en plus difficile, il ne reste plus que la mendicité ou la faim.

Dans les campagnes, c'est encore pire. Au point qu'une bonne partie des couches pauvres en vient à la conviction que tout vaut mieux que la prolongation de cet état de choses, y compris l'intervention des troupes américaines. Et on entend de plus en plus des réflexions du genre : « *Mieux vaut encore être bastonné par les Blancs que par ceux qui nous gouvernent !* ».

A tort, non seulement, parce que l'intervention des troupes américaines a été jusqu'à ces jours hypothétique, mais surtout parce que, même si cette intervention a lieu, les masses pauvres n'auront pas le choix entre être bastonnées ou par les uns, ou par les autres. Elles auront droit aux deux, l'un protégeant l'autre.

L'armée américaine, si tant est qu'elle finisse par intervenir, occupera, et pas forcément longtemps, les points stratégiques. Mais, pour ce qui est de maintenir l'ordre au quotidien, dans les quartiers pauvres, dans les villages, elle en passera évidemment par ceux qui en ont l'habitude aujourd'hui. Ce ne sera certainement pas l'armée américaine qui fera appel aux paysans pauvres pour qu'ils se débarrassent des chefs de section qui exercent un pouvoir de vie et de mort dans les campagnes. Ce n'est pas elle qui encouragera les gens des quartiers pauvres des villes à faire la chasse aux mouchards, aux macoutes, aux « attachés », aux hommes de main civils de l'armée ou des riches qui encadrent et terrorisent la population.

Au contraire. Si la population pauvre s'avisait de le faire, elle trouverait sur son chemin l'armée américaine ! Elle trouverait aussi sur son chemin Aristide qui expliquerait que l'heure n'est pas à la vengeance mais à la réconciliation.

Sans doute, pour une fraction de la classe ouvrière, l'intervention pourrait finir par se traduire par une certaine amélioration, ne serait-ce que du fait que la stabilisation sous l'égide américaine et la fin de l'embargo pourraient signifier la réouverture de la zone industrielle.

Les États-Unis ne tiennent pas à faire mourir de faim les travailleurs d'Haïti. Ils préfèrent les faire travailler comme ils l'ont fait il y a quelques années, à une époque qui paraît aujourd'hui aux yeux de certains travailleurs presque paradisiaque, pour la somme dérisoire de trois dollars (15 francs) par jour. A ceci près que l'équivalent en gourdes haïtiennes des trois dollars d'antan ne vaut plus trois dollars, mais un dollar, voire un demi-dollar, c'est-à-dire trois à quatre francs par jour !

A ceci près encore, qu'après cette longue période de chômage et de famine, les patrons tant américains que haïtiens ne manqueront pas de présenter même ce salaire comme un privilège, exigeant en contrepartie discipline et obéissance.

Et, de surcroît, il n'est même pas dit que, même après une intervention militaire américaine, les capitaux étrangers qui faisaient tourner la zone industrielle reviennent en Haïti et ne continuent pas à fonctionner dans la république Dominicaine voisine où ils ont dû déménager pendant la période agitée. Il y a d'ailleurs tout un lobby lié à la république Dominicaine qui prêche dans le sens de la non-intervention, avec comme opinion à peine cachée qu'après tout, peu importe aux États-Unis qu'Haïti disparaisse. Il ne manque pas dans les Caraïbes ou en Amérique latine de pays où la classe ouvrière et les paysans pauvres sont exploités à aussi bon marché mais qui, de surcroît, sont moins agités.

Mais, il n'est pas dit que la majorité pauvre de ce pays de 8 millions d'habitants, un des pays les plus peuplés des Caraïbes, se laissera mourir en silence. Et peut-être que la non-intervention américaine du passé comme, au contraire, l'intervention à venir contribueront à faire jaillir l'étincelle qui déclenchera cette explosion populaire que la bourgeoisie haïtienne comme l'impérialisme américain craignent tant et qui, seule, peut ouvrir un espoir de changement pour les classes pauvres.

Six mois après le débarquement américain

Au moment où les troupes de l'ONU quittent piteusement la Somalie, entérinant l'échec de l'intervention américaine de décembre 1992, l'administration Clinton a quelques raisons de considérer que les États-Unis se sont jusqu'à présent plutôt bien sortis de leur intervention militaire en Haïti.

Le débarquement lui-même s'était déroulé sans effusion de sang. Et pendant les quelque cinq mois d'occupation qui se sont déroulés depuis, l'armée américaine n'a eu à déplorer que la mort d'un seul de ses soldats, tué lors d'un contrôle sur la route des Gonaïves par un ex-major de l'armée haïtienne (tué à son tour sur-le-champ).

Les États-Unis auront donc réussi à se débarrasser de la dictature militaro-macoutique qui semblait de plus en plus dans l'anarchie militaire, le trafic de la drogue, la guerre des gangs. Cédras, François, Biamby, les chefs du putsch militaire des 29 et 30 septembre 1991, ont servi les intérêts politiques de l'impérialisme américain en saignant les masses et en brisant les espoirs qu'avait suscités l'élection d'Aristide. Mais ils ont fait leur temps. La décomposition de l'appareil d'État sous la dictature militaire était devenue telle qu'elle en était devenue dangereuse, tant du point de vue politique que du point de vue des intérêts économiques américains en Haïti.

Et surtout, les États-Unis ont réussi à réinstaller Aristide, le président légal, sans que le rétablissement de ce dernier provoque une explosion populaire ou seulement une vague de vengeance et de « déchoukage » contre les responsables ou les exécutants du régime déchu. La popularité d'Aristide dans les classes pauvres avait l'avantage pour les États-Unis de cautionner le débarquement et l'occupation, de faire passer les troupes américaines pour des libérateurs, et de permettre donc aux spécialistes américains d'avoir les mains relativement libres pour restructurer l'armée et reprendre le contrôle de l'appareil d'État. Elle comportait cependant le risque que les masses pauvres considèrent le retour d'Aristide comme leur victoire et se sentent encouragées à demander des comptes pour les trois ans de dictature militaire. Étant donné l'imbrication étroite entre les grandes familles bourgeoises du pays et les généraux putschistes, il y avait le risque, bien plus grand encore, que ces masses pauvres poussent le « déchoukage » plus loin que lors de la chute de Duvalier, qu'elles ne se contentent pas des lampistes, qu'elles s'en prennent à la propriété de ceux qui avaient financé le putsch militaire et, au-delà, à la propriété tout court.

Usant tout à la fois de l'étalage de la puissance de l'armée américaine, venue en « amie » mais en amie qui ne pouvait tolérer aucun débordement populaire et aucune atteinte à la propriété privée, et du crédit qu'Aristide conserve toujours dans les masses, les États-Unis ont donc jusqu'à présent réussi une transition sans secousse majeure.

Aristide, solidement entouré de conseillers américains, flanqué en guise de Premier ministre d'un des gros négociants de la place de Port-au-Prince, aura eu l'insigne plaisir de fêter en grande pompe, le 7 février, l'anniversaire de son acces-

sion à la présidence. C'est la première fois qu'il le fête à Port-au-Prince, car, lors de son renversement par les militaires en septembre 1991, il n'était installé au Palais national que depuis sept mois à peine. Ce sera, aussi, la dernière fois car, malgré les réclamations venues des milieux aristidiens, il n'est pas question que le président rétabli prolonge son mandat de la durée qu'il a passée en exil. Les États-Unis ne voulaient pas de cela, la caste politique en Haïti non plus et Aristide s'est incliné, en promettant de céder sa place dans moins d'un an au nouveau président, sorti des élections prochaines auxquelles il n'aura pas le droit de participer.

Reste la mise en place d'un Parlement pour que le décorum démocratique soit complet. Le Parlement devra en outre servir de contrepoids politique à Aristide qui, malgré tous les gages qu'il a donnés aux États-Unis, malgré le fait qu'il est entièrement entre les mains de ses protecteurs américains, malgré le fait aussi qu'il n'a plus qu'une dizaine de mois devant lui en tant que président, reste toujours entaché du péché originel de ne pas être sorti du sérail politique, d'avoir été porté à la présidence par un mouvement, électoral certes, mais populaire. La droite, à peu près aussi stupide aux États-Unis qu'ailleurs, continue à dénoncer Aristide, ce « prêtre marxiste et anti-américain », pour reprendre une expression du quotidien *New York Post*, en reprochant à Clinton de risquer la vie des « boys » pour protéger cet homme.

La Chambre des députés sortante avait déjà joué ce rôle de contrepoids lors de la première période de la présidence d'Aristide. En dénonçant à l'époque bruyamment la « démagogie » ou le « laxisme » d'Aristide, elle avait d'ailleurs sérieusement préparé sur le terrain politique le coup d'État des militaires. Mais justement, même dans ce pays où la cupidité, la lâcheté, la vénalité et les bassesses de la caste politique n'étonnent plus personne, la législature sortante s'est particulièrement déconsidérée. Éluë dans la foulée de l'élection d'Aristide, avec un grand nombre de députés qui l'ont été parce qu'ils se réclamaient de ce dernier, la législature sortante a applaudi le renversement d'Aristide, a apporté son soutien à la dictature de Cédras, et elle servit par la suite de paillason aux militaires, en cautionnant toutes les manœuvres du régime pour se faire accepter sur la scène internationale.

En débarquant, les États-Unis ont néanmoins affecté de prendre cette Chambre croupion pour l'expression de la démocratie représentative. Cela faisait cependant un peu désordre dans une opération dont le nom de code était « Restore Democracy ». Mais le calendrier électoral faisant bien les choses, la législature est arrivée à son terme le 4 février. Exit donc l'ancienne Chambre, non sans avoir voté durant ses toutes dernières séances un amendement aux lois électorales exigeant que les candidats à la députation dans les élections futures soient titulaires de diplômes universitaires... à l'exception des anciens ministres et des anciens députés, c'est-à-dire d'eux-mêmes. Devant les protestations, le Sénat a rejeté cet amendement. Restent cependant plusieurs conditions qui font de la candidature à ces élections un apanage de la caste politique ou en tout cas des couches aisées. Pour ne citer que l'une d'entre elles : les candidats qui ne font pas partie des formations légalement reconnues doivent déposer la somme de 25 000 gourdes pour pouvoir se présenter. Cette somme, l'équivalent de près de 10 000 F au cours actuel, représente 1666 jours de salaire sur la zone industrielle. Cinq ans de salaire pour un travailleur qui aurait le privilège d'avoir un emploi stable...

Mais enfin, la démocratie serait en marche en Haïti. Les dates des prochaines élections législatives sont fixées aux 4 et 21 juin prochains. D'ici là, le pays se passera de Chambre des députés...

Le décorum démocratique est une chose. La consolidation de l'appareil d'État en est une autre. L'opération « restaurer la démocratie » était surtout destinée à restaurer l'appareil d'État. Les dirigeants américains n'avaient nulle envie de charger les troupes américaines de tâches de police. Or, elles ont dû s'y engager bien au-delà de ce que souhaitaient les dirigeants. L'ancienne armée, dont les forces de police faisaient partie intégrante, s'est par endroits complètement disloquée après le départ piteux de Cédras, moins par crainte des Américains que par crainte des « déchoukages ». Dans plusieurs villes, notamment au Cap-Haïtien, deuxième ville du pays, la débandade des militaires a été telle que les Américains n'ont pas pu trouver le nombre minimum de militaires nécessaires, une fois convenablement blanchis des crimes du régime précédent, pour assurer les tâches de simple police. Les troupes américaines ont dû s'y coller. Les militaires, l'ancien commandant de la place en tête, ont « pris le maquis ». Ce qui ne signifie nullement qu'ils ont mis en actes leur rodomontades d'avant le débarquement américain en s'engageant dans une guérilla anti-américaine ! Ils ont eu seulement la prudence de quitter leurs uniformes, voire la région où ils avaient sévi auparavant, pour se reconvertir dans le gangstérisme. Ce qui, pour nombre d'entre eux, n'était même plus une reconversion.

Paradoxalement, alors que le pays fourmille de bandes armées de toutes sortes (celles des militaires reconvertis dans le gangstérisme, celles au service des « grands » – propriétaires fonciers – ou au service privé de grandes familles bourgeoises, celles constituées par les anciens macoutes jamais désarmés ou par les formations d'extrême droite en marge de l'armée), alors que malgré les déclarations tonitruantes du commandement américain sur le désarmement de ces bandes cela ne s'est fait que très partiellement, il y avait là un vide étatique dangereux que les Américains se devaient de combler au plus vite.

La mise en place d'une police indépendante de l'armée avait en réalité commencé avant même le retour d'Aristide. Le Canada a formé quelques policiers, recrutés dans l'émigration. Les États-Unis en ont recruté également parmi les réfugiés parqués au camp de Guantanamo. Au mois de janvier, un grand concours de recrutement fut lancé pour constituer le premier contingent de la nouvelle force de police nationale – recrutement supervisé, voire directement effectué par les Américains. De longues queues devant les casernes ou les postes de l'armée indiquaient que ce n'étaient pas les candidats qui allaient manquer dans un pays où, durant ces dernières semaines, c'était à peu près la seule embauche ouverte devant les milliers de jeunes au chômage. Dans les premiers jours de février, Aristide et l'ambassadeur américain inauguraient ensemble la nouvelle Académie de Police.

En même temps commença, là encore sous le contrôle direct des militaires américains, la restructuration de l'armée elle-même. [...] Ce ce n'est pas la première fois que les États-Unis entreprennent de former ou de réformer l'armée d'Haïti. L'armée actuelle, la FAD'H, celle qui a pris le pouvoir après la chute de Duvalier, puis qui l'a repris à Aristide lors du sanglant coup d'État de Cédras, est elle-même issue de la gendarmerie haïtienne mise en place par les États-Unis lors de l'occupation précédente, entre 1915 et 1934. La principale différence étant que cette fois-ci, grâce à la caution d'Aristide, la restructuration de l'armée bénéficie d'un préjugé favorable dans

la population et apparaît comme une mesure allant dans le sens de la « démocratisation ».

Devant les réticences de l'opinion publique américaine et le harcèlement des Républicains, qui font du coût matériel de l'occupation d'Haïti et des risques d'un engrenage susceptible de coûter la vie à des soldats américains un argument contre Clinton, celui-ci a choisi de décrocher rapidement. Les déclarations se succèdent depuis plusieurs semaines affirmant que la situation a été stabilisée et que la sécurité est revenue. Ce n'est déjà pas vrai dans les villes, en particulier en province, et cela est franchement faux dans les campagnes, où les bandes armées au service des « grandons » ou des notables continuent à rançonner les paysans, mais, manifestement, l'administration Clinton veut se dégager sur ce qu'elle peut présenter comme un succès.

Le retrait des troupes américaines a été en tout cas annoncé pour le 31 mars au plus tard. Oh, tous les soldats américains ne partiront pas ! Mais ceux qui restent – quelque 2 400 hommes sur les 6 000 actuellement présents – le feront dans le cadre de la Minuha (Mission des Nations Unies en Haïti), qui vient de recevoir du Conseil de sécurité de l'ONU le feu vert pour déployer jusqu'à 6 000 soldats et 900 policiers civils. Les engins blindés, les jeeps américaines qui sillonnent les rues de Port-au-Prince et les grandes routes nationales, les militaires américains qui affichent ostensiblement leurs armes et une débauche de matériel, seront progressivement relayés par un patchwork composé de soldats ou de policiers de 25 nations différentes. La « démocratie haïtienne » aura pour protectrices, à côté de ce qui restera du contingent américain, des troupes aussi qualifiées en la matière que celles venues d'Argentine, du Guatemala, du Pakistan ou du Bangladesh, flanquées de policiers canadiens et de quelques gendarmes français, sans parler d'un contingent hongrois assez folklorique sous ces cieux.

La grande misère des masses populaires

La présence des troupes d'occupation, accompagnée par celle d'une noria d'organismes non-gouvernementaux dont les représentants peuplent les antichambres des ministres le jour et les restaurants de Pétienville, le faubourg « chic » de la capitale, la nuit, ne fait que dissimuler en réalité des tensions qui, cependant, finissent par se frayer leur chemin.

L'étalage de matériel militaire américain ne fait que souligner que rien de tout cela n'est destiné à aider Haïti, ne serait-ce qu'en améliorant un peu les équipements collectifs complètement en ruines. Il n'y a toujours que quelques heures d'électricité par semaine même dans les quartiers aisés de la capitale (mais les plus riches ont leur groupe électrogène). Sur les plus grands axes, sans cesse parcourus par les camions et les jeeps de l'armée américaine, il y a plus de nids de poule que d'asphalte. Les hôpitaux sont des mouiroirs. Le seul « profit » que la population tire de la présence de l'armée américaine est d'avoir relancé la prostitution. Et puis, les ordures jetées par les troupes permettent à des centaines de pauvres d'y récupérer de quoi manger, directement ou en triant parmi les immondices tout ce qui peut être transformé et vendu.

Mais il faut croire que les incantations sur la « stabilité » n'ont nullement convaincu les entreprises américaines qu'il est temps qu'elles réactivent leurs usines de

la zone industrielle qu'elles avaient désertée au profit de Saint-Domingue ou de la Jamaïque. Toutes les mesures de boycott ont pourtant été levées. Le Premier ministre, Smarck Michel, est revenu d'une tournée à l'étranger avec des promesses d'aide plein la bouche. Mais les usines restent fermées. Y compris celles qui appartiennent à des capitalistes locaux et qui produisent pour le marché national. Pour essayer de vendre Haïti, au propre comme au figuré, le Premier ministre vient d'annoncer son projet de supprimer tout droit de douane. Ce serait une « première » mondiale. Mais il n'est pas dit que cela suffira pour compenser aux yeux des capitalistes l'insécurité quotidienne, l'inexistence d'équipements, la dégringolade de la gourde, monnaie nationale naguère alignée sur le dollar mais qui a perdu les deux tiers de sa valeur nominale ; pour compenser surtout la crainte d'explosions sociales violentes, tant la situation devient intenable pour les classes pauvres.

Cette absence d'investissements, même seulement en capital circulant, ne signifie nullement que les bourgeois ne font pas des affaires. Mais pas dans la production. Si la présence de l'armée américaine limite – et encore, dans une certaine mesure seulement – les trafics qui faisaient prospérer les officiers putschistes et leurs alliés de la bourgeoisie locale, les bourgeois continuent à faire de l'argent sur l'import-export et sur le commerce de gros. L'écrasante majorité de la population en est réduite, pour sa consommation, à ce qui est vital, la nourriture en particulier. C'est précisément le caractère incompressible de certains achats, sous peine de mourir de faim, qui incite les intermédiaires capitalistes à augmenter les prix. Le riz, les légumes secs rapportent de l'or – à condition de disposer de ce dernier au départ. Les masses ouvrières privées de toute possibilité d'embauche, les paysans pauvres sont littéralement poussés vers la famine.

Les aides dont se targuent les gouvernements, ou l'argent des organisations non gouvernementales (ONG) ne soulagent même pas le sort des plus pauvres. La nourriture, les médicaments et à plus forte raison l'argent sont détournés, bien avant d'atteindre les plus pauvres, par cette frange de la petite bourgeoisie, pour l'essentiel « lavalassienne », qui avait été écartée des petits et grands privilèges sous la dictature militaire par les clans macoutiques et qui, aujourd'hui, essaie de se rattraper. Cette frange de la petite bourgeoisie essaie de faire de sa fidélité à Aristide, réelle ou embellie, une source de revenus. Les mieux placés essaient de transformer leurs années passées dans l'émigration en postes dans les cabinets ministériels, à la tête des municipalités ou des entreprises dépendant de l'État. Derrière leur phraséologie « démocratique », ils ont la même soif d'enrichissement rapide à n'importe quel prix, le même mépris congénital des masses pauvres que leurs prédécesseurs du camp macoutique. Les autres, les moins bien placés, inondent les ONG de projets, plus nobles les uns que les autres, tous destinés évidemment à soulager la misère, le manque de soins ou d'éducation, mais qui génèrent surtout des « frais généraux » représentés par l'achat d'une villa, d'un Pajero (ces tout-terrain de luxe dont le nombre continue à se multiplier).

Ces parasites liés au nouveau régime ne se substituent que partiellement aux parasites, autrement plus nombreux et autrement plus puissants, issus du régime macoutique puis de la dictature militaire. Ils s'y ajoutent.

Les grandes familles bourgeoises, y compris celles qui avaient financé le coup d'État de Cédras et avaient assuré pendant un temps la paie des militaires, se sont fait une raison du retour d'un Aristide encadré et surveillé par les Américains. Même

si elles ne portent pas dans leur cœur le prêtre-président, elles avaient depuis un certain temps des représentants dans son entourage. La normalisation des relations entre Haïti et les États-Unis, la fin du boycott économique, leur procurent d'autres sources de revenus que celles qu'elles ont perdues dans les trafics – si tant est qu'elles les aient perdues. En outre, la normalisation leur enlève les quelques obstacles mis devant les déplacements de leurs capitaux. Derrière les intérêts américains, ou en collaboration avec eux, elles continuent à dominer l'économie haïtienne.

Quant aux couches moyennes, dont la fortune était liée à des positions dans l'appareil d'État, dans le secteur nationalisé, assurées par la dictature militaire, elles ont à affronter la concurrence des arrivistes « lavalassiens ». Mais cette concurrence concerne surtout les postes et les positions les plus proches du pouvoir central. Les campagnes continuent à être dominées par les « grandons » et leurs hommes de main, par ce qui a toujours été le socle rural du macoutisme. Là où il y a eu des changements, cela a été en pire : car dans bien des endroits, une sourde mais violente lutte pour la terre oppose les paysans à des militaires en rupture de l'armée, mais qui profitent de leurs armes et de la complicité des notables pour se tailler des fiefs.

Le changement de régime signifie en somme, sur le plan social, que le nombre de ceux qui parasitent le petit peuple des villes et des campagnes est plus grand qu'avant.

Nul ne peut prévoir combien de temps pourra tenir une situation, en fait intenable pour les masses pauvres. Les couches privilégiées haïtiennes sont habituées à vivre sur un volcan. De temps en temps, il explose. Ce qui manque aux masses exploitées, c'est un parti représentant leurs intérêts politiques, afin que les explosions, inévitables, soient susceptibles de conduire à des transformations sociales profondes et radicales.

Organisation des travailleurs révolutionnaires

mars 1996

Décembre 1995 : les élections présidentielles donnent la victoire à l'ancien Premier ministre d'Aristide, René Préval – de nouveau au pouvoir aujourd'hui. Mais pour la population pauvre, rien ne change.

À l'heure du remplacement d'Aristide par le nouveau président Préval

Présentation de *Lutte de classe*

L'élection présidentielle qui s'est déroulée en Haïti au mois de décembre 1995, dans l'indifférence générale, a abouti à l'élection de René Préval, un ancien Premier ministre d'Aristide. Ce dernier n'avait pas le droit de se représenter, en vertu de la constitution haïtienne qui interdit au président en exercice de se représenter pour un deuxième mandat dans le prolongement du premier. Il n'a pas pu, non plus, prolonger son mandat de trois ans, durée qu'il a dû passer en exil, chassé par le putsch militaire du général Cédras. Cette fois, la constitution n'y était pour rien : ce sont les dirigeants américains, dont les troupes ont permis le retour d'Aristide, qui ont obligé ce dernier à se contenter des deux ans effectifs qu'il a pu passer au Palais national, au lieu des cinq pour lesquels il avait été élu.

Le 7 février 1996, René Préval a donc pris la place d'Aristide en présence des représentants des puissances tutélaires, des États-Unis en premier lieu. Ces derniers sont en droit de considérer qu'ils ont réussi la transition. Grâce à l'intervention massive de leurs troupes en septembre 1994, ils ont pu écarter sans difficulté Cédras et sa clique militaire corrompue, et remettre en place le président légal Aristide. Grâce à la collaboration d'Aristide, qui avait conservé un prestige certain dans les classes pauvres, ils ont réussi non seulement à éviter une explosion populaire, mais encore à réduire les masses au rôle de spectateurs passifs d'une « démocratisation » octroyée. Ils ont réussi à faire accepter pour une période transitoire – mais qui dure encore – la présence de troupes d'occupation, présentées par Aristide comme amies, alors que la raison principale de leur présence a été d'éviter que les masses pauvres cherchent à régler leurs comptes avec les exécuteurs des hautes et basses œuvres de la dictature et surtout avec ceux qui les avaient commandités et financés. La présence d'Aristide à la présidence a enfin donné une onction – démocratique – à la nouvelle police, recrutée, mise en place, encadrée, entraînée par des militaires américains, et accessoirement français ou canadiens, créée pour se substituer à l'ancienne armée en voie de décomposition par suite de la corruption, des trafics et du commerce international de la drogue.

Cela fait, Aristide a rempli son rôle, et les États-Unis ont préféré passer à la deuxième transition, prolongeant la première : remplacer l'ex-prêtre rouge, qui les a certes bien servis, mais que ses sursauts populistes et son crédit dans les masses pauvres rendent peu fiable. Là encore, l'opération s'est déroulée avec la caution

d'Aristide, qui a fini par appeler à voter pour Préval, bien que du bout des lèvres et en laissant entendre qu'il le considérait comme un usurpateur.

Mais pendant que la presse internationale glose sur « le processus démocratique en Haïti » et souligne que c'est la première fois dans l'histoire d'Haïti qu'un président élu est remplacé par un autre, élu lui aussi, le sort des masses pauvres ne s'améliore en rien. Les hausses de prix provoquées par la spéculation rendent problématique la simple survie quotidienne pour une partie croissante de la population. Les quelques entreprises industrielles existantes demeurent fermées ou fonctionnent au ralenti car leurs propriétaires trouvent plus rentables le négoce et la spéculation. Dans les campagnes, on meurt de faim. La prétendue « aide internationale », de toute façon dérisoire, est détournée par une bourgeoisie, aussi vorace quand elle est petite que quand elle est grande, et le contraste est croissant entre l'aisance ou le luxe des différentes couches de la bourgeoisie et la misère des couches populaires.

Derrière la toute nouvelle façade démocratique, l'arbitraire et l'oppression règnent toujours dans les campagnes. Les notables – les grands et leurs bandes armées, les chefs de section, les ex-militaires établis sur les terres des paysans... – font toujours la loi. Et dans les quartiers pauvres des villes, de nouvelles menaces se dessinent contre les masses pauvres avec la multiplication et le renforcement des gangs armés.

Extraits de *La Voix des travailleurs*

En guise de commentaire pour une nouvelle présidence

Dans une interview donnée au journal *Le Nouvelliste* le 31 janvier dernier, Préval définissait la façon dont il comptait assurer sa fonction de président de la République.

Pas de promesses pour les 5 années de son mandat présidentiel, affirma-t-il d'emblée, histoire de montrer aux possédants d'ici comme aux puissances tutélaires que, contrairement à son prédécesseur, il n'entend donner aux masses populaires pas même de faux espoirs. Mais répondant à une question concernant les garanties de sécurité réclamées par les associations patronales qu'il avait récemment rencontrées, il eut cette phrase révélatrice : « 5 à 10 000 policiers même en situation de régime autoritaire pratiquant la répression systématique ne peuvent résoudre à eux seuls les problèmes causés par le désespoir des couches défavorisées ».

Eh oui, en effet.

Ceux qui gouvernent connaissent la misère des travailleurs des villes et des campagnes. Ils savent que la vie des pauvres de ce pays, c'est-à-dire de l'écrasante majorité de la population, est indigne de cette fin de vingtième siècle. Ils mesurent à quel désespoir tout cela conduit.

Mais ces dirigeants comme leurs mandants de la classe possédante ont surtout cette crainte enfouie, qui devait être naguère celle des propriétaires d'esclaves, que cette multitude d'opprimés dont ils vivent mais qu'ils méprisent, ces ouvriers payés 36 gourdes, ces travailleurs sans travail, ces petits paysans sans terre, ces jeunes sans avenir, ces pauvres sans espoir, cessent un jour d'accepter l'inacceptable.

Préval est un intellectuel, un petit-bourgeois dit éclairé. Il doit savoir, dans ses moments de conscience, que la société haïtienne est un volcan. Et que le jour où ce volcan explosera, ni 10 000 policiers, ni même dix fois plus, ne suffiront pour arrêter l'explosion.

Préval sait cela, mais il sait aussi qu'il n'y pourra rien, qu'il ne fera rien. Car pour seulement réformer la société haïtienne, pour seulement assurer le quotidien pour la majorité pauvre de la population, pour seulement atténuer les inégalités les plus provocantes, pour mettre fin à la corruption de l'appareil d'État, il faudrait se heurter à une classe de possédants avide, insatiable, féroce. Et il sait que cela ne lui est pas permis, si tant est qu'il en ait l'envie.

Sa politique sera en conséquence une gestion au jour le jour des intérêts politiques de la bourgeoisie. Ce qu'il appelle pompeusement « *programme d'ajustement structurel* » se limitera à la vente au secteur privé de quelques entreprises publiques susceptibles de trouver des acheteurs, à des licenciements dans les ministères. Pour le reste, il continuera la course à la mendicité internationale pour boucler le budget de l'État, la cour aux investisseurs pour qu'ils daignent venir profiter des bas salaires d'ici. Et il tentera surtout d'éviter les vagues, guidé par l'espoir que le destin lui évitera les soubresauts populaires, aussi bien qu'une réaction préventive de la part des possédants sous la forme d'un retour à la dictature, militaire ou pas.

Pour les exploités de ce pays, il n'y a pas plus lieu d'entretenir le moindre espoir en ce nouveau président que de cultiver la moindre nostalgie envers son prédécesseur. La seule question qui vaille pour eux est de savoir si, pendant les mois et les années qui viennent, pourra se constituer une force, une organisation qui représenterait leurs intérêts politiques, et rien que ces intérêts-là. Une organisation décidée à combattre, jusqu'au bout, l'ordre social infâme de ce pays. Une organisation capable de transformer d'abord les réactions de défense éparses, les soubresauts épisodiques des masses pauvres en une action politique permanente et consciente. Puis qui, forte de la confiance des pauvres, sache faire en sorte que l'explosion sociale inévitable soit guidée dans un sens susceptible de transformer la société haïtienne de fond en comble.

Prendre le contrôle du pouvoir politique et s'en servir pour arracher à la classe possédante son pouvoir économique et son emprise sur les entreprises industrielles, commerciales, bancaires comme sur la terre ; réorganiser la production en fonction des besoins des classes pauvres et non plus des profits de la minorité privilégiée ; en dehors de cette voie, il n'y a point de salut pour les prolétaires des villes et des campagnes !

Tout le reste n'est que mensonge et illusion. L'explosion que craignent Préval comme ses mandants haïtiens ou américains n'est, du point de vue des pauvres, pas une menace mais la seule source d'espoir. A condition que l'explosion ne se perde pas en violence stérile mais se transforme en révolution sociale.

**Ni la loi de la police ni le règne des bandes armées :
autodéfense collective et consciente des couches pauvres !**

Deux événements dramatiques, apparemment sans rapport mais qui viennent de se dérouler durant une même courte période dans la capitale, illustrent les dangers

que représente pour les couches pauvres l'évolution en cours dans les quartiers pauvres.

A Cité Soleil, le 16 janvier, des gardes de sécurité – une bande armée civile des Mews – ont tiré sur des gens venus réclamer des arriérés de salaire à la Cimenterie de Vareux. Des policiers accourus sur les lieux ont dû déguerpir en vitesse, abandonnant même leur véhicule, devant la réaction de la population. Mais la police arrivée en renfort s'est également heurtée à ce que des journalistes témoins de la scène ont décrit comme « *un groupe d'une cinquantaine de civils lourdement armés* ». On a parlé du groupe appelé « *armée rouge* ». Les échanges de coups de feu se sont prolongés pendant deux jours, le 16 et le 17 janvier. Une jeune femme et un bébé sont morts dans les fusillades et sept personnes, dont deux policiers, ont été blessées.

Une dizaine de jours après, le 27 janvier, c'est La Saline qui a été le lieu d'affrontements plus violents encore, car on aurait décompté au moins six personnes tuées et brûlées. Cette fois c'est l'assassinat par balles d'un membre connu du comité de quartier par des inconnus armés qui tentaient de dévaliser un dépôt de marchandises qui a mis le feu aux poudres. Les jeunes de La Saline ont érigé des barricades et ils sont partis à la chasse de ceux qu'ils soupçonnaient de faire partie du gang des cambrioleurs, les tuant et brûlant leur corps comme leur maison.

Si, dans le cas de Cité Soleil, c'est surtout la police qui a été mise en cause, et dans le cas de La Saline, les gangs armés, il s'agit tout de même de l'expression symétrique d'une évolution similaire qui se déroule peu ou prou dans tous les bidonvilles et quartiers très pauvres, et pas seulement à Port-au-Prince. Une évolution qui livre de plus en plus la population pauvre aux bandes armées, les unes légales et en uniforme, les autres en civil.

Pour ce qui est de la police, elle a beau être nouvelle, elle a montré à plusieurs reprises que même si c'est la fée Aristide qui s'est penchée sur son berceau – en laissant cependant la paternité réelle aux conseillers militaires américains et français – elle a été créée pour réprimer la population pauvre. Et lorsque Claudette Werleigh, la bientôt ex-Premier ministre, a dénoncé les « *dérapages* » et déclaré solennellement à l'occasion de la graduation d'un nouveau contingent de policiers qu'« *il y a des comportements que nous ne sommes pas décidés à accepter* », elle est sacrément hypocrite. Quand on fabrique une matraque, on ne s'étonne pas qu'elle serve à frapper.

Aristide, coincé par la nécessité de garder son image à Cité Soleil tout en légitimant la nouvelle police, a considéré l'affaire assez importante pour aller en personne à Cité Soleil le 19 janvier, la veille de ses noces, et organiser au sous-commissariat du quartier une rencontre entre policiers et membres présumés de groupes armés qui les ont affrontés. Et les participants ont eu droit à des discours bien dans le style aristidien, demandant aux uns et aux autres de ne pas se comporter en ennemis, aux policiers de « *ne pas tirer sur la population quand elle revendique ses droits* », et aux autres de « *ne pas s'attaquer aux policiers dans l'exercice de leurs fonctions* ».

A ce qu'en rapporte le journal *Le Nouvelliste*, le résultat de cette tentative de réconciliation a été ce qu'il pouvait être : les uns continuaient à dénoncer ce « *corps de police que nous avons réclamé à cor et à cri* » et qui aujourd'hui se comporte comme « *les anciens tortionnaires* », alors que les policiers affirmaient que les groupes armés n'ont rien à voir avec la population, qu'il s'agit de gangs armés qui font circuler de la

cocaïne et du crack dans la cité et qu'ils ne cherchent qu'à contrôler le quartier et imposer leur loi à tous. En conséquence, la tentative de conciliation d'Aristide n'aurait fait que « légitimer les gangs » et leur laisser le contrôle du quartier...

Nous ne savons pas qui a représenté Cité Soleil dans cette rencontre. Certains d'entre eux semblent être des proches de la victime des fusillades, révoltés par les comportements policiers. Vis-à-vis de ceux-là, la position d'Aristide ne pouvait pas avoir d'autre signification que « faites confiance à la police », c'est-à-dire laissez-vous vous faire massacrer par elle.

Mais à en juger par la presse, il y avait aussi, à la rencontre, des membres des groupes armés. Qui sont-ils ? Que représentent-ils ? Que veulent-ils ? Ces questions peuvent revêtir une importance capitale pour l'avenir.

Dans la population de Cité Soleil, les bruits les plus divers et les plus contradictoires circulent à propos des groupes armés qui y existent. Ce seul fait témoigne tout au moins que le rôle de ces groupes armés n'est pas clair aux yeux de la population pauvre et que personne ne cherche à l'éclaircir, et surtout pas les groupes armés eux-mêmes. Pour beaucoup de la Cité Soleil, il s'agirait d'anciens attachés, recrutés pour la plupart sous la dictature d'Avril, reconvertis vers le FRAPH ou pas sous Cédras, et qui ont gardé leurs armes et s'en servent pour leur propre compte, ou pour le compte de qui veut bien les acheter (Mews en particulier). Le nom même d'« armée rouge » serait une triste dérision. Pour d'autres, il s'agit de vulgaires zinglindos et un certain nombre d'habitants de Cité Soleil se sont plaints d'avoir été victimes de leurs rackets ou de leurs trafics. Sans parler des gangs de quartier, de Brooklyn, de Boston, dont les affrontements à coups de couteaux ou de machettes rendent la vie dure aux habitants de certains endroits dès la tombée de la nuit.

D'autres parlent en revanche de groupes d'autodéfense issus des milieux lava-assiens.

Il y a peut-être un peu de tout cela dans une aussi vaste communauté de pauvres que Cité Soleil. S'il s'agit de zinglindos ou d'anciens attachés, même s'il leur arrive de s'affronter avec la police pour que celle-ci ne se mêle pas de leurs affaires, il s'agit d'ennemis féroces des travailleurs et des pauvres. Si la population pauvre n'a évidemment pas intérêt à ce que la police parvienne à imposer sa loi sur Cité Soleil, elle n'en a pas non plus à ce que des gangs armés criminels imposent la leur. Ces gens-là méprisent la population pauvre autant et plus que la police, car pour eux il s'agit simplement de la matière à racketter, à consommer de la drogue, à se prostituer. La situation dans nombre de favelas (des bidonvilles gigantesques) au Brésil ou en Colombie, où des gangs criminels armés imposent aux pauvres une dictature féroce ponctuée d'assassinats et de tortures pour prélever une dîme même sur les plus pauvres, montre où peut aboutir une évolution contre laquelle se sont rebellés, à juste titre, les jeunes de La Saline, mais qui menace aussi, et sans doute plus encore, Cité Soleil.

Dans ces pays, la puissance de ces gangs est telle qu'ils interdisent à la police l'accès aux quartiers ou aux bidonvilles sous leur contrôle. Mais dans les faits, à un certain niveau, s'établit une sorte de division du travail et la police se fait une raison de laisser à ces gangs les tâches de police fondamentales, c'est-à-dire tenir en main, encadrer, terroriser la population pauvre. Et dans bien des circonstances, cette entente entre la police et les bandes criminelles organisées ne reste pas seulement de

fait, mais se transforme en entente en bonne et due forme, voire en collaboration. Nombre de mouvements révolutionnaires, voire de simples mouvements revendicatifs dans les pays pauvres, ont eu à affronter cette sorte de coalition entre la police et le milieu criminel.

Il se peut que parmi les différents groupes armés de Cité Soleil il y ait des groupes d'autodéfense formés sous la dictature militaire et qui aient réussi à se procurer des armes. Si c'est le cas, ils ont raison de ne pas rendre ces armes à la police. Mais le fait de garder les armes ne fait pas encore de tout groupe qui se veut d'autodéfense automatiquement le bras armé de la population pauvre. Pour cela, il faut une politique, il faut le désir de se soumettre au contrôle de la population pauvre, et à commencer, la volonté de l'informer de ce qu'on veut, la volonté de la convaincre de la nécessité de se défendre collectivement, la volonté d'associer un maximum de gens, sinon à toutes les actions armées proprement dites, du moins à certains aspects de leur préparation, de leur « logistique », et surtout aux décisions d'y recourir dans tel ou tel cas.

La population de Cité Soleil, de La Saline, comme plus généralement, de tous les quartiers pauvres, de Raboteau à Gonaïves à la Fossette ou à Lescot du Cap, a besoin de se donner les moyens de se défendre. Se défendre contre les exactions de la nouvelle police, comme se défendre contre les zinglindos, les gangs criminels, les hommes de mains des Mews et de leurs semblables ou dans les campagnes, ceux des grandons. Ce n'est cependant pas de mercenaires – fussent-ils bien intentionnés – que la population pauvre a besoin. Cette dernière ne gagnerait rien à ce que son quartier se transforme en terrain de luttes triangulaires, quadrangulaires entre police, zinglindos, attachés, lavalassiens déçus ou pas. En outre, même les mercenaires bien intentionnés, mais agissant derrière le dos de la population, ont inévitablement tendance à agir pour leur propre compte, en se transformant en juges de ce qui est bon pour la population et de ce qui ne l'est pas, quand ils ne finissent pas par prélever eux-mêmes leur dîme sur le quartier, de gré ou de force, et par ressembler à une vulgaire bande de racketteurs.

Et les mercenaires ne sont pas nécessairement bien intentionnés. A Cité Soleil, des groupes dits « d'autodéfense » lavalassiens ont mené à plusieurs reprises la chasse aux plus pauvres – aux « kokorats » vivant de ce qu'ils récupèrent dans les fa-tras – sous prétexte de chasse aux voleurs. Est-ce eux qu'Aristide a légitimés en les conviant à la rencontre de réconciliation avec la police ? En devenant des milices lavalassiennes, c'est-à-dire les milices du parti au pouvoir, avec une orientation socialement marquée, visant à terroriser les plus pauvres, ces groupes même intitulés « autodéfense de quartier » ne seraient plus en rien des instruments de défense pour les couches pauvres, mais un instrument de répression, un corps d'auxiliaires de la police.

Alors, ni la loi de la police ni la loi des bandes armées, mais défense collective et consciente des couches pauvres ! Ce n'est pas difficile en réalité et, sous une forme ponctuelle, explosive, on a vu assez souvent au cours des années qui ont suivi la chute de Duvalier, des quartiers pauvres se défendre efficacement, parfois contre les zinglindos, quelquefois contre les militaires. Cela pourrait devenir systématique et organisé. La solution favorable aux intérêts des pauvres est en tout cas dans cette voie, pas dans la légalité policière ni dans le renforcement des gangs armés incontrôlés.

Une minorité de parasites dans un océan de misère

Présentation de Lutte de Classe

La presse internationale ne s'intéresse plus à Haïti. Tout au plus quelques entre-filets lorsque, comme le 8 septembre dernier, un caboteur a fait naufrage à quelques centaines de mètres du rivage, faisant 600 morts. Même là, rares étaient ceux qui s'y sont intéressés au point de rapporter que le bateau était fait pour deux cents personnes mais en transportait sept cents et que ce seul fait donne une idée non seulement de l'état de délabrement du pays, mais aussi de la façon dont des fortunes se font dans ce pays avec la peau des pauvres. Car, bien entendu, il n'y a que les pauvres qui prennent ce caboteur qui relie l'île de la Gônave, une des régions les plus pauvres, au restant du pays.

Pour le reste, depuis que la dictature militaire avait été débarquée en 1994 par une intervention américaine qui avait réinstallé le président élu Aristide à la présidence de la République, Haïti est censé être une démocratie. Il y a eu toutes sortes d'élections et Aristide lui-même, son mandat échu, a été remplacé par la voie électorale, cédant la place au président actuel, René Préval. Il y a donc des partis, une caste politique nombreuse et bruyante qui utilise les élections pour occuper postes et positions. Que le bourrage des urnes ou l'achat des votes soient pratiques courantes ne gêne pas outre mesure les protecteurs américains, pas plus que le fait que, si la liberté d'expression existe, existe aussi la « liberté » des groupes armés, issus de l'ancienne armée ou du grand banditisme, pour autant que les deux ne se confondent pas, d'assassiner celle ou celui dont l'expression ne leur plaît pas. Il y a aussi un parlement remuant, tellement remuant qu'il n'est pas capable de dégager une majorité susceptible de soutenir un nouveau premier ministre, l'ancien ayant démissionné avant l'été. Les partisans de l'ancien président Aristide, largement majoritaires au Parlement, se sont fractionnés entre ceux qui collent au président actuel lui-même ancien premier ministre d'Aristide et ceux qui misent déjà sur le retour d'Aristide à la prochaine échéance présidentielle.

Mais ce train-train du parlementarisme de pays pauvre se déroule dans l'indifférence totale de l'écrasante majorité pauvre de la population dont les conditions d'existence continuent à se dégrader, même par rapport aux conditions inhumaines existant sous la dictature de Duvalier. A ce sujet, nous reproduisons l'éditorial de *La Voix des Travailleurs*, publication de nos camarades de l'Organisation des Travailleurs Révolutionnaires, paru dans son édition du 10 septembre 1997.

Extrait de La Voix des Travailleurs

Il y a leur pays. Celui de ces quelques centaines de politiciens et de journalistes dont la plupart se prostituent depuis dix ans avec tous les régimes qui passent et qui,

aujourd'hui, se passionnent pour la longue crise politique qui laisse l'État sans Premier ministre. Ce n'est pas que le manque d'un Premier ministre ait de quoi dramatiser qui que ce soit – tout fonctionne aussi mal sans Premier ministre qu'avec – mais chacun est préoccupé par les conséquences, pour sa propre carrière, de la nomination d'un tel plutôt que de tel autre. C'est leur verbiage stérile, leurs affrontements dérisoires qui remplissent les colonnes des journaux et les ondes de la radio et de la télévision (quand ces dernières ne choisissent pas d'amuser la galerie avec la mort d'une princesse pour magazine et des malheurs douteux de son auguste famille).

Derrière ces pantins de la politique qui se prennent pour des élites mais dont seule l'irresponsabilité dépasse l'arrogance, il y a les vrais patrons de ce pays-là, ces quelques dizaines de grandes dynasties capitalistes, ces Brandt, ces Mews, ces Biggio, ces Acra, Madsen ou autres Sassine, qui parviennent à tirer des milliards d'un pays exsangue en le rendant plus exsangue encore ; ces quelques milliers de vautours de moindre envergure mais aussi voraces qui continuent à s'enrichir de la misère générale en la rendant plus générale encore.

Quelques milliers de personnes, quelques dizaines de milliers tout au plus, tiennent tout en main : la direction de l'État, les ministères, les municipalités, la force dite publique, les usines, les banques, les meilleures terres, le négoce, l'économie. Tout sauf ce dont, pour cause d'incapacité notoire, ils ont dû abandonner la gestion aux hommes de main de leurs semblables des grands États impérialistes.

Ils sont quelques milliers en Haïti qui monopolisent tous les moyens de diriger. Qu'est-ce qu'ils en ont fait depuis les deux siècles que cela dure ? Qu'est-ce qu'ils en font aujourd'hui ?

Le pays est en ruine. Devant l'état des routes, devant les rues noyées dans la boue et dans le fatras, même dans la capitale, devant le délabrement des hôpitaux, les défaillances de la distribution de l'électricité ou la disparition progressive de l'eau potable, le niveau lamentable du système éducatif, il devient ridicule de seulement utiliser le mot de service public. Mais peu importe à cette « élite » que leurs belles voitures elles-mêmes pataugent dans la crasse : une fois dans l'enceinte de leurs villas, ils ont une armada de serviteurs mal payés pour les nettoyer.

Qu'ils se méfient cependant : les flots de pauvreté qui montent des hameaux affamés des campagnes vers la capitale, qui ont gonflé jusqu'à les faire craquer successivement Bel Air, Tokyo, la Saline, Cité Soleil ; qui ont transformé Carrefour ou Martissant en quartiers pauvres ; et qui lèchent déjà Pétionville, finiront par noyer leurs villas, leurs restaurants de luxe, si nombreux que soient les sbires en armes pour les protéger !

Mais « l'élite » ferme les yeux, se bouche les oreilles et le nez : le premier principe de leur existence – « que les autres crèvent, si cela me rapporte » – se complète d'un second : « Après nous, le déluge ». Les plus prévoyants et les plus fortunés préparent cependant le radeau en plaçant ce qu'ils peuvent placer aux États-Unis ou ailleurs. Mais il ne sera pas donné de monter sur ces radeaux-là aux serviteurs subalternes des riches, à tous ces politiciens, tous ces notables, tous ces journalistes et autres faiseurs d'opinion publique qui continuent à caqueter, à opiner, à « faire de la politique » et surtout, à justifier un ordre social injustifiable et une classe dirigeante qui a mérité mille fois de disparaître.

Et puis, il y a l'autre pays, « le pays en dehors ». Il ne se trouve pas seulement dans les campagnes pauvres, il englobe aujourd'hui la plupart des quartiers des villes. C'est le pays de l'écrasante majorité de la population : celui des ouvriers dont la majorité ne trouve pas d'embauche et ceux qui en trouvent sont payés deux ou trois fois moins en pouvoir d'achat réel que sous la dictature duvaliériste elle-même.

Celui des djobeurs qui réparent les pneus au bord des routes, qui tressent les articles en vannerie, qui forgent, ouvragent, hâlent des fardeaux qui les dépassent pour gagner de quoi survivre au jour le jour ; celui des petites marchandes, des préparatrices de manger-cuits, des laveuses, des bonnes. Celui aussi de l'immense masse de petits paysans, de « de moitiés », d'ouvriers agricoles.

Si l'ensemble survit, malgré les parasites du premier pays, qui étouffent tout, qui détruisent tout – en continuant à s'engraisser ! – c'est grâce au second pays, grâce à tous ceux qui continuent à produire dans des conditions difficiles, en compensant le manque de moyens par un trésor d'ingéniosité et surtout, des efforts incessants non récompensés.

C'est parce que malgré l'absence d'investissements, malgré la dégradation des infrastructures, Haïti reste « rentable » aux yeux d'un certain nombre de margoulins du capitalisme international qui peuvent y acheter du travail qualifié pour un salaire exceptionnellement bas.

C'est parce que les petits paysans continuent à produire, malgré une terre de plus en plus desséchée faute de moyens, d'engrais ou plus simplement encore, d'eau d'arrosage. C'est parce que les petits marchands, les vendeurs à la sauvette assurent une distribution que le grand négoce n'assure pas, tout en en tirant des profits faramineux.

Les deux pays, celui des riches et celui des pauvres, ne sont pas seulement différents : ils sont opposés l'un à l'autre dans une guerre féroce.

C'est cette guerre-là qui use les régimes qui se succèdent.

Même le marchand d'espoir en soutane qui a pris la succession des politiciens corrompus et les militaires crapuleux qui, eux-mêmes, avaient relayé la dictature sanguinaire de Duvalier, n'a pas mis longtemps pour démontrer son impuissance. Et les illusions qu'il est susceptible de susciter encore sont celles de la résignation et du désespoir.

Mais ni la résignation ni le désespoir ne dureront éternellement. Rien ne justifie l'inégalité écrasante entre la couche de riches parasites et les classes travailleuses. Rien ne justifie la misère, ni en Haïti ni ailleurs, en cette fin du vingtième siècle qui a accumulé tant de richesses qu'elles suffisent à assurer à tous et partout dans le monde, une nourriture et un logement corrects, les vêtements, les soins, une éducation convenable et surtout, une vie digne.

Mais une classe dirigeante, fût-elle parasitaire, nuisible, ne cède pas la place toute seule. Il faut lui arracher le pouvoir. La force pour le faire existe en Haïti, comme elle existe à l'échelle du monde.

Cette force, c'est la force collective des prolétaires, de ceux qui n'ont que leur travail pour vivre et qui ne possèdent nulle propriété qui pourrait les gêner pour s'attaquer à la propriété des capitalistes. Et les prolétaires d'Haïti pourraient entraîner derrière eux les paysans pauvres pour qui leur petite propriété n'est pas une

source de privilèges mais une chaîne qui les attache à un travail dur et à une vie de misère.

Ce qui manque en Haïti, ce n'est pas la force nécessaire pour transformer la société, c'est la conscience de la nécessité de s'en servir et l'organisation pour le faire avec efficacité. Il n'y a pas de tâche plus digne de notre époque, ni plus urgente, que de propager cette conscience et de faire en sorte qu'elle s'incarne dans un parti dont l'unique ambition soit de conduire les classes laborieuses à prendre la direction du pays et à inaugurer leur pouvoir en expropriant les Mews , les Biggio, les Brandt et leurs semblables pour mettre toutes les usines, toutes les banques, toutes les entreprises à la disposition de la collectivité, afin que celle-ci ait enfin les moyens d'organiser l'économie pour satisfaire les besoins vitaux de tous, à commencer par les plus pauvres, au lieu d'enrichir seulement ceux qui sont déjà trop riches.

Organisation des travailleurs révolutionnaires

juin 2004

Après avoir quitté le pouvoir lors des élections de 1995 (la constitution lui interdisant de se présenter deux fois de suite), Aristide fut réélu en 2000, lors d'une élection marquée par les fraudes et la violence des bandes armées. Totalement incapable de régler le problème de la misère dans l'île, Aristide, soi-disant défenseur des pauvres, était devenu un président surtout soucieux de son enrichissement personnel. Il en vint même à utiliser les mêmes méthodes que la dictature de Duvalier : les tristement célèbres « Tontons macoutes », la milice des Duvalier, fut remplacée par les « Chimères », hommes de main du parti Lavalas, voyous se livrant en toute impunité aux pires exactions dans les quartiers populaires.

L'agonie du régime d'Aristide

Une vague de contestation se lève contre Aristide

Port-au-Prince, 22 janvier 2004

La nouveauté de la situation qui s'est créée depuis le début de décembre 2003 est l'ampleur et la fréquence des manifestations contre Aristide. Alors que l'opposition s'agitait depuis les élections de 2000, elle n'avait réussi que très sporadiquement à organiser des manifestations un tant soit peu représentatives. Ce n'est plus le cas.

Un mouvement de contestation est en train de se dessiner. Les manifestations se multiplient et la répression – tantôt celle de la police officielle, tantôt celle des chimères quand ce n'est pas les deux – ne décourage pas les participants de revenir la fois suivante aussi ou plus nombreux. Le mouvement ne se limite pas à Port-au-Prince ou à Gonaïves. Il touche, avec plus ou moins d'ampleur, les villes du Nord et du Centre du pays. Il fait bouger la caste politique à l'intérieur et la diplomatie des grandes puissances à l'extérieur.

Quelle est l'ampleur du mouvement ? Quelle en est la dynamique ? Quelle en est la composition sociale ? Quels en sont les objectifs affirmés... et, derrière ceux-ci, les objectifs réels ? Voilà les questions qui se posent, avant de pouvoir supputer ses chances de succès et ce qu'il peut représenter du point de vue des intérêts des travailleurs.

Les chimères cristallisent et unifient des mécontentements disparates

La violente intervention des chimères à la faculté des Sciences humaines, le 5 décembre 2003, a été le tournant. Elle a donné à la contestation une base combative large avec les étudiants qui ont fourni, depuis lors, le gros des manifestants.

Ce n'était pas la première incursion des chimères dans les facultés. Mais ce fut l'intervention de trop. Ce n'était pas, non plus, le début de la contestation estudiantine. Mais c'est à partir de là qu'elle devint politique, aboutissant à la seule revendication

cation du départ d'Aristide et rejoignant l'opposition existante, de fait d'abord puis, avec la publication d'une « plate-forme démocratique », officiellement.

Depuis quelque temps déjà, le milieu estudiantin était en ébullition, sur des revendications ou des craintes pour l'essentiel corporatistes. La révocation du rectorat par Aristide, la revendication de « l'autonomie universitaire » ont été les éléments moteurs de la lente et progressive mobilisation du milieu étudiant. Sur ce point, la comparaison s'impose d'ailleurs avec la mobilisation des élèves en 1986, facteur déclenchant de la mobilisation générale qui avait poussé Duvalier à partir. Elle n'est pas à l'avantage du mouvement estudiantin actuel – en tous les cas, pas pour le moment.

En 1986, les élèves ont été dès le début motivés par des aspirations qui ne se limitaient pas à leur statut dans la société, à la préservation ou à la consolidation d'une situation particulière, porteuse de l'espoir d'échapper à la misère commune des classes populaires. Leur opposition au clan Duvalier, leurs revendications à plus de libertés et de démocratie, malgré leur caractère vague, rejoignaient les aspirations de l'ensemble de la société. Le mouvement « d'aller au peuple » pour le « conscientiser », combattre l'analphabétisme en allant enseigner dans les villages, avait ses limites. Il charriait, aussi, bien des naïvetés – naïvetés compréhensibles cependant après trente ans de dictature féroce et d'isolement pas rapport à l'extérieur. Il était cependant porteur d'idéaux généreux. Il se posait le problème du sort de la population pauvre des villes et des campagnes, sans être capable, il est vrai, d'apporter des solutions.

Le mouvement actuel des étudiants s'est amorcé autour de revendications purement universitaires. Avec l'irruption violente des chimères dans les facultés, la vie réelle, celle que vivent les quartiers populaires, a rejoint les préoccupations universitaires. Oh, bien sûr, beaucoup de ces étudiants sont issus des milieux populaires et en tant que tels, ils connaissent la vie des quartiers pauvres. Mais l'accès à l'université leur apparaît un moyen d'y échapper. Lorsqu'ils protestent contre la « violation des privilèges universitaires », ils n'expriment pas seulement une légitime réaction contre la terreur semée par les chimères. Ils proclament leur droit, à eux, d'y échapper. Dans la formulation même, c'est une tentative de défendre leurs propres privilèges futurs. Que la plupart des étudiants n'en soient pas conscients, voire que certains d'entre eux cherchent à échapper aux limites du mouvement, ne change rien à l'affaire. Les forces politiques incarnées par Convergence et surtout, les prétendus représentants autoproclamés de la « société civile » ne s'y sont pas trompés. Ils ont proposé leurs services, sachant que le mouvement étudiant n'était hostile ni à ce qu'elles étaient, ni à la perspective qu'elles entendaient incarner. Elles n'ont pas eu trop de mal à imposer leur direction politique au mouvement étudiant, au nom de la « plate-forme démocratique ».

Les étudiants eux-mêmes ont fait l'expérience que cette direction-là veut bien la chute d'Aristide – c'est d'ailleurs à cela que se limite son programme politique – mais pas du tout une remise en cause, fût-elle littéraire, du rôle de la classe privilégiée dans ce pays. Même l'innocente banderole affirmant que « *la bourgeoisie nous a volé la révolution de 1804* » a failli être enlevée, dans les enceintes pourtant de la faculté des Sciences humaines, sur demande d'un représentant du groupe des 184, au nom de l'unité du mouvement, bien entendu. Comme a été demandé aux étudiants d'effacer le graffiti ou le slogan, plus explicite : « *À bas les politiciens corrompus,*

bourgeois tilolit, État corrompu ». Que ce genre de banderole chatouille les yeux des représentants du groupe des 184 et de la Convergence en dit long sur ce que sont ces gens. Qu'ils demandent que la banderole soit enlevée en dit long sur leur conception de la démocratie. Que des étudiants aient accepté d'effacer le slogan de ces banderoles montre leur pusillanimité politique. Le courage face à la police ou aux chimères n'implique ni clairvoyance, ni courage politiques.

Bien sûr, le mouvement des étudiants peut évoluer dans le combat lui-même, sortir de son corporatisme, formuler des revendications qui concernent les masses pauvres, les inégalités sociales criantes, l'exploitation des ouvriers et des paysans par une poignée de dynasties de grands bourgeois alliés au grand capital américain ou français. Mais le fait de se limiter à l'objectif de renverser Aristide et rien qu'à cela, sans aller au-delà, sans se poser la question de pourquoi Haïti ne parvient à échapper ni à la dictature ni à la misère, limite leur propre compréhension et les livre, pieds et poings liés, à l'opposition dont ils sont en passe de devenir les fantassins peu exigeants.

La base sociale et les objectifs de l'opposition

Lors des élections contestées des 21 mai et 26 novembre 2000, le succès électoral de Lavalas d'abord, puis d'Aristide ne résultait pas seulement de la tricherie ni de la pression des chimères – bien que les deux aient été importants et témoignaient avant tout du mépris des lavalassiens à l'égard de leur propre base sociale. La popularité d'Aristide version 2000 n'avait plus grand-chose à voir avec ce qu'elle avait été avant et après son élection de 1990. La trahison des espoirs qu'il avait soulevés, son incapacité à faire quoi que ce soit pour les pauvres, les enrichissements scandaleux de son entourage et de lui-même, son retour dans les fourgons de l'armée américaine, ses compromissions avec les pires crapules des régimes précédents, son respect craintif des riches et des puissants, sont passés par là. Le soutien des masses populaires à son égard devenait de plus en plus passif. Mais il n'avait pas encore disparu, pas au point que les quartiers populaires votent pour d'autres.

Malgré sa servilité à l'égard des possédants, Aristide n'a pas et ne pouvait pas gagner le noyau dirigeant de la « société civile », c'est-à-dire la bourgeoisie d'affaires. À part quelques individus, la bourgeoisie n'a jamais pardonné à Aristide d'avoir incarné un espoir pour les pauvres. Elle se faisait une raison d'Aristide qui ne les gênait pas dans les affaires, bien au contraire, mais elle ne l'aimait pas.

Mais elle n'avait pas le choix. Les politiciens de l'opposition, un ramassis hétérogène, mêlant des ex-macoutes à des ex-maoïstes, saupoudrés de déçus d'Aristide qui se considéraient mal récompensés, n'étaient pas crédibles, pas même aux yeux de cette « société civile », cette couche privilégiée au sens large du terme, c'est-à-dire ces quelque 10 % de la population, joignant aux bourgeois d'affaires petits et grands, la petite bourgeoisie intellectuelle et de façon générale tous ceux qui sont, ou se sentent, ne pas faire partie de la masse méprisée des ouvriers, des chômeurs, des petits marchands ou paysans. C'est auprès de cette couche-là que l'opposition politique a toujours cherché reconnaissance et représentativité, en méprisant souverainement les classes populaires. En contestant Aristide, ils ne contestaient pas seulement l'apprenti dictateur – aux yeux de la bourgeoisie d'affaires, gouverner de manière dic-

tatoriale les classes populaires n'a jamais été un handicap – ils contestaient surtout l'élu de la population pauvre.

C'est cette incapacité de Convergence démocratique à se faire reconnaître comme une alternative politique par la classe privilégiée elle-même qui a poussé à la création du groupe des 184. La fiction de « représentants de la société civile », l'apolitisme affirmé, étant plus susceptibles d'être acceptés par l'ensemble de la classe privilégiée, y compris par ceux, enseignants, intellectuels, médecins, artistes, attirés un moment par Aristide, mais qui s'en sont détournés. L'opération semble avoir réussi.

Apaïd passe plus facilement comme représentant du mouvement de contestation que les ex-macoutes à la de Ronceray, Reynold-George ; les ex-militaires putschistes à la Himler Rébu ou les girouettes à la Pierre-Charles, K-Plim. Il peut même espérer capter à son profit non seulement les aspirations de la bourgeoisie d'affaires grande et petite qu'il représente directement, mais des mécontentements aussi divers que celui des petits marchands grugés par le scandale des coopératives, voire celui des chimères passés dans l'opposition contre Aristide. Car il ne faut pas oublier qu'un des facteurs majeurs de la crise politique et de la déstabilisation du régime, outre la colère des étudiants, est la révolte des chimères de Gonaïves qui se considèrent provoqués par l'assassinat d'Amiot Métayer.

Ce mélange contradictoire ne fait pas encore une politique – mais en ont-ils besoin, eux qui ne cherchent qu'à préserver l'ordre social existant sans Aristide – mais il ébranle d'autant plus le régime lavalas que celui-ci a perdu sa base sociale. Les dernières semaines sont éloquentes. Aristide ne parvient pas à mobiliser les quartiers populaires contre l'opposition. Alors que pendant plusieurs années, cette dernière faisait périodiquement la démonstration qu'elle n'avait pas de soutien dans la masse de la population, depuis que les étudiants alimentent les manifestations auxquelles l'opposition appelle, c'est au contraire Aristide qui fait la démonstration de son incapacité d'organiser des contre-manifestations convaincantes. C'est par l'intermédiaire de la police ou de ses chimères armés qu'il cherche à briser la contestation. Il ne fait même plus appel, en réalité, aux quartiers pauvres, comme il savait le faire naguère ; il cherche à les terroriser.

Les quartiers populaires ne semblent plus mobilisables avec des mots ou avec des discours – pas même ceux d'Aristide. Oh, sans doute pourraient-ils l'être, si au lieu des mots, Aristide réalisait ne serait-ce qu'une petite partie des espoirs qu'il avait suscités. Mais il ne le fait pas. Il est trop respectueux des possédants pour toucher à leurs privilèges, condition élémentaire pour venir en aide aux plus pauvres. Lui, le démagogue versatile de ses débuts est devenu, manifestement, assez responsable devant les possédants et l'impérialisme pour accepter de perdre son pouvoir, plutôt que de prendre des mesures en faveur des classes populaires qui pourraient le sauver.

Aristide et l'impérialisme américain

Port-au-Prince, le 22 janvier 2004

(...)

Le climat politique se détériore et semble très défavorable à Aristide. (...)

Mais si les patrons qui dirigent l'opposition ont pris une telle importance sur le terrain politique, c'est grâce à Aristide lui-même qui leur a accordé de la considération au lieu de les mettre au pas pour leurs malversations, leur organisation de la hausse des prix, leurs dettes en impôts non payés depuis des années et en factures des services publics de l'État.

Il aurait pu mener une politique différente pour redresser la situation générale du pays. (...) Mais Aristide n'a cessé de folâtrer avec la « société civile », avec « les élites », oubliant que son poste de président, il le devait à la mobilisation des masses pauvres.

D'un autre côté, il était accepté comme interlocuteur privilégié par les Américains qui l'avaient ramené dans leurs fourgons, le considérant comme la meilleure solution pour empêcher une explosion incontrôlable en Haïti !

Et c'est à cause de son influence, de sa capacité d'être écouté par les masses pauvres d'Haïti, que jusqu'ici il avait été « admis », voire soutenu, par les Américains. Les dirigeants de l'impérialisme américain estimaient qu'Aristide était la moins mauvaise solution pour maintenir l'ordre en Haïti. Ils ne le considéraient cependant pas comme quelqu'un de totalement fiable, son passé de leader populaire entretenait leur vigilance à son égard. Ils l'ont ramené en Haïti après en avoir chassé les putschistes de l'armée, puis ils l'ont laissé se représenter aux présidentielles, mais ils ont toujours trouvé toutes sortes de prétextes pour ne pas lui accorder les aides financières internationales (élection législatives frauduleuses, manque de démocratie).

Mais tout en faisant mine de réclamer plus de démocratie ou plus de droits pour les opposants, les USA ne leur ont jamais accordé leur soutien et n'ont jamais lâché Aristide. Celui-ci a toujours été considéré comme leur meilleure carte pour maintenir une relative paix sociale en Haïti, jugement fondé sur les illusions dont Aristide était capable de nourrir les couches pauvres d'Haïti.

C'est grâce à cela qu'il pouvait maintenir l'ordre, mais aujourd'hui l'ordre est gravement troublé par les manifestations, par les exactions des chimères et Aristide ne paraît pas pouvoir compter sur sa propre base populaire, hormis les voyous armés et financés par lui qui se nomment les « chimères ». (...)

Même un Aristide affaibli par les manifestations actuelles pourrait avoir quelque utilité aux yeux des Américains, plus que les Apaid, Convergence et Cie qui n'ont aucune prise réelle sur la population laborieuse et pauvre, celle surtout dont la colère est à craindre. Ce qui veut dire qu'en l'absence de quelqu'un comme Aristide, ce serait la porte ouverte à toutes sortes d'événements incontrôlables par la suite. Ce que ne souhaitent évidemment pas les Américains. Mais ils ne peuvent ni tout prévoir ni tout contrôler.

Il est difficile de dire comment va évoluer la situation actuelle ; elle peut changer d'un moment à l'autre. Dans la journée de mercredi 21 janvier, Aristide et sa police ont réussi à bloquer et étouffer dans l'œuf une manifestation qui devait partir de l'université avec étudiants et enseignants. Ce fut un échec pour les organisateurs car personne ne put quitter les environs de l'université pour aller défiler en ville. Dans le même temps, les parlementaires lavalassiens défilaient dans Port-au-Prince avec une manifestation de plusieurs milliers de personnes ! Est-ce le début de la remobilisation du camp lavalassien ? Ou est-ce un baroud d'honneur ? Trop tôt pour le dire !

(...) Même si Aristide se sortait de cette crise, il serait considérablement affaibli et le mouvement dit Lavalas encore plus. Autant dire que ses adversaires reviendront à la charge à la première occasion, histoire de démontrer aux Américains qu'Aristide n'est pas capable de maintenir l'ordre !

Quoi qu'il en soit, pour les travailleurs, leurs espoirs ne peuvent être placés ni dans un camp ni dans l'autre. L'un est celui d'un homme qui a trahi les espérances que la population avait placées en lui, l'autre celui des prétendus démocrates des « 184 », c'est celui des patrons qui exploitent et exercent une dictature de tous les instants sur les travailleurs de leurs entreprises.

Si c'est ce camp qui l'emporte, les travailleurs ne devront pourtant pas considérer que la chute d'Aristide est une défaite pour eux. La défaite, ils l'ont déjà subie, il y a quelques années, quand Aristide a abandonné tous les objectifs qu'il mettait en avant lorsqu'il n'était que le militant de TKL. Une fois président, il s'est tout de suite surtout soucié d'avoir de bons rapports avec les riches, avec l'armée. Et c'est ce qui lui a d'ailleurs valu d'être renversé par cette armée qu'il croyait avoir mise dans sa poche.

Aujourd'hui, dix ans après, il mène la même politique fondée sur le respect des intérêts des riches au détriment de ceux des travailleurs et des pauvres. Il n'a toujours rien fait pour contraindre les patrons à verser ce qu'ils doivent aux caisses publiques, pour les obliger à respecter un minimum d'obligations sociales, à commencer par un salaire minimum réévalué en fonction de la valeur réelle de la gourde, au moins au niveau des salaires en dollars US de 1986/1987, le respect des droits élémentaires de se réunir, de se grouper en association ou syndicat de travailleurs, le droit de s'exprimer librement sur les lieux de travail.

Quelle que soit l'issue de la crise actuelle, il faudra que les travailleurs en tirent la leçon qu'ils doivent se donner les moyens de peser, eux-mêmes, sur la vie politique, comme les étudiants réussissent à le faire. D'autant plus que le poids des travailleurs et leur rôle sont infiniment plus importants que ceux des étudiants dans la société. C'est ce qui est important pour l'avenir, mais pas du tout de se placer à la remorque de l'un ou l'autre camp qui, tous les deux, sont ennemis des travailleurs et des classes pauvres. Ceux-ci seuls peuvent imposer les changements qui sont nécessaires à l'amélioration de leur sort, mais aussi à toute la population, des petites marchandes aux petits transporteurs, taximen, à tous ceux qui n'ont que leur travail pour vivre.

**Se battre contre la dictature et les chimères, oui !
Mais pas derrière Apaid et C^{ie} ou les politiciens
ex- ou futurs macoutes**

Port-au-Prince, le 22 janvier 2004

Depuis l'agression sauvage des chimères contre la faculté des Sciences humaines, le 5 décembre dernier, les étudiants sont engagés dans une lutte courageuse pour protester contre cette agression et, au-delà, contre l'évolution de plus en plus marquée du régime lavalas vers la dictature. Les bastonnades, la répression souvent violente des manifestations, les fusillades ne les ont pas découragés. Les manifestations se multiplient et le nombre de manifestants s'accroît. Et le régime,

malgré ses efforts, a du mal à mobiliser contre eux, en dehors des chimères eux-mêmes. Contrairement à d'autres époques, les quartiers populaires n'ont nullement envie de voler au secours d'Aristide.

Et pour cause. Les classes populaires qui avaient naguère porté Aristide au pouvoir, qui l'avaient défendu contre le coup d'État de Lafontant, qui ont assuré pendant longtemps ses succès électoraux et ceux de Lavalas, ont toutes les raisons de se sentir aujourd'hui trompées, trahies.

Personne n'avait la naïveté d'espérer la lune de l'accession d'Aristide au pouvoir. Mais nombreux avaient été dans les classes pauvres ceux qui en espéraient un peu moins de misère, un peu plus de respect. Après tant d'années de dictature sous Duvalier, puis de dictatures militaires, féroces à l'égard des travailleurs, des chômeurs, des petits paysans, ils espéraient une politique un peu plus favorable aux plus pauvres. Aucun de ces espoirs n'a été réalisé. La misère ne cesse de s'accroître. Les services publics les plus indispensables, l'eau potable, le ramassage des fatras, les hôpitaux sont à la dérive. Le pouvoir d'achat des travailleurs de la zone industrielle a été divisé par trois. Mais combien plus nombreux encore sont ceux qui n'ont même pas de travail ? Dans combien de familles de prolétaires il n'y a pas de quoi manger tous les jours ? Et dans plusieurs régions comme le Nord et le Nord-Ouest, la famine est installée et commence à tuer.

Le régime lavalas n'est certainement pas le seul responsable du sort catastrophique des classes laborieuses. Ceux qui le prétendent sont de fieffés menteurs. Les travailleurs des villes et des campagnes n'ont jamais connu autre chose dans ce pays que la misère extrême. Ils ont toujours subi le mépris des classes privilégiées qui vivent pourtant de leur travail. Ils n'ont jamais rien reçu de la part des dirigeants de l'État que des coups.

Le régime lavalas n'est pas pire que ceux qui l'avaient précédé. Mais il n'est en rien meilleur non plus. Là est certainement la plus grande déception pour ceux qui avaient cru en Aristide et qui l'ont porté au pouvoir. Il est aussi méprisant vis-à-vis des pauvres, aussi corrompu, aussi favorable aux riches qui continuent à s'enrichir pendant que les pauvres n'ont que leurs yeux pour pleurer leurs espoirs déçus. Aux pilliers des caisses publiques sont seulement venus s'ajouter d'autres, issus de Lavalas. À commencer par Aristide lui-même. Celui qui se posait il y a quinze ans en porte-parole des pauvres est devenu le riche baron de Tabarre.

Et pire encore : le régime foule aux pieds même la dignité des travailleurs et des pauvres, en livrant les quartiers populaires aux chimères qui se distinguent de moins en moins des macoutes de Duvalier.

Les étudiants se sont révoltés, à juste raison, contre l'incursion violente des chimères dans leur faculté. Mais les travailleurs, mais les pauvres qui vivent à Cité Soleil, ne subissent pas la terreur des chimères à l'occasion d'une incursion ou d'une manifestation, mais en permanence. Mettre fin à la dictature des chimères est de leur intérêt, autant et plus que de l'intérêt des étudiants.

En combattant cette dictature, les étudiants donnent un exemple de courage. Leur combat n'est cependant pas le combat des travailleurs.

D'abord parce que les étudiants limitent eux-mêmes leur combat au respect des privilèges des universités pour les plus modérés d'entre eux et au départ d'Aristide pour les plus radicaux. Ils se désintéressent de la situation intenable des classes la-

borieuses, de leur misère et des causes de cette misère. Ils ont pourtant tort, car la dictature, le règne des chimères, poussent sur le terreau de la pauvreté extrême et de l'inégalité sociale.

Et surtout, si les étudiants sont les fers de lance de la contestation, ils n'en assurent pas la direction politique. Ils laissent cette direction à d'autres.

Ils laissent à la « Convergence démocratique », cette association de politiciens véreux qui se sont vendus dans le passé, les uns à Duvalier, les autres aux généraux qui se sont relayés au pouvoir, d'autres encore à Aristide lui-même, et certains à tous ceux-là successivement. Cette association de politiciens est tellement déconsidérée cependant, tellement peu crédible, tellement peu utilisable pour la classe privilégiée de ce pays et pour ses protecteurs des grandes puissances, que certains éléments de la bourgeoisie elle-même ont dû mettre la main à la pâte pour faire un travail habituellement laissé à la caste politique. Ils ont dû constituer eux-mêmes une force politique, dirigée directement par de riches patrons d'entreprise comme Apaid ou Becker. Par rapport aux politiciens corrompus de la « Convergence », ils ont pour eux de n'avoir été ministres ni sous Duvalier, ni sous les généraux. Ils se sont contentés de s'enrichir sous la protection des uns comme des autres.

Ces gens-là s'intitulent les « représentants de la société civile ». Rien que cette prétention rappelle qu'ils considèrent que la société, c'est eux, patrons d'entreprise, bourgeois grands et petits, dignitaires de l'Église, et rien qu'eux. Les ouvriers, les chômeurs, les djobeurs, les petits marchands, les petits paysans, la majorité écrasante de la population n'existent tout simplement pas. Ces gens-là ont toujours été hostiles à Aristide, et le sont toujours, non pas à cause de ce qu'il est devenu, protecteur des riches et riche lui-même, mais à cause de ce qu'il a été, fût-ce seulement en paroles, fût-ce seulement pour un court moment. Les possédants de ce pays ont toujours été à courte vue même du point de vue de leurs intérêts, stupides à force d'être aussi avides que peureux devant la masse des pauvres. Ils n'ont jamais pardonné l'égarement de leurs dirigeants politiques du côté des « miséreux ».

Apaid et Cie, leurs représentants politiques d'aujourd'hui, se servent des étudiants et essaient de canaliser les mécontentements pour tenter d'écarter Aristide. Mais les travailleurs, les classes pauvres n'ont rien de bon à attendre de ces gens-là. Et ceux qui travaillent sur la zone industrielle ne se font pas d'illusions : ils savent qu'avec Apaid, ce ne sera pas mieux qu'avec Aristide. Ces gens-là osent prétendre incarner la liberté face à la dictature d'Aristide mais dans leurs entreprises, c'est la dictature contre ceux qui y travaillent. Ils osent parler de « nouveau contrat social » et dénoncer la misère, mais ils sont les principaux responsables et profiteurs de la misère.

Qu'est-ce qui empêche donc Apaid ou Becker et tous les autres patrons qui se pavanent à la tête des manifestations de soulager au moins la misère de leurs propres ouvriers, ne serait-ce qu'en rétablissant le pouvoir d'achat des salaires du temps de Duvalier, qui ne prétendait pourtant pas être un ami des ouvriers ? Le salaire de 3 \$ US correspond aujourd'hui à 135 gourdes. Qu'est-ce qui les empêche de reconnaître aux travailleurs des droits démocratiques élémentaires, comme celui de se réunir, de se syndiquer ? Qu'est-ce qui les empêche d'arrêter de révoquer pour un oui ou pour un non ? Qu'est-ce qui les empêche d'assurer des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité dignes d'êtres humains et pas d'une porcherie ?

Mais pas un travailleur sensé de la zone industrielle n'espère tout cela de son patron. De AGC, propriété d'Apaid, à PB Appareil SA, appartenant à Becker, en passant par Michiko, dans toutes les entreprises des chefs de file de la « société civile », l'exploitation est aussi féroce, les conditions de travail aussi infectes, les salaires aussi bas que partout. Les profits de ces patrons viennent précisément de tout ce qui fait la misère de leurs ouvriers.

Alors, si les travailleurs peuvent se retrouver aux côtés des étudiants et aux côtés de ces jeunes des quartiers pauvres entraînés dans les manifestations pour s'opposer aux chimères, il ne faut pas qu'ils acceptent ce que les étudiants acceptent : taire leurs revendications au nom de « l'unité du mouvement » contre Aristide.

Dans la guerre entre le camp d'Aristide et celui de l'opposition, aucun ne représente les intérêts des travailleurs et des pauvres. Les deux représentent, au contraire, la continuation de la misère et de l'oppression pour les classes laborieuses. La forme elle-même ne changera pas nécessairement : les chimères pro-Aristide d'aujourd'hui peuvent se transformer en chimères favorables à l'opposition, pour peu qu'on les paye pour cela. Ceux de Gonaïves ne sont pas devenus meilleurs depuis qu'ils s'opposent à Aristide.

Se battre contre la dictature et les chimères, oui. Mais pas derrière Apaid et Cie ou les politiciens ex- ou futurs macoutes dont le régime sera toujours une dictature contre les travailleurs et les pauvres.

Se battre pour les libertés, oui, mais pas seulement celle d'une petite minorité qui s'intitule « l'élite » et qui méprise la majorité pauvre de la société. Il faut exiger pour les travailleurs la liberté de défendre leurs conditions d'existence à l'intérieur même des entreprises, le droit de s'organiser et de contester le pouvoir du patron.

Et il faut exiger la liberté qui, pour les classes populaires, conditionne toutes les autres : celle de ne pas mourir de faim, c'est-à-dire de trouver du travail et, lorsqu'on en a un, de toucher un salaire qui permette de vivre. Ce qui signifie imposer à Apaid et ses semblables des salaires corrects. Ce qui signifie leur imposer qu'ils investissent en Haïti même les profits qu'ils réalisent par l'exploitation de leurs travailleurs, au lieu de placer leurs capitaux dans les banques américaines. Ce qui signifie imposer à l'État lui-même qu'au lieu de livrer les caisses publiques aux bourgeois, aux hauts fonctionnaires corrompus et aux politiciens grands mangeurs, il fasse rentrer les impôts des riches et qu'il consacre l'argent à créer des emplois utiles, à commencer par des grands travaux pour construire des adductions d'eau dans les quartiers populaires, pour assurer le ramassage des fatras, pour constituer un réseau routier, pour construire et faire fonctionner des hôpitaux et des dispensaires.

Les hausses de prix rendent inabordable même les produits de première nécessité pour un nombre croissant de pauvres. La malnutrition et la famine qui en résultent menacent d'une catastrophe humaine majeure. Le seul moyen de l'éviter est de prendre des mesures draconiennes : réquisitionner les stocks d'aliments détenus dans un but spéculatif pour les distribuer à ceux qui ont faim, prélever sur les fortunes des plus riches de quoi importer les produits alimentaires qui manquent pour les vendre à prix coûtant dans des magasins d'État. Ceux qui ont faim ne peuvent pas attendre, ni se contenter de mots et de promesses.

Le mouvement d'opposition espère canaliser à son profit et autour de la seule revendication du départ d'Aristide les multiples mécontentements qui taraudent la

société. Ce que l'on peut souhaiter de mieux, c'est que l'agitation des étudiants touche et entraîne les classes laborieuses et que celles-ci ne se contentent pas des mots creux qu'on leur sert comme programme mais se battent pour des revendications dont la satisfaction est vitale pour eux, et qui correspondent, aussi, aux intérêts de l'écrasante majorité de la société.

Organisation des travailleurs révolutionnaires

mars 2004

Le 29 février 2004, Aristide quitte le pouvoir et Haïti, lâché par les États-Unis : il s'est non seulement montré incapable d'assurer un minimum de paix sociale, mais a même fini, a contrario, par provoquer de nouveaux remous et une énième situation d'instabilité.

La loi des bandes armées

Présentation de Lutte de classe

Entre le moment où l'article ci-dessous a été écrit et celui il a été mis sous presse, l'agonie du régime d'Aristide en Haïti a été abrégée par l'intervention directe des États-Unis qui, apparemment, ne se sont pas contentés de presser Aristide de partir, mais l'ont fait partir manu militari.

Le dimanche 29 février, en effet, la démission d'Aristide a été annoncée, ainsi que son départ en exil. La veille encore, le président haïtien promettait de résister jusqu'au bout à l'attaque de la rébellion armée qui était à quelques kilomètres de Port-au-Prince. Bien sûr, Aristide aurait pu mentir à son propre peuple et prétendre rester alors que ses valises étaient déjà faites. Cela n'aurait pas été la première fois qu'il l'aurait trompé. Mais, alors qu'on apprenait, le lendemain lundi le 1^{er} mars, qu'Aristide était en République centrafricaine, première étape d'un exil probablement en Afrique du sud, des témoignages convergents et sa propre déclaration indiquent que, le dimanche matin, des militaires américains armés, à moins qu'il ne s'agisse d'agents de la CIA, avaient débarqué dans le palais présidentiel pour le contraindre à signer une déclaration de démission et pour l'emmener de force vers l'aéroport. Les dirigeants américains démentent, bien sûr, ce qu'Aristide appelle « *un coup d'État diplomatique* ». Mais on peut encore moins croire les dirigeants américains qu'Aristide.

Ainsi donc, la chute d'Aristide qui, dans l'article qui suit, est encore formulée sous forme d'hypothèse probable, est devenue depuis une réalité. Et si le coup de force américain a précipité cette chute, il a pu être perpétré d'autant plus facilement qu'Aristide avait perdu le soutien de son propre peuple. Son régime avait bénéficié au moment de sa première élection, en 1990, d'un soutien populaire formidable. Écarté une première fois du pouvoir, en 1991, par un sanglant coup d'État militaire, puis ramené au pouvoir par les troupes américaines en 1994, Aristide a continué à conserver longtemps un certain crédit auprès des masses pauvres. C'est lui-même qui a creusé la tombe de son propre régime en trahissant tous les espoirs que les masses pauvres avaient mis en lui.

Aristide n'a, en effet, rien fait, mais absolument rien, pour les masses pauvres. De plus en plus coupé des masses populaires, il avait placé de plus en plus son espoir d'aller jusqu'au bout de son mandat présidentiel dans le soutien des seules grandes puissances, notamment des États-Unis. Mais ces derniers l'ont soutenu comme la corde soutient le pendu. Aux yeux des dirigeants américains, il n'était utile que dans la mesure où il pouvait contenir les masses pauvres, les endormir, les dé-

courager, sans rien leur céder. La crise politique qui s'est ouverte en décembre 2003 et qui s'est transformée, au début février, en crise militaire a montré qu'Aristide n'était plus capable de maintenir l'ordre. Devenu inutile pour les États-Unis, il a été jeté comme un citron pressé sans que les quartiers pauvres, terrorisés par ses milices armées, les « chimères », aient eu envie d'intervenir en sa faveur.

(...) Il n'y a rien d'étonnant à ce que, si les premiers pillards ont été l'une ou l'autre des bandes armées opposées, aussi bien à Cap-Haïtien qu'à Port-au-Prince, la population pauvre se soit largement engouffrée dans la brèche.

La France et les États-Unis envoient à Haïti des troupes d'occupation pour tenter de maintenir l'ordre mais pas de quoi sortir sa population de la misère. Même s'ils se présentent en "forces de paix, même s'ils ont la bénédiction de l'ONU, les 5 000 hommes prévus de la force internationale sont une force d'occupation impérialiste, destinée à protéger le pillage de ce malheureux pays, la misère inimaginable de sa paysannerie pauvre et la surexploitation des ouvriers de sa zone industrielle, payés à peine plus d'un euro par jour pour enrichir des capitalistes américains, français ou... haïtiens.

Extraits de La Voix des Travailleurs

Le régime d'Aristide est à l'agonie. À l'heure où nous écrivons, les bandes armées opposées à son pouvoir ont pris plus de la moitié du pays et s'approcheraient de la capitale, Port-au-Prince. La ville est déjà en état de guerre. La zone industrielle ne fonctionne plus, les magasins sont fermés et les rues sont livrées aux « chimères », les milices aristidiennes, pendant que la police, en débandade dans plusieurs villes de province, commence à se mettre à l'abri dans la capitale elle-même. L'aéroport est envahi de candidats au départ qui attendent d'hypothétiques avions. Tout en affichant sa volonté de résister jusqu'au bout, Aristide a fait partir ses enfants et un nombre important de dignitaires de son régime ont trouvé des missions urgentes à accomplir à l'étranger !

Les deux principales puissances, la France et les États-Unis surtout, ont non seulement cessé de soutenir Aristide, mais appellent à son départ tant il apparaît manifeste qu'Aristide n'a pas les moyens de reprendre le pays à la rébellion armée. En s'accrochant au pouvoir, il prolonge cependant un état d'anarchie militaire qui ne convient ni aux intérêts politiques ni aux intérêts économiques des grandes puissances.

Bien des rebondissements sont encore possibles, sinon probables. Il est difficile de prédire la capacité de résistance des chimères. Les membres de ces milices sont certes issus des quartiers populaires. Mais cela fait bien longtemps que les bandes de chimères, financées par Aristide, sont devenues une force d'encadrement de ces quartiers populaires, imposant leur loi par la violence et par la terreur. Il est peu vraisemblable que Cité Soleil, Carrefour et les autres quartiers pauvres appuient les chimères dans leur résistance éventuelle face aux bandes armées oppositionnelles.

Ce qui est certain, c'est que les classes populaires de Haïti qui payent très cher en sang, en souffrances, l'agonie du régime d'Aristide, payeront aussi cher l'instauration d'un nouveau régime sur les ruines du précédent. L'opposition politique n'est certainement pas plus proche des intérêts des classes populaires que ne l'était le régime d'Aristide. Au contraire. Aristide avait, par son passé, des racines dans les

masses pauvres. Son influence était basée sur des illusions que ses années au pouvoir ont dissipées, au fil des ans, non seulement parce qu'il a gouverné le pays de façon despotique, mais, surtout, parce qu'il a trahi tous les espoirs que les masses pauvres avaient mis en lui pendant longtemps. Mais l'opposition politique n'a même pas ces liens passés avec les classes populaires. Ses dirigeants les plus connus haïssent et méprisent ouvertement les classes pauvres, de cette haine mêlée de peur qui est la caractéristique de la classe dominante haïtienne. Cette opposition politique, qui s'intitule « Plate-forme démocratique », réunit, d'une part, une coalition politique hétéroclite couvrant une large gamme de politiciens allant d'ex-ministres de Duvalier et des politiciens d'extrême droite jusqu'à des ex-maoïstes, en passant par toute une variété de sociaux-démocrates, intitulée « Convergence démocratique », et, d'autre part, un regroupement dit de la « société civile » réunissant toutes sortes de personnalités qui, contrairement aux précédents, n'ont pas eu l'occasion de se compromettre politiquement mais où dominant des représentants de la bourgeoisie locale personnifiée notamment par Apaid et Becker, deux patrons d'entreprises de la zone industrielle.

Cette coalition d'opposition, reconnue par la diplomatie internationale, n'est unie que par sa seule hostilité à Aristide. Si c'est elle qui devait prendre la succession d'Aristide et des siens au pouvoir, le régime qui en résulterait ne pourrait être qu'un régime autoritaire, violemment hostile aux masses laborieuses de Haïti.

Mais, de toute façon, ce n'est pas cette opposition politique qui sonne le glas du régime d'Aristide, mais l'opposition militaire, une coalition de forces militaires diverses. Cette coalition militaire s'est forgée au cours des toutes dernières semaines. Le point de départ en a été la rébellion des chimères de Gonaïves, pendant longtemps financées et armées par Aristide mais qui, après l'assassinat de leur chef, Amiot Métayer, ont changé de camp, ont proclamé leur opposition à Aristide et se sont emparées de la ville de Gonaïves. Les voyous financés et armés par Aristide pour encadrer et terroriser les quartiers pauvres de Gonaïves, qui s'intitulaient naguère « l'armée cannibale », se sont transmués en « Front de résistance de l'Artibonite ». C'est autour des chimères de Gonaïves que se sont agglutinées deux autres composantes, parfois étroitement entremêlées : des hommes de main armés des narco-trafiquants, très puissants dans cette région où les ports de Gonaïves et de Saint-Marc servent de points de transit pour le trafic de cocaïne en direction des États-Unis, rejoints par des officiers de l'ex-armée haïtienne dissoute par Aristide. Chamblain, un des chefs du FRAPH, principale milice para-militaire à l'origine d'un nombre incalculable d'assassinats et de tortures sous la dictature de Cédras, en est une des principales figures de proue. Guy Philippe, commissaire de police un temps sous Aristide, écarté et lui aussi fortement soupçonné d'être lié au milieu des narco-trafiquants, revenu de son exil à Saint-Domingue pour s'autoproclamer chef de la rébellion militaire, en est une autre. Ils ont été rejoints par nombre d'autres officiers de l'ex-armée haïtienne qui attendaient leur heure en se faisant discrets en Haïti même ou dans le Saint-Domingue voisin. Apparemment, ces ex-officiers sont parvenus à s'imposer comme chefs aux voyous armés. La bande armée ainsi constituée a pris d'autant plus facilement les villes du Nord – Hinche, Ouanaminthe et surtout Cap-Haïtien, deuxième ville du pays – que la police, la seule force militaire du régime, ne s'est pas donné la peine de résister. La police haïtienne ne comptait que quelque 4 000 hommes pour une population de 8 millions d'habitants. En outre, à en juger

par les informations qui filtrent sur « l'armée rebelle », elle est mieux pourvue en matériel que la police elle-même. Les fonds venant des barons du trafic de drogue y sont sans doute pour quelque chose.

Mais c'est dire aussi que, si cette coalition militaire, avec ses voyous armés à la base et ses officiers d'extrême droite à sa tête, parvient à prendre Port-au-Prince, elle ne fera pas de cadeau à la population pauvre. Et Cité Soleil, notamment, cette vaste concentration de travailleurs, de chômeurs et de pauvres, qui a payé un lourd tribut aux chimères qui l'encadrent sous Aristide, risque de payer une deuxième fois. Car c'est à Cité Soleil et à toute sa population que ces bandes feront payer le prix de la résistance des chimères pro-aristidiennes. Chamblain et ses semblables chercheront à parachever l'œuvre qu'ils ont largement entamée lors du coup d'État de Cédras, en 1991, lorsqu'ils ont massacré plusieurs milliers d'habitants de Cité Soleil.

Personne ne peut prévoir aujourd'hui comment se terminera l'agonie du régime aristidien et, surtout, comment la situation se stabilisera. La France avait envisagé, en un moment donné, une intervention militaire qui, dans le contexte où l'idée en avait été envisagée, aurait été un soutien de fait au régime d'Aristide. Les États-Unis s'y sont opposés. L'équipe républicaine au pouvoir n'a jamais porté Aristide dans son cœur, en raison non pas de ce qu'il est devenu au pouvoir mais de ce qu'il a été dans le passé. En outre, Bush n'avait certainement rien à gagner, en pleine année électorale, à une intervention militaire en Haïti pour sauver Aristide, alors que la présence américaine en Irak et en Afghanistan est de plus en plus mal vue par la population.

Cela dit, les grandes puissances peuvent difficilement accepter que se perpétue un état d'anarchie, avec la loi des bandes armées. Oh, elles savent se faire une raison de ce type de situation qui se perpétue dans bien des régions d'Afrique. Mais Haïti est, encore une fois, proche géographiquement des États-Unis, encore plus proche de Cuba. Et les riches Amériques ne veulent pas voir leurs côtes de nouveau envahies par des milliers de « boat people ». Des centaines d'Haïtiens prennent déjà des risques inimaginables pour atteindre les États-Unis, chassés simplement par la misère et la famine. Une guerre prolongée ne peut qu'augmenter le nombre de fuyards, désespérés de survivre. En outre, les États-Unis peuvent difficilement laisser Haïti devenir encore plus une base pour le trafic de la drogue.

À défaut de vouloir soutenir Aristide, dont elles jugent qu'il a définitivement perdu la partie, les grandes puissances, la France en tête, préparent l'envoi d'une force de police destinée à remplacer un appareil d'État complètement disloqué. On dira que c'est pour aider un gouvernement de « consensus national ». Encore faut-il qu'elles trouvent une solution politique pour remplacer Aristide, que, jusqu'à présent, elles n'ont pas trouvée. Ce n'est pas que manquent des politiciens prêts à servir d'hommes de paille aux puissances occidentales. Mais c'est qu'il y en a trop, et ils sont rivaux. En outre, les bandes armées de différentes sortes accepteront-elles de se désarmer à l'appel d'un « gouvernement de consensus national », concocté entre Paris et Washington ? Ces bandes armées sont capables de terroriser les masses pauvres, déjà démoralisées par les trahisons d'Aristide et saignées par les chimères. Elles ne sont pas pour autant fiables, ni du point de vue de la bourgeoisie autochtone, ni du point de vue de l'impérialisme. Les Apaid, Becker, les chefs de l'opposition politique, se reconnaissent une identité d'objectif immédiat avec les chefs de guerre dans la mesure où les uns comme les autres réclament le départ d'Aristide. Mais, en tant que patrons, ils n'ont pas envie que les bandes armées ri-

vales se disputent Port-au-Prince et empêchent la zone industrielle de reprendre son activité habituelle. Il faut se souvenir aussi que les États-Unis avaient été obligés d'intervenir contre le régime militaire de Cédras, que leurs services secrets avaient pourtant aidé à s'installer en renversant Aristide, tant la corruption généralisée, les trafics en tout genre, le racket des militaires sur les entreprises elles-mêmes, étaient devenus un facteur de déstabilisation. Or, désarmer les bandes armées n'est pas une mince affaire et il faudrait pour cela bien plus qu'une force de « maintien de la paix ».

Mais, le plus révoltant dans tout cela, c'est que ces grandes puissances ne se posent le problème de la consolidation d'un nouveau régime en Haïti qu'en termes de soutien militaire à une éventuelle équipe politique encore à trouver. Mais l'instabilité chronique de Haïti vient fondamentalement de l'immense misère de ses masses, des inégalités entre une petite couche de riches bourgeois et l'écrasante majorité de la population, et du pillage permanent auquel Haïti a été soumise tout au long de son histoire au profit de la bourgeoisie française au début, puis de plus en plus au profit du grand capital américain.

Une petite fraction de l'immense richesse des États-Unis suffirait à transformer complètement ce pays, à le doter des infrastructures qui lui manquent et à lui permettre de vivre. Mais toutes les grandes puissances qui, aujourd'hui, prétendent se pencher sur le sort de ce pays ont contribué à le transformer en un véritable camp de concentration dont les occupants sont enfermés dans la misère dans un pays ruiné. Quiconque a pu franchir, en une demi-heure d'avion, la distance qui sépare les terres désertifiées de Haïti, au sol pourtant si riche dans le passé, de Miami, avec ses paysages de carte postale, de paradis sous les tropiques, visualise physiquement ce qu'inégalité, sous-développement, injustice et capitalisme signifient.

Un seul des navires de guerre tournant autour de Haïti produit plus d'électricité pour sa propre consommation qu'il ne se produit d'électricité pour tout Haïti. Mais ces navires ne sont là que pour intercepter et ramener sur l'île les pauvres embarcations d'Haïtiens qui essaient de fuir. Il y a là le résumé des relations entre les puissances impérialistes et Haïti.

Il faudra encore deux années, après le départ forcé d'Aristide, pour que des élections soient organisées, en février 2006.

Préval imposé par la rue

Après la comptabilisation de 90% des suffrages, le Conseil électoral provisoire avait crédité René Préval de 48,76% des votes au premier tour de l'élection présidentielle de Haïti, ce qui entraînait donc la nécessité d'un deuxième tour. Quelques jours après cependant, miracle de l'arithmétique électorale, Préval est passé à 51,15% des votes et a donc été proclamé « élu dès le premier tour ». C'est que la multiplication et l'ampleur croissante des manifestations dans les rues de Port-au-Prince, les barricades érigées, le blocage de la ville ont fini par convaincre le gouvernement provisoire en place, et surtout les représentants des puissances tutélaires, nombreux sur place, qu'il valait mieux ne pas jouer avec le feu. Pour les manifestants venus des quartiers pauvres, Préval était largement élu, il n'y avait pas besoin de voter une deuxième fois, et tout le reste ne pouvait être que tricherie et magouilles pour empêcher que l'homme pour lequel ils avaient voté puisse devenir président de la République.

Les manifestations étaient, certes, pacifiques (ce qui, dans cette ville où la violence armée fait d'ordinaire des victimes chaque jour, était plutôt exceptionnel). Mais le fait que leur ampleur aille crescendo, à Port-au-Prince comme dans la plupart des villes de province, au fil des reports successifs de la proclamation du résultat définitif, la conviction croissante parmi les pauvres que cela cachait des manœuvres pour empêcher que le candidat pour lequel ils avaient voté en masse soit élu, ont poussé les « missions internationales d'observation », présentes pour constater que l'élection était « honnête », à se dépêcher d'évacuer le pays alors que le résultat n'était pas encore annoncé. La mission d'observation électorale de l'Union européenne a même réclamé – et obtenu – un avion charter pour dégager au plus vite (quelques jours après, c'est le directeur général du conseil électoral lui-même qui crut plus prudent de s'enfuir aux États-Unis).

Ces respectables représentants de la « communauté internationale » ont des excuses. Même le luxueux hôtel Montana, lieu de passage obligé des représentants des grandes puissances venant « conseiller » ou « aider » Haïti, où était installé le bureau de presse et de communication des conseillers électoraux, a été envahi et, du haut de leurs chambres où ils s'étaient réfugiés, les « observateurs » ont pu observer le spectacle de ces manifestants venus des quartiers pauvres où, généralement, l'eau propre est un produit de luxe, piquer un plongeon dans la piscine et improviser un bal sur le court de tennis. Desmond Tutu lui-même, prix Nobel de la paix sud-africain, logé à l'hôtel Montana, estima plus prudent d'écourter sa visite et quitta Port-au-Prince précipitamment à bord d'un hélicoptère dominicain.

C'est le représentant du Brésil, d'où est originaire le général qui commande les troupes de l'ONU (la Minustah), qui a eu, paraît-il, la riche idée de ne pas comptabiliser les bulletins blancs et nuls ou, plus exactement, de les répartir entre les 32 candidats en lice, au prorata de leur résultat. Avec cette méthode de calcul improvisée, le candidat Préval franchit la barre des 50%, évitant ainsi un deuxième tour à haut risque.

Leslie Manigat, arrivé en deuxième position, a crié à la manipulation électorale. Mais il est fort probable que cette manipulation pour proclamer Préval élu n'ait été qu'une correction des tricheries destinées à l'écartier. Malgré la présence d'une armada d'observateurs électoraux et de l'armada tout court de la Minustah, des lots de bulletins de vote en faveur de Préval ont été trouvés, par ses partisans, dans des décharges. Au-delà des tricheries de tout côté, le fait est que Préval a bénéficié d'un vote massif et que ces votes sont venus essentiellement des classes pauvres et des quartiers populaires.

Cette participation massive de l'électorat populaire a été une des surprises de cette élection, à commencer pour le Conseil électoral. Celui-ci, après avoir repoussé quatre fois la date de l'élection, ne s'attendait pas à un tel engouement. Dans les bureaux où le vote devait commencer à 6 heures – ouverts souvent, en réalité, à 7 heures, 8 heures, voire 11 heures, tant les responsables estimaient superflu d'arriver plus tôt – les queues s'étaient formées souvent à 4 heures du matin. Les électeurs ont dû attendre parfois sept ou huit heures, dans les bousculades et sous un soleil de plomb.

Préval, cet ancien Premier ministre d'Aristide, qu'il avait relayé en 1996 à la présidence de la République avant de lui céder de nouveau la place en 2000, a de toute évidence, bénéficié du soutien des chimères, ces bandes armées mises en place sous Aristide et qui, depuis, n'ont jamais cessé de contrôler les quartiers populaires.

Aristide lui-même n'a jamais exprimé son soutien à quiconque. Quelques-uns des chefs chimères les plus connus ont cependant pris position publiquement pour Préval. Et, surtout, pendant toute la semaine précédant les élections, pas un coup de feu n'a été entendu dans cette ville où depuis des mois il ne se passe guère de jours sans que les chimères ou les gangs de bandits sans prétention politique s'adonnent à des fusillades, des rackets, des assassinats ou des enlèvements. Les morts et les blessés qui ont été à déplorer le jour de l'élection sont dus aux bousculades, à l'étouffement, et la responsabilité n'en incombe pas aux chimères mais à l'incompétence du Conseil électoral, de ses conseillers étrangers, à la mauvaise organisation, notamment au regroupement des bureaux de vote, destiné surtout à montrer qu'il y avait foule dans ces élections voulues par les grandes puissances, au cas où la participation eût été faible.

Mais l'attitude des chimères, si elle explique que l'élection a pu se dérouler sans carnage, n'explique pas l'engouement des quartiers populaires pour aller voter pour Préval. Cet engouement n'a pas été porteur du même enthousiasme que celui qui, en 1990, avait porté Aristide au pouvoir. Mais il était réel et manifeste. Préval a sans doute bénéficié des illusions à l'égard d'Aristide qui n'ont pas complètement disparu dans les classes populaires jusqu'à aujourd'hui, bien que l'ancien « petit curé des pauvres » soit devenu un dictateur.

Et puis, pour les classes populaires, l'intervention américaine pour renverser Aristide avec l'aide de la bourgeoisie locale était une agression impérialiste. De surcroît, sous le régime provisoire qui a été ainsi imposé au pays, la situation ne s'est en rien améliorée pour elles, bien au contraire. Voter pour Préval, « frère jumeau » d'Aristide, était une façon de l'exprimer.

Parmi les travailleurs, nombreux sont ceux qui ont voté pour Préval aussi pour manifester leur opposition à Charles-Henri Backer, arrivé en troisième position. En même temps qu'un des chefs du mouvement dit « de la société civile », dont les manifestations ont préparé l'éviction d'Aristide par les soldats américains, il est surtout l'un des patrons de la zone industrielle les plus haïs par les travailleurs.

Si, à Port-au-Prince en tout cas, la grande majorité de la population pauvre a voté pour Préval, la bourgeoisie grande et petite a été plus divisée. Pour une grande partie de la petite bourgeoisie plus ou moins aisée, Préval était soupçonné d'être trop lié à Aristide et aux chimères pour ne pas craindre que, plus encore qu'avant, ces derniers continuent à faire la loi dans la ville. À la mobilisation populaire en faveur de Préval, a répondu une mobilisation du côté des milieux petits-bourgeois également. Mais cet électorat s'est dispersé entre plusieurs candidats, Manigat et Backer en tête. (La grande bourgeoisie, moins stupide que cette petite bourgeoisie à qui toute référence à Aristide donne des boutons, n'a sans doute pas eu la même prévention contre Préval, à en juger par ceux qui ont financé la campagne de ce dernier, y compris de façon publique, comme ce bourgeois de l'import-export qui lui a offert plusieurs 4x4 flambant neufs pour sa campagne).

Si les puissances tutélaires ont choisi de patronner la manipulation qui a permis à Préval d'occuper le fauteuil présidentiel dès le premier tour, c'est certes pour éviter que manifestations et blocages de Port-au-Prince se poursuivent. Mais c'est aussi parce qu'elles ont toutes les raisons de penser que Préval peut être après tout l'homme de la situation -pour autant que l'expression ait un sens dans la situation de Haïti. Préval, elles l'ont connu pendant ses quatre ans de présidence. Elles n'ont pas eu à s'en plaindre.

Aux yeux des dirigeants du monde impérialiste, Préval a l'atout de s'être montré un chef d'État « responsable » – contrairement au fantasque et imprévisible Aristide – et d'avoir, de plus, l'avantage de disposer d'un certain crédit auprès des chimères. Ils peuvent espérer que Préval trouve un modus vivendi avec les bandes armées qui contrôlent les quartiers pauvres de Port-au-Prince. Ce que n'ont pu obtenir les troupes étrangères d'occupation de l'ONU sous l'autorité du régime provisoire Boniface-Latortue, sans le moindre crédit dans les classes populaires, Préval a peut-être une chance de l'obtenir : mettre fin sinon à l'insécurité, du moins à celle qui gêne le plus la bourgeoisie, celle qui règne autour de la zone industrielle, de l'aéroport et de certains quartiers bourgeois, quitte à laisser le bidonville de Cité-Soleil et plus généralement les quartiers populaires sous la loi des chimères.

Préval pourrait, par exemple, intégrer certains chefs chimères dans la police ou éventuellement dans la gendarmerie qu'il projette de former, et transformer les autres en auxiliaires officiels ou officieux du régime. Cela ne s'est vu que trop souvent en Haïti, et en dernier lieu, sous Aristide, où les chimères ont déjà joué ce rôle.

Le fera-t-il ? Le réussira-t-il ? L'avenir le dira.

Reste à savoir le degré d'espoir que les masses pauvres mettent en Préval, dont la victoire dès le premier tour leur apparaît comme leur victoire. Une victoire obtenue autant par les votes que par les manifestations pour que leur vote soit respecté. Il n'est pas dit qu'une fois l'enthousiasme retombé, il y ait tant d'illusions que cela.

Pour le moment, Préval est surtout l'homme qui a permis aux électeurs des classes populaires de rejeter tous les autres, à commencer par Backer, avec sans doute le sentiment de faire un pied-de-nez aux puissances impérialistes. Cela ne suffira certes pas pour ne serait-ce qu'atténuer l'immense misère des classes populaires pour lesquelles Préval ne peut et ne veut pas faire plus que n'a pu et voulu Aristide. Quant aux effets que la victoire électorale de Préval aura sur le moral des classes populaires, notamment sur les ouvriers de la zone industrielle, les semaines qui viennent le montreront.

L'article qui suit est extrait du mensuel révolutionnaire *La voix des travailleurs*, du 26 janvier 2006. Il est daté donc d'avant les élections et les événements qui les ont accompagnées. Certains des passages sont, par la force des choses, dépassés. Mais il donne une idée du contexte politique dans lequel se sont déroulées ces élections et des raisons pour lesquelles les grandes puissances y tenaient... même si leur déroulement a dépassé leurs prévisions.

Extrait de *La voix des travailleurs*

Des élections sous la surveillance des Casques bleus et sous la menace des bandes armées

Le Conseil électoral provisoire (CEP), relayé par le gouvernement s'engage : cette fois-ci sera la bonne ! Après quatre reports successifs, les dates annoncées pour les élections à venir seraient définitives. Le premier tour des élections présidentielle et législatives se tiendrait le 7 février. Après un éventuel second tour le 19 mars, le 30 avril auraient lieu les élections municipales et locales.

Aucun des problèmes qui ont motivé les reports précédents n'a pourtant été résolu, pas même les problèmes techniques : les cartes électorales n'ont pas été distribuées partout, les bureaux de vote sont en nombre insuffisant et mal répartis au point d'exiger parfois une journée de marche pour aller voter, l'acheminement du matériel cafouille, les auxiliaires embauchés pour les diverses opérations n'ont pas été payés et menacent de se mettre en grève, etc. Mais loin des contingences matérielles : les grandes puissances tutélaires et les représentants de l'ONU en ont assez des tergiversations et tiennent à ce que les élections aient lieu au plus vite. Il faut bien que l'intervention militaire qui avait écarté Aristide manu militari trouve rétrospectivement une justification légale. Il faut un gouvernement qui puisse se prévaloir d'une légitimité consacrée par des élections. L'autorité du duo Boniface-Latortue, désigné par les occupants, a manifestement du mal à dépasser le cercle restreint des domestiques du Palais national et de la Primature.

Le règne des bandes armées...

Les États-Unis et la France avaient justifié, il y a deux ans, leur intervention par la nécessité de « rétablir l'ordre » en mettant au pas les chimères. Ils ont lié la promesse « d'élections libres » au rétablissement de la sécurité. On voit ce qu'il en est. La situation n'a cessé de se dégrader.

Aux chimères se revendiquant encore vaguement de justifications politiques et prétendant se battre pour le retour d'Aristide s'est ajoutée toute une faune d'ex-militaires reconvertis dans le banditisme, de repris de justice chassés des prisons américaines, de policiers pourris, de voyous et de trafiquants de drogue de diverses provenances. Si encore les bandits armés se contentaient de rançonner Cité Soleil, la classe privilégiée haïtienne comme leurs protecteurs des grandes puissances se feraient une raison. Il y a bien des pays des Caraïbes et d'Amérique Latine, à commencer par la Jamaïque, où la police et les bandes de gangsters se partagent quasi officiellement le contrôle des cités et des bidonvilles.

Mais les zones dominées par les bandes armées s'étendent progressivement vers Drouillard, Terre Noire, Sarthe et Cazeau. Elles sont en passe d'incorporer la route de l'aéroport avec tout ce que cela implique du point de vue de la communication et des déplacements vers l'extérieur. Les entreprises du parc SONAPI dont la sortie se situe sur la route nationale N° 1 ferment les unes après les autres. Ce n'est pas pour rien que les patrons donnent de plus en plus de la voix : leurs intérêts sont directement menacés. Leur intégrité physique elle-même est menacée : les enlèvements deviennent une véritable industrie. Haïti dépasserait désormais la Colombie par le nombre des enlèvements.

Pour les gangs les plus puissants, l'enlèvement d'un bourgeois fortuné est une affaire particulièrement rentable. Tellement rentable que, à en juger par les rares cas qui sont rendus publics, il en est parmi les hommes d'affaires qui se seraient reconvertis, financent et commanditent des gangs armés. Un homme d'affaires dispose en outre de certaines facilités : celle par exemple de trouver des informateurs dans le milieu bancaire pour être renseigné sur l'état de fortune de la victime et sa capacité à payer la rançon exigée. La base arrière des gangs est incontestablement la zone de non-droit de Cité Soleil. Mais il se peut que certains cerveaux se trouvent du côté de Pétion-Ville, en passe de devenir d'ailleurs un terrain de chasse.

Il n'en reste pas moins que c'est dans les classes populaires que la violence armée fait le plus de victimes. Médecins Sans Frontières, pratiquement les seuls à soigner les blessés, ont donné le 19 janvier une conférence de presse pour souligner que les quelque 220 blessés par balles qu'ils ont eu à soigner au cours du seul mois de décembre (au lieu de 147 le mois précédent) viennent pour la plupart des quartiers pauvres et que plus de la moitié étaient des enfants, des femmes et des vieillards.

Comment ne pas parler à ce propos de ce courant politique composé d'intellectuels ou assimilés qui, partis du maoïsme ou du nationalisme qui se veut progressiste, sont devenus des laudateurs d'Aristide et dont *Haïti Progrès* est l'expression ? Ce journal continue à présenter les bandes de chimères comme des résistants à l'invasion étrangère. Dans l'imagerie véhiculée par ce journal, Dread Wilmer, le chef de gang mort dans une fusillade, est en passe de devenir un chef de

guérilla mort en martyr de la cause populaire et Cité Soleil un « *territoire libéré* », où la violence ne serait présente qu'au moment des incursions de la police.

Mais la crapulerie de la police pour laquelle un habitant de Cité Soleil est forcé-ment un chimère et traité comme tel ne justifie pas la crapulerie des chimères eux-mêmes. Il est difficile de dire le comportement de qui est le plus révoltant : du poli-cier qui, au nom du combat contre l'insécurité, tire d'abord sans s'occuper de savoir s'il a affaire à un bandit ou à une de ses victimes ou du chimère qui assassine un voisin simplement parce que celui-ci dispose d'un téléphone portable susceptible de renseigner la police.

Mais le pire, peut-être, ce sont ces gens qui se prétendent « progressistes » et qui ne se salissent certes pas les mains mais qui, de leur rédaction de Port-au-Prince ou de New York, loin en tous cas de Cité Soleil, justifient, mieux, glorifient les chimères. Il faut croire que leur conception du « pouvoir populaire » est du même genre que ce-lui exercé par les chimères sur les quartiers pauvres.

Ces gens-là n'ont que mépris pour les familles de pauvres qui sont les princi-pales victimes des gangs armés, terrorisées, rançonnées, mobilisées pour servir de boucliers aux gangs en cas d'attaques de la police et de la Minustah. Ils n'ont que mépris pour les ouvriers qui risquent leur vie chaque jour en se rendant à leur travail, pour les ouvrières violées sur le chemin, pour les petites marchandes dont on vole le maigre butin de la journée. Ils n'ont que mépris pour ces travailleurs de la zone in-dustrielle obligés de se transformer en nomades car, après avoir fui Cité Soleil vers Cité Militaire ou Drouillard, l'avancée des zones contrôlées par les chimères les con-traint à déménager de nouveau, trouver des proches qui acceptent de les loger eux et leurs familles, entassés à dix ou quinze dans une même pièce.

...et l'impuissance de la Minustah

Malgré ses 8 000 militaires et 1 900 policiers, la Minustah ne parvient pas à stabiliser la situation. Mieux ou pire, les témoignages se multiplient sur l'inaction des unités onusiennes qui ne bougent pas, même en présence de bandits armés. Plu-sieurs victimes d'enlèvements rapportent avoir été kidnappées à quelques pas d'un blindé de l'ONU. Boulos au nom du patronat ou Apaid au nom du groupe des 184 ont engagé la campagne que l'on sait contre la « faillite de Valdès », s'en prenant, par-dessus la tête de l'ambassadeur chilien, responsable politique de la mission onu-sienne, à l'ONU elle-même et à son secrétaire général.

Eh oui, la Minustah ne parvient pas à désarmer les chimères. Il faut croire que l'armée onusienne ne se sent pas assez forte pour reconquérir Cité Soleil, encadrée par des gangs fortement armés, incrustés au milieu d'une population qui, même si elle subit les chimères, ne souhaite pas pour autant une intervention militaire mas-sive dont elle sera inévitablement la principale victime. En outre, les soldats de cette armée onusienne bigarrée, venus principalement de pays pauvres, n'ont sans doute pas envie de se faire trouser la peau en faisant du zèle. Ce seul fait suffit pour expli-quer le laxisme qui leur est reproché, même si les bruits sur l'implication de certains soldats de la Minustah dans les enlèvements ne sont pas fondés. L'unité jordanienne qui surveille l'approche de Cité Soleil a perdu plusieurs de ses membres, exécutés par des snipers. Ses soldats préfèrent rester sagement dans leurs blindés...

Malgré les gémissements de Boulos et d'Apaid, de la journée de grève générale du 9 janvier à l'appel du patronat ou du sit-in du 16, il n'est pas dit que les États-Unis envoient des troupes plus efficaces. Ils ont déjà trop à faire en Irak.

Mario Andrésol, chef de la police, après avoir constaté qu'il n'a pas trouvé auprès des casques bleus le soutien qu'il espérait, réclame au moins plus de matériel militaire et de plus lourd, face aux bandits bien armés. Mais qui garantit que le matériel livré à la police ne finisse pas par aboutir entre les mains des bandits, tant la police elle-même est pourrie de corruption ?

Il se peut que les protestations de plus en plus bruyantes montant de la classe possédante amènent la Minustah à redéployer ses troupes afin de protéger un peu mieux les zones qui intéressent le patronat (les approches de la zone industrielle en particulier et la route de l'aéroport). Il se peut, aussi, que se multiplient les opérations « coups de poing » destinées à libérer un bourgeois ou un homme d'affaires étranger kidnappé. Mais l'insécurité ne sera pas moins grande pour les classes populaires.

Les élections

La grande masse des électeurs se rendra-t-elle aux urnes dans ces élections voulues par les grandes puissances, malgré l'impréparation technique et surtout, l'insécurité dans les quartiers populaires ? On ne le saura que le jour du scrutin. Pour le moment, l'agitation des cercles politiques ne touche guère les classes populaires, préoccupées surtout de survivre, au jour le jour, rackettées par les bandes armées, affamées par les hausses de prix.

Et elles qui ont été si souvent déçues par les élections, y compris celles qui semblaient pourtant chargées d'espoir, n'ont aucune raison d'attendre quoi que ce soit pour elles dans les élections sous tutelle qui viennent. Cela dit, le souvenir des décennies de dictature n'est pas perdu et le simple fait de pouvoir voter peut légitimement apparaître aux yeux de beaucoup comme un acquis.

Bien que 34 candidats se présentent à la présidentielle, les sondages donnent Préval largement vainqueur. Aux yeux des lavalassiens, il bénéficie du souvenir de sa primature sous Aristide. Si cela lui vaut l'hostilité des adversaires d'Aristide – il a été, de fait, interdit de meeting à Saint Marc où le souvenir du massacre de la Scierie reste fort, mais aussi aux Gonaïves – il ne passe pas pour un fanatique de lavalas et d'ailleurs, il prend soin de répéter que lui, c'est lui et qu'il n'a nullement l'intention de ramener Aristide s'il était élu. Son passé d'agronome comme les quelques mesures plus symboliques que réelles qu'il avait prises lors de son passage à la présidence et qu'il avait baptisées pompeusement « réforme agraire » lui valent une certaine popularité parmi les paysans.

Les grandes puissances ont peut-être d'autres préférences, un Bazin pour les États-Unis, Manigat ou Serge Gilles pour la France -Jospin a appelé pour ce dernier qui se dit toujours socialiste, malgré ses multiples compromissions dans le passé avec les militaires au pouvoir-, mais elles inscrivent à l'actif de Préval d'avoir été le seul président à faire l'intégralité de son mandat, sans crise majeure. Elles ont pu le voir à l'œuvre et savent que rien, ni dans son programme, ni dans sa personnalité, n'est préjudiciable aux intérêts impérialistes. (Pour ce qui est d'Aristide, ce qui posait problème aux grandes puissances, ce n'était certes pas sa politique qui n'était en

rien opposée aux intérêts occidentaux, mais son imprévisibilité, sa démagogie jugée irresponsable).

Une caste politique à l'image de la classe possédante

Comme les ressacs soulèvent l'écume, les vaguelettes de la campagne électorale charrient tous les leaders autoproclamés qui ont occupé, ensemble ou en concurrence, les devants de la scène politique depuis la chute de Duvalier, il y a vingt ans tout juste. Leurs noms se répètent à la radio et les photos de certains d'entre eux refont leur apparition sur les murs. Ils prétendent tous incarner la démocratie, la liberté, l'espoir.

Associés au pouvoir ou aspirant à y arriver, ils ont tous eu l'occasion de montrer pourtant non seulement qu'ils ne peuvent ni ne veulent changer le sort des masses exploitées de ce pays, mais même faire fonctionner la société telle qu'elle est.

Même du point de vue de la bourgeoisie qu'ils servent tous ou aspirent à servir, ils se sont montrés incapables. Incapables d'assurer l'exploitation et la « bonne marche des affaires » dans des conditions de sécurité acceptables pour le patronat. Incapables d'empêcher la décomposition de l'État qui n'assure pratiquement plus aucune de ses fonctions, même les plus indispensables du point de vue de la classe possédante elle-même. Incapables de faire reculer un tant soit peu la corruption. Incapables de surmonter leurs rivalités autour de la mangeoire, même pour une cause qui concerne des intérêts importants de la classe dominante.

Le patronat lui-même fait si peu confiance à cette caste politique veule, couarde et incapable, qu'il a pris l'habitude de se passer de son intermédiaire pour prendre en main directement les affaires politiques, par le biais d'un des siens. C'est un mouvement dirigé par les grands bourgeois Apaid et Backer qui a conduit le mouvement pour le renversement d'Aristide. C'est encore le grand patronat, directement autour de Boulos et de la Chambre de commerce, qui dirige le mouvement de contestation contre le « laxisme de la Minustah ». Ce sont eux qui ont l'initiative politique.

Mais l'incapacité, la veulerie de la caste politique n'est pas seulement celle des hommes qui la constituent. Elle est celle de la classe dominante elle-même. La bourgeoisie haïtienne, avide, égoïste, prête à vendre père et mère pour peu que cela rapporte, a la caste politique qu'elle mérite. Les protestations impuissantes de bourgeois petits et grands, lésés dans leurs affaires par l'insécurité, leurs lettres indignées adressées à Valdes et à la Minustah publiées avec complaisance dans la presse contrôlée par Boulos, montrent seulement que la bourgeoisie haïtienne est incapable de gérer ses propres affaires et qu'elle ne peut pas se passer de la béquille fissurée de l'ONU et, derrière cette dernière, des États-Unis.

Les classes populaires, après avoir pesé sur la politique lors du renversement de la dictature de Duvalier, sont aujourd'hui silencieuses et résignées. Ballottées de fausses promesses de démocratie en faux espoirs de voir enfin renversée la table, trahies par le Puch et toutes les variantes du nationalisme progressiste avant de l'être par lavalas, elles ne croient en rien et surtout pas en la possibilité d'un changement en leur faveur.

C'est pourtant elles, écrasées aujourd'hui par la vie, prises en otage entre les bandes armées officielles et celles des bandits (chimères ou pas), qui incarnent un avenir, car seuls leurs intérêts sont ceux de l'immense majorité de la société et du

pays lui-même. Le seul moyen de mettre fin à l'immense misère de la majorité par une organisation de la production et de la répartition en fonction des besoins de tous ; le seul moyen même de mettre fin à l'insécurité en désarmant les bandes armées, réside dans l'intervention consciente de la classe ouvrière et de la paysannerie. Contribuer à cette prise de conscience, œuvrer pour que les classes exploitées prennent conscience de leurs intérêts politiques et acquièrent assez de confiance en elles-mêmes pour se battre pour ces intérêts, voilà le chemin que doivent emprunter tous ceux qui croient en l'avenir.

Décomposition de l'État et violence des gangs armés

Présentation de Lutte de classe

Le 15 février 2007, le Conseil de sécurité de l'ONU a prolongé de huit mois le mandat de la Mission des Nations Unies de stabilisation en Haïti (Minustah). Les troupes de l'ONU sont censées suppléer l'État haïtien défaillant pour assurer un semblant d'ordre public dans ce pays, le plus pauvre de l'hémisphère occidental. A la misère de la majorité de la population s'ajoutent les agissements des bandes armées dont certaines, les chimères, continuent de se revendiquer du président Aristide déposé par l'armée américaine, tout en se livrant à de purs actes de banditisme dont les habitants des quartiers populaires de la capitale, Cité Soleil, Martissant, sont les principales victimes.

Le 20 février, le dernier jour du carnaval, les troupes de la Minustah ont effectué une intervention massive à Cité Soleil avec pour objectif, selon leurs responsables, de « *capturer des membres de gangs et de saisir des armes illégales* ».

700 Casques bleus ont été mobilisés, issus de huit nations différentes, flanqués d'un certain nombre de policiers haïtiens.

Résultat de l'opération : 21 personnes arrêtées, dit le communiqué de la Minustah, dont 14 recherchées par la police (on ne sait pas qui sont les autres). Résultat maigre et, surtout, une fois les troupes de la Minustah reparties après l'opération coup de poing, Cité Soleil est retombée sous la loi des chimères. Les chefs de gangs se sont contentés de déménager leurs quartiers généraux pour quelques jours.

Le « climat de sécurité » que la Minustah est censée assurer à Port-au-Prince n'est qu'une triste plaisanterie.

Les gangs kidnappent, assassinent et terrorisent la population, souvent à proximité des engins blindés de la Minustah qui n'interviennent pas.

Et les interventions ponctuelles de la Minustah, au lieu d'arriver à bout des bandes armées, se traduisent par des victimes dans la population prise entre deux feux.

Au milieu de ce chaos, le gouvernement fait semblant de gouverner, le Parlement, de débattre, et les représentants des grandes puissances tutélaires font semblant de croire qu'une démocratie est en marche. Quant aux usines de la zone industrielle, elles, elles continuent réellement à fonctionner, à rapporter du profit à leurs propriétaires alors que, pour les travailleurs, se rendre sur leur lieu de travail devient une gageure.

Les deux articles suivants sont extraits du numéro 164 de *La Voix des Travailleurs*, organe communiste révolutionnaire, publié en Haïti et daté du 20 janvier 2007.

Extraits de La Voix des Travailleurs

Après neuf mois de gestation, de quoi a accouché le gouvernement Alexis / Préval ?

La population haïtienne s'enfoncé dans une misère croissante sans qu'aucune solution n'apparaisse. 77 % de la population vivent au dessous du seuil de la pauvreté, 60 % sont au chômage, plus d'un million d'Haïtiens vivent avec moins de 50 gourdes par jour, la pauvreté se transforme en misère. L'espérance de vie n'excède pas 53 ans, la mortalité infantile atteint les 80 pour 1000.

Des décennies de désordre politique et de corruption ont laissé un pays sans infrastructures (absence de routes, d'électricité, d'eau potable dont le manque est responsable pour une grande part de la mortalité infantile, des latrines à ciel ouvert, des amoncellements d'ordures).

La population avait voté massivement pour le président René Préval. Sa victoire à 51,15 % des voix était une réminiscence des illusions mises en Aristide en 1990. Mais neuf mois après, les illusions se sont envolées, Préval s'apprête à aller au bout de son mandat, comme il l'a déjà fait une fois, sans rien changer, sans toucher à aucun des problèmes de la société haïtienne, aux inégalités, à la corruption, à l'effondrement des services publics, et surtout à la grande misère de la majorité de la population.

Même les rares promesses faites ne sont et ne seront pas respectées.

Le gouvernement Alexis/Préval, flanqué de 18 ministres, 4 secrétaires d'État (au grand détriment des caisses déjà maigres de l'État), n'a aucun bilan à son actif. Son programme d'investissement faisait du PAS (Programme d'apaisement social) sa priorité, ledit PAS consistant en la mise en place de « *projets d'assistance en vue de relancer l'économie nationale et d'améliorer les conditions de vie de la population* ».

Pour mener à bien ces projets, le gouvernement promettait de trouver les fonds permettant de soulager la misère de la population. En dépit des promesses faites par les bailleurs de fonds internationaux à la conférence internationale sur le développement économique et social, rien n'est arrivé jusqu'à la population laborieuse, aucune misère n'est en passe d'être soulagée, même des employés de la fonction publique ne reçoivent pas leur salaire.

Plusieurs grèves (celles des employés de l'HUEH, des enseignants de lycées, des postes), un sit-in des employés de la mairie, des manifestations des chauffeurs des transports en commun eurent lieu pour réclamer les arriérés de leurs maigres salaires.

Pendant ce temps, les fonds du Trésor public sont utilisés en faveur des gangs armés, quand ils ne disparaissent pas dans les poches des dirigeants.

Les possédants réclament eux aussi leur part du magot. Par l'intermédiaire de l'un de leurs représentants, Grégory Brandt, représentant de la Chambre de commerce, ils exigent « *plus de célérité dans le traitement des affaires de la nation* » ! Or la nation, dans la bouche des nantis, c'est bien sûr eux-mêmes, et leur soif de posséder encore plus à assouvir.

La population laborieuse, elle, ne voit rien venir qui lui permettrait de garder un peu d'espoir. Les neuf mois du nouveau gouvernement sont marqués par la fuite à

l'étranger de nombreux Haïtiens, par l'augmentation des boat people avec des malheureux prêts à prendre tous les risques pour fuir la misère, mais aussi l'insécurité.

D'ailleurs, un des axes du programme gouvernemental, c'est aussi le programme de démobilisation, de désarmement et de réinsertion (DDR) qui devrait « pacifier les zones chaudes » à grand renfort de dollars. Résultats : l'insécurité n'a jamais été aussi grande, les kidnappings se multiplient, de juin à septembre on comptait 228 victimes par mort violente dans l'arrondissement de Port-au-Prince. La justice est inexistante, policiers et juges sont corrompus, travaillant de connivence avec les gangs. Le ministère de la Justice gère l'insécurité, l'impunité, la corruption et sert des sermons à la télévision. Pendant ce temps, les gangs se déploient, encerclant la capitale au nez du gouvernement et ce, malgré son programme de DDR.

Quant à la population pauvre, il ne lui reste plus qu'à mourir sous les balles des bandits qui se battent entre eux ou contre la Minustah, subir les exactions de ces mêmes bandits, ou mourir de faim victime de l'exploitation avide des possédants, tout cela devant l'indifférence coupable des dirigeants.

S'il y avait un souhait à faire pour l'année qui commence, ce serait que les classes exploitées n'acceptent plus que leur sort se dégrade encore davantage, et que leur apparente résignation face aux prix qui augmentent, aux salaires qui baissent, aux voyous qui assassinent, aux possédants qui étranglent, au gouvernement qui trompe, se transforme en une colère qui explose et balaye toute cette saleté.

La classe possédante est incapable de guérir la décomposition de son État et la pourriture de sa société, car c'est elle qui en est la cause

« La refondation de l'État » – l'expression revient aussi bien dans la bouche de Préval que dans celles des représentants des puissances tutélaires et fait l'objet de colloques dans les grands hôtels de la place. Elle exprime un constat et désigne l'objectif.

Le constat, c'est la déliquescence de l'État. Il y a bien un président de la République, élu parce que l'électorat populaire a cru déceler derrière Préval la silhouette d'Aristide et désigné dès le premier tour par la grâce d'un CEP tremblant devant les manifestations. Il y a bien un gouvernement, fruit de laborieuses tractations pour donner un portefeuille ministériel à la plupart des partis représentés au Parlement. Il y a un Parlement, des députés et des sénateurs qui opinent sur tout et n'importe quoi. Il y a des hauts fonctionnaires qui touchent des salaires confortables et qui sont en situation de caser à différents postes des membres de leur clientèle. En somme, en tant que sangsue sur le corps social, l'État fonctionne.

Mais il n'y a pratiquement pas d'appareil d'État pour maintenir un semblant d'ordre dans le pays. La police est gangrenée, nombre de ses membres participant à des trafics et des actes de banditisme. L'État est, en dernier ressort, une bande armée, mais la bande armée officielle qu'est la police n'est pas la seule dans le pays, ni même la plus puissante. La justice est pourrie et les bandits qui se seraient fait arrêter par la police, par hasard ou par concurrence, n'ont aucun mal à acheter le juge qui les libère. Les prisons qui sont certainement une antichambre de l'enfer pour le commun des mortels, sont des passoires pour les criminels qui ont des relations et surtout de l'argent. Les différents corps de l'appareil d'État se chamaillent quand ils

ne se combattent pas avec plus de détermination qu'ils ne combattent les trafiquants de drogue ou les kidnappeurs.

Le récent « cambriolage » du Parquet de Port-au-Prince, où ont été dérobés un grand nombre de dossiers de Justice et des preuves de toutes sortes impliquant des criminels en cours de procédure, est significatif. On ne sait pas, en effet, s'il s'agit bien d'un cambriolage, comme l'affirme le commissaire du gouvernement Claudy Gassant, le chef du Parquet ou d'une simple mise en scène organisée par le même Claudy Gassant, comme le laisse entendre, d'une façon à peine déguisée, son supérieur hiérarchique, le ministre de la Justice et de la Sécurité publique René Magloire. Plus que le fait même du cambriolage, c'est cette altercation au sommet qui témoigne de la décomposition de l'État ; c'est le fait qu'un ministre puisse suggérer publiquement qu'un haut fonctionnaire de Justice a fait détruire des dossiers gênants pour des criminels en dissimulant son agissement derrière un cambriolage simulé – et que sa prise de position puisse passer pour vraisemblable.

Voilà où en est l'appareil d'État même dans sa fonction essentielle du maintien de l'ordre. Ce sont les classes populaires qui en subissent les conséquences les plus nombreuses, tous ceux qui n'ont ni les moyens de s'assurer des gardes du corps bien armés et des véhicules blindés, ni les finances pour s'acheter la paix. Mais elles subissent plus encore la défaillance de l'État dans toutes ses autres fonctions. Plus personne ne s'occupe ni des routes, ni du ramassage des fatras ; les hôpitaux deviennent des mouroirs. Et ce n'est même plus la peine de parler du reste, de l'approvisionnement en eau ou en électricité.

La situation finit par devenir pesante cependant même pour la bourgeoisie – en tous les cas pour ceux qui vivent dans le pays. Bien sûr, il n'y a rien de commun entre le risque couru, jour après jour, par l'ouvrière obligée de se rendre sur la zone industrielle pour gagner les 70 gourdes qui lui permettent à peine de survivre et les risques que prend son patron. Mais enfin, même un enfant de bourgeois peut être enlevé. Et le banditisme qui sévit jusqu'aux alentours de la zone industrielle n'est certainement pas favorable aux affaires.

Les dirigeants des grandes puissances savent se faire une raison de l'anarchie armée qui règne dans bien des pays où leurs capitalistes font des affaires. Mais Haïti n'est ni le Congo, ni la Somalie. Il se trouve dans cette mer des Caraïbes qui est considérée par les États-Unis comme une sorte de mer intérieure, à quelques encablures de Porto Rico et à peine plus de la Floride. Il leur est difficile de laisser Haïti se transformer en une sorte de « no man's land », plate-forme pour les trafiquants de drogue et d'armes pour toute la région qui n'ont à craindre aucune force de répression.

Il n'a pourtant jamais été question pour l'État le plus riche de la planète de consacrer à Haïti les moyens qui permettraient à sa population de sortir de la misère sur le fond de laquelle se généralise la corruption, ni même de quoi assurer la construction d'un minimum d'infrastructures. Les subsides accordés à Préval au compte-goutte ne permettent même pas à celui-ci d'assurer le fonctionnement au quotidien de son appareil d'État. Il est de notoriété publique que les bandes armées, des trafiquants disposent d'armes de meilleure qualité que la police.

Mais ce n'est pas qu'une question de moyens financiers ou d'armes pour la police. A quoi servirait de doter la police en armement plus performant, si c'est pour que certains de ses éléments s'en servent pour des actes de banditisme ?

Il n'y a aucune raison que la situation s'améliore. Les enlèvements, les assassinats ne sont pas le fait des seuls chimères qui avaient, au départ, de vagues motivations politiques. Grâce aux États-Unis et au Canada, qui renvoient en Haïti des criminels endurcis et formés à l'école du crime organisé, les milieux criminels ont l'air de s'organiser plus vite et mieux que l'État.

Il ne sert à rien de faire des hypothèses pour deviner qui va gagner la course de vitesse engagée entre l'État, en voie d'une « refondation » hypothétique et les bandes armées. D'autant que cette course, si elle finit, finira en compromis. La police saura faire la part des choses et laisser le contrôle des quartiers populaires aux bandes de voyous. Même si l'État parvient à rétablir la sécurité, il ne la rétablira pas pour les classes populaires. La dictature de Duvalier préservait l'ordre, mais certainement pas la sécurité des classes populaires. L'arbitraire des macoutes n'était certainement pas meilleur que l'arbitraire des voyous.

Ne demande pas pour qui sonne le glas, il sonne toujours pour toi.

La seule question qui vaille pour la classe des prolétaires est celle de savoir si, en ayant assez de se retrouver entre deux feux comme elle s'est retrouvée récemment à Cité Soleil lors de l'incursion de la Minustah, elle prend le mors aux dents et décide de s'organiser elle-même. Et de s'organiser, en tant que prolétaires, autour de la défense de ses propres intérêts.

La principale faiblesse des travailleurs, des chômeurs, des djobeurs qui peuplent les quartiers populaires que se disputent la police et les voyous armés ne réside pas dans leur nombre : ils sont bien plus nombreux que les gangs, chimères ou non. Leur principale faiblesse, c'est l'absence d'organisation. Mais cette faiblesse est surmontable. La seule zone industrielle, même avec ses effectifs réduits à dix mille travailleurs, pourrait devenir une forteresse. Cité Soleil, Bel Air ou Cité Militaire pourraient y trouver des éléments d'organisation. C'est possible et surtout, c'est une nécessité vitale. Mais cela nécessite un programme, une politique, qui aient pour fondement les intérêts vitaux de la majorité laborieuse de la population.

La décrépitude de l'État est une des manifestations de la faillite de la bourgeoisie et de son ordre social. La classe possédante qui vit en parasite sur les classes populaires, paysans comme ouvriers, et qui a vidé la société haïtienne de son sang, a conduit le pays à la ruine. Il n'y a pas de solution même au problème de la sécurité sans mettre en cause l'ordre social actuel. Quel que soit le point de départ – la révolte contre l'insécurité et la volonté de s'organiser pour se défendre pourraient en devenir un –, le prolétariat devra se débarrasser d'autres parasites que ceux qui le rançonnent à Cité Soleil ou ailleurs. Ceux, en premier lieu, qui, dans les usines de la zone industrielle, se permettent de payer des salaires dont le pouvoir d'achat ne représente que le tiers des salaires du temps de Duvalier. Cette classe privilégiée qui pille le pays et qui exploite la majorité de ses habitants et qui ne veut même pas consacrer le fruit de ses rapines à investir sur place.

Si les classes exploitées ne veulent pas être réduites à la seule alternative : mourir sous les balles des bandes armées officielles et privées ou mourir de misère, il leur faudra prendre en main la direction de la société. Il n'y a pas de moyen terme.

La situation des travailleurs

Présentation de Lutte de Classe

Nous publions ci-après deux articles tirés du numéro 183 de *La Voix des Travailleurs* (mensuel édité par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires – Union communiste internationaliste (OTR-UCI)) paru le 26 juillet 2009, consacré essentiellement au relèvement du salaire minimum journalier à 200 gourdes, équivalant environ à 4 euros et à 5 dollars US. Le salaire minimum en vigueur depuis 2003 est de 70 gourdes, soit 1,75 dollar et 1,40 euro.

Le projet de loi de l'augmentation du salaire minimum à 200 gourdes, déposé par un député, moisit dans les tiroirs du Parlement haïtien depuis 2006. Le Parlement, l'exécutif et le patronat n'en ont fait qu'un sujet de débat jusqu'à ce que des étudiants, dans le cadre de leur mouvement au sein de l'Université de l'État, l'aient inséré dans le cahier de leurs revendications et l'aient mis en avant aux mois de juin et de juillet pendant leurs manifestations de rue. Plus le sujet est ébruité, plus les patrons sortent de leurs gonds pour protester contre toute augmentation de salaire. On a assisté à une véritable levée de boucliers du patronat pour empêcher le vote des 200 gourdes, entraînant derrière lui la presse, le président de la République Préval, le gouvernement et, finalement, la majorité des parlementaires.

Moins de deux semaines après la parution des articles ci-dessous, les travailleurs de la zone industrielle sont entrés en scène. Le 4 août, après une agitation d'étudiants, des milliers de travailleurs de la zone industrielle (entre 12 et 15 000) ont gagné les rues de Port-au-Prince. Avec des branches d'arbre en main, le premier contingent d'ouvriers qui a démarré le mouvement à Sonapi (parc industriel qui regroupe des entreprises de la sous-traitance, travaillant principalement pour le marché américain) a eu vite fait fait d'entraîner des milliers d'autres travaillant dans les usines disséminées sur leur parcours. Quand le cortège ouvrier pénétrait dans une usine pour venir chercher les ouvriers au travail, c'était l'explosion de joie. La foule, comme un rouleau compresseur, grossissait sur le passage.

Devant le Parlement, prétextant des projections de pierres sur les policiers, des unités de la police ont violemment dispersé les manifestants à coups de matraque, de gaz lacrymogènes, etc.

Le lendemain, les manifestants, plus nombreux que la veille, ont encore investi les rues avec plus de détermination en se rendant cette fois devant le Palais national en vue d'arracher les 200 gourdes.

Le lundi 10 août, tôt dans la matinée, la police a procédé à l'arrestation – à l'intérieur du parc Sonapi – de deux étudiants venus apporter leur solidarité. Choqués, les manifestants ouvriers dont le nombre avait considérablement augmenté se sont rendus au commissariat de police où les deux étudiants étaient conduits, en criant : « *Libérez les étudiants et votez les 200 gourdes.* » Une véritable marée hu-

maine ceinturait le commissariat. Son responsable prit peur et fit appel à des unités spécialisées qui dispersèrent la foule en lançant des gaz lacrymogènes.

Révoltés par le comportement des policiers, des milliers de travailleurs se sont massés le lendemain devant le parc Sonapi et ont recommencé la marche vers le Palais national pour exiger la libération immédiate des étudiants et l'application des 200 gourdes. La mobilisation a duré environ 7 jours, assortie de manifestations, de rassemblements, etc.

Le mardi 18 août, les deux étudiants arrêtés au parc Sonapi et transférés au Pénitencier national ont été relaxés. Le même jour, la Chambre des députés, dont la plupart ont reçu des pots-de-vin de la présidence et du patronat, selon le député du Cap-Haïtien, Eddy Jean Pierre, a voté pour les objections de René Préval, c'est-à-dire 125 gourdes en lieu et place des 200. Environ une semaine après, le Sénat a voté dans le même sens. Il reste la promulgation de la loi en question dans le journal officiel *Le Moniteur*, qui n'est pas la dernière étape car les patrons n'appliqueront pas le nouveau salaire si les travailleurs ne se donnent pas les moyens de l'imposer à l'intérieur des usines.

Obtenir les 200 gourdes nécessitera donc d'autres mobilisations. Il est tout de même à souligner que même les 125 gourdes n'auraient pas été votées sans la mobilisation des travailleurs. Le patronat comme le gouvernement voulaient manifestement gagner du temps et renvoyer tout vote sur le salaire minimum aux calendes grecques, compte tenu du fait que le mandat des parlementaires, notamment des députés, touche à sa fin.

Extrait de La Voix des Travailleurs

Les 200 gourdes : un minimum à imposer au patronat, dissimulateur, menteur et surtout rapace

« *Peu importe que la société en crève, pourvu que mes profits augmentent* » : la classe capitaliste d'Haïti n'est certainement pas la seule à professer ce credo, ni même la plus nuisible parmi ses semblables. Sa rapacité étant limitée par ses moyens, elle est loin de pouvoir semer la misère, la faim et la mort à la même échelle que les grands requins de la finance mondiale ou les gros actionnaires des firmes multinationales.

Mais pour ce qui est du cynisme et du mépris à l'égard de ceux qui, par leur travail, les enrichissent, les Backer, les Apaid, les Coles et autres Sassine se posent là. Les multiples rebondissements autour du vote sur le salaire minimum à 200 gourdes constituent une leçon de choses pour tout travailleur.

Tout le monde sait que les salaires actuels en Haïti, parmi les plus bas du monde, permettent à peine la survie. Tout le monde sait qu'en pouvoir d'achat, les salaires de la zone industrielle n'ont cessé de baisser depuis la fin des Duvalier, qui ne passaient pourtant pas pour des bienfaiteurs des classes laborieuses. Tout le monde sait que le minimum de 200 gourdes n'est qu'un rattrapage insuffisant, qui ne permettrait à personne de sortir de la misère. Et de plus, la mesure votée par le

Parlement, même si elle était appliquée intégralement, laisse de côté une bonne partie des travailleurs de ce pays, ceux notamment qui travaillent dans le secteur agricole.

Et pourtant, même cette mesure, ô combien timorée, déclenche, depuis son vote, un tir de barrage de la part du patronat haïtien. En première ligne, les patrons de la zone industrielle, parmi les plus riches et les plus puissants de ce pays. Avec un culot monstre, ils osent crier à la faillite, à la ruine de tout le secteur de la sous-traitance, à la suppression de 25 000 emplois au bas mot, à la délocalisation. Mais délocaliser où, alors qu'ils sont incapables de mentionner un seul pays de cet hémisphère où les salaires soient aussi bas ? Dans la république voisine, le salaire minimum vient de passer à 9 dollars.

Au bord de la faillite, ces gens-là ? Mais les patrons de la sous-traitance, les Sassine, Apaid, Boulos, Coles, Mews, Accra, Backer, possèdent d'autres usines encore, mais aussi des supermarchés, des pompes à essence, des chaînes d'alimentation, des sociétés d'import-export, sans parler de ceux qui, comme Backer, ajoutent à leur position de grand patron de l'industrie celle de grandon propriétaire de plantations. En compagnie d'un Brandt, absent de la sous-traitance, ces huit-là dominent l'ensemble de l'économie, la façonnent, la déforment en fonction de leurs intérêts. Ils sont autrement plus puissants que les ministres qui passent. Le gouvernement comme le chef de l'État ne sont que leurs commis politiques.

Dans sa guerre contre toute mesure susceptible de freiner l'effondrement de la condition ouvrière, le patronat mobilise le ban et l'arrière-ban de ses porte-parole de la caste politique et de la presse. À commencer par Préval. Il lui appartient, du haut de sa fonction de chef d'État, de transformer l'expression de la cupidité du patronat de la sous-traitance en intérêt national. Et aux pseudo-économistes de noircir des pages dans la presse pour expliquer en quoi 200 gourdes pour une journée d'exploitation, ce n'est pas possible ! Mais combien d'entre eux dépensent, en un seul repas, cinq fois, dix fois plus ? Combien d'entre eux gagnent plus, en une seule journée, à défendre les intérêts des riches, c'est-à-dire sans rien faire d'utile pour la société, que ne touchent en salaire les ouvriers de la zone industrielle pour un mois de production de biens réels ?

Le lobbying patronal commence à porter ses effets. Comme effrayés par leur propre courage d'un jour, plusieurs députés commencent à revenir en arrière et annoncent qu'ils tiendront compte des objections de Préval qui propose pour la sous-traitance un salaire minimum de 125 gourdes au lieu des 200 votés par la Chambre basse.

Il serait vain de se livrer à des spéculations sur le nombre de députés gardant un minimum de dignité pour ne pas se déjuger de leur vote en faveur de 200 gourdes.

Les patrons ont les moyens d'acheter les plus vénaux. Pour d'autres, le rappel à l'ordre, la pression de leur milieu suffira peut-être. Faisons-leur confiance : ils trouveront les arguments pour expliquer pourquoi l'économie actuelle ne saurait pas supporter un salaire de 200 gourdes par jour. Il en est déjà qui assurent doctement, rapporte *Le Nouvelliste* : « *Je suis prêt à voter en faveur des objections du président Préval si le secteur privé des affaires arrive à me prouver que les 200 gourdes vont effectivement jeter bon nombre d'ouvriers dans le chômage* ». Et ledit « *secteur privé d'affaires* » qui s'est insurgé à l'idée même qu'il puisse être prié de présenter ses

livres de comptes aux députés – « *Mais comment, cela ne se fait dans aucun pays du monde !* », déclamait Boulos – fournit cependant obligeamment des faux bilans, « *prouvant* » que nombre d'entreprises sont en situation de faillite depuis cinq ans ! Et les députés, même les plus courageux ou les moins vénaux, acceptent que les patrons se moquent d'eux d'une manière aussi ouverte ! Domestiques des riches qu'ils sont, en domestiques ils sont traités.

Aux travailleurs de tirer de ces palinodies les conclusions qui s'imposent.

En premier lieu, qu'une économie qui n'est même pas capable d'assurer un minimum vital à ceux qui produisent, à ceux qui, avec les paysans producteurs, font vivre toute la société, a fait son temps et doit céder la place. En second lieu, que, même pour assurer un minimum de justice sociale – et les 200 gourdes ne sont pas plus que cela –, il faudra imposer à la classe possédante des mesures radicales. Ce que les Boulos et autres Apaid ne veulent pas donner de leur plein gré aux députés qui, pourtant, représentent leur monde et souvent, en viennent, il faudra le leur imposer de force.

La société haïtienne ne commencera à entrevoir le début du changement social indispensable que lorsque les travailleurs organisés auront la force et la volonté d'obliger tous les capitalistes, les barons de la zone industrielle, ceux qui dominent les banques et l'import-export, à ouvrir tous leurs comptes et à les soumettre au contrôle de toute la population. Pas leurs comptes fictifs déposés aux impôts et acceptés par un appareil d'État au service des plus riches, mais les vrais comptes qui incluent tout ce que les patrons, les riches bourgeois, gagnent sur le dos des exploités, tout ce qu'ils volent à l'État, tout ce qui provient de trafics en tout genre. Et on se rendra alors compte que, pour pauvre que soit l'économie haïtienne, elle a de quoi assurer un minimum permettant de vivre correctement à tous ceux qui travaillent dans les entreprises des villes comme dans les campagnes, de manger à sa faim, de se loger convenablement, d'assurer l'éducation des enfants.

Oui, tout cela est possible, tout cela pourrait être réalisé rapidement. À condition d'ôter à la classe capitaliste la possibilité de réduire à la misère la majeure partie de la population pour pouvoir gonfler ses comptes en banque, ici en Haïti ou à l'étranger. À condition d'arracher aux patrons des entreprises industrielles, commerciales, bancaires leur pouvoir absolu sur l'économie, les soumettre au contrôle de la population !

Exploiteurs, menteurs, bluffeurs, les patrons se dévoilent au grand public

Ils sont très peu nombreux ceux qui connaissent la réalité des conditions de travail des ouvriers dans les usines, spécialement dans celles de la sous-traitance sur la zone industrielle à Port-au-Prince. Pour diverses raisons, cette catégorie de travailleurs n'a jamais eu l'attention d'aucune frange de la société, pas même des organisations dites de gauche qui les ignoraient sous prétexte que la classe ouvrière n'existe pas, ou qu'elle est en infériorité numérique par rapport à la paysannerie. D'autres avancent qu'elle ne serait pas capable de tenir tête à la bourgeoisie et à ses supplétifs au pouvoir, et patati et patata. De fait, ces travailleurs constituent une chair à canon docile pour les patrons qui sucent leur sang autant que faire se peut pour faire fructifier leurs capitaux. Issus pour la grande majorité de la paysannerie,

en absence de toute tradition d'organisation, ces travailleurs meurent comme des chiens dans l'indifférence générale après avoir passé le plus clair de leur temps à trimer dans les factories.

Le débat sur le projet de loi de Steeven Benoit sur l'ajustement du salaire minimum à 200 gourdes au Parlement, surtout le soutien des étudiants de l'Université d'État d'Haïti à ce projet de loi, a eu pour mérite de mettre au premier plan de l'actualité les conditions de travail et de vie des travailleurs dans les usines et dans leurs quartiers. Mais ceux qu'on entend à longueur de journée dans la presse, ce ne sont malheureusement pas les travailleurs, mais plutôt les patrons qui viennent déblatérer au Palais national, au Parlement contre ce projet de loi en brandissant la menace de fermer leurs usines et en licenciant les travailleurs. C'est le président de la République qui n'a jamais été autant éloquent dans la défense des points de vue des patrons, ce sont des journalistes, des économistes qui s'en prennent au jusqu'au-boutisme de certains députés qui veulent anéantir l'économie du pays en s'accrochant à ce projet de loi, ne cessent-ils de ressasser.

Ceux qui, par humanité, comme les étudiants, quelques parlementaires, soutiennent le projet de loi de Steeven, ignorent que seules la mobilisation, l'organisation et la prise de conscience des travailleurs eux-mêmes peuvent contraindre les patrons à lâcher du lest. Alors que les étudiants manifestent dans les rues leur soutien aux travailleurs, les patrons, jouissant d'un calme plat dans les usines, continuent de débiter des tonnes de mensonges dans les médias, de faire planer le spectre d'une débâcle complète de l'économie si les parlementaires ne se ressaisissent pas, s'ils ne reviennent pas sur leur décision de porter le salaire minimum à 200 gourdes par jour.

Des Bateys⁸ en plein cœur de Port-au-Prince

Si des organisations de droits de l'homme, de la société civile, les politiciens en Haïti ne ratent pas une occasion de monter au créneau quand un Haïtien est victime d'abus ou d'une exaction à l'extérieur du pays, si régulièrement, drapés de leur bicolore bleu et rouge, ils se mettent en ordre de bataille pour tempêter dans la presse, parfois pour défiler dans les rues, chez eux, en Haïti, ces mêmes organisations font semblant de ne pas voir ou d'ignorer les injustices, l'exploitation, la misère auxquelles sont assujetties la grande majorité des travailleurs et les masses pauvres en Haïti.

La situation des travailleurs sur la zone industrielle rappelle par bien des aspects celle que vivent les Haïtiens dans les bateys de Saint-Domingue ; la seule différence est que cela se passe chez eux, dans leur propre pays. Il n'est pas inutile de souligner que les travailleurs des bateys touchent depuis 2008, 108 gourdes par jour contre 70 gourdes en Haïti.

Sur la zone industrielle une journée de travail dure en moyenne 11 heures. Sous prétexte d'effectuer des quotas de travail dont le prix dépasse à peine celui du salaire minimum, les ouvriers ne quittent les usines que vers 6 heures du soir alors que la journée a débuté à 6 heures du matin. Parfois, quand les patrons ont une com-

⁸ Les « bateys » sont des ghettos aménagés pour héberger initialement les coupeurs de canne haïtiens en République dominicaine.

mande urgente à exécuter, c'est manu militari que les ouvriers sont contraints de rester jusqu'à 10 heures du soir sans que le patron se donne la peine de trouver un transport pour les emmener chez eux. Au mois de décembre 2008, des ouvriers de InterAmerican Taylor, propriété de la famille Apaid, ont été relâchés à 2 heures du matin. Un ouvrier parmi eux, qui rentrait chez lui à pied, a été lynché par des riverains d'un quartier qui l'ont pris pour un voleur même après avoir exhibé son badge de travail. Plusieurs ouvrières ont été violées cette même nuit.

Les ouvriers n'ont pas le droit de s'organiser. Pour les patrons, ils sont des bêtes de somme, seule compte leur force de travail. Tous ceux parmi les travailleurs qui se montrent éveillés, qui donnent l'impression qu'ils peuvent avoir une influence parmi leurs camarades, sont systématiquement révoqués. Il est formellement interdit à un ouvrier de lire les bulletins qui s'adressent à eux dans les usines. C'est une raison plus que suffisante pour se faire révoquer sans indemnités. Les patrons créent une ambiance à la délation, de suspicion permanente, de division pour décourager toute idée d'organisation.

Il n'y a pas de réfectoire, les ouvriers en général prennent leur « *chen janbe* » devant leurs usines respectives dans un environnement macabre fait de poussière, de boue, d'eaux stagnantes, fatras, etc. Il n'est pas rare que certains d'entre eux se fassent renverser par les voitures des patrons qui font peu de cas de la présence des travailleurs sur le bord de la rue.

À l'intérieur de l'usine, les toilettes, quand il en existe, sont dans un piteux état. Il n'y a souvent pas d'eau pour chasser les bols, pas de papier. Les travailleurs utilisent souvent des rejets de tissus faite de papier ; les ouvrières y ont constamment recours également quand elles ont leurs menstruations pendant la journée. Il n'y a pas longtemps qu'une grosse compagnie comme Brasserie Nationale a confectionné des toilettes pour les travailleurs, qui faisaient leur besoins par terre aux abords d'un ravin.

Il n'y a pas de congé annuel, les patrons du secteur de la sous-traitance accordent quelques jours de repos aux travailleurs à la fin du mois de décembre de chaque année ; ces derniers sont sommés de travailler pendant tous les jours fériés y compris les dimanches quand la direction l'exige.

Il n'y a pas d'infirmerie dans les usines. Au parc Sonapi, dans les usines de Richard Coles notamment, quand un ouvrier a un problème, on le sort tranquillement dans la rue pour mourir.

Il n'y a pas de sécurité d'emploi. Les patrons font ce qu'ils veulent. Ils embauchent, ils révoquent comme bon leur semble au gré de leurs intérêts dans les usines.

Il faut ajouter à ce sombre tableau les tracasseries journalières, le mépris des petits chefs, les basses manoeuvres pour extorquer quelques gourdes sur le maigre salaire de l'ouvrier, le harcèlement des petits chefs sur les ouvrières, etc.

Cette exploitation éhontée se passe à Port-au-Prince dans les usines que les ouvriers appellent à juste raison des camps de la mort.

Où est le président de la République, René Préval, où sont passés les économistes qui vocifèrent que les 200 gourdes vont détruire le pays, les notables de la société civile qui jugent trop élevé le salaire de 200 gourdes pour les travailleurs ? Au mieux, ils font semblant de pas voir, de ne pas entendre même quand l'exploitation

se passe sous leurs yeux mais au final ils se rangent tous du côté des patrons, des riches car, eux aussi, ils vivent de l'exploitation des travailleurs.

Les travailleurs et les masses pauvres en général doivent apprendre à ne compter que sur leur force d'organisation dans le combat qui les oppose aux classes possédantes.